Institut d'Études Politiques de Paris

ÉCOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO

Master d'histoire

Une politique du patois ?

Parlers populaires et militantisme en Haute-Bretagne, de l'entre-deux-guerres aux années 1980.

Léandre MANDARD

Mémoire dirigé par
Emmanuelle LOYER (professeure d'histoire à Sciences-Po Paris)
Ronan LE COADIC (professeur de culture et langue bretonnes à l'université Rennes 2)

À mes deux grand-mères, Monique Benoît et Marie-Ange Mandard.

Remerciements

Je tiens ici à remercier vivement Emmanuelle Loyer et Ronan Le Coadic, pour la confiance qu'ils m'ont accordée et les conseils avisés qu'ils m'ont fournis. Leurs deux approches se sont fort bien complétées.

J'exprime aussi ma gratitude à Jean-Yves Le Clerc, des Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, Lydie Micault, de l'association Bertègn Galèzz, Vincent Morel, de l'association Dastum, au personnel de l'étage Patrimoine de la Bibliothèque municipale de Rennes, ainsi qu'aux différentes personnes qui m'ont aimablement accordé un entretien. Je suis singulièrement redevable à Samuel Gicquel, qui a orienté mes efforts de manière décisive, et Pierre Corbel, dont l'apport théorique et le témoignage m'ont été d'un grand profit.

Enfin, j'adresse un remerciement tout particulier à mes deux parents, qui m'ont gratifié d'un soutien sans failles, ainsi qu'à Alma Ochoa, la *compañera*.

Introduction

> *« Les hommes politiques […] ne cessent pas de déconsidérer les manifestations culturelles du peuple. […] Leur souci est d'enlever à ces manifestations tout caractère et toute signification autre que de divertissement aimable et sympathiquement nostalgique. Et leur triomphe a été de s'emparer du mot folklore et de ses dérivés pour les vider de tout potentiel révolutionnaire. »*
>
> Pierre-Jakez HÉLIAS, *Le Cheval d'orgueil,* Paris, Plon, Terre Humaine, 1975, p. 578.

Le folklore : expression originale du peuple, condamnée au déclin par une classe dirigeante méprisante, acquise au centralisme politico-culturel. La rhétorique est classique : en France, le pouvoir de Paris a depuis longtemps été assimilé à un rouleau compresseur pour les particularités locales. C'est que l'œuvre uniformisatrice y a été sans doute plus poussée qu'ailleurs, et la diversité perçue comme un enfermement, voire une menace, au moins depuis la Révolution, et surtout à partir de la III^e^ République. Des travaux déjà anciens ont mis en évidence le processus de marginalisation des cultures périphériques par le pouvoir central[1]. Cette vision quelque peu monolithique a été nuancée par les historiens dans les années 1990. On a relativisé la répression linguistique que les « hussards noirs » de la République faisaient subir aux écoliers des campagnes, image stéréotypée d'une réalité sans doute plus complexe[2]. En effet, les instituteurs ont eux-mêmes largement participé à la collecte des traditions populaires, et sont les auteurs de nombreuses monographies d'histoire locale. Par ailleurs, l'éloge de la diversité régionale a longtemps été l'un des registres du nationalisme français, en particulier dans les livres scolaires[3], comme supplétif charnel, affectif, à l'abstraction de la nation telle que décrite par Ernest Renan[4]. Il n'en reste pas moins que ces nuances ont valeur

[1] Voir notamment : Michel DE CERTEAU, Dominique JULIA, Jacques REVEL, *Une politique de la langue. La Révolution française et les patois*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 1975 ; Eugen WEBER, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, 1870-1914*, Paris, Fayard, 1984 (1^e^ éd. 1976).

[2] Jean-François CHANET, *L'École républicaine et les petites patries,* Paris, Aubier, 1996.

[3] Anne-Marie THIESSE, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'homme, 1997.

[4] Ernest RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Calmann-Lévy, 1882.

d'euphémisme au regard de la situation générale, qui fait que la France, pour ne prendre que l'exemple de la langue, demeure pour les sociolinguistes un exemple archétypal d'« enfermement linguistique ethno-national[1] ».

En réaction au centralisme parisien s'est formé à la fin du XIX^e^ siècle un régionalisme, qui, dans certains cas, a engendré des nationalismes périphériques. Ce mouvement centrifuge a repris à son compte le modèle classique de construction de la nation[2], à partir de critères ethno-linguistiques, et a cherché à reproduire à l'échelle des provinces le centralisme subi, perçu comme condition indépassable de survie des supposées nations dominées. Cette rationalisation uniformisatrice est particulièrement visible, là encore, dans le domaine linguistique. Dès le milieu du XIX^e^ siècle, le Félibrige provençal s'attachait à dégager une norme graphique pour tout le domaine occitan[3]. Les langues minoritaires, souvent morcelées en une poussière de variantes dialectales, ne devaient trouver leur salut que par la standardisation de l'orthographe et la (re)naissance d'une littérature écrite, passeport difficile à obtenir mais garantissant l'accès à l'universel. Car ce ravalement en profondeur est bien ce qui conditionne la légitimité, si la culture en question ne veut pas se laisser « folkloriser », et dès lors être ramenée à ce « divertissement aimable et sympathiquement nostalgique » évoqué par Pierre-Jakez Hélias. Mona Ozouf l'exprime en ces termes :

> « Tantôt, on évoque la langue comme "un jargon incrusté sur quelques dizaines d'hectares" : il est bien connu que les Bretons baragouinent. Tantôt on se félicite de voir l'école républicaine faire abandonner aux écoliers, sur le seuil, la "parlure familiale", et voilà pour les parlers régionaux, incapables de se hausser à la dignité d'une langue. Tantôt, on moque les danses, les costumes, les fêtes, les pardons, et la niaise complaisance montrée à leurs beautés prétendues, et voilà pour les cultures. On somme les minorités de produire leurs raisons d'exister, d'établir à quoi elles peuvent servir dans le monde actuel et ce qu'elles peuvent bien opposer à la modernité qui insensiblement les détruit.[4] »

[1] Philippe BLANCHET, « Le triple enfermement linguistique et l'inventivité de l'entre-les-langues », *Iris,* n° 37, Université Grenoble-Alpes, 2016, p. 40. L'auteur entend par cette expression l'imposition autoritaire d'une langue unique comme moyen de création d'un État-nation, à l'exclusion de toutes les autres formes d'expression linguistique, y compris des variations de la langue dominante.

[2] Dont Anne-Marie THIESSE décrit la « check-list identitaire » dans *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, 1995.

[3] Philippe MARTEL, « Le Félibrige » *in* Pierre NORA (dir.), *Les lieux de* mémoire, Paris, Gallimard, 1992, tome III (vol. 2), p. 567-611.

[4] Mona OZOUF, *Composition française*, Paris, Gallimard, 2009, p. 238-239.

Le régionalisme et les nationalismes périphériques seraient alors des moyens politiques de réappropriation de la culture locale, néanmoins forcée de se plier au schéma modernisateur dominant si elle veut survivre. Faire l'inventaire des multiples variantes et les transcender par une forme achevée, standardisée, moderne : tel serait le destin des cultures qui refusent de mourir. Pour Ernest Gellner, c'est là un trait fondamental du nationalisme, qui

> « consiste essentiellement à imposer, globalement, à la société, une haute culture là où la population, dans sa majorité, voire sa totalité, vivait dans des cultures inférieures. [...] On assiste à la mise en place d'une société anonyme et impersonnelle, composée d'individus atomisés et interchangeables [...], là où se trouvait une structure complexe de groupes locaux, pétris de culture populaire dont la reproduction était assurée localement par les micro-groupes eux-mêmes en respectant les particularismes. [...] En général, c'est au nom d'une culture populaire putative que le nationalisme entame sa conquête.[1] »

Le jugement vaut-il pour les nationalismes minoritaires, voire les régionalismes ?

On a abondamment conjecturé sur les causes de l'échec politique du mouvement breton[2]. Elles sont nombreuses. Une des causes qui nous apparaît néanmoins fondamentale, mais largement éludée par l'historiographie, est celle du dualisme culturel très ancien de la région : de fait, la majorité de son territoire (la partie orientale, dite Haute-Bretagne) ne parle historiquement pas breton. Plus précisément, le flanc occidental du haut-pays ne le parle plus depuis des siècles : l'idiome celtique s'est étendu jusqu'aux portes de Rennes et de Nantes, au IX^{e} siècle, avant de progressivement refluer vers le Ponant. À l'est, on parle roman. Si bien que l'on voit mal, au regard de ces différences ethno-linguistiques, ce qui pourrait réunir la Haute et la Basse-Bretagne pour forger la « conscience d'un destin commun », indispensable à toute minorité nationale, si ce n'est le souvenir d'un ancien État féodal. Quoi d'étonnant ? C'est là une constante dans les constructions nationales. Comme l'a remarqué Eric Hobsbawm, les critères habituellement utilisés pour la définition des nations (ethnie, langue…) sont « flous, mouvants, ambigus, et aussi inutiles pour l'orientation du voyageur

[1] Ernest GELLNER, *Nations et nationalismes*, Paris, Payot, 1983, p. 88-89.

[2] Par exemple : Michel DENIS, « Mouvement breton et fascisme. Signification de l'échec du second Emsav », dans Christian GRAS et Georges LIVET (dir.), *Régions et régionalisme en France du XVIII^{e} siècle à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 1977, p. 489-506 ; Ronan LE COADIC, « Le fruit défendu : force de l'identité culturelle bretonne et faiblesse de son expression politique », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 111, 2001/2, p. 319-339.

que la forme des nuages comparée au relief terrestre.[1] » Dès lors, comment les Hauts-Bretons pouvaient-ils s'identifier à un idiome celtique qui leur était complètement étranger ? Et quelle solidarité un Bas-Breton pouvait-il ressentir entre sa réalité et celle des pays de Rennes et de Nantes, déjà assimilés au « *Bro-C'hall*[2] » ? Ronan Le Coadic le résume en ces termes : « La Bretagne ne doit donc être considérée ni comme une minorité ethnique, ni comme une communauté culturelle, puisqu'elle a deux cultures[3]. » La littérature sociologique a en effet déjà bien mis en évidence le caractère problématique de ces Gallos, par rapport à la « bretonnité[4] », ou à « l'identité bretonne ».

On peut faire remonter l'origine du « problème gallo » au XIX[e] siècle, où la région avait déjà fait l'objet d'une standardisation sur le plan symbolique. La littérature a formé un stéréotype de la Bretagne et du Breton, qui reprenait en fait des caractéristiques du bas-pays. À partir de ce moment, la partie fut prise pour le tout. La lande, le granit, le clocher à jour, le biniou, le chapeau rond et la langue bretonne sont quelques-uns des ingrédients de cette bretonnité stéréotypée[5]. Les régionalistes en firent leur étendard, sans grande conséquence. Par contre, le mouvement nationaliste breton de l'entre-deux-guerres, dans son application zélée du « kit idéologique » commun à toutes les nations, a prolongé cette image standard et en a déduit – de manière plus ou moins explicite – la nécessaire « receltisation de la Bretagne gallaise[6] ». Culturellement encombrant, parce qu'il renvoie à une matière romane assimilée à la France, mais historiquement incontournable en tant que partie intégrante de l'antique royaume – puis duché – de Bretagne, le haut-pays a constitué un écueil sur lequel a longtemps

[1] Eric HOBSBAWM, *Nations et nationalismes depuis 1780. Programme, mythe et réalité*, Paris, Gallimard, 1992, p. 20.

[2] « Pays étranger » en breton, c'est-à-dire là où on ne parle pas la langue bretonne. Par extension, ou par habitude, l'expression en vint à désigner la France. Le terme « gallo », relatif à la Haute-Bretagne, admet la même origine.

[3] Ronan LE COADIC, *Bretagne. Le fruit défendu ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 89. Voir aussi sa thèse : *L'Identité bretonne,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999.

[4] Pierre-Jean SIMON, *La bretonnité, une ethnicité problématique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes/Terre de Brume, 1999.

[5] Catherine BERTHO, « L'invention de la Bretagne. Genèse sociale d'un stéréotype », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, 1980/1, p. 45-62.

[6] Olier MORDREL, *Breiz Atao. Histoire et actualité du nationalisme breton*, Paris, Éditions Alain Moreau, 1973, p. 45.

buté une grande partie de l'*Emsav*[1]. Dans les années 1980, l'historien et militant gallo Gilles Morin a répandu l'idée d'une « double satellisation[2] » de la Haute-Bretagne, d'un côté par la culture française standard, et par la culture bretonne nationaliste de l'autre. Sur le plan linguistique, le problème du gallo n'est pas seulement d'avoir été concurrencé symboliquement par l'idiome celtique : c'est principalement son manque d'originalité qui a été mis en cause. Trop peu différencié du français ainsi que des autres dialectes d'oïl, et assimilé à un archaïsme, il peine à s'affranchir du qualificatif méprisant de patois, qui lui interdit l'accès à la légitimité culturelle.

D'ailleurs, le terme « gallo » lui-même pose problème. Selon le folkloriste Henri-François Buffet, ce mot celtique apparaît « dès le XIV^e^ siècle au moins, pour désigner le non-bretonnant et ce terme est encore populaire de nos jours dans les régions voisines de la frontière linguistique, mais il est inconnu en Ille-et-Vilaine et l'on ne saurait vraiment l'employer à juste titre que pour désigner un Haut-Breton du Morbihan ou des Côtes-du-Nord[3]. » Le mouvement militant gallo a étendu le qualificatif pour toute la Haute-Bretagne, ce qui a pu provoquer ponctuellement quelques confusions[4]. La linguiste Henriette Walter, dans une enquête menée en 1986, a trouvé une très faible proportion d'habitants de la frontière rapportant un usage ancien du terme[5], que des sources écrites

[1] Prononcer « èmzaw », terme celtique servant à désigner le mouvement politique et culturel breton dans son ensemble, équivalent de l'italien *Risorgimento*.

[2] Catherine BOUJOT, Yves DEFRANCE, Jean-Pierre FLEURY *et al.* (dir.), *Aspects culturels de la Haute-Bretagne*, Spézet, Institut culturel de Bretagne, 1987, p. 15. Gilles MORIN s'inspire ici d'un concept sociolinguistique, la satellisation étant comprise comme un « phénomène par lequel l'idéologie dominante tend à rattacher un système linguistique à un autre auquel on le compare et dont on affirme qu'il est une déformation ou une forme subordonnée ». Cf. Jean-Baptiste MARCELLESI, « Bilinguisme et diglossie », *Langages*, n° 61, 1981, p. 9.

[3] Henri-François BUFFET, *En Haute-Bretagne. Coutumes et traditions d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord gallèses et du Morbihan gallo au XIX^e^ siècle*, Paris, Librairie celtique, 1954, p. 19. En ce qui nous concerne, nous entendrons par « pays gallo » toute la Haute-Bretagne.

[4] Pierre Corbel donne l'exemple de l'écrivaine Adèle Denys, originaire d'Ille-et-Vilaine, qui pensait que l'adjectif « gallo » avait été inventé par les Amis du parler gallo. Cf. *La Figure du gallo, op. cit.*, tome II, p. 153.

[5] Henriette WALTER, *Le français d'ici, de là, de là-bas*, Paris, Éditions Jean-Claude Lattès, 1998, p. 100-101. Voir aussi, de la même auteure : « Nommer sa langue en Haute-Bretagne », *in* Jean-Claude BOUVIER (dir.), *Les Français et leurs langues*, Actes du colloque de Montpellier, 5, 6 et 7 septembre 1988, Aix-en-Provence, Université de Provence, 1991, p. 535. Nous nous permettons également de citer le travail en cours d'Anne Diaz, une doctorante une anthropologie dont la thèse, dirigée notamment par Ronan Le Coadic, porte sur les représentations autour de la frontière

semblaient pourtant attester[1]. Dès lors, comment interpréter le revivalisme culturel de la Haute-Bretagne au cours du XX^{e} siècle ? Englobé par le nationalisme bretonnant et trop peu particularisé par rapport à la culture française dominante, le pays gallo était particulièrement mal situé pour suivre la voie d'un réveil culturel de type national. Pour autant, le mouvement culturel haut-breton était-il condamné à ne donner que dans le « divertissement aimable et sympathiquement nostalgique » ? Ou bien la culture gallèse fut-elle, au contraire, défendue selon un projet distinct, étranger aux préoccupations nationalitaires ? Y a-t-il donc une alternative, entre un modèle classique de revivalisme culturel selon un canon nationaliste, et le passe-temps innocent et plaisamment désuet ? Peut-il exister un « folklore révolutionnaire » qui ne soit pas national ?

La notion de folklore, qui désigne à la fois un champ d'études « qui recense les pratiques sociales et culturelles populaires, les langues, les costumes, les pratiques rituelles ou quotidiennes[2] » et l'ensemble de ces productions collectives[3], est néanmoins très large. Nous avons choisi de nous intéresser spécifiquement à la question de la langue, pour deux raisons. D'une part, c'est un élément lourd de sens, à haute valeur identitaire, donc une matière très perméable au discours de type national : la variété d'oïl parlée en Haute-Bretagne, le gallo, nous fournira un indice commode pour identifier le degré de nationalisme dans le revivalisme culturel haut-breton. D'autre part, la transversalité de la langue nous fait approcher toutes les autres dimensions de la culture (orale, matérielle, rituelle…), ce qui nous permettra d'avoir une appréhension assez large de la question culturelle en Haute-Bretagne.

---

linguistique bretonne, et qui apportera un éclairage actualisé sur ces questions : *Représentations de l'Autre et mobilisations de la frontière linguistique dans les processus de construction identitaire : Une approche anthropologique de la limite entre Haute et Basse-Bretagne*.

[1] À la Bibliothèque nationale de France est conservé un « échantillon du patois Gallau des environs de Ploërmel », écrit par un bourgeois local dans le cadre de l'enquête sur les patois de 1806-1812. Ce texte, parmi d'autres, appuie la théorie de l'usage du terme « gallo » par les populations de Haute-Bretagne occidentale, avant sa récupération militante tardive : « Du depé la gracieuseté de votre visite je me suis tarabussé la caboche à cette fin d'y trouver queuque ressouvenance de ce baragouin du pays de Pieurmel, qu'on appelle de Gallau. », Fonds Coquebert de Montbret III, NAF 20080.

[2] Édouard LYNCH, « Folklore » *in* Christian DELPORTE, Jean-Yves MOLLIER, Jean-François SIRINELLI (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France*, Paris, Presses universitaires de France, 2010, p. 335.

[3] Alors que la langue française confond la science et son objet dans le même terme de folklore, l'allemand opère une distinction entre *volkskunde* (science du peuple, dont le peuple est l'objet) et *volkskunst* (arts et savoirs populaires).

Notre problématique, transposée sur le plan linguistique, revient donc à se demander si, à l'échelle du pays gallo, s'est élaborée une « politique de la langue[1] », qui renverrait à la construction d'une entité nationale, ou bien, au contraire, une « politique du patois », qui accorderait une autre valeur au parler populaire. La défense d'une langue renvoie-t-elle toujours à la construction d'une nation ?

Délimitation du sujet et cadre théorique

Ce travail est qualitatif. Il s'appuiera principalement sur l'analyse de sources écrites : archives privées de militants déposées à la Bibliothèque municipale de Rennes, archives publiques, archives associatives et presse. Des témoignages oraux ont également été utilisés, de façon plus modeste.

Notre étude prendra son point de départ dans l'entre-deux-guerres, où un discours militant commence à se forger autour du patois, et s'achèvera dans les années 1980, qui marquent l'apogée du revivalisme linguistique en Haute-Bretagne. Trois dimensions nous semblent centrales pour comprendre la nature de ce mouvement. D'abord, la manière dont les militants situent la langue par rapport au français et à la culture dominante. Ensuite, la relation de ces acteurs avec le mouvement breton majoritaire, c'est-à-dire bretonnant, lui-même porteur d'un projet national bien défini. Enfin, le discours que portent les militants sur la masse des locuteurs. Il importera, pour ces trois dimensions, d'identifier les ruptures et discontinuités sur la période étudiée, notamment entre les deux moments qui structurent notre propos : la Seconde Guerre mondiale et le tournant des années 1980.

Culture populaire et nationalisme

Par ailleurs, notre réflexion articulera deux thématiques fondamentales. La première porte sur le concept de folklore, ou encore de « culture populaire », objet difficile à appréhender, parce qu'il est d'abord une « catégorie savante[2] ». Les usages militants qui en dérivent reposent sur une forme de populisme, qui consiste à essentialiser les manifestations

[1] Selon l'acception qu'en donnent Michel DE CERTEAU, Dominique JULIA, Jacques REVEL, *Une politique de la langue. La Révolution française et les patois*, *op. cit.*

[2] Roger CHARTIER, *Culture écrite et société. L'ordre des livres (XIV^e – XVIII^e siècles)*, Paris, Albin Michel, p. 205.

culturelles du peuple, supposées autonomes[1]. Les folkloristes du XIX[e] siècle, avec leurs méthodes, se sont focalisés sur les cultures paysannes, et ont introduit l'idée d'une société rurale immuable, harmonieusement réglée par ses traditions. Divers mouvements revivalistes, en partie liés aux milieux régionalistes, ont érigé cette société mythique en modèle culturel. Mais comme l'a remarqué Michel de Certeau dans un texte iconoclaste, « l'idéalisation du "populaire" est d'autant plus facile qu'elle s'effectue sous la forme du monologue[2]. » Ainsi le discours que nous allons analyser dans cette étude est-il un discours savant, militant. Notre intention n'est pas de refléter l'opinion commune des supposés porteurs authentiques de la culture populaire. Cette dernière pose aussi la question des pratiques folkloristes ou ethnographiques militantes : quelle matière veut-on extraire du peuple, avec quelles méthodes, pour quel usage, et dans quelle mesure cet archivage éclectique du populaire recoupe-t-il la question de la langue ?

La seconde thématique est le nationalisme. L'historien tchèque Miroslav Hroch, dans un ouvrage publié en 1968[3], a cherché à identifier les étapes de formation d'une nation moderne, et proposé un schéma qui se décline en trois phases. La première d'entre elles, la phase A, est essentiellement littéraire et folklorique. Une élite éclairée va chercher dans le peuple une source d'inspiration pour les arts, exhumer des mythes fondateurs, s'intéresser à la langue, ce qui n'a pas de conséquences politiques directes quant à un éventuel projet de libération nationale. La phase B, par contre, voit se répandre une conscience nationale chez une *minorité agissante*[4]. Ces militants se donnent alors pour mission de guider le peuple vers son émancipation. Enfin, la phase C est celle de la massification de l'idée nationale : la nation devient une réalité consciente pour la majorité de la population concernée. Comme le note Ronan Calvez[5], en Bretagne, à l'évidence, le phénomène n'a pas dépassé la phase B : l'idée d'une nation bretonne n'a jamais été davantage que le fait d'une minorité.

---

[1] Claude GRIGNON, Jean-Claude PASSERON, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en littérature et en sociologie*, Paris, Seuil-Gallimard, 1989.

[2] Michel DE CERTEAU, « La beauté du mort », dans *La culture au pluriel*, Paris, Points Seuil, 1980 (1[e] éd. 1970), p. 48.

[3] Miroslav HROCH, *Social preconditions of national revival in Europe : a comparative analysis of the social composition of patriotic groups among the smaller European nations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985 (1[ère] éd. 1968).

[4] En français dans le texte.

[5] Ronan CALVEZ, *La radio en langue bretonne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999, p. 24-25.

Anne-Marie Thiesse semble avoir une analyse voisine de celle de Miroslav Hroch. Dans son travail sur la « création des identités nationales[1] », elle présente le folklore comme la première étape de la formation des nationalismes. Doit-on en déduire que l'étude et la promotion du folklore doivent suivre une pente naturelle qui les ferait progressivement glisser vers le nationalisme ?

Régionalisme et nationalisme

Compte tenu de notre sujet, il convient de se demander si le nationalisme des minorités se distingue essentiellement du projet régionaliste, ou s'il n'y a là qu'une affaire de degré. En tout état de cause, pour ce qui concerne la France, le second est plus ancien que le premier, et apparaît à la fin du XIX^{e} siècle. Politiquement, le régionalisme part d'abord d'un réflexe conservateur devant le délitement annoncé de la société paysanne, qui se met à parler le français des villes et à abandonner ses vieilles traditions. Culturellement, le régionalisme est aussi une protestation contre l'hégémonie parisienne, qui à la Belle Époque interdisait aux jeunes lettrés ambitieux d'atteindre la renommée littéraire s'ils vivaient en province. La conséquence en fut l'invention d'un genre littéraire régionaliste, majoritairement de langue française (l'attachement à la mère patrie n'étant pas remis en cause), qui s'attacha à décrire le peuple des campagnes et qui trouva dans les thèmes folkloriques une source d'inspiration[2]. Néanmoins, pour Anne-Marie Thiesse, « la notion de régionalisme s'avère insaisissable et indéfinissable, parce qu'elle n'a pas de contours ni de cohérence propre et qu'elle épouse en fait l'histoire nationale[3]. »

Les contradictions du régionalisme ont donc, dans certains cas, fait émerger des nationalismes périphériques, groupusculaires, mais qui fleurirent dans l'Hexagone au cours de l'entre-deux-guerres[4]. Sur le plan politique, le séparatisme fut, cette fois, explicitement

[1] Anne-Marie THIESSE, *La création des identités nationales. Europe XVIII^{e} – XX^{e} siècle*, Paris, Seuil, 1999.

[2] Anne-Marie THIESSE, *Écrire la France. Le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Époque et la Libération*, Paris, Presses universitaires de France, « Ethnologies », 1991.

[3] *Ibidem.*, p. 10.

[4] Dès 1911, Camille Le Mercier d'Erm créait un éphémère Parti nationaliste breton, mais ce n'est que dans les années 1920 que se structurera un milieu nationaliste plus cohérent, avec la jeune garde du journal *Breiz Atao*. À la même, d'autres groupements similaires apparaissent ailleurs en France. Le Parti corse d'action naît en 1922, l'abbé Gantois crée la Ligue flamande en 1927… Sur l'émergence

formulé. L'indépendance devait aussi se manifester sur le plan culturel. Las du passéisme régionaliste : la culture « nationale » devait être résolument moderne. En littérature, ce modernisme fut particulièrement visible[1], mais il se retrouva aussi dans les arts[2].

Régionalisme et nationalisme sont-ils pour autant si éloignés ? Dans les années post-68, la frontière entre les deux tendances est plus floue : elles semblent confondues dans une même « vague nationale[3] », ou nationalitaire[4], selon la terminologie de l'époque. En Bretagne, on réunit les deux courants sous une expression commune : l'*Emsav*, ou le « mouvement breton ». Selon Michel Denis, « ce mouvement se présente lui-même comme le porte-parole conscient du particularisme breton, qu'il importe de réveiller au sein des masses assoupies, et comme le porte-parole exclusif de ce particularisme, d'où l'affirmation de l'unité de l'*Emsav*, réitérée de façon volontariste. Ainsi s'agit-il davantage d'une attitude générale que de structures organisées[5]. » Politiquement, régionalisme et nationalisme partiraient donc de la même intuition : l'existence d'une communauté différenciée, et la nécessité de la préserver. Il nous faudra les appréhender ensemble, même si notre exploration permettra d'identifier des divergences.

Patois, dialecte et langue

La sociolinguistique a depuis longtemps critiqué la pertinence des distinctions catégorielles que le sens commun applique aux variétés du langage. Cette discipline, davantage que la linguistique, étudie les langues dans leur contexte social, et a mis en lumière

---

du nationalisme breton, voir en particulier Sébastien CARNEY, *Breiz Atao ! Mordrel, Delaporte, Lainé, Fouéré : une mystique nationale (1901-1948)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

[1] Sur cette question, pour une comparaison entre littératures européennes en langue minoritaire, voir William CALIN, *Minority Literatures and Modernism : Scots, Breton, and Occitan, 1920-1990*, Toronto, University of Toronto, 2000.

[2] Pour la Bretagne, voir en particulier Daniel LE COUÉDIC, Jean-Yves VEILLARD (dir.), *Ar Seiz Breur. La création bretonne entre tradition et modernité, 1923-1947*, Rennes, Terre de Brume-Musée de Bretagne, 2000.

[3] Tudi KERNALEGENN, « Le réveil des revendications régionalistes et nationalitaires au tournant des années 1968 : analyse d'une "vague" nationale », *Régionalisme Fédéralisme*, La vague nationale des années 1960-1970. Regards croisés sur le Canada et l'Europe, n° 13, 2013.

[4] L'adjectif « nationalitaire », contraction de « nationaliste » et « minoritaire », voulait marquer une distinction entre le nationalisme oppresseur des grands États et le nationalisme émancipateur des nations sans État. Il connut une certaine fortune dans les années 1960-1970.

[5] Michel DENIS, « Le mouvement breton pendant la guerre. Un bilan », dans Christian BOUGEARD, *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, CRBC, 2002, p. 153.

les représentations qui accompagnent les différentes qualifications des réalités langagières. Ainsi, le terme *patois*, propre à la France, renvoie à un langage rural, local, corrompu et grossier[1], donc à une infériorité, souvent intériorisée par les locuteurs eux-mêmes[2], alors que le terme de *dialecte* serait déjà mieux considéré, quoique toujours intégré dans une vision hiérarchique[3]. La *langue* est quant à elle l'expression linguistique la plus légitime, représentation qui est à relier au processus de construction des États, ce que Pierre Bourdieu n'a pas manqué de souligner : « Parler de langue sans autre précision, c'est accepter tacitement la définition officielle de la langue d'une unité politique : cette langue est celle, qui dans les limites territoriales de cette unité, s'impose à tous les ressortissants comme la seule légitime[4]. »

Par conséquent, on ne peut utiliser l'un ou l'autre qualificatif sans que notre choix relève d'un jugement, ce qui n'est pas notre propos ; nous avons donc refusé de favoriser une dénomination plus qu'une autre, et décidé de suivre tout au long du texte l'usage que nous avons constaté dans les sources, en fonction des époques et des acteurs, ce qui nous évitera par ailleurs l'usage excessif des guillemets. Les changements de dénomination et leur progression, au surplus, sont en soi intéressants.

État de la littérature

La Haute-Bretagne et le gallo

Le mouvement culturel haut-breton reste largement méconnu dans sa progression historique. Les travaux d'historiens sont rares. On relèvera néanmoins deux auteurs, qui ont

[1] Henri BOYER, « "Patois" : le déni français de glossonyme », *in* Georg KREMNITZ (dir.), *Histoire sociale des langues de France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 169-177.

[2] Ronan LE COADIC, *L'Identité bretonne*, *op. cit.*, p. 206 *sq.*

[3] « Dans un usage moins technique ou franchement populaire, le terme de dialecte a des connotations assez différentes. On admet communément que le langage humain se présente sous un certain nombre de formes reconnues, bien différenciées et normalisées, appelées "langues", et ces dernières, à leur tour, ont un certain nombre de sous-variétés de moindre valeur appelées "dialectes"… Cette confusion est due principalement au fait que le problème de la langue s'est trouvé identifié à celui de la nationalité dans le groupe culturel et ethnique plus vaste qui finit par absorber la tradition locale. La langue d'une telle nationalité est en général fondée sur un dialecte local qui acquiert la prééminence dans le domaine culturel et se développe aux dépens d'autres dialectes dotés à l'origine du même prestige. », Edward SAPIR, *Linguistique*, Paris, Éditions de Minuit, 1972, p. 66-67.

[4] Pierre BOURDIEU, *Ce que parler veut dire. L'étude des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982, p. 27.

permis d'orienter notre réflexion. Gilles Morin, le militant gallo sans doute le plus actif dans les années 1980, était aussi agrégé d'histoire. Il a publié un texte fondateur sur les Compagnons de Merlin des années 1940, qui s'intéresse en particulier aux débats de l'époque relatifs à l'enseignement du patois[1], ainsi qu'une petite synthèse historique sur les origines du « mouvement gallo[2] ». Ces études sont pionnières, mais les faits et les acteurs sont peu contextualisés. Toujours dans les années 1980, le sociologue Pierre Corbel s'est employé, dans une thèse très documentée, à dresser la généalogie du problème gallo[3], au travers notamment des discours portés sur la Haute-Bretagne. Son travail donne un cadre théorique solide à l'étude de la question, et nous sommes redevable de beaucoup de ses analyses. Néanmoins, l'histoire du mouvement militant n'y est pas étudiée avec précision.

Une abondante littérature sociolinguistique s'est intéressée au gallo, en particulier à ses représentations et usages contemporains[4]. La majorité de ces écrits proviennent du département de sciences du langage de l'université de Rennes 2. Ils nous donnent un éclairage utile sur la situation présente, que nous tâcherons d'historiciser.

L'*Emsav*

On trouve une longue bibliographie historique sur le mouvement breton dans son ensemble, qu'il nous faudra prendre en compte dans notre recherche. L'attitude des nationalistes pendant la Seconde Guerre mondiale reste un thème très classique de cette littérature. C'est en effet une période durant laquelle l'*Emsav* a connu un essor considérable de ses activités culturelles, mais qui reste extrêmement controversée[5], car marquée par le

[1] Gilles MORIN, « Les Compagnons de Merlin », *Cahiers du LERG*, n° 1, 1982, p. 111-160

[2] Gilles MORIN, « Langue, culture et littérature gallèses au XX^e^ siècle », dans Jean BALCOU, Yves LE GALLO (dir.), *Histoire littéraire et culturelle de la Bretagne*, Paris-Genève, Champion-Slatkine, 1987, tome III, p. 253-263.

[3] Pierre CORBEL, *La Figure du Gallo. Identité et représentations de la Haute-Bretagne*, thèse de sociologie, Université Paris X-Nanterre, 1984.

[4] Parmi les travaux les plus récents : Gildas D'HERVÉ, « Le gallo dans l'enseignement, l'enseignement du gallo », *Marges linguistiques*, n°10, 2005, p. 262-281 ; Cécile PICARD MAHÉ, *Pratiques et représentations linguistiques régionales dans le nord de l'Ille-et-Vilaine*, thèse de doctorat en sciences du langage, Université de Rennes 2, 2006 ; Jean-Pierre ANGOUJARD, Francis MANZANO (dir.), Autour du gallo. État des lieux, analyses et perspectives, *Cahiers de sociolinguistique*, n° 12, 2007/1.

[5] Le sujet provoqua de bruyantes polémiques, une des plus fameuses étant celle qui suivit la publication de l'essai à charge de Françoise MORVAN, *Le Monde comme si. Nationalisme et dérive identitaire en Bretagne*, Paris, Actes Sud, 2002.

sceau de la collaboration d'une grande partie du mouvement avec l'occupant et l'adhésion d'une majorité de militants à l'idéologie d'extrême droite[1]. Par ailleurs, cette histoire fut longtemps marquée par des conflits de mémoire, suivant en cela la périodisation proposée par Henry Rousso pour le « syndrome de Vichy[2] ». L'ère des travaux universitaires critiques[3] a finalement succédé à celle des hagiographies militantes[4]. Depuis une vingtaine d'années, en particulier, l'accès aux archives judiciaires devient possible, ce qui a donné lieu à quelques ouvrages qui ont permis de rénover l'historiographie[5]. Sur les années post-68, qui marquent un deuxième moment de fièvre nationale en Bretagne, la recherche s'est davantage consacrée aux enjeux proprement politiques[6] qu'aux enjeux culturels, dont la bibliographie est plus disséminée.

Organisation du mémoire

Notre plan sera en grande partie chronologique. L'historiographie habituelle de l'*Emsav* divise l'histoire du mouvement breton en trois périodes distinctes[7] : l'avant-1914, l'entre-

[1] Il convient néanmoins d'éviter les jugements trop rapides. Certains auteurs ont mis en lumière des trajectoires militantes qui permettent de nuancer certains lieux communs. Voir notamment Jean-Jacques MONNIER (préf. Mona OZOUF), *Résistance et conscience bretonne (1940-1945) : l'hermine contre la croix gammée*, Fouesnant, Yoran Embanner, 2007 ; « Mémoire sensible : revisiter l'histoire des années 1930 », dans Ronan LE COADIC (dir.), *Bretons, Indiens, Kabyles : des minorités nationales ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 191-208. Voir aussi Mona OZOUF, *Composition française, op. cit.*, où l'auteure répond à Françoise Morvan.

[2] Henry ROUSSO, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990. Cette analogie est avancée par Sébastien CARNEY, « Le mouvement breton au miroir de son historiographie », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, n° 117-2, 2016, p. 83-106.

[3] Alain DÉNIEL, *Le mouvement breton de 1919 à 1945*, Paris, Maspéro, 1976 ; Michel NICOLAS, *Histoire du mouvement breton*, Paris, Syros, 1982.

[4] Hervé LE BOTERF, *La Bretagne dans la guerre*, Paris, France-Empire, 4 volumes, 1969 ; Olier MORDREL, *Breiz Atao. Histoire et actualité du nationalisme breton*, Paris, Éditions Alain Moreau, 1973 ; Anna YOUENOU, *Fransez Debauvais de Breiz-Atao et les siens : Mémoires du chef breton commentés par sa femme*, Rennes, chez l'auteur, 6 volumes, 1974-1983.

[5] Voir notamment Ronan CALVEZ, *La radio en langue bretonne. Roparz Hemon et Pierre-Jakez Helias : deux rêves de la Bretagne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999 ; Sébastien CARNEY, *Breiz Atao ! Mordrel, Delaporte, Fouéré, Lainé : une mystique nationale (1901-1948), op. cit.*

[6] Par exemple : Tudi KERNALEGENN, *Drapeaux rouges et Gwenn-ha-du. L'extrême gauche et la Bretagne dans les années 1970*, Rennes, Apogée, 2005 ; avec Romain PASQUIER (dir.), *L'Union Démocratique Bretonne. Un parti autonomiste dans un État unitaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

[7] Sébastien CARNEY, « Le mouvement breton au miroir de son historiographie », *op. cit.*, p. 94.

deux-guerres et la Seconde guerre mondiale, puis la période postérieure à 1945. Nous reprenons ce schéma comme cadre de référence global, car on verra qu'il est également pertinent pour le mouvement culturel haut-breton. Chaque partie s'attachera à faire l'archéologie des deux grands moments où le dynamisme du « mouvement gallo » a été le plus grand : les années d'occupation, d'une part, et le tournant des années 1980 d'autre part. Un avant-propos sur le folklorisme d'avant 1914 précédera le corps du travail. Il est en effet indispensable de connaître ces prémices littéraires et folkloriques pour comprendre le mouvement militant.

La première partie étudiera la formulation d'un discours politique sur le parler populaire au cours de l'entre-deux-guerres, et ses conséquences sous l'Occupation allemande, dans les années 1940. Alors que dans les années 1920, le parler rural affleure surtout dans les « paysanneries », monologues comiques, et n'est que marginalement intégré aux activités régionalistes (I), la vogue des questions folkloriques dans les années 1930 crée un élan culturel en Haute-Bretagne, dont bénéficie le patois : un mouvement militant gallo est en gestation (II). Dans les années 1940, une partie des militants profite des conditions favorables créées par le provincialisme de Vichy et la collaboration intéressée du mouvement breton pour développer leurs activités, ce qui entraîne le déclin de ce premier mouvement après la Libération (III).

Dans une seconde partie, nous analyserons la lente montée d'une deuxième vague, qui fait émerger une revendication politique autonome sur le gallo. Ce mouvement n'a pas vraiment conscience de marcher dans les pas des militants de l'entre-deux-guerres, mais reproduit pourtant les mêmes clivages internes. Après une séparation momentanée entre la vie folklorique gallèse et son expression politique concernant la langue, dans l'après-guerre (I), les années 1970 marquent le triomphe d'un régionalisme soixante-huitard, permettant un nouvel essor culturel en Haute-Bretagne (II), aboutissant à un « printemps gallo » au début des années 1980, où un mouvement bien structuré s'oriente vers une politique de reconnaissance et de développement du gallo en tant que langue (III).

Avant-propos : folklorisme, littérature et parlers populaires en Haute-Bretagne avant 1914

Le romantisme et les antiquités populaires

L'émergence du folklore en tant que passion intellectuelle nous ramène au XIX^e^ siècle, ou plus précisément, à un long XIX^e^ siècle[1], de 1789 à 1914. Ce soudain attrait pour les savoirs du peuple est à replacer dans une histoire européenne[2], qui commença en Écosse, avec la collecte, l'arrangement littéraire, puis la publication dans les années 1760 des poèmes d'Ossian par James MacPherson. Le mouvement romantique alors en formation invitait à retrouver les antiques origines des peuples dans la littérature orale des campagnes, jusque-là méprisée : les *popular antiquities*. C'est en Allemagne que le lien entre ces récits populaires et le corps national fut explicitement revendiqué, notamment par les philosophes Herder et Fichte. Dans toute l'Europe, des intellectuels se mirent à recueillir auprès des paysans la sève de la nation, succombant aux charmes de cet « exotisme de l'intérieur[3] ».

En France, la Bretagne joua un rôle particulier dans cette quête des origines. L'Académie celtique, fondée en 1804 par des admirateurs des poèmes d'Ossian, en fit le conservatoire des racines gauloises de la France. Dès lors, ceux que l'on appelle les celtomanes accordèrent à la péninsule armoricaine une place de choix dans leurs recherches, qui marquèrent les débuts d'une ethnographie française[4].

Dans la lignée de ces travaux, Théodore Hersart de la Villemarqué (1815-1895), jeune aristocrate finistérien diplômé de l'École des chartes, publia en 1839 le *Barzaz Breiz*, un recueil de chants populaires bretons issus de ses collectes[5]. Comme James MacPherson,

[1] Tel que défini par Eric HOBSBAWM.

[2] Anne-Marie THIESSE, *La création des identités nationales, op. cit.*

[3] Michel DE CERTEAU, « La beauté du mort », *in La culture au pluriel*, Paris, Points Seuil, 1980 (1^e^ éd. 1970), p. 50.

[4] Mona OZOUF, « L'invention de l'ethnographie française : le questionnaire de l'Académie celtique », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Vol. 36, n° 2, 1981, p. 210-230. Voir aussi Daniel FABRE, Jean-Marie PRIVAT (dir.), *Savoirs romantiques. Une naissance de l'ethnologie,* Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2010.

[5] Plusieurs autres collecteurs avaient précédé La Villemarqué en Bretagne, mais le fruit de leurs recherches n'avait souvent pas dépassé une diffusion privée. Voir Donatien LAURENT, « Des antiquaires aux folkloristes : découverte et promotion des littératures orales. Le temps des précurseurs

quoique dans une moindre mesure[1], l'auteur prit soin d'adapter les textes originaux selon une esthétique romantique. Mais l'ouvrage rencontra un véritable écho dans tout le pays. Il contribua aussi grandement au développement du folklorisme en Bretagne, qui peu à peu intégra des prétentions scientifiques.

Le folklore scientifique

Le concept de folk-lore (science, savoir du peuple) apparut en Angleterre en 1846, et se diffusa rapidement à travers l'Europe. Au départ utilisé pour désigner toute collecte de littérature orale, il fut bientôt théorisé selon des critères de plus en plus précis. En effet, dans les dernières décennies du XIX^{e} siècle, alors que le romantisme s'essoufflait, des collecteurs remirent en cause les accommodements de leurs devanciers avec la réalité de la matière recueillie. Le folklore n'est plus littérature : il se veut science. Les critiques de François-Marie Luzel contre l'œuvre de La Villemarqué sont symptomatiques de ce changement de paradigme, autant que de génération.

La Bretagne continua à tenir une place dominante dans le champ folklorique français. Des revues de référence publiaient quantité de travaux, sur des domaines variés de la culture populaire : la *Revue celtique*, les *Annales de Bretagne*, le *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, le *Bulletin de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, le *Bulletin de la Société polymathique du Morbihan…* Pour Arnold Van Gennep, le folklore breton « a été si bien étudié, par trois et même par quatre générations de chercheurs, qu'on peut classer leurs publications par département, chose encore impossible pour nos autres provinces sauf pour le Dauphiné[2]. » Contrairement à une idée reçue, la Haute-Bretagne n'était pas en reste par rapport au pays bretonnant[3]. Le nombre et la qualité des travaux qui la concernent doivent

(1815-1870) », *in* Jean BALCOU, Yves LE GALLO (dir.), *Histoire littéraire et culturelle de la Bretagne*, Paris-Genève, Champion-Slatkine, 1987, tome II, p. 335-354.

[1] La querelle portant sur l'originalité du *Barzaz Breiz* a duré très longtemps. La thèse de Donatien Laurent a finalement montré que La Villemarqué avait réellement collecté ses textes, mais qu'il en avait arrangé une bonne partie. Cf. Donatien LAURENT, *Aux sources du Barzaz-Breiz. La mémoire d'un peuple*, Douarnenez, Le Chasse-Marée, 1989.

[2] Arnold VAN GENNEP, *Manuel du folklore français contemporain*, tome 3 : *Questionnaires – Provinces et pays – Bibliographie méthodique*, Paris, Picard, 1937, p. 183.

[3] Pour un résumé sur le folklorisme en pays gallo, voir Denis-Michel BOËLL, « La collecte de littérature orale en Haute-Bretagne », *in* Jean BALCOU, Yves LE GALLO (dir.), *Histoire littéraire et culturelle de la Bretagne*, Paris-Genève, Champion-Slatkine, 1987, tome II, p. 367-380.

beaucoup à la figure de Paul Sébillot (1843-1918). Né à Matignon, entre Saint-Malo et Saint-Brieuc, dans une famille de médecins ruraux, il devint le chef de file de la science folklorique française. Intégré dans un vaste réseau de collecteurs, qui se réunissaient lors de banquets réguliers (les Dîners de Ma Mère l'Oye, les Dîner celtiques et les Dîners de la Pomme, notamment), il fonda en 1885 la Société des traditions populaires. Dans la revue éponyme, qu'il dirigeait, il publia de nombreuses études sur sa Haute-Bretagne natale. Par ces travaux, Sébillot ne cherchait pas spécifiquement à faire œuvre nationale : son intérêt, d'ailleurs, dépassait les frontières de la France, voire de l'Europe. Fervent républicain, sa démarche n'était pas clairement orientée vers la préservation des traditions, même s'il adhèrait à une certaine forme d'agrarisme, qui va de pair avec la promotion de la République[1]. Même s'il n'était pas le seul animateur du réseau folklorique français – on mentionnera également la revue concurrente dirigée par Henri Gaidoz, *Mélusine* – Paul Sébillot reste la personnalité dominante de cette époque en ce qui concerne les traditions populaires dans l'Hexagone. Ceci permet d'expliquer, en partie, la densité de la collecte folklorique en Haute-Bretagne, qui concerne également les patois.

Le patois dans l'œuvre des folkloristes en Haute-Bretagne

En Haute-Bretagne, quelques publications sur le parler populaire apparurent dès le début du XIX^e^ siècle. Mais ces premières descriptions cherchaient surtout à illustrer la distance entre le « bien parler » et le langage des paysans. Les titres de ces ouvrages le montrent bien : on parlait de « locutions vicieuses », d'« expressions surannées », ou encore de « cacologie vitréenne[2] »… Une analyse plus méthodique des patois émergea à la fin du XIX^e^ siècle, sous forme de glossaires monographiques, répertoriant le parler d'un canton en particulier[3]. La conscience d'une identité linguistique propre à la Haute-Bretagne tout entière semblait alors quasiment absente. On relèvera toutefois un essai de Paul Sébillot sur le

[1] Voir Fañch POSTIC (dir.), *Paul Sébillot (1843-1918). Un républicain promoteur des traditions populaires*, Brest, Centre de recherche bretonne et celtique, 2011.

[2] Claude CAPELLE, *Répertoire analytique et critique des dictionnaires et des glossaires de langue gallèse,* Rennes, Institut culturel de Bretagne, « Études et recherches gallèses », 1987, p. 4.

[3] Par exemple : Alcide LEROUX, *Marche du patois actuel dans l'ancien pays de la Mée,* Saint-Brieuc, Prud'homme, 1886 ; Henri COULABIN, *Dictionnaire des locutions populaires du bon pays de Rennes-en-Bretagne,* Rennes, Caillère, 1891 ; Charles FOUGÈRES, « Le parler et les traditions populaires de Gennes-sur-Seiche (Ille-et-Vilaine) », *Annales de Bretagne,* tome XI, 1896, p. 415-441. Pour une présentation exhaustive, se reporter à Claude CAPELLE, *Répertoire analytique, op. cit.*

« patois gallot[1] », où il propose une synthèse des traits linguistiques qu'il a constatés sur toute la Haute-Bretagne. Mais le patois suscitait, globalement, un intérêt de circonstance, purement philologique, parmi les folkloristes. Certains s'essayèrent à l'écrire, Sébillot le premier, dans sa *Littérature orale de la Haute-Bretagne* :

> « Voici, à titre de curiosité, un conte que je tiens de mon ami et compatriote M. Auguste Lemoine. […] Je l'ai rédigé en patois du littoral ; mais, pour être vrai, je dois ajouter que jamais aucun de mes conteurs ne s'est servi purement du patois pour me raconter des légendes. La plupart du temps, il y avait entre leurs récits et leur manière habituelle de s'exprimer autant de différence qu'il y a entre la langue écrite et le langage de la conversation ordinaire.[2] »

Le patois n'est donc inséré qu'à titre de curiosité. D'autres ont produit des glossaires monographiques et des recueils de littérature orale de grande qualité. On retiendra notamment Adolphe Orain, Lucien Decombes et Louis Esquieu, ainsi que Georges Dottin, celtisant, professeur à l'université de Rennes, et auteur d'une étude très approfondie du parler de Pléchâtel, en Ille-et-Vilaine. Un autre folkloriste haut-breton s'est distingué de ses confrères, concernant son approche du parler populaire : Amand Dagnet (1857-1933). Ce professeur, né dans le pays de Fougères et issu d'« une ligne ancienne de cultivateurs[3] » a une relation beaucoup plus intime au patois. Il l'exprime dans l'introduction à son étude sur le parler fougerais :

> « Ayant habité la campagne et parlé campagnard pendant quinze ans, puis fréquenté en observateur les paysans parlant le Fougerais et les autres idiomes de l'ouest de la France, nous croyons pouvoir traiter, sinon savamment, du moins avec quelque connaissance des faits, le Patois Fougerais[4]. »

Aussi, n'est-ce pas un hasard si Amand Dagnet fut, une dizaine d'années plus tard, le premier à faire œuvre littéraire en patois de Haute-Bretagne (voir *infra* p. 34). Mais cet essai isolé était encore trop précoce pour avoir un réel écho. Au XIX^e^ siècle, les écrivains faisant usage du parler populaire l'intégraient plutôt dans un souci de réalisme que d'esthétique.

---

[1] Paul SÉBILLOT, « Essai sur le patois gallot », *Revue de linguistique et de philologie comparée*, tome XII, 1876, p. 78-98.

[2] Paul SÉBILLOT, *Littérature orale de la Haute-Bretagne*, Paris, Maisonneuve, 1881, p. 41.

[3] Augustin CEUNEAU, *Amand Dagnet (1857-1933), folkloriste bas-manceau et breton*, Laval, Bossuet, 1941, p. 3.

[4] Amand DAGNET, *Le Patois fougerais (dialecte haut-breton) : essai de grammaire*, Laval, Bonnieux, 1890, p. 7.

Patois et littérature au XIX^{e} siècle

Le réalisme, en littérature, impose à ses représentants de reproduire, dans la mesure du possible, la parlure des personnages qu'ils dépeignent. Les patois sont alors mobilisés quand on fait parler les paysans : c'est très visible chez Maupassant, dont beaucoup de dialogues sont en patois normand « arrangé », afin de le rendre lisible à son lectorat parisien. La tendance fut similaire en Haute-Bretagne. Il convient de mentionner en particulier l'écrivain Paul Féval, aujourd'hui méconnu, mais très célèbre en son temps. Il fit usage du patois dans plusieurs romans, en particulier dans *Châteaupauvre.* Publié en 1895, et sous-titré « voyage au dernier pays breton », le récit met en scène son périple de Rennes à Loudéac, à travers le Centre-Bretagne. Le patois, encadré de guillemets, affleure tout au long du roman, et entretient une vision surplomblante, et quelque peu exotisante, des paysans :

> « J'écoutais, saisi par la saveur extrême que ce langage acquiert pour ceux qui en comprennent toutes les images et toutes les tournures. Je ne voudrais pas, certes, oublier le français pour ce pauvre patois gallo, comme on l'appelle ; mais ce patois dit parfois des choses que notre français ne saurait exprimer, et quand l'accent si particulier du pays le ponctue et l'assaisonne, quand l'emphase du geste vient en aide à l'énergie de la parole, on est souvent étonné de la richesse qu'il recèle, soit au point de vue comique, soit même pour faire vibrer les cordes graves de la fierté, de la tendresse et du sentiment religieux[1]. »

L'auteur enfin, fait dire à l'un de ses personnages, non sans une certaine emphase : « Le Breton et le Gallo sont deux bijoux sans prix[2]. » L'histoire de l'*Emsav* au XX^{e} siècle montre que l'assertion n'est pas unanimement partagée.

[1] Paul FÉVAL, *Châteaupauvre. Voyage au dernier pays breton*, Paris, Ollendorf, 1895 (1ère éd. 1876), p. 92.

[2] *Ibidem.*, p. 206.

Premier mouvement

I - Le parler rural, entre la gaudriole et l'avant-garde

La grande vague folkloriste de la fin du XIX[e] siècle retomba dans les années qui précédèrent la Première Guerre mondiale. Le patois, on l'a vu, a fait l'objet de nombreuses monographies locales en Haute-Bretagne. Leurs auteurs, à la recherche du pittoresque ou du charme des origines, manifestaient parfois un attachement certain au parler populaire, sans pour autant se faire d'illusions sur son avenir. Après la Grande guerre, l'intérêt pour le patois renaît très progressivement. Des artistes et des littérateurs l'utilisent, dans des registres très divers, véhiculant différentes visions du parler.

A - Les paysanneries

Dans les années 1920, le patois est d'autant plus condamné que la masse des paysans est passée par les tranchées. Ce déclin accéléré des parlers ruraux coïncide avec la prolifération de monologues en patois dans les fêtes populaires : les « paysanneries ».

1) Le patois comique

Au patois comme rapport social à la langue, correspond la patoiserie comme illustration et acceptation publique de ce rapport. Cependant, dans l'entre-deux-guerres, on ne parle pas encore de patoiserie : les contemporains parlent plus volontiers de « paysanneries ». La patoiserie servira à désigner, surtout à partir des années 1970, tout ce qui se rapporte à cet imaginaire du jargon risible.

Nous définissons la « paysannerie » comme un genre scénique ou littéraire dans lequel l'auteur ou l'interprète utilisent le patois dans un répertoire thématique constitué essentiellement de scènes rurales. Ce sont des farces paysannes, où le patois est la ressource comique principale. Du reste, cet usage n'est pas nouveau : déjà Molière, dans ses comédies où interviennent des campagnards – bien souvent, des domestiques – utilise la langue populaire, notamment le gascon, qu'il associe à une forme de balourdise chez ses personnages. Dans la Haute-Bretagne des années 1920 et 1930, les paysanneries divertissent le public des foires et des kermesses de village, mais aussi des fêtes populaires dans les villes, notamment à Rennes. Les « patoiseux » qui en sont les interprètes mettent en scène un personnage-type nettement identifiable : celui du paysan quelque peu arriéré, lourdaud ou volubile, enjoué ou colérique selon les cas, mais toujours dérisoire. L'usage du patois suggère

l'archaïsme du paysan, et la veine comique du monologue réside souvent dans la démonstration d'un décalage entre les valeurs supposées d'un monde rural routinier et les transformations de la vie moderne. Le patois est en quelque sorte confirmé dans sa position de culture dominée, en tant que simple variante locale ou registre altéré de la langue française. Le profil de ces patoiseux, s'il n'est tout pas tout à fait homogène, présente néanmoins quelques constantes. L'examen de la presse locale et régionale nous offre de très nombreuses mentions de ces « diseurs du crû ». Nous en présenterons quelques-uns, dont l'exemple nous a paru représentatif, mais les journaux de l'époque pourraient nous en fournir un éventail bien plus large.

2) Profils de patoiseux

Prenons l'exemple de Georges Jarrier. À l'occasion de la Foire-exposition de Rennes, en 1925, ce comédien professionnel et professeur de diction au conservatoire de la ville, ex-metteur en scène au théâtre Antoine à Paris, présente une « fantaisie paysanne en terroir d'Ille-et-Vilaine », baptisée *Tout à la mécanique*. Il s'agit en fait d'un monologue, où le protagoniste incarne « un paysan en blouse bleue, avec un gros gourdin[1] ». Dans une réception de clôture de la foire, à l'Hôtel de ville, Jarrier fait irruption dans la salle des fêtes où étaient réunis les représentants du commerce et de l'industrie, pour donner « un intermède comique [qui] divertit énormément l'assistance[2]. » Le texte de ce numéro est ensuite imprimé sur feuilles volantes, pour être vendu[3].

On trouve une autre vedette locale en la personne de Maurice Renault, dit « Jean Léoui », appelé également « le paysan rennais » et reconnaissable à son couvre-chef et à sa pipe. Il s'agit cette fois d'un comédien amateur, qui fait partie de la troupe de théâtre Rennes-Comœdia[4]. Surtout actif dans les années 1930, il va divertir son public dans les fêtes de patronage, galas et concerts associatifs de la région rennaise. Son registre semble très proche de celui de Jarrier, au vu des commentaires de la presse :

---

[1] « Foire-Exposition de Bretagne et de la région de l'Ouest – La réception du Commerce et de l'Industrie et le Bal de l'Hôtel de Ville », *L'Ouest-Éclair,* édition de Rennes, 1er mai 1925, p. 4.

[2] *Ibidem.*

[3] Voir annexe 1.

[4] « Grand concert annuel du Stade Rennais U. C. », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 31 janvier 1931, p. 6.

« Voici M. Renault en blouse et chapeau de villageois des bords de la Vilaine, qui par son genre et ses monologues débités en patois, déclenche l'hilarité de la salle[1]. »

Ou encore :

« C'est le rire aux larmes quand il vous patoise une de ces histoires que lui seul sait raconter ; c'est le bon paysan gallo de chez nous, naïf ou finaud, parfois doucereux, maintes fois violent, qui vous conte ses aventures savoureuses[2]. »

Le « paysan rennais » met aussi en scène la nostalgie de l'ancien temps : ainsi lorsqu'il prône la conservation des traditions, et qu'il s'afflige de ce que les jeunes filles abandonnent la coiffe pour le chapeau citadin : « Où sont les catioles et les polkas ?[3] »

Un autre « patoiseux », Henri Calindre dit « Mystringue », né en 1907 d'un père libraire, est connu dans le pays de Ploërmel, en Morbihan gallo, où il est secrétaire de mairie[4]. Il va, également « pouillé » à la mode du pays, avec blouse paysanne et chapeau à guides, divertir son public dans les réunions de village. Léon Le Berre, écrivain régionaliste et journaliste à *L'Ouest-Éclair,* juge que si le vocabulaire patois de Mystringue n'est pas toujours très exact, il transmet néanmoins à son public « les formes du langage, le coloris de l'expression, la naïveté et le gros bon sens de la pensée paysanne[5]. » Alors que dans les villes on s'amuse de la caricature du campagnard, dans les villages, la patoiserie paraît être une sorte de bouffonnerie cathartique du monde rural, par laquelle les populations des campagnes pratiquent l'autodérision. Mystringue fait publier à Ploërmel, en 1934, des *Monologues du pays gallo*[6], petit fascicule d'octosyllabes en patois, écrits sur un ton plaisant et destinés à être déclamés à haute voix. L'importance de la diffusion de ces paysanneries dans la population locale est difficile à évaluer, mais on retiendra que leur popularité était telle que dans des collectages récents effectués par l'association Dastum en pays de Ploërmel, on trouve des

[1] « La matinée-concert aux Crapouillots de l'Ouest », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 9 janvier 1928, p. 4.

[2] « Le grand concert de l'U.S.S.M. », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 19 octobre 1936, p. 7.

[3] « Grand Gala de bienfaisance des Blessés du Poumon », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 14 avril 1932, p. 6. La catiole et la polka sont des coiffes typiques de la Haute-Bretagne.

[4] Fiche « Henri Calindre, dit Mystringue », Archives Dastum, dossier « Mystringue 19 », dépôt-2011-011-023.

[5] « Monologues du pays gallo », par Léon Le Berre, *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 23 juin 1934, p. 6.

[6] MYSTRINGUE, *Monologues du pays gallo*, Ploërmel, Aimé Guéné, 1934, 18 p. Voir annexe 1.

monologues de Mystringue récités de mémoire[1]. La patoiserie est donc d'abord un registre oral, mais circulant également par l'écrit.



Henri Calindre, dit « Mystringue », diseur de paysanneries du pays de Ploërmel. La blouse et le chapeau, habituellement portés par les paysans, sont vraisemblablement un costume de scène : Mystringue est secrétaire de mairie, et porte plus sûrement un costume de ville dans la vie courante. Source : Archives Dastum, dossier « Mystringue 19 », dépôt-2011-011-023.

La presse de l'entre-deux-guerres témoigne d'un succès croissant des paysanneries, si l'on s'en tient au nombre d'occurrences. Leur visibilité est accrue par l'apparition de nouveaux moyens de diffusion : au début des années 1930, le patois fait son entrée à la radio. Le poste de Radio-Rennes a ouvert en 1927, et une association des amis de Radio-Rennes est en charge des programmes. Maurice Renault et Mystringue passent périodiquement sur les ondes, et le programme radiophonique annonce en effet : « paysanneries[2] ». Ainsi, ces dernières deviennent un véritable genre – dont la fortune est plus scénique encore que

[1] Information fournie par Vincent Morel, de l'association Dastum.

[2] « TSF Tribune », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 27 septembre 1934, p. 14.

littéraire – que les urbains goûtent aussi bien que les ruraux, manifestement pour des raisons différentes.

3) Œuvres régionalistes ou bouffonneries locales ?

Que pensent les régionalistes de ces usages de la langue populaire ? Peu d'entre eux en parlent, si ce n'est Léon Le Berre, que nous avons déjà mentionné. Cet écrivain et journaliste, qui couvre la vie culturelle pour l'*Ouest-Éclair*, est né en 1874 près de Quimper, ce qui ne l'empêche pas de s'intéresser de près à la Haute-Bretagne. Il commente régulièrement, et souvent de manière assez laudative, les paysanneries qu'il a l'occasion d'écouter ou de lire. La tonalité régionaliste de celles-ci semble très peu développée, dans le sens où elles ne cherchent pas à illustrer un domaine linguistique et culturel large, comme la Haute-Bretagne. Les patoiseux ne cherchent pas à apporter leur pierre à une littérature en construction. Le contraste est évident quand on les compare à des œuvres clairement régionalistes écrites en parler populaire, que nous verrons bientôt, où un véritable travail littéraire est fait sur la langue. Mais une telle classification, en réalité, est à nuancer, pour plusieurs raisons.

D'abord, la sensibilité régionaliste des patoiseux semble très variable, leur rapport au patois également. De plus, patoiser des monologues comiques ne signifie pas forcément dénigrer la langue, ou la circonscrire dans le grotesque, souvent bien au contraire. Maurice Renault, à titre d'exemple, adapte et récite en « patois d'Ille-et-Vilaine » la *Passion de notre frère le poilu*[1], un poème célèbre en parler angevin, de l'écrivain régionaliste Marc Leclerc. Or, les prétentions littéraires de ce dernier auteur, créateur des rimiaux d'Anjou, sont très sérieuses. Le même Renault participe également aux festivités du XI[e] centenaire de la fondation de Redon, en 1934, sous les hospices de l'Union régionaliste bretonne[2]. D'ailleurs, un régionaliste convaincu comme Léon Le Berre est capable d'apprécier tout type de patoiserie, dans la mesure où ces saynètes rustiques, même grivoises, restent une expression du terroir. Néanmoins, nous verrons que cette indulgence sera bientôt fortement critiquée par certains militants de l'*Emsav* dans les années 1930, pour qui le « réveil de la Haute-Bretagne » devra prendre le contre-pied des paysanneries. Mais auparavant, il convient de

[1] « Grand Gala de bienfaisance des blessés du poumon », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 14 avril 1932, p. 6.

[2] « Les fêtes du XIème centenaire de la fondation de Redon », *L'Ouest*-Éclair, édition de Rennes, 15 août 1934, p. 9.

signaler quelques essais littéraires qui déjà s'en éloignent, dès les années 1920, et qui émanent directement d'un milieu régionaliste de plus en plus sensible à la culture de la Haute-Bretagne.

B - Un patois littéraire ?

Alors que les paysanneries accèdent à un large public, certains régionalistes du pays gallo tâchent discrètement de faire œuvre littéraire en patois. Il s'agissait déjà d'affirmer la personnalité du haut-pays face à une Basse-Bretagne hégémonique sur le plan symbolique.

1) La Haute-Bretagne dans les organisations régionalistes

La structure qui semble s'intéresser le plus à la culture du pays gallo au cours de l'entre-deux-guerres est la Fédération régionaliste de Bretagne (F.R.B.), scission de l'Union régionaliste bretonne (U.R.B.), fondée en 1898 pour défendre l'enseignement du breton et prôner la décentralisation administrative. L'organisation d'origine étant dominée par des aristocrates et des prêtres surtout soucieux de préserver leur position sociale[1], une cinquantaine de membres crée la Fédération régionaliste lors du Congrès de Saint-Renan en 1911. Cette séparation traduit le souhait d'une partie des adhérents, commerçants, petits industriels et professions libérales (en résumé, la bourgeoisie), de donner une plus grande place aux questions économiques[2], face à un milieu régionaliste très conservateur, lié aux milieux catholiques et monarchistes. Enfin, sur le plan culturel, la jeune garde veut donner une plus grande place à la langue bretonne, et cherche à se démarquer de la « biniouserie de carte postale[3] », allègrement pratiquée par ces « chevaliers de la culotte bouffante et du cidre bouché[4] », dont le marquis de l'Estourbeillon, président de l'U.R.B., est la meilleure incarnation. Le schisme est mené par le poète Jos Parker, mais après la Grande guerre, la présidence de la F.R.B. est assurée par Jean Choleau, industriel tisserand né à Vitré en 1879, économiste et folkloriste à ses heures perdues. La figure de Choleau est centrale pour le sujet qui nous occupe, car il joue un rôle moteur dans l'appropriation de la culture de Haute-

[1] Cf. Michel NICOLAS, *Histoire du mouvement breton*, Paris, Syros, 1982, p. 53 *sq*.

[2] *Ibidem.*, p. 16.

[3] Alain DÉNIEL, *Le mouvement breton de 1919 à 1945*, Paris, Maspero, « Textes à l'appui », 1976, p. 27.

[4] Olier MORDREL, *Breiz Atao. Histoire et actualité du nationalisme breton*, Paris, Éditions Alain Moreau, 1973, p. 28.

Bretagne par une partie du mouvement breton. La F.R.B. lui permet de jouer ce rôle, car elle est à la fois une organisation politique et une société savante, très présente dans le champ culturel breton.

L'attrait du groupement pour la culture du pays gallo apparaît de façon progressive, au cours de l'entre-deux-guerres. Néanmoins, il ne s'agit en aucun cas d'affirmer une indépendance de la culture gallèse par rapport à la culture bretonnante : les liens entre les deux sont constamment rappelés, et la première n'existe souvent que par rapport à la deuxième, en creux. Ainsi, en 1921, Jean Choleau lance un concours qui récompense le « meilleur travail en français ou en breton sur les mots et noms bretons conservés ou empruntés par le français ou patois de la région de Fougères[1]. » Du reste, le patois est surtout mis en valeur à travers la chanson. La même année, un autre prix récompense la meilleure « chanson satirique » et la meilleure « chanson paysanne » en patois d'Ille-et-Vilaine, mises en musique. La différence entre ces deux types de chansons n'est pas explicitée, néanmoins la première semble devoir être une chanson d'invention, et la seconde une chanson collectée dans le peuple. Par ailleurs, quelques contes et chansons du pays gallo sont parfois publiés dans le bulletin trimestriel de la Fédération, *Le Réveil breton*, mais toujours écrits en français. L'accent local est restitué, quand il l'est, par l'ajout de quelques apostrophes et la modification de certaines voyelles.

Cependant, les initiatives les plus originales concernent le domaine théâtral. L'année 1898 avait vu la renaissance du théâtre en breton, avec la représentation de *La Vie de saint Gwennolé*, à Ploujean dans le Finistère, qui attira plusieurs milliers de spectateurs. Suite à cette expérience, le « barde » François Jaffrenou appela à la formation d'un « théâtre populaire gallot-breton », en français, mais dont le sujet serait puisé « soit dans la riche et brillante histoire de notre province, soit dans les scènes mêmes de la vie de chez nous ![2] » L'originalité dramaturgique de la Haute-Bretagne ne pouvant s'exprimer à travers une singularité linguistique, au moins devait-elle se manifester dans les thèmes choisis ! Ce vœu fut exaucé par le « théâtre gallot-breton » de Théodore Botrel, qui au regard de la réalité

[1] « Fédération régionaliste de Bretagne », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 29 mars 1921, p. 3. Nous rappellons que le breton n'a jamais été parlé dans le pays de Fougères, région de marche située à l'est de l'Ille-et-Vilaine. Contrairement à une large partie de la Haute-Bretagne occidentale, où la langue bretonne a été présente pendant plusieurs siècles avant de refluer vers l'ouest, l'influence celtique y est donc beaucoup moins évidente, sinon inexistante.

[2] « Politique nouvelle », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 11 décembre 1900, p. 1.

culturelle de la région, paraît quelque peu farfelu : les scènes se passent en Basse-Bretagne, tous les éléments de l'œuvre renvoient au pays bretonnant, mais les dialogues sont en français, et agrémentés de quelques mots de patois gallo ! Théodore Botrel présente ainsi son théâtre :

> « Le Théâtre Breton proprement dit s'adresse à la population "bretonnante" de "chez nous" ; le Théâtre Gallot-Breton à la population "gallot-bretonne" qui comprend et parle les deux langues ou seulement le Français ou Gallot. Les deux troupes […] visent aux même buts : faire aimer davantage encore la petite Patrie, glorifier la Grande, respecter la Foi, combattre la centralisation, l'alcoolisme, l'oubli de la langue et des coutumes ancestrales…[1] »

On remarquera l'ambiguïté du propos de Botrel, qui souhaite créer un théâtre spécifique pour la Haute-Bretagne, mais qui ne lui accorde aucune originalité : il ne distingue pas le « gallot » du français, et veut prémunir les Hauts-Bretons contre l'oubli de la langue bretonne ! D'ailleurs, il semble désigner comme « Gallots » tous ceux qui ne parlent pas breton, y compris en zone bretonnante. Botrel est d'ailleurs bien connu pour faire assez peu de cas des différences entre Haute et Basse-Bretagne, et propager une bretonnité très stéréotypée :

> « Une critique sévère reprochera, sans doute, à Botrel ce mélange de croyances recueillies par Anatole Le Braz, avec celles qui font la matière des travaux d'un Orain[2] ou d'un Paul Sébillot. Pareillement d'autres lui ont tenu extrême rigueur d'avoir placé du patois dans la bouche des Bas-Bretons[3]. »

Ainsi le régionalisme, dans ses débuts, élude le dualisme culturel de la Bretagne au profit d'une image idéale et uniforme des Bretons, que Théodore Botrel aura contribué pour une large part à diffuser. Ce retour en arrière nous paraissait essentiel pour comprendre la nouveauté que constitue la création d'œuvres en patois, de la part de régionalistes pratiquant eux-mêmes la collecte folklorique, et donc plus fidèles à la réalité ethnographique.

---

[1] Théodore BOTREL, *La Voix du Lit-clos,* Paris, Georges Ondet, « Le Théâtre Gallot-Breton de Théodore Botrel - I », p. 5.

[2] Adolphe Orain (1834-1918) est un folkloriste haut-breton, qui a beaucoup étudié la région de Bain-de-Bretagne, dans le sud de l'Ille-et-Vilaine.

[3] Léon LE BERRE, « Théodore Botrel – La Haute-Bretagne », *Le Réveil breton* n° 6, 4ème trimestre 1935, p. 177

2) Le théâtre d'Amand Dagnet

Deux décennies plus tard, en 1921, un pas est franchi quand la section de littérature et d'histoire de la F.R.B. lance une initiative inédite : un concours d'œuvre théâtrale en parler populaire de Haute-Bretagne. Le sujet de l'œuvre, comédie ou drame, est libre. Elle doit néanmoins s'inspirer des mœurs et des croyances locales, « uni(r) la tradition au progrès » et « fai(re) aimer la Bretagne ». Une récompense de 300 francs est prévue pour le lauréat. L'annonce précise également qu'« il sera tenu compte de la pureté du patois employé, qui ne devra pas être mélangé de mots d'argot[1]. » La distinction entre le patois, perçu comme authentiquement breton et rural, et l'argot, assimilé à l'influence culturelle néfaste de Paris et des villes, est une constante du discours en faveur des parlers populaires gallos, dans la première moitié du XX^{e} siècle ; nous la retrouverons en particulier dans les années 1930 et 1940. Les résultats du concours sont rendus publics en juillet, lors de la Semaine bretonne de Fougères organisée par les régionalistes. Amand Dagnet, folkloriste dont nous avons déjà parlé, est le seul concurrent[2], et est gratifié d'une somme de 150 francs. Il a présenté un texte en patois fougerais, *La Fille de la Brunelas*, qui est en fait l'amélioration d'une première version, que l'on retrouve imprimée dans la revue *L'Hermine*, en 1901! Cette publication mensuelle, fondée par le poète Louis Tiercelin en 1899, cherchait à l'époque à fonder une « Pléïade bretonne » et s'employait à diffuser différents auteurs dont la plupart écrivaient en français, mais qui étaient néanmoins impliqués dans la « décentralisation littéraire[3] ». Toutefois, cette petite œuvre patoise ne rencontra pas davantage d'écho dans les années vingt qu'au début du siècle. Une représentation de la pièce devait être donnée lors de la Semaine bretonne de 1921, mais elle n'eut pas lieu, « les acteurs qui devaient s'en charger n'ayant pas cru pouvoir s'exprimer à leur aise dans le patois du pays fougerais[4] ». Cet essai d'émulation

[1] « Fédération régionaliste de Bretagne », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 4 avril 1921, p. 3.

[2] Lettre de Jean Choleau à Joël de Villers, 31 juillet 1938. BRM, Ms 1506, « Compagnons de Merlin – Fédération régionaliste de Bretagne ».

[3] Cf. Anne-Marie THIESSE, *Écrire la France. Le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Époque et la Libération*, Paris, Presses universitaires de France, « Ethnologies », 1991, p. 41-42. Louis Tiercelin s'était notamment distingué par la publication à Paris d'un « Parnasse breton contemporain » en 1889, anthologie littéraire censée tracer la voie d'une « renaissance poétique bretonne ». Voir aussi Lucien RAOUL, *Un siècle de journalisme breton. De l'Académie Celtique à la Glorieuse Bretagne des Armées*, Le Guilvinec, Éditions Le Signor, 1981, p. 287-306.

[4] *Le Réveil breton* n° 5, octobre-novembre-décembre 1921, p. 18.

autour de l'écriture en parler populaire est donc un échec, et le manque de candidats traduit sans doute un manque général d'intérêt pour le patois, ou du moins une réserve sur la pertinence de son usage dans un genre littéraire élaboré. Un contre-exemple, assez radical, est néanmoins à mentionner : l'œuvre de Jeanne Malivel.

3) Jeanne Malivel et les *Sept Frères*

Dans les années 1920 apparaît en Bretagne une avant-garde artistique, qui veut s'inspirer de la culture populaire pour rénover l'art régional : les *Seiz Breur* (« les Sept Frères »)[1]. Jeanne Malivel est un des membres fondateurs du mouvement, avec René-Yves Creston, artiste, collecteur et autonomiste breton. La production de Malivel est surtout plastique, et elle est plutôt connue pour ses gravures sur bois ou ses nombreuses esquisses de mobilier. Toutefois, en 1922, elle publie en trois livraisons dans un journal local, *Le Petit Libéral* de Loudéac, un texte en prose sur-titré « légende ». Il s'agit là d'un conte breton collecté auprès de sa grand-mère, en Ille-et-Vilaine, qu'elle rédige dans le dialecte de Loudéac. Ce texte est une innovation considérable. Auparavant, on l'a vu, les littérateurs n'utilisaient le parler populaire que dans les dialogues, l'encadraient éventuellement de guillemets. Or, comme le soulignent André Le Coq et Jean Le Clerc de la Herverie, « dans le conte des Sept Frères, le gallo se rencontre aussi bien dans le récit que dans le discours. […] On peut y voir la cohérence avec un projet qui consiste à donner de la littérature orale le statut mieux considéré d'œuvre littéraire écrite, d'*"illustrer"* le gallo[2]. »

Ce projet d'illustration du parler populaire haut-breton s'est-il réduit à cette publication, somme toute modeste ? On sait qu'un *Essai de dico du patois gallo de Loudia*[3] (Loudéac) a été retrouvé à l'état de manuscrit dans les archives de Jeanne Malivel, mais la jeune femme meurt prématurément en 1926. Il n'est pas étonnant de trouver ce type d'écrit chez une artiste qui s'inscrivait dans une perspective très large de renouveau de la création en Bretagne, à partir de la matière disponible dans la culture populaire. Le patois fut alors utilisé

[1] Voir, notamment, Daniel LE COUÉDIC et Jean-Yves VEILLARD (dir.), *Ar Seiz Breur. La création bretonne entre tradition et modernité*, Quimper, Palantines, 2007.

[2] André LE COQ, Jean LE CLERC DE LA HERVERIE, « Jeanne Malivel, des Sept Frères aux Seiz Breur », *Mémoire du Pays de Loudéac* n°1, 1e semestre 1995, p. 7.

[3] Ce manuscrit a été publié dans *Mémoires du pays de Loudéac* n°11, 1e semestre 1999.

dans une réelle approche avant-gardiste. L'écrivain Octave-Louis Aubert parle du soir où, chez les Creston, Jeanne Malivel lut à haute voix son conte patoisé :

> « Les auditeurs furent, on le pense bien, littéralement enthousiasmés par ce conte, si joliment narré en patois de "Loudia", que Jeanne disait avec un accent de terroir vraiment nature. Ils songeaient tout à la fois à un poème rustique et à une œuvre extrêmement moderne, à un vieux fabliau ou à du Max Jacob.[1] »

On attribue en partie à cet épisode l'origine du nom des *Seiz Breur*[2]. On remarquera aussi que Malivel a illustré de ses gravures l'*Histoire de notre Bretagne*[3], une geste nationaliste bretonne et antifrançaise publiée en 1922 et dont l'auteure, Jeanne Coroller, sera plus tard membre des Compagnons de Merlin.

Conclusion du chapitre

Dans l'entre-deux-guerres, le patois de Haute-Bretagne est utilisé dans un genre scénique particulier, la paysannerie, spectacle comique où l'on met en scène la figure du paysan arriéré, et qui rencontre un vif succès, à la ville comme à la campagne. Certains acteurs du mouvement breton s'intéressent également au parler populaire, et produisent quelques œuvres écrites, dont la diffusion est néanmoins très faible. Ces initiatives littéraires trouveront un prolongement conséquent dans les années 1930, où le patois est intégré dans un discours politique plus construit, tout comme l'ensemble du folklore de la Haute-Bretagne.

[1] Octave-Louis AUBERT, *Jeanne Malivel, son œuvre et les Sept frères*, Saint-Brieuc, O.-L. Aubert, 1929 (rééd. « Mémoire du pays de Loudéac 1995), p. 211.

[2] Daniel LE COUÉDIC, Jean-Yves VEILLARD (dir.), *Ar Seiz breur, op. cit.*, p. 36.

[3] Cécile DANIO (pseudonyme de Jeanne Coroller), *Histoire de notre Bretagne*, Dinard, L'Hermine, 1922. L'ouvrage est réédité en 1932, avec des gravures de René-Yves Creston.

II - Le patois en son folklore : l'élan des années 1930

Le 28 septembre 1936, à Vitré, des régionalistes bretons se joignent à des festivités organisées par la Jeunesse catholique française. Au cours de la journée, le public assiste à une représentation folklorique exécutée par un petit groupe d'Erbrée, un village des environs. Surtout formé de jeunes gens, accompagné par un violoneux, l'ensemble est animé par Guy de Montcuit et son épouse, les châtelains locaux, qui « les exercèrent à chanter en chœur des chansons, et à exécuter les danses des campagnes vitréennes[1] », dont les pas furent reconstitués « scientifiquement ». D'après Léon Le Berre, le groupe « chanta et chanta bien, comme des vrais patoisants[2] ». Au programme, « Pour tè Margot, qu'j'endure », ou « Mon père avait un p'tit champ d'pè », chansons patoises directement collectées ou bien trouvées dans les recueils canoniques des folkloristes. D'après le bulletin de la Fédération régionaliste, « la production en public du groupe d'Erbrée […] fut pour tout le monde une révélation[3] ».

A - L'essor des groupes folkloriques

En effet, c'est sans doute la première fois que le folklore de Haute-Bretagne reçoit l'honneur des planches. L'intérêt pour les parlers populaires de Haute-Bretagne renaît précisément à cette époque, mais il est inséparable d'un engouement plus large pour les « traditions populaires », qui se traduit en particulier par la formation de groupes folkloriques (appelés parfois « cercles celtiques » en Bretagne) au cours de l'entre-deux-guerres. Encore a-t-il fallu que le folklore gallo se fasse une place au côté du folklore bas-breton, que l'activité culturelle régionaliste avait largement favorisé depuis le XIX^{e} siècle.

Il est difficile de recenser tous les groupes folkloriques, parfois éphémères, qui s'intéressent au terroir gallo, car ils semblent nombreux, mais peuvent être de nature très différente. On trouve des groupements de particuliers à rayonnement très local, comme le groupe d'Erbrée déjà cité, ou des clubs paroissiaux de danse folklorique composés d'enfants

[1] « Le Réveil de la Haute-Bretagne », *Le Réveil breton* n° 11, 1er trimestre 1937, p. 5.

[2] Léon LE BERRE, « L'exposition catholique et sociale de Vitré », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 30 septembre 1936, p. 8.

[3] « Le Réveil de la Haute-Bretagne », *Le Réveil breton* n° 11, *art. cit.*

emmenés par le recteur, attestés notamment dans les Côtes-du-Nord[1]. En ce qui nous concerne, nous nous intéresserons aux groupes plus directement liés aux milieux régionalistes, car il s'y déroule de façon consciente une légitimation du terroir gallo vis-à-vis du terroir bretonnant.

1) Gaït Corvaisier et le Groupe gallo-breton de Fougères

Les premières formations folkloriques qui commencent à s'intéresser à la culture de Haute-Bretagne apparaissent dans le milieu des années 1930. En 1935, un Groupe gallo-breton[2] est fondé à Saint-Brice-en-Coglès, près de Fougères. Il est dirigé par Gaït Corvaisier[3] qui, par ailleurs, est « bardesse » et membre du Gorsedd de Bretagne[4], une confrérie néo-druidique. Cette appartenance n'est pas fortuite : de très nombreux régionalistes et acteurs culturels bretons de l'époque sont également « bardes ». Théodore Botrel le fut, Jean Choleau et Léon Le Berre, déjà cités, le sont également[5]… L'organisation, créée en 1900 sur le modèle du Gorsedd britannique, souhaite la « résurrection de la Bretagne », et la préservation de la langue bretonne. Les membres sont répartis dans deux catégories : les bretonnants, bardes à part entière, et les autres. Mais le Gorsedd est surtout un important lieu de socialisation pour le mouvement régionaliste, qui nous permet d'avoir une idée du degré d'insertion de certains acteurs, comme Gaït Corvaisier, dans les réseaux du mouvement breton.

---

[1] Marc CLÉRIVET, *Danse traditionnelle en Haute-Bretagne. Traditions de danse populaire dans les milieux ruraux gallos, XIXe-XXe siècles,* Rennes, PUR/Dastum, 2013, p. 43.

[2] Sans doute pour se différencier du Groupe gallo-breton de Rennes, apparu en 1937, le groupe fougerais va changer de nom au fil des années : il s'appellera successivement « Les Sabotiers de Fougères » et « Art et Folklore ».

[3] Sur Gaït Corvaisier, voir la notice nécrologique de Jean-Yves Bauge, dans *Le Pays de Fougères* n° 52, 1985, p. 2.

[4] LAGADEC, « Les vedettes de chez nous – Gaït Corvaisier », *An Oaled – Le Foyer Breton* n° 52, 2e trimestre 1935, p. 174.

[5] Philippe LE STUM, *Le néo-druidisme en Bretagne. Origine, naissance et développement, 1890-1914*, Rennes, Éditions Ouest-France, 1998, p. 179 et 229.



Gaït Corvaisier en 1935, en costume de Pont-Aven (Finistère), très prisé dans tous les cercles celtiques, au détriment des autres modes. C'est Jean Choleau qui incite la jeune femme à se tourner vers le folklore de Haute-Bretagne, jusque-là complètement délaissé par les groupes. Source : LAGADEC, « Les vedettes de chez nous – Gaït Corvaisier », *An Oaled – Le Foyer Breton* n° 52, 2e trimestre 1935, p. 174.

Le groupe de cette dernière doit son succès à son interprétation de la pièce d'Amand Dagnet en patois, jouée pour la première fois en 1936 lors d'une « Journée bretonne » organisée par la F.R.B., « devant un public composé de lettrés et aussi de gens du peuple, heureux d'entendre une pièce dont les acteurs parlaient leur langage[1] ». Le président de la Fédération, Jean Choleau, fait un discours avant la tenue de la pièce, au théâtre municipal de Fougères ; après avoir opéré une distinction entre les paysanneries et les nouvelles créations qui se font jour, il déclare :

« Voici en effet que surgit des entrailles du Peuple […] un théâtre pour le Peuple. Cela fut déjà, il y a deux mois, grâce à la troupe paysanne d'Erbrée, qui [se] fit applaudir par des paysans, dont la joie éclairait le visage, preuve qu'ils avaient compris les anciennes chansons et les danses que chantaient et que dansaient leurs ancêtres. [L'interprétation de la *Fille de la Brunelas*] est une création dans toute l'acception du terme. C'est une innovation prometteuse de beaux lendemains.[2] »

[1] Marie DROÜART, *L'état actuel du folklore en Haute-Bretagne. 1. Les études linguistiques : les patois*, Vitré, Unvaniez Arvor, 1938, p. 17.

[2] Léon LE BERRE, « La journée bretonne de Fougères. Un écrivain patoisant », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 11 novembre 1936, p. 8.

Jean Choleau constate un début de renouveau de la pratique folklorique en Haute-Bretagne, duquel il se félicite : le groupe d'Erbrée et le groupe de Fougères, pour lui, participent du même élan. Devant le succès obtenu, Gaït Corvaisier va préparer une version longue de la pièce de Dagnet, en trois actes et quatre tableaux, à partir des manuscrits de l'auteur, retrouvés par la famille[1]. La représentation ainsi rallongée est donnée pour la première fois à Fougères les 6 et 7 mars 1937[2], et la troupe continuera à la présenter lors de petites tournées, dans les années suivantes. Pour autant, le groupe fougerais ne se consacre pas exclusivement au répertoire gallo. Lors de la Journée bretonne de novembre 1936, il interprète également des chansons traduites du breton et du gaélique, ainsi qu'un « ballet breton » avec korrigans et lavandières : *Les Petits Mariés de Locronan*. Et à la fin du spectacle, « pour unir dans un même cœur les deux éléments de la Bretagne, on entend le *Bro-Goz*[3] écouté debout[4]. » Le programme du cercle pour l'année 1937 traduit également une forte coloration basse-bretonne : « étude de danses, chants, biniou, bombarde, langue bretonne, étude de l'histoire bretonne. » En réalité, Gaït Corvaisier, à l'origine, était « une pure Gallaise de la frontière, mais une Gallaise qui s'est mise résolument au breton, par patriotisme[5]. » Ce serait en fait, d'après son témoignage[6], sous l'influence de Jean Choleau qu'elle aurait donné à son groupe naissant une orientation gallèse, toutefois non-exclusive. Dans d'autres cas, la cohabitation des deux répertoires s'est avérée impossible, comme au Cercle celtique de Rennes.

[1] *Ibidem.*

[2] « Fougères – Matinées et soirées – Au groupe gallo-breton », *L'Ouest-Éclair* du 12 février 1937, édition de Rennes, p. 8.

[3] Le *Bro goz ma Zadoù* (« Vieux pays de mes pères ») est l'hymne breton, devenu « national », dont les paroles furent créées par le barde François Jaffrenou en 1898 sur l'air du *Hen Wlad Fy Nhadau*, l'hymne national gallois.

[4] Léon LE BERRE, « La journée bretonne de Fougères. Un écrivain patoisant », *art. cit.*

[5] LAGADEC, « Les vedettes de chez nous – Gaït Corvaisier », *An Oaled – Le Foyer Breton, art. cit.*

[6] *Le Lian*, n° 6, mars 1980, p. 14.

2) Simone Morand et le Groupe gallo-breton de Rennes

Simone Morand[1] naît en 1914 dans la capitale bretonne, dans une famille de la petite bourgeoisie commerçante. Après plusieurs années de leçons de piano, elle obtient le premier prix du Conservatoire de Rennes en 1933. Son intérêt pour le folklore lui vient lors de ses vacances dans la campagne environnante, autour du village de la Mézière, où ses parents ont une maison de famille. Sa bonne maîtrise de la théorie musicale lui permet de commencer une collecte de chants populaires : avec sa sœur, à vélo, elle visite les fermes alentours. Parallèlement, Simone Morand entre au Cercle celtique de Rennes au début des années 1930, où elle finit par diriger la chorale. Ce Cercle a été fondé par des étudiants – bas-bretons en majorité – en 1929, alors que des organisations semblables avaient vu le jour à Paris dès 1911, et à Nantes en 1928. La sociologie de ces groupements est assez homogène : étudiants, médecins, compositeurs, journalistes, pharmaciens… C'est la bourgeoisie citadine qui s'intéresse au folklore[2]. Cours de breton hebdomadaires, conférences sur la Bretagne et la littérature bretonne, et surtout, chorale et exécution chorégraphiée de danses de Basse-Bretagne, en musique et en costume, lors de réunions publiques… Le cercle celtique rennais est un lieu où l'on prépare des spectacles, mais aussi où l'on « enseigne la Bretagne ». Bien que l'association, dans ses communications publiques, croie nécessaire de préciser qu'elle se place en-dehors de toute préoccupation politique[3], le profil de ses membres les plus actifs en fait un foyer de régionalisme[4]. Néanmoins, cette société s'intéresse exclusivement au folklore bas-breton.

La jeune Simone Morand, imprégnée de culture musicale classique, adapte les airs qu'elle a recueillis pour le piano, et en publie une douzaine en 1936 dans une petite brochure : *Chansons recueillies en Ille-et-Vilaine*. Eugène Cairou – le directeur du Cercle celtique – rédige l'introduction, dans laquelle il exprime le souhait que ces chants « reconnai[ssent] […] la grande vogue, éliminant de ce fait, les grossières productions modernes pour "deux francs"

[1] Sur Simone Morand, voir Christian MARTIN, *Simone Morand. La culture bretonne en héritage*, Spézet, Coop Breizh, 2012.

[2] Arnaud BOISSEAU, « Cercles celtiques dans les années 30-40 », *Musique bretonne* n° 150, juillet-août 1998, p. 9.

[3] « Syndicats et sociétés », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 16 novembre 1929, p. 6.

[4] Arnaud BOISSEAU, *art. cit.*, p. 11.

achetées à la grand'ville ![1] » Suite à ce premier travail, Simone Morand propose au Cercle de diversifier son répertoire et d'y inclure des danses et des chants gallos. Mais la suggestion est mal accueillie : le groupe se refuse à chanter en patois[2]. La jeune femme le quitte et fonde un autre groupement en 1937, au titre explicite, le même que celui du cercle de Fougères : le Groupe gallo-breton. La nouvelle formation va se spécialiser dans le terroir du pays rennais, et constituer le pendant haut-breton du Cercle celtique de la ville. Il est à relever que Simone Morand, tout comme Pierre Quintin, autre artisan de la scission, est membre du « collège des bardes[3] ». L'initiative est d'ailleurs saluée par les milieux régionalistes. En 1938, Yann Kerlann[4], successeur de Yann Sohier à la direction de la revue *Ar Falz*, militant pour l'enseignement du breton, complimente Morand en ces termes :

> « Je vous félicite vivement de votre action bretonne en Haute-Bretagne, et aussi du choix heureux du nom de votre groupement. Cela ne fera que resserrer les liens entre Hauts et Bas-Bretons[5]. »

Les activités du groupe se diversifient rapidement. En 1938, après avoir élargi le champ géographique de sa collecte, Simone Morand publie un second recueil, les *Chansons de Haute-Bretagne*, tiré à 1000 exemplaires. Le Groupe gallo-breton comprend une section théâtrale, qui monte un spectacle en 1938 : *Mon village chante et danse.* Cyrille Gangourdo, dit « Gibart », comédien amateur, écrit la pièce en français, mais les acteurs « patoisent » les dialogues sur la scène. Le décor figure une scène champêtre, au bord du canal d'Ille-et-Rance. Les saynètes sont rythmées par des chansons collectées par Simone Morand, notamment des chants de conscrits et des chants de travail. Dans un entretien avec Arnaud Boisseau, elle évoque ce spectacle :

---

[1] Simone MORAND, *Chansons recueillies en Ille-et-Vilaine*, Rennes, Imprimerie Bretonne, 1936, p. 3. Eugène Cairou utilise le pseudonyme « Koroller Kerne ».

[2] Témoignage de Simone Morand recueilli par Didier Auffray et Christophe Simon, le 10 octobre 1995, pour la revue *Le Lian*. ABG, cassette audio, carton « Cassettes ». Cette scission du Cercle celtique de Rennes mériterait néanmoins des précisions, car le directeur du Cercle, Eugène Cairou, ne semble pas montrer *a priori* de franche hostilité pour le folklore de Haute-Bretagne : il rédige la préface du premier recueil de Simone Morand, et collabore régulièrement, par la suite avec des groupes de Haute-Bretagne. On peut donc nuancer la version donnée par Simone Morand, qui parle d'un rejet en bloc du répertoire de Haute-Bretagne par le Cercle celtique.

[3] « Dimanche prochain à Saint-Martin, vesprée bretonne par le Groupe Gallo-Breton », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 11 novembre 1938, p. 4. Simone Morand précise par ailleurs dans son témoignage à Didier Auffray et Christophe Simon qu'elle a été intronisée par le barde Taldir Jaffrenou en 1933.

[4] Jean Delalande pour l'état-civil.

[5] « Groupe gallo-breton de Rennes », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 26 octobre 1938, p. 6.

« Naturellement, on avait fait une petite scène rigolote avec ça. […] C'était très drôle. Parce que le parler gallo est très gai. Pour essayer de faire pleurer en gallo, ce serait difficile.[1] »

Le Groupe gallo-breton ne s'éloigne donc pas fondamentalement de l'esprit de la farce paysanne. D'ailleurs, à l'occasion, le groupe n'hésite pas à collaborer avec Maurice Renault et Madeleine Biet, qui sont les patoiseux attitrés de Radio-Rennes. Simone Morand donne à son groupe une orientation très gallèse, en particulier en ce qui concerne les danses et les chants, mais pour ce qui est de la langue, en revanche, elle prolonge la tradition de la paysannerie, qui fait de moins en moins l'unanimité.



Simone Morand à la fin des années 1930, en costume typique du pays de Rennes recréé par ses soins. Elle pose au côté d'un rouet à filer et porte la « catiole », une coiffe d'Ille-et-Vilaine, dans ses proportions du XIX^{e} siècle. Source : Christian MARTIN, *Simone Morand, la culture bretonne en héritage, op. cit.,* p. 34.

[1] Arnaud BOISSEAU, *art. cit.*, p. 10.

3) Joël de Villers et l'Union traditionaliste du Pays de la Mée.

À Châteaubriant, en Loire-Atlantique, un châtelain local fonde à la fin de l'année 1938 un groupement dont la démarche semble plus politisée. L'Union traditionaliste du pays de la Mée, menée par Joël de Villers, se propose de « garder les us et coutumes de notre petit pays : les coutumes, les chants, les danses, le patois, etc., afin de rendre à la Mée sa beauté et son originalité d'autrefois[1]. » Le groupement est donc plus qu'un groupe folklorique, il se propose d'être le fer de lance de la conservation des traditions au niveau local, contre l'influence néfaste des villes et de l'étranger. L'exposé des buts de l'association dans la presse mérite d'être longuement cité :

> « Nous voulons que la gaieté renaisse dans le Pays de la Mée et que les jeunes puissent trouver chez eux les joies saines dont ils ont besoin, sans aller courir à la ville où ils ne trouvent souvent que des plaisirs plus ou moins honnêtes. Nous voulons entendre dans les noces, dans les fêtes et dans les travaux, nos jeunes amis paysans chanter les vieilles chansons du Pays de la Mée, qu'ils ont apprises de leur père et leur grand-père, le soir à la veillée, et point non des chansons bêtes et, hélas ! trop souvent immorales de Tino Rossi ou autres chanteurs à la mode. Nous voulons que nos anciennes danses, telles que l'Avant-Deux, la Pastourelle ou la Gigouillette soient remises à l'honneur dans notre pays et que l'on abandonne pour elles les danses sans aucun cachet et sans aucun caractère, importées d'Amérique ou d'ailleurs[2]. »

Le groupe a donc une vocation localiste, et comme la majorité des autres groupements que nous avons cités, il se défend de se préoccuper de politique. La référence à la Bretagne, ou même au pays gallo, est encore absente. Néanmoins, dans le communiqué informant de sa création, il est précisé que l'Union a déjà mis sur pied un cercle d'études « où l'on peut se documenter sur la Bretagne en général, et le Pays de la Mée en particulier[3] ». Par ailleurs, son fondateur s'est intéressé dès le début aux possibilités d'interprétation de théâtre en parler populaire. À l'été 1938, il demande dans une lettre à Jean Choleau s'il existe, *La Fille de la Brunelas* mise à part, des pièces écrites en patois de Haute-Bretagne. Celui-ci lui ayant confirmé que la modeste idylle fougeraise de Dagnet était la seule, Joël de Villers projeta de la faire jouer par son groupe en Loire-Atlantique[4]. Néanmoins, jusqu'en 1941, l'action de l'Union traditionaliste se limita à l'apprentissage et l'exécution de chants et danses du pays de

[1] « Union traditionaliste du Pays de la Mée », *Journal de Châteaubriant*, 10 décembre 1938, p. 3.

[2] « L'Union traditionaliste du Pays de la Mée », *Le Redonnais*, 22 avril 1939, p. 2.

[3] « Union traditionaliste du Pays de la Mée », *Journal de Chateaubriant, art. cit.*

[4] Lettres de Jean Choleau à Joël de Villers du 31 juillet 1938 et du 3 mars 1939, BRM, Ms 1506, « Compagnons de Merlin – Fédération régionaliste de Bretagne ».

la Mée, notamment dans les événements régionalistes, comme au Congrès de l'U.R.B. à la Roche-Bernard, en septembre 1939[1].

L'examen des trois groupes que nous avons présentés montre l'attention grandissante qui est portée au folklore de Haute-Bretagne. D'un cercle à l'autre, au fil des années, on constate une spécialisation croissante, l'approfondissement d'une même démarche. En 1936, le groupe de Gaït Corvaisier introduit le répertoire haut-breton dans les groupes folkloriques. En 1937, le groupe de Simone Morand fait de la Haute-Bretagne son inspiration exclusive. En 1938, le groupe de Joël de Villers fait de même, bien que son groupement soit plus modeste. Le théâtre est un des supports privilégiés des régionalistes, ce qui correspond à une tendance plus générale, que l'on retrouve ailleurs en France. Anne-Marie Thiesse relève que dans les années 1930, de jeunes comédiens « ont alors vivement critiqué la sclérose d'un théâtre parisien "bourgeois" : certains ont proclamé la nécessité de retrouver les sources du spectacle par le retour vers le Peuple[2]. » La remarque est valable pour la Haute-Bretagne. La décennie voit donc l'éclosion d'une vie folklorique gallèse, en quelques années seulement, mais cet élan peut cacher des motivations bien différentes, notamment quant à la valeur politique de ces activités.

B - Une renaissance culturelle gallèse ? Partisans et détracteurs

En réalité, dès 1935 on relève l'existence d'une éphémère « chorale gallo-bretonne » dirigée par la folkloriste Marie Droüart, et dans laquelle Simone Morand « remplace le biniou[3] » avec son jeu de piano. Ces deux femmes ont donc collaboré au sein d'une même formation à cette époque, avant qu'elles ne tombent dans une concurrence farouche – dont nous expliquerons les causes – et de devenir deux personnages essentiels de la vie culturelle haute-bretonne dans les années suivantes. Leurs parcours respectifs illustrent très bien le tournant que constituent les années 1930 pour les questions folkloriques. Dans la deuxième partie de la décennie, alors que Simone Morand fait prospérer son groupe gallo, Marie Droüart commence à fustiger les paysanneries qui prétendent incarner la culture de Haute-Bretagne, et appelle à un développement culturel beaucoup plus ambitieux.

---

[1] Lettre de Régis de l'Estourbeillon à Joël de Villers du 26 juillet 1939, BRM, Ms 1505/1, « Correspondance reçue par Joël de Villers ».

[2] Anne-Marie THIESSE, *Écrire la France, op. cit.*, p. 269.

[3] « La kermesse de Toutes-Graces », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 3 juin 1935, p. 6.

1) Le potentiel culturel de la Haute-Bretagne

La même année, le 2 mai 1935, un Congrès de la Fédération régionaliste bretonne se tient à l'Hôtel de France, à Rennes. Marie Droüart, clerc de notaire née en 1887 et membre de diverses sociétés de folkloristes, fait une conférence sur « l'état actuel et les richesses du folklore du haut pays », en tant que rapporteur de la toute nouvelle « Commission du folklore haut-breton » de la F.R.B. Elle appelle solennellement à la création de « groupes traditionnistes hauts-bretons ». Quelques années plus tard, elle identifiera cet appel comme le point de départ de l'essor culturel qu'a connu le pays gallo à la fin des années 1930[1], s'arrogeant sans doute un rôle quelque peu exagéré dans la prolifération très soudaine des groupes folkloriques. Ce qui est certain, c'est que Marie Droüart compte parmi les acteurs dont le discours est le plus explicite concernant les finalités du renouveau culturel régional, à travers lequel elle souhaite que les potentialités du folklore, notamment éducatives, soient pleinement exploitées. Entre 1935 et 1940, Marie Droüart est présente à tous les événements publics de la Fédération régionaliste bretonne, où elle livre le contenu de ses travaux sur les « possibilités actuelles du folklore ». Dans la synthèse qu'elle fait publier en 1938, le ton adopté est beaucoup plus audacieux que le discours bon teint que les régionalistes comme Choleau avaient l'habitude de tenir, conscients d'être en minorité au sein d'un mouvement breton lui-même minoritaire dans la société. Marie Droüart, plus offensive, écrit :

> « Peut-être, dès à présent, pourrions-nous réclamer la mise à disposition du peuple de notre folklore comme moyen d'éducation, parce que la morale et l'intellectualité ont une grande influence sur sa destinée. Le rôle prépondérant de notre littérature, de notre poésie et de notre art populaire devra s'imposer et un souffle générateur passer sur ces puissances spirituelles pour que la Haute-Bretagne se sente revivre et surtout pour qu'elle reste elle-même[2]. »

Le volontarisme du discours est très fort, et se base sur une vision de la Haute-Bretagne comme une entité cohérente, singulière, y compris sur le plan linguistique. Une mise en cohérence de l'espace haut-breton s'opère.

---

[1] « Pourquoi s'est créée la Chanterie », *Catalogue folklorique de la Chanterie de Haute-Bretagne*, n° 1, 1942, p. 1.

[2] Marie DROÜART, *L'état actuel du Folklore en Haute-Bretagne. Tome 1, les études linguistiques : les patois*, Vitré, Unvaniez Arvor, 1938, p. 1.

Pour Marie Droüart, « la Haute-Bretagne comprend un groupe de 1.500.000 habitants parlant un patois à part, ayant une originalité propre, intéressante[1]. » C'est donc que l'espace gallo est à la fois suffisamment homogène et suffisamment typé pour mériter une renaissance culturelle. Toutefois, dans la suite de son exposé, la folkloriste s'attache surtout à mettre en évidence les liens, aussi ténus soient-ils, entre la langue celtique et le patois du haut-pays. La légitimité de ce dernier semble nécessairement passer par sa relation, que Marie Droüart voudrait forte, avec la langue bretonne. Si le pays gallo a une cohérence, c'est avant tout au sein de l'espace breton, comme région tampon. Cette conception, du reste, n'est pas exclusive à la folkloriste. Florian Le Roy, écrivain régionaliste proche de Simone Morand, la formule aussi en mars 1940, dans des termes plus diffus, lors d'une conférence patronnée par la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine. Il y donne un exposé sur les écrivains, les artistes et l'art populaire du pays de Rennes, et son propos est égayé par les prestations du Groupe gallo-breton de Simone Morand ainsi que par les paysanneries de Maurice Renault et Madeleine Biet. Pour Florian Le Roy, « bien qu'apparentée, par son patois, à la Normandie et à l'Anjou, la Haute-Bretagne ou Pays gallo est une terre de transition, reliant la Celtique au Vieux Monde[2]. » La prise en compte de la Haute-Bretagne dans le discours régionaliste suppose donc la mise en évidence, voire l'exagération de ses liens avec la Basse-Bretagne. Cette mise en relation permet par ailleurs de définir l'originalité du pays gallo, par opposition aux autres provinces de langue romane qui le bordent sur son versant oriental. Marc Clérivet note que cette vision de la Haute-Bretagne comme région tampon entre deux civilisations, fait florès en particulier à partir de l'entre-deux-guerres. Néanmoins, au regard des données ethnographiques, cette assertion est abusive, en particulier l'idée d'une communauté culturelle gallèse, voire bretonne, ressentie par les populations rurales elles-mêmes[3].

[1] *Ibidem.*, p. 2.

[2] « Vestiges et souvenirs du vieux Rennes », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 28 mars 1940, p. 4.

[3] « Dans cette représentation, les populations gallèses, historiquement celtiques, auraient résisté – plus ou moins efficacement selon les régions – à l'envahissement inexorable par l'est de la culture française. Après analyse des faits historiques, cette vision s'avère n'être qu'idéologique et simpliste et, de ce fait, largement erronée. », Cf. Marc CLÉRIVET, *Danse traditionnelle en Haute-Bretagne*, *op. cit.*, p. 13. Sur l'aspect proprement linguistique, Georg Kremnitz souligne l'universalité du phénomène, car la dialectique langue-territoire induite par le nationalisme fait que « les changements d'espace d'une langue se comptabilisent alors le plus souvent en "victoires" ou en "défaites" », Cf. Georg KREMNITZ (dir.), *Histoire sociale des langues de France,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 30.

L'essor folklorique des années 1930 est donc contemporain d'une nouvelle approche de la Haute-Bretagne, sur laquelle se rejoignent, globalement, tous les régionalistes, des plus modérés aux plus radicaux. Les dissensions se font davantage sentir quant aux conclusions à tirer de cette nouvelle vision.

2) Le « patois pur » et la « vraie chanson »

On l'a vu, un régionaliste comme Florian Le Roy[1] pouvait très bien s'associer à des diseurs de paysanneries. Simone Morand, elle non plus, ne semble pas y voir de contradiction. Le ton est très différent chez Marie Droüart, qui au fil des rencontres de la F.R.B., dont elle fait partie, approfondit un peu plus son exposé sur les « possibilités actuelles du folklore gallo ». Dans sa recension de la « Journée bretonne » de Fougères pour l'*Ouest-Éclair* en 1936, Léon Le Berre commente ainsi l'intervention de la folkloriste :

> « On eût désiré que les sympathiques cantatrices [du groupe de Gaït Corvaisier] fissent entendre des chants réellement en patois, d'autant que tout le monde est d'accord avec la conférencière pour qu'il soit donné à ces chants la préférence dans les réunions. Mme Droüart mit avec raison son public en garde, contre les paysanneries grossières qui, avec profusion de jurons, prétendent représenter les productions populaires du pays gallo. Elle le souhaite et tout le monde avec elle, que les beautés modestes de leur musique et de leur poésie soient dégagées par des compositeurs qui en soient vraiment compréhensifs. Remises en honneur, jeunes gens et jeunes filles aimeront de nouveau à les chanter. Peut-être leur viendra le goût de les chanter en chœur, goût si développé chez les Gallois. Puisse le chœur devenir en Bretagne, comme en Cambrie, une "institution nationale d'essence vraiment populaire" ainsi que l'a qualitfiée le barde Fañch Gourvil.[2] »

Léon Le Berre nous fait approcher les débats qui agitent le petit milieu régionaliste des années 1930, au sujet de la Haute-Bretagne. Une lassitude envers les paysanneries est clairement exprimée, et la volonté d'employer le parler populaire dans un registre noble est formulée, ainsi que la recherche d'une plus grande pureté dans la langue utilisée, notamment dans le chant. La thématique nationale, via la comparaison au Pays de Galles, est explicitement introduite : il est souhaité que le parler gallo soit hissé à la dignité d'un patrimoine national. Léon Le Berre le confirme, en ajoutant :

---

[1] Notons que Florian Le Roy, dans les années 1930, n'était membre d'aucune organisation politique régionaliste ou nationaliste. Toutefois, son activité d'écrivain et de journaliste en faisait déjà un membre incontestable de l'*Emsav*, pris dans son sens large.

[2] Léon LE BERRE, « La journée bretonne de Fougères. Un écrivain patoisant », *art. cit.*

« Mme Droüart fait ressortir, éloquemment, le charme de cette poésie rurale, trop souvent confondue avec les "paysanneries" […] charriant des jurons et des grossièretés. Elles portent le cachet de l'étranger. Ces paysanneries sont élaborées à l'usage des touristes, mais totalement étrangères à la Bretagne et aux Bretons. La vraie chanson populaire spirituelle et vive, réveille les plus nobles passions humaines : l'amour du foyer et l'amour de la patrie, solides assises où relever une Bretagne forte et heureuse, celle d'autrefois.[1] »

On relèvera que Léon Le Berre, auparavant relativement indulgent envers les paysanneries, semble ici adhérer au jugement émis par Marie Droüart. Du reste, ce type de critique qui assimile certains chansonniers à l'étranger et blâme la mauvaise propagande qu'ils font à la Bretagne n'est pas tout à fait neuf. On le retrouve dès la Belle époque, à l'égard de Théodore Botrel[2]. Mais c'est la première fois que la « chanson patoise » est défendue avec autant de clarté, et d'une manière aussi intransigeante. Au surplus, la critique de Droüart est plus globale, elle concerne la langue dans son ensemble. Dans le résumé de ses conférences, publié en 1938, après avoir souligné les quelques mérites des *Monologues* de Mystringue, elle ajoute :

> « La seule critique que l'on puisse lui faire est de mélanger trop de mots d'argot à son patois, d'abuser aussi des "bon d'za" et autres. Nous lui conseillons vivement de s'aiguiller vers le patois pur.[3] »

Le projet de Droüart consiste donc à réorienter le patois vers une forme élaborée, purgée d'emprunts malvenus qui maintiennent la langue dans le domaine du vulgaire. Jean Choleau, qui depuis longtemps s'intéresse à ces questions, se prononce également en faveur de la résurrection des vieux parlers, mais dans un style plus modéré. Ainsi, en 1936 :

> « Jean Choleau évoque le rôle des patois de langue d'oïl, du fougerais en particulier, dans la vie nationale. Ses sonorités ont bercé les ancêtres d'accents rieurs ou parfois mélancoliques. Les académiciens pourraient en tirer la plupart des mots nécessités pour des besoins nouveaux tirés, avec peine, des langues mortes ou dont ils se bornent à enregistrer l'usage.[4] »

Alors que le président de la Fédération régionaliste voit surtout dans les patois une ressource littéraire dont pourraient profiter les lettrés, Marie Droüart esquisse un projet culturel large, à même de toucher le peuple, afin que les Hauts-Bretons renouent avec leurs origines. Malgré ces différences de vue, Choleau et Droüart veulent contribuer en étroite

---

[1] *Ibidem.*

[2] Philippe LE STUM, *Le néo-druidisme en Bretagne, op. cit.*, p. 63.

[3] Marie DROÜART, *L'état actuel du Folklore en Haute-Bretagne, op. cit.*, p. 28.

[4] Léon LE BERRE, « La journée bretonne de Fougères. Un écrivain patoisant », *art. cit.*

collaboration au « réveil de la Haute-Bretagne ». En 1938, alors que les conférences de Marie Droüart sont sous presse, ils publient en souscription un ouvrage plus épais, écrit à quatre mains : *Chansons et danses populaires de Haute-Bretagne*. Il s'agit d'un recueil contenant quarante-deux chants issus de leur propre collecte, dont ils retranscrivent les tournures patoises et auxquels ils joignent des commentaires. Ces deux publications sont diversement appréciées[1], mais le milieu régionaliste haut-breton bénéficie désormais d'ouvrages ethnographiques de référence, propres à orienter la production littéraire et artistique régionale vers une voie plus « authentique », et permettant de dépasser le stade de la paysannerie. Mais il restait encore à coordonner les initiatives, nombreuses mais dispersées, condition nécessaire au « réveil de la Haute-Bretagne », au sein d'un *Emsav* épris de celtisme.

3) L'*Emsav* et le patois

Nombreux sont les Hauts-Bretons à militer dans les rangs de l'*Emsav*, parfois au prix d'une conversion totale à la Basse-Bretagne. Pourtant, la situation est plus complexe : certains des nationalistes les plus fervents ont visiblement une sensibilité gallèse, qui se traduit dans certains cas par une réflexion sur l'avenir des parlers de Haute-Bretagne. Morvan Marchal est sans doute le meilleur exemple de cette tendance. Né Maurice Marchal à Vitré en 1900, il est l'un des principaux fondateurs du Groupe régionaliste breton en 1918, organisation de jeunesse distincte de l'U.R.B. et de la F.R.B., de laquelle émergera peu à peu un courant nationaliste radical. Olier Mordrel[2] décrit l'ambiance au sein de ce petit groupe mené par Marchal, dont la

> « vraie patrie était la Haute-Bretagne et la langue de son cœur le patois gallo […]. Il en donnait les intonations attendrissantes à son français de potache et l'en truffait d'expressions savoureuses, au point de passer insensiblement du français au patois et du patois au français, selon le tour que prenait la conversation. Nous l'imitions à qui mieux mieux et dans les lieux publics les gens se retournaient, n'en croyant pas leurs oreilles. Il n'était pas d'usage que les "villotins" parlassent comme les "pâtoux".[3] »

[1] Voir par exemple la critique de l'historien Armand Rébillon, sur les *Chansons et danses populaires de Haute-Bretagne* : « On ne saurait dire que [le folklore de Haute-Bretagne] ait été très original et très riche. Dans leur dévotion à leur petite patrie, M. Jean Choleau et Mme Marie Droüart exagèrent un peu en comparant le répertoire de nos chansons de Haute-Bretagne à celui de la Bretagne bretonnante. » Cf. *Annales de Bretagne* n° 1, Volume 47, 1940, p. 266.

[2] Olivier Mordrelle pour l'état-civil, mais mieux connu sous son nom bretonnisé.

[3] Olier MORDREL, *Breiz Atao. Histoire et actualité du nationalisme breton*, Paris, Éditions Alain Moreau, 1973, p. 44.

Le parler gallo fait donc partie du répertoire identitaire de la bretonnité pour Morvan Marchal et ses camarades de l'époque, toutefois sans que leurs activités militantes s'y consacrent activement : la référence celtique prime avant tout. Comme le souligne Ronan Calvez, « la langue bretonne est l'élément essentiel et primordial du nationalisme breton de l'entre-deux-guerres », et « tous les chefs politiques du mouvement nationaliste apprennent le breton : Olivier Mordrelle, François Debauvais, Célestin Lainé…[1] »

Le même Mordrel, après s'être politiquement éloigné de Marchal (celui-ci ayant opté pour un fédéralisme marqué à gauche), fonde en 1934 une revue théorique qui puise directement son inspiration dans l'idéologie nationale-socialiste. Sous le pseudonyme de « Jean la Benlas », il y écrit un article intitulé « Musiques patoises », dans lequel il donne clairement son point de vue sur le patois de Haute-Bretagne :

> « Le patois gallo est un langage populaire. Il n'a guère jusqu'à présent inspiré que des paysanneries aux écrivains qui s'en sont servis. Personne n'a entrepris de faire œuvre littéraire en patois. Je ne me dissimule pas les difficultés d'une pareille tentative. La langue littéraire issue de nos patois d'oïl a un nom, c'est le français de tout le monde. Il existe donc une incontestable contradiction entre la conservation du patois et son élévation au niveau d'un instrument de culture. Le poème qu'on va lire en fait, on peut le dire, la démonstration par l'absurde. Ou l'on s'exprime comme un paysan et l'on reste dans le patois, mais c'est une attitude qui chez un homme de la ville manque de naturel. Ou l'on est sincère, on reste de son milieu et l'on trahit le patois à chaque ligne. […] Une langue populaire qui tend vers l'abstraction cesse d'en être une, et le patois gallo se fond dans le français en s'intellectualisant. […] Florian Le Roy […] professe que notre patois possède une grammaire originale, différente de celle du français et qui jusqu'ici a été mal reconnue et presque pas étudiée. Je doute qu'il soit possible de la restaurer. Depuis le temps que les Hauts-Bretons parlent simultanément le français du terroir et le français classique, les deux langages se sont intimement compénétrés.[2] »

La critique est acerbe, mais le rapport au parler populaire est ambivalent. Olier Mordrel ne méprise pas le patois en soi, il critique son usage dans un genre littéraire intellectualisé, tel que le prônent certains militants de Haute-Bretagne. D'ailleurs, il donne lui-même, à la fin de

[1] Ronan CALVEZ, « 1941 : le breton, langue d'État », *in* Christian BOUGEARD, *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, Université de Bretagne occidentale, 2002, p. 209. Le militant pour l'enseignement du breton Yann Sohier est un autre exemple de Haut-Breton « converti ». Mona Ozouf en parle dans *Composition française, op. cit.*, p. 21 : « Jean Sohier, mon père, était né du côté qui devait devenir pour lui le mauvais côté, celui où on ne parle pas breton. »

[2] *Stur*, n° 6-7, octobre 1936-janvier 1937, p. 55-56.

l'article, un essai de poème en patois[1], qu'il estime nécessaire de « lire avec l'accent. Non pas avec cette affectation de fausse paysannerie de tant de diseurs, dont le parti-pris de raillerie ou de charge est trop visible[2]. » Méprisable quand il est utilisé dans des paysanneries, ridicule quand on essaye de l'élever au rang de langue littéraire, le patois selon Mordrel semble être un témoignage savoureux du monde rural gallo, mais trop abâtardi par le français pour espérer une renaissance. Il est néanmoins l'un des rares nationalistes à pousser la réflexion aussi loin.

En effet, dans les marges radicales du mouvement breton, on constate une lecture orthodoxe de la doctrine nationaliste, qui aboutit à une pensée unitaire[3] et à une nécessaire « receltisation de la Bretagne gallaise[4] ». Roparz Hemon, qui est le leader du mouvement de renaissance littéraire en breton dans l'entre-deux-guerres, semble afficher une nette indifférence, voire une franche hostilité au réveil du parler populaire de l'est de la péninsule, qu'il exprimera plus clairement pendant les années d'occupation. C'est en effet à partir de 1939 qu'un « mouvement gallo » commence réellement à s'organiser.

C - Les Compagnons de Merlin

1) L'appel aux Hauts-Bretons

Le 25 janvier 1939, un appel est adressé à une quarantaine de Hauts-Bretons susceptibles d'être intéressés par la formation d'une nouvelle société : les « Compagnons de Merlin ». Le texte, dont l'initiateur est Jean Choleau, est cosigné par Marie Droüart, Joël de Villers, Gaït Corvaisier et Morvan Marchal. Cet « Appel aux Hauts-Bretons » commence par ces mots :

> « Dans le mouvement littéraire et artistique breton qui, vers 1898, succéda à celui des historiens, avec la Borderie, des poètes, avec Tiercelin, une très large part a été faite à la Basse-Bretagne. Avec étonnement, on a pu constater que la Haute-Bretagne était presque complètement délaissée, souvent

[1] Voir l'article complet en annexe 2.

[2] *Ibidem.*, p. 56-57.

[3] Se reporter à Pierre Corbel, sur « l'imaginaire de la race », *in La Figure du gallo, op. cit.*, Tome II, p. 526 *sq.*

[4] Olier MORDREL, *Breiz Atao. Histoire et actualité du nationalisme breton*, Paris, Éditions Alain Moreau, 1973, p. 45.

considérée comme négligeable, quand on n'allait pas jusqu'à lui dénier le titre de bretonne. Or, qu'il s'agisse de parlers populaires, d'histoire, d'art, d'économie, la Haute-Bretagne tient une grande place.[1] »

Les Compagnons de Merlin s'inscrivent en plein dans le mouvement breton, du moins dans sa composante culturelle. Le texte prend le soin de préciser que les « Compagnons » ne sont dirigés contre aucun autre groupe, et que leur vœu est de réaliser le même travail qui a déjà été fait en Basse-Bretagne, à savoir, un puissant renouveau culturel s'appuyant sur la culture populaire. L'enjeu est donc un rééquilibrage littéraire et artistique entre les deux entités, romane et celtique, de la péninsule. Néanmoins, le mouvement culturel haut-breton ne part pas de rien, il s'insère dans une filiation :

> « Depuis quarante ans, depuis la disparition des Decombes, Dottin, Esquieu, Sébillot, et de quelques autres, on a oublié jusqu'aux anciennes dénominations des pays de chez nous. Les études linguistiques, la recherche des chants et danses populaires, des contes, légendes et coutumes, la rénovation des costumes, l'enseignement de l'histoire, l'étude des ressources du pays, la protection de ses monuments, tout cela a été abandonné : notre Haute Bretagne disparaît par l'oubli de ses traditions et de sa personnalité. De bons bretons, des hauts bretons, se sont émus. […] Tout récemment quelques-uns ont rallumé le flambeau éteint et ont attiré ainsi l'attention sur l'œuvre immense à accomplir et sur son urgence.[2] »

Le nouveau groupe en formation s'identifie à l'œuvre des folkloristes du XIX^{e} siècle, bien que ces derniers, on l'a vu, n'étaient pas spécialement animés par des idées revivalistes, sinon de façon superficielle. Afin de rénover la culture du pays gallo, de préserver son identité, les Compagnons se proposent d'étudier sa culture dans tous ses aspects, avant que la modernité et la « francisation » ne la fassent complètement disparaître. Il s'agit de préserver ce qui peut l'être, voire d'en réanimer certains traits supposés disparus, comme les appellations des anciens « pays ». Cette double caractéristique fait des Compagnons de Merlin une structure d'ethnographie militante : la collecte scientifique du matériau populaire est mise au service d'une idéologie revivaliste, visant à la conserver et l'actualiser.

Le même texte fondateur rappelle les quelques contributions récentes au mouvement culturel gallo, en tant que premiers maillons du cheminement vers le réveil de la Haute-Bretagne, depuis la pièce d'Amand Dagnet jusqu'à la création de la Commission du folklore haut-breton au sein de la Fédération régionaliste, en passant par le groupe de Gaït Corvaisier

[1] « Les Compagnons de Merlin n° 1 », *Le Réveil breton* n° 18, 1^{e} trimestre 1939, p. 523.

[2] *Ibidem.*

et les deux ouvrages publiés par Choleau et Droüart. Le nom de la société, qui se réfère au personnage légendaire des romans de la Table ronde, a l'avantage d'ancrer la Haute-Bretagne dans le monde celtique et de rassembler, au passage, l'inspiration druidique[1] et la référence à l'imaginaire arthurien, dont l'influence imprègne fortement le groupe. Lors de la première réunion, il est dit que « les assemblées générales se tiendront chaque année dans l'un des centres sis dans ou autour de la Forêt de Brocéliande[2] », bien que cet engagement ne semble pas avoir été strictement suivi par la suite, sans doute à cause des restrictions imposées par l'Occupation. Rappelons que la forêt de Paimpont, située au milieu de la Haute-Bretagne, a été identifiée depuis le XIX^e^ siècle à la forêt mythique de Brocéliande – cadre du roman arthurien – par des celtomanes en mal de pittoresque, alors qu'aucun élément historique ou archéologique sérieux eût pu justifier une quelconque relation. Une toponymie légendaire a été allègrement inventée, et le tourisme bourgeois, drainé par l'essor du chemin de fer, a permis de pérenniser la fable de Paimpont-Brocéliande, abondamment relayée et illustrée par les auteurs régionalistes[3]. Même si, pour des raisons logistiques, les Compagnons de Merlin n'ont pu systématiquement se retrouver dans la forêt, leurs réunions n'en sont pas moins assimilées aux assemblées de la Table ronde, autour de laquelle prenaient place les chevaliers du roi Arthur[4]. Reste encore à savoir à quelle sorte de chevaliers modernes avons-nous affaire.

2) La naissance d'un mouvement gallo

Quelques jours après cet appel officiel, le matin du dimanche 29 janvier 1939, dans une salle des Beaux-Arts de Rennes, rue Hoche, se réunissent donc « des Bretons habitant des pays différents de Haute-Bretagne, dans le but de se grouper en vue de la rénovation de la

[1] Au moins trois des Compagnons de Merlin sont en effet membres du Gorsedd : Jean Choleau, Gaït Corvaisier et Morvan Marchal.

[2] « Les Compagnons de Merlin n° 1 », *Le Réveil breton* n° 18, *art. cit.*, p. 525.

[3] Sur l'introduction du mythe de Brocéliande en Haute-Bretagne, voir Marcel CALVEZ, « Druides, fées et chevaliers dans la forêt de Brocéliande : de l'invention de la topographie légendaire de la forêt de Paimpont à ses recompositions contemporaines. », Saint-Dié-des-Vosges, Festival international de géographie, Programme scientifique, 2010. Cet article est une version augmentée d'un texte publié en 1987 : « L'invention du Val sans retour. Genèse d'un paysage », *in* COLLECTIF, *Du folklore à l'ethnologie en Bretagne*, *op. cit.*, p. 39-47.

[4] Voir par exemple les lettres de Marie Droüart à Joël de Villers du 23 avril 1940 et du 23 juin 1941, BRM, Ms 1506 – Compagnons de Merlin – FRB.

partie francisante de la Bretagne[1] ». C'est alors que l'assemblée précise, en neuf points, « ce que veulent les Compagnons de Merlin » :

« 1° – Réveiller la conscience bretonne en Haute-Bretagne ;

2° – Faciliter à leurs membres les études et travaux qui la concernent et plus particulièrement les études linguistiques, historiques, littéraires, artistiques et économiques ;

3° – Aider de leurs conseils et de leurs directives les groupements de vulgarisation, leur fournir des éléments de concerts, de conférences, etc. ;

4° – Encourager les études relatives au folklore, parlers, chansons, contes, légendes, danses, musique ;

5° – Encourager les métiers d'art haut-breton : costumes, broderies, mobilier, habitation, etc. Fournir les éléments de décorations et toute documentation ;

6° – Défendre la Haute-Bretagne en toutes circonstances ;

7° – Établir des relations avec les associations et groupements bretons ;

8° – Intervenir auprès des pouvoirs publics ;

9° – Encourager le maintien, la vulgarisation de tout ce qui fait le caractère de la Haute-Bretagne, etc.[2] »

Cette profession de foi, au-delà de son éclectisme, nous fait relever quelques idées fortes. Les Compagnons de Merlin forment une structure de coordination, une sorte de fédération, qui cherche à englober tout ce qui intéresse spécifiquement le pays gallo. C'est une société savante groupant des esprits éclairés, une avant-garde présidant à la renaissance de la Haute-Bretagne. En plus de faciliter les études – notamment ethnographiques –, les arts et leur vulgarisation, cette avant-garde se propose de défendre la cause du haut-pays auprès des institutions aussi bien que des populations.

Au cours de la journée, en fin de matinée, plusieurs membres sont nommés et répartis en trois catégories : les « Compagnons de Merlin » proprement dits, les adhérents, et les membres honoraires. La première catégorie forme le comité directeur de la société, et les candidats au titre « devront fournir un état de leurs œuvres, si besoin les soumettre à examen[3] ». Le statut de simple adhérent n'est pas aussi exigeant, néanmoins, la condition

[1] « Le réveil de la Haute-Bretagne », *Folklore paysan* n° 3, mai-juin-juillet 1939, p. 99.

[2] *Le Réveil breton* n° 18, 1er trimestre 1939, p. 522.

[3] *Ibidem.*, p. 525.

minimale est d'être né en Haute-Bretagne ou de parents hauts-bretons, obligation également imposée aux « Compagnons ». Comme le note Gilles Morin[1], on ne peut manquer de relever le caractère élitiste, voire discriminant, de ces conditions d'entrée dans la société.

Au comité directeur siègent, naturellement, les signataires de l'« appel aux Hauts-Bretons » du 25 janvier, chacun en fonction de sa qualité ou de ses œuvres. Ainsi Joël de Villers est-il admis en tant que fondateur d'un groupement traditionaliste, mais également comme « professeur en parler populaire de la Mée, chanteur populaire à Soulvache[2] ». Marie Droüart et Jean Choleau, en-dehors de leurs qualités d'auteur et leurs responsabilités à la F.R.B., sont présentés respectivement comme correspondante de la société de folklore de Londres, la « English Folk Dance and Song Society[3] », et comme adhérent de la « Société de folklore français et de folklore colonial[4] ». Morvan Marchal, pour sa part, tire sa légitimité de ses « études consacrées à l'habitation rurale et urbaine de Haute-Bretagne[5] », et Gaït Corvaisier n'est rien moins que la « rénovatrice du théâtre populaire de Haute-Bretagne[6] ». Les autres « Compagnons » sont admis à des titres divers. On y trouve Yves Hémar, architecte et créateur de la section de mobilier du musée de Saint-Malo, Raffig Tullou, sculpteur, « héritier d'une longue suite d'ébénistes de Mordelles[7] », Renan de la Godelinais, architecte-décorateur, spécialiste du mobilier haut-breton, Jeanne du Guerny[8], présentée comme « historienne », etc. Parmi les simples adhérents, citons Pierre Galle, directeur de

[1] Gilles MORIN, « Langue, culture et littérature gallèse au XX^e siècle », *in* Jean BALCOU, Yves LE GALLO (dir.), *Histoire littéraire et culturelle de la Bretagne*, Paris-Genève, Champion-Slatkine, 1987, tome III, p. 257.

[2] « Les Compagnons de Merlin », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 1^er février 1939, p. 9.

[3] Cette importante société est née de la fusion en 1932 de deux autres groupements, la « Folk-Song Society », fondée en 1898, et la « English Folk Dance Society », créée en 1911. Elle avait pour but de collecter et préserver le folklore chanté et dansé d'Angleterre. La carte de membre de Marie Droüart pour l'année 1939 se trouve dans le fonds Droüart de Dastum, carton 2, pochette « 23 - papiers divers ». La guerre mit vraisemblablement un terme à ces connexions anglaises.

[4] Créée en 1925, cette société compte parmi ses membres éminents, en 1939, Jean Charles-Brun, président de la Fédération régionaliste française, Marcel Mauss, alors professeur au Collège de France, Georges-Henri Rivière, conservateur du Musée national des arts et traditions populaires…

[5] « Les Compagnons de Merlin », *L'Ouest-Éclair*, *art. cit.*

[6] *Ibidem.*

[7] *Ibidem.*

[8] Il s'agit de l'auteure de l'*Histoire de notre Bretagne*, publiée en 1922 sous le pseudonyme de Cécile Danio et illustrée par Jeanne Malivel.

l'École régionale des Beaux-Arts de Rennes, ainsi que deux futurs cadres du Parti national breton intéressés par les questions gallèses : Emmanuel Hémery et Paul Gaignet. Quant au comité d'honneur, il sert surtout à garantir la filiation directe avec les folkloristes de l'ancienne génération. On y trouve en effet trois veuves : Madame Dagnet, Madame Dottin et Madame Esquieu[1].

Après les nominations, les sociétaires s'attablent autour d'un déjeuner composé de « mets hauts-bretons ». L'après-midi est consacrée à la première réunion de travail, et la journée se termine, « comme il sied, par des chants et des récitations en langage populaire des pays de la Mée, de Rennes et de Vitré[2]. » Comme on peut le voir, le moindre aspect de la réunion est étudié pour lui donner une couleur gallèse. C'est la première fois qu'une structure embrasse la cause de la Haute-Bretagne dans son ensemble et de façon exclusive, là où, auparavant, les initiatives ne dépassaient pas le cadre local. La création de la Commission du folklore haut-breton au sein de la Fédération régionaliste bretonne, en 1935, était un signe avant-coureur : ce sont d'ailleurs toujours les mêmes acteurs, Marie Droüart et surtout Jean Choleau, qui donnent l'impulsion. Mais le nouveau groupe, bien que surgi également du terreau de la F.R.B., forme une organisation distincte : « le programme de la Fédération ne l'engage qu'en ce qu'il peut avoir de commun avec le sien propre[3]. » C'est dans cette mesure que l'on peut dire que le 29 janvier 1939 marque la naissance officielle d'un véritable mouvement gallo, qui concerne toute la Haute-Bretagne. La volonté de représenter chacun des petits « pays », comme on l'a vu, témoigne de cette visée englobante, et montre la poursuite de la mise en cohérence de l'espace haut-breton, qui comprend inévitablement une part d'invention.

3) Premières réalisations

En effet, la première tâche que se fixe la société est de « dresser une carte de la Haute-Bretagne avec la délimitation des divers "pays" qui la composent », dont les frontières seraient fondées sur les « anciennes limites des évêchés, des baronnies, des districts, des

[1] *Le Réveil breton* n° 18, 1er trimestre 1939, p. 527. Veuves, respectivement, d'Amand Dagnet, de Georges Dottin et de Louis Esquieu.

[2] *Le Réveil breton* n° 18, 1er trimestre 1939, p. 528.

[3] *Ibidem.*, p. 526.

arrondissements, sur les différences dans le parler, dans les costumes[1]. » Il ne s'agit donc pas seulement d'exhumer d'anciennes frontières tombées dans l'oubli, mais plus encore de créer de l'espace, et à partir d'un ensemble de données historiques et ethnographiques, d'« inventer une tradition[2] » de pays identitaires. On remarquera ici l'influence paradoxale de la Basse-Bretagne dans la manière d'aborder le pays gallo. En territoire bretonnant, des limites assez précises dessinent en effet des aires culturelles et linguistiques, qui s'imbriquent, bien que grossièrement, dans les frontières des anciens évêchés. Le Vannetais, la Cornouaille, le Léon, le Trégor et le Goëlo renvoient à des « traditions vraies », dans la mesure où elles sont attestées par des sources ethnographiques et historiques incontestables, et correspondent *a priori* à des réalités vécues. En Haute-Bretagne, la situation est tout autre. Mis à part quelques exceptions, comme le pays « mitaù[3] » ou le Coglais[4], la référence à un univers mental et culturel autre que la paroisse ou le canton[5] fait visiblement défaut : la volonté des Compagnons de Merlin d'établir les frontières de ces hypothétiques pays et de les cartographier, en 1939, est un aveu du caractère souvent fantasmé de ces délimitations. Dans les mois suivants, d'autres questions sont mises à l'étude : les motifs gaulois dans l'art décoratif haut-breton, l'histoire de la Penthièvre, le théâtre populaire en Haute-Bretagne, le parler populaire du pays de Vitré, l'action des groupes folkloriques, la fleur artificielle dans l'art décoratif haut-breton[6]… La multiplicité des thèmes reflète l'éclectisme des membres, qui sont, en majorité, des artistes.

Du reste, le dynamisme des « Compagnons » ne tarde pas à se matérialiser par l'organisation d'événements régionaux. Les 29 et 30 avril 1939, les Sabotiers de Fougères organisent des « Journées de Folklore Régional », avec exposition de photographies ethnographiques, de costumes, d'outils et de meubles « rasserrés » dans les fermes des

[1] *Ibidem.*, p. 527-528.

[2] Selon les logiques décrites dans Eric HOBSBAWM, Terence RANGER (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006 (1ère éd. 1983).

[3] Voir Hervé DRÉAN, *Autour de la Roche-Bernard au début du XXe siècle*, Rennes, Dastum, 1985.

[4] Voir Amand DAGNET, *La vie quotidienne dans le Coglais au XIXe siècle*, Rennes, Rue des Scribes, 1987 (1ère éd. 1914).

[5] Se reporter à Pierre CORBEL, *op. cit.*, notamment à son chapitre : « Des spatialités vécues aux spatialités de références », tome I, p. 164.

[6] *Le Réveil breton et Galerne* n° 19, 2e trimestre 1939, p. 562.

environs par les membres du groupe, et démonstrations de danses par les groupes de Joël de Villers et de Gaït Corvaisier[1]…

Afin de diffuser ses travaux, la société crée un organe : *Galerne*. En réalité, il s'agit d'un petit bulletin annexe, inclus dans la revue trimestrielle de la Fédération régionaliste bretonne : *Le Réveil Breton*. Nous n'avons trouvé aucune justification de ce titre dans les archives, néanmoins, il ne peut que faire penser à celui de la principale revue culturelle bretonnante, *Gwalarn*[2], fondée en 1925 par le linguiste nationaliste et très militant Roparz Hemon, dont le rôle sera absolument central durant les années d'occupation.

La revue *Gwalarn*, entièrement rédigée en breton, était animée par la ferme volonté de faire de cet idiome une langue littéraire et moderne, quitte à en faire – ce sont là les reproches les plus fréquents qui lui sont adressés – un jargon d'initiés, complètement coupé de la base sociale bretonnante[3]. Mais cette vision de la langue était, par ailleurs, conforme à la stratégie du mouvement nationaliste, qui ambitionnait de faire passer la langue bretonne de la condition misérable de patois méprisé au statut de langue d'État. Le terme breton *gwalarn* désigne le vent de noroît, et traduit les inspirations des gwalarnistes : l'ouest, pour établir l'alliance avec les autres peuples celtes d'outre-Manche, et le nord, par opposition à la latinité méridionale. On comprend alors la position difficile des militants de la Haute-Bretagne, qui viennent rappeler la romanité de plus de la moitié du territoire revendiqué par les nationalistes. Cependant, les Compagnons de Merlin adoptent le nom de *Gwalarn*, dans sa forme romane. Par identification ou bien par provocation ? Difficile à dire.

[1] « Événement folklorique haut-breton », *L'Ouest-Éclair* du 5 mai 1939, édition de Rennes, p. 10.

[2] Sur la revue et le mouvement littéraire qui l'accompagne, voir notamment Erwan HUPEL, *Gwalarn. Histoire d'un mouvement littéraire en Bretagne*, Thèse de doctorat de celtique, Rennes, 2010.

[3] Dans le premier manifeste de *Gwalarn*, Roparz Hemon donne le ton : « *Gwalarn* est avant tout quelque chose de neuf et d'unique : une revue littéraire, destinée à l'élite du public bretonnant. […] C'est dire que l'avènement de *Gwalarn* marquera en Bretagne dans le domaine littéraire ce que l'avènement de *Breiz Atao* a marqué dans le domaine politique : réaction violente et raisonnée de la jeunesse cultivée contre les modes surannées et la fausse paysannerie mises en honneur par le régionalisme, contre le clinquant, les clichés, les fadaises, le plat et naïf propagandisme dont a vécu jusqu'ici ce qu'on veut bien appeler notre littérature.[3] », *Breiz Atao. La Nation bretonne. Revue mensuelle du nationalisme breton et des relations interceltiques. Dastumadenn unvaniez yaouankiz vreiz*, n° 2, février 1925, p. 524.



L'en-tête de l'organe des « Compagnons » est dessiné par Morvan Marchal. La symbolique est ainsi décrite : « d'une part un fond, constitué par une menuiserie gallaise et une étoffe à petits motifs floraux, comme les vieux gilets du pays vitrias. D'autre part un motif symbolisant, par une rose des vents à 4 branches et des ondes diagonales, la direction N.O. : Galerne.[1] »

4) La question linguistique

Pourtant, la question des parlers populaires ne semble pas plus prioritaire qu'une autre pour les Compagnons de Merlin, dont les centres d'intérêt sont nombreux. D'ailleurs, on l'a vu, les artistes dominent par le nombre au sein du comité directeur : on comprendra donc que les aspects matériels de la culture du pays gallo (mobilier, costumes…) figurent en bonne place dans les activités du groupe. Néanmoins, le patois est particulièrement mis en relief dans la revue *Galerne*. Joël de Villers, sous le pseudonyme de « Jean des Jaonas », y livre un petit récit en parler populaire de la Mée, avec une écriture qui commence à s'affranchir assez considérablement du français standard[2]. Paul Gaignet propose une ébauche de dictionnaire du vocabulaire dialectal du village de La Regrippière, en Loire-Inférieure[3].

Mais surtout, dès le premier numéro, on trouve un texte de Marie Droüart, sur « l'utilisation du folklore » dans l'enseignement, qui introduit un discours déjà relativement

[1] *Le Réveil breton et Galerne* n° 19, 2e trimestre 1939, p. 561.

[2] *Le Réveil breton et Galerne*, n° 22, 1er trimestre 1940, p. 643-644.

[3] *Ibidem.*, p. 639-643.

offensif sur le patois. Après une introduction où elle cite Jean Charles-Brun[1] et Maurice Barrès, elle critique durement l'école républicaine :

> « La plupart de nos instituteurs enseignent le français comme une langue tellement au-dessus du breton ou du patois qu'on ne peut songer un seul instant à les mettre en parallèle. […] L'élève qui arrive à l'école, parlant la langue populaire, est traité comme s'il n'apportait rien avec lui ; souvent, même, on lui fait un reproche de ce qu'il apporte et on aimerait mieux la table rase que ce parler illicite dont il a l'habitude. Rien n'est plus fâcheux et erroné que cette manière de traiter les langues et les dialectes.[2] »

L'école est critiquée pour ses supposées conséquences aliénantes. Le breton et le patois sont réunis dans la condition de langues martyres. Toutefois, si Droüart condamne cette pédagogie brutale, c'est d'abord, selon elle, parce qu'elle compromet le bon apprentissage du français : elle fait l'éloge de la méthode comparative pour l'apprentissage des langues. Mais plus loin, elle attribue aux méthodes des instituteurs des conséquences culturelles plus lourdes encore :

> « Le peuple a besoin d'une langue faite à sa mesure et lorsqu'il ne l'a pas, il la crée. Quand il aura perdu son vocabulaire atavique, quand il n'aura plus pour le diriger dans ses créations le génie héréditaire, il se laissera guider par la fantaisie du moment, qui ne sera pas toujours délicate, ni distinguée et ne sachant plus s'exprimer dans la vieille langue de sa race, il se ravalera dans le plus ignoble des argots.[3] »

On retrouve ici la charge envers le parler populaire des villes, accusé de gangréner les patois des campagnes. La folkloriste déplore par ailleurs le déracinement, et loue les valeurs terriennes. Alors que l'exposé commence par un plaidoyer somme toute modéré pour une prise en compte des parlers ruraux dans la pédagogie scolaire, il termine sur un ton beaucoup plus radical :

> « Sur le sol breton pousseront des hommes dignes des ancêtres alors que sur le sol d'un pays uniforme, de centralisation à outrance ne peuvent pousser que des fonctionnaires, dépourvus, en raison de leur nombre, de tout prestige. La civilisation de Paris est échauffée, corrompue et puérile, elle n'est pas la nôtre. Revenons à notre vie saine, active, lumineuse et féconde.[4] »

Le réquisitoire contre les instituteurs se mue en anathème contre la culture française, identifiée à Paris, synonyme de décadence et de frivolité. Le parler paysan devient une

[1] Président de la Fédération régionaliste française.

[2] *Le Réveil breton et Galerne* n° 19, 2e trimestre 1939, p. 564

[3] *Ibidem.*, p. 566.

[4] *Ibidem.*, p. 567.

ressource culturelle associée à la vertu, aux racines protectrices, au respect de la famille et des ancêtres. On reconnaît en effet dans ce texte les thèmes chers à Maurice Barrès (en particulier ceux de « la terre » et des « morts », contenus dans *Les Déracinés*, roman paru en 1897 et qui rencontra un large écho dans la société française).

Conclusion du chapitre

Au cours des années 1930, en très peu de temps, un mouvement culturel haut-breton se crée, dans le terreau de la Fédération régionaliste de Bretagne et des groupes folkloriques. Le parler populaire est pleinement intégré dans ces activités, même s'il n'est qu'un aspect parmi d'autres. On n'envisage pas, pour le moment, d'en faire réellement une langue ; on continue, d'ailleurs, à le qualifier de patois. Mais progressivement, dans les textes de certains militants, on identifie une rhétorique plus radicale, où l'on oppose un patois vertueux à la culture hégémonique parisienne, assimilée au vice. Ce nouveau discours fait écho à celui d'une partie du mouvement breton, en particulier dans sa frange la plus nationaliste, qui vitupère contre une culture française décadente. La nuit et le brouillard qui s'approchent vont créer un climat où ces idées pourront fleurir.

III - L'Occupation : heures fastes et liaisons dangereuses

L'Occupation allemande a entraîné une profonde redistribution des cartes au sein des régionalismes et des nationalismes périphériques de l'Hexagone. Les premiers s'enthousiasment pour le « réveil des provinces » proposé par le gouvernement de Vichy, s'étonnant de la victoire si soudaine de leurs idées au sommet de l'État. L'idéologie et les subsides nazis, de leur côté, ne manquent pas d'en attirer certains parmi les nationalistes les plus exaltés, notamment en Bretagne. D'autres membres de l'*Emsav,* enfin, se réfugient dans l'attentisme, ou rejoignent les réseaux de la résistance[1]. Pour autant, ces différentes attitudes peuvent se superposer : plusieurs acteurs se distinguent par l'ambivalence de leur position, celle-ci pouvant par ailleurs évoluer radicalement au cours de la guerre. La Bretagne est un exemple canonique, bien que non isolé[2], de ces contradictions. La culture bretonne militante, auparavant portée à bout de bras par quelques dizaines de cadres très actifs, reçoit un énorme appel d'air, d'une part de Vichy, d'autre part de Berlin. Les militants hauts-bretons, comme tout le reste de l'*Emsav,* se trouvent propulsés dans ce contexte nouveau. Quelles en sont les conséquences pour l'embryon de mouvement gallo qui s'était construit à la fin des années 1930 ?

A - Tendance berlinoise ou tendance vichyssoise ?

Le mouvement breton connaît une recomposition politique et idéologique importante sous l'Occupation. Le Parti national breton (P.N.B.) domine la scène, tiraillé entre un courant germanophile, incarné par Olier Mordrel, et un courant plus modéré, pro-Vichy, mené par Raymond Delaporte. Les différentes ramifications culturelles de l'*Emsav* doivent également composer entre les institutions nationalistes dirigées par Roparz Hemon avec l'approbation des Allemands, et le folklore promu par Vichy.

[1] Jean-Jacques MONNIER, *Résistance et conscience bretonne, 1939-1945 : l'hermine contre la croix gammée*, Fouesnant, Yoran Embanner, 2007.

[2] Pour un survol des différentes attitudes adoptées par les mouvements régionalistes et nationalistes pendant le conflit, voir Christian BOUGEARD (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, Université de Bretagne Occidentale, 2002.

1) L'*Emsav* dans la guerre

La collaboration d'une grande partie du mouvement breton ne peut uniquement s'interpréter comme une forme d'opportunisme. Au sein de l'*Emsav*, la tendance nationale-socialiste est incarnée par Olier Mordrel au moins depuis 1933. C'est en effet l'année où celui-ci élabore le programme politique SAGA[1], qui montre des sympathies sans ambiguïtés pour le nouveau régime nazi. Mordrel, non sans difficultés, parvient à imposer ce programme au Parti national breton en 1937[2]. Avec quelques autres (notamment François Debauvais et Fred Moyse), il noue un réseau allemand en quelques années. Certains responsables du Reich sont alors réceptifs à cet appel à l'aide venant d'une « petite ethnie opprimée » : au-delà des affinités idéologiques réelles, les nationalistes bretons sont un moyen de déstabiliser la France[3]. En 1939-1940, Debauvais et Mordrel sont réfugiés en Allemagne (après la dissolution du P.N.B. en France) et essayent de négocier, en cas de victoire du Reich, un statut autonome pour la Bretagne. Ils obtiennent des garanties, et en juillet 1940, dans la confusion générale, un Conseil national breton présidé par Debauvais proclame l'indépendance à Pontivy. Mais entretemps, la victoire sur la France une fois consommée, les intérêts et la stratégie de Berlin avaient changé : il n'était plus question de fragiliser le nouveau régime du maréchal Pétain, disposé à collaborer. L'occupant se contentera désormais d'apporter un appui financier à la frange nationaliste de l'*Emsav*, autorisée à étaler sa propagande, ainsi qu'une protection policière occasionnelle[4]. Olier Mordrel, à la tête du courant germanophile de l'*Emsav*, relance le P.N.B., moribond depuis sa dissolution avant-guerre par le gouvernement français. La formation comptera bientôt entre 1200 et 1500 membres, ce qui en fera la plus grande organisation politique autorisée en Bretagne[5]. Mais Mordrel est écarté de la direction à la fin de l'année 1940 pour son extrêmisme, et le parti sera

[1] *Strollad ar Gelted Adsavet* : « Parti des Celtes Relevés ».

[2] En 1931, le Parti autonomiste breton (P.A.B.) se divise entre une tendance nationaliste de droite (incarnée par Mordrel, et qui se regroupe dans le P.N.B.) et une tendance fédéraliste de gauche (incarnée par Morvan Marchal, qui fonde l'éphémère Ligue fédéraliste de Bretagne). Sur la genèse de la « tendance Mordrel », voir Sébastien CARNEY, *Breiz Atao ! Mordrel, Delaporte, Lainé, Fouéré : une mystique nationale (1901-1948)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

[3] Alain DÉNIEL, *Le mouvement breton de 1919 à 1945*, Paris, Maspero, p. 207.

[4] Michel DENIS, « Le mouvement breton pendant la guerre. Un bilan », *in* Christian BOUGEARD (dir.), *op. cit.*, p. 162.

[5] Luc CAPDEVILA, « Le mouvement breton face à l'Épuration », *in* Christian BOUGEARD, *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, *op. cit.*, p. 337.

désormais tenu par Raymond Delaporte, nationaliste catholique, favorable à une « politique de la main tendue[1] » envers Vichy.

Grâce à ce traitement de faveur, et malgré les aléas de la politique extérieure du Reich, les nationalistes sont parvenus à se faire une place dans le paysage politique. Les connexions allemandes permettront de sortir des cartons de nombreux projets, en gestation depuis longtemps. L'activité journalistique et l'édition en langue bretonne prennent une ampleur inédite. Des plages radiophoniques sont accordées au breton sur la radio Rennes-Bretagne, sous contrôle des autorités allemandes[2]. Cet élan culturel, reposant sur des compromissions politiques avec l'occupant, est mené principalement par quelques nationalistes peu scrupuleux, mais ses retombées concernent tout le mouvement breton, jusqu'aux régionalistes les plus pondérés.

Les courants plus modérés de *l'Emsav* sont très fragilisés par rapport aux séparatistes. Selon Michel Denis, les régionalistes ne forment plus qu'« une nébuleuse de notables renvoyés à leurs initiatives personnelles dans le cadre des institutions ou des associations qu'ils animent : faute d'une coordination politique spécifiquement bretonne, ils ont tendance à se replier sur leur famille de pensée d'origine, conservatrice traditionaliste ou républicaine modérée, parfois démocrate-chrétienne[3]. » Ces mêmes régionalistes ne sont néanmoins pas indifférents, dans un premier temps, à l'entreprise de séduction déployée par Vichy. Jean Choleau signe en décembre 1940 un « Placet au Maréchal Pétain[4] », dans lequel il est dit que

> « les Bretons et leurs associations culturelles ont accueilli avec joie et avec espérance la proclamation par le Maréchal Pétain de la résurrection des Provinces. Dans le cadre de l'Unité française,

[1] Alain DÉNIEL, *op. cit.*, p. 253 *sq.*

[2] Sur la question précise de la radio sous l'Occupation, voir Ronan CALVEZ, *La radio en langue bretonne. Roparz Hemon et Pierre-Jakez Helias : deux rêves de la Bretagne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2000.

[3] Michel DENIS, « Le mouvement breton pendant la guerre. Un bilan », *in* Christian BOUGEARD (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale, op. cit.*, p. 154.

[4] Ce placet, rédigé par l'écrivain François Jaffrenou, Grand-Druide du Gorsedd, est cosigné par quarante-cinq représentants d'institutions économiques et culturelles bretonnes, qui traduisent l'intérêt suscité par le discours du maréchal Pétain sur les provinces, dans les rangs du régionalisme des notables : on y trouve notamment la signature de Jean-Marie Perrot, président du Bleun-Brug, Octave-Louis Aubert, président de la Chambre de commerce et d'industrie des Côtes-du-Nord, Henri Waquet, président de la Société archéologique du Finistère, plusieurs sénateurs-maires, ainsi que de Yann Fouéré, qui allait fonder quelques mois plus tard le quotidien *La Bretagne* (voir *infra*). Cf. Alain DÉNIEL, *op. cit.*, p. 245 *sq.*

> la Bretagne attend que la Révolution Nationale entreprise par le Gouvernement du Maréchal Pétain instaure pour Elle *(sic)* un régime de liberté dans l'ordre, qui respecte ses traditions spirituelles et ses coutumes les plus chères, conserve et honore sa langue, enseigne à tous ses enfants sa glorieuse Histoire, et la mette en possession de toute la part d'Autonomie administrative qui soit compatible avec l'indivisibilité de la France et avec l'action nécessaire et souveraine du pouvoir central.[1] »

La demande principale adressée au chef de l'État français est l'introduction de l'histoire et de la langue bretonnes dans les écoles de la région, comme matières obligatoires. Mais en réalité, la politique provincialiste du gouvernement de Vichy est une posture commode, qui permet de se garantir l'appui d'une bonne partie des notables de province. Pour Anne-Marie Thiesse, « le patriotisme effusif et modeste développé par le régionalisme convient admirablement à un gouvernement qui exalte les valeurs patriotiques tout en se soumettant sans résistance à la domination étrangère[2]. » Dans la pratique, les concessions d'ordre politique envers les provinces seront très minces. Pour d'autres, comme Yann Fouéré, le régionalisme est également une façade, mais qui cache un autre dessein.

Yann Fouéré, qui a trente ans en 1940, est diplômé de l'École libre des sciences politiques. Homme de réseaux, il milite pour l'enseignement de la langue bretonne depuis les années 1930. Brièvement sous-préfet de Morlaix à l'automne 1940, il se fait homme de presse, et fonde le quotidien *La Bretagne* en mars 1941[3]. Se proclamant régionaliste et pro-Vichy, le journal cache en vérité un objectif commun avec les nationalistes du P.N.B., mais avec une stratégie différente. Fouéré est en effet membre du *Kuzul Meur*, le « Grand Conseil », assemblée clandestine réunissant les principaux responsables nationalistes. Son activité journalistique a pour but de ménager Vichy et de diffuser les idées autonomistes dans la région. Ces manœuvres contribuent à rendre les nuances du mouvement breton assez illisibles, y compris pour les contemporains, qui désignent souvent régionalistes et nationalistes sous le même vocable : les « autonomistes » bretons. Ce qui n'est pas tout à fait

[1] *Le Réveil breton et Galerne*, n° 26, 1e trimestre 1941, p. 766.

[2] Anne-Marie THIESSE, *Écrire la France*, *op. cit.*, p. 261.

[3] Tiré à environ 15 000 exemplaires. Avec le rachat, en mars 1942, de la *Dépêche de Brest*, ancêtre du *Télégramme*, la ligne éditoriale de Fouéré agrandit considérablement son influence : les deux quotidiens s'écoulent ensemble à 80 000 numéros. Cf. Alain DÉNIEL, *op. cit.*, p. 252.

incongru, car « ces militants se côtoient, se connaissent, sont capables aussi bien d'agir de concert que de se quereller[1] ».

Cette mise en contexte nous a paru indispensable pour comprendre les enjeux de la vie culturelle bretonne sous l'Occupation. La visibilité et l'influence soudaines des nationalistes, qui profitent des libéralités allemandes, permettent d'assurer aux milieux culturels une certaine audience, alors que le régime de Vichy opère parallèlement une politique de séduction des régionalistes à l'échelle française. Les individualités qui forment le jeune mouvement gallo vont devoir se positionner entre ces deux appels d'air. Mais qu'est-ce qui différencie essentiellement le modèle culturel des nationalistes bretons de celui proposé par la Révolution nationale ?

2) La Pangée

Olier Mordrel et Raymond Delaporte sont, par intermittence, à la tête de l'appareil politique du P.N.B., qui domine l'*Emsav* sous l'Occupation. Roparz Hemon, meneur incontesté du mouvement de renouveau littéraire en langue bretonne depuis les années 1920, se trouve quant à lui au sommet de l'édifice culturel, dont l'idéologie sous-jacente, que Ronan Calvez appelle la « Pangée », consiste à former la matrice culturelle du futur État breton. La Pangée est un « continent mythique[2] », « c'est la Bretagne idéologique née dans les têtes nationalistes, dans laquelle tous les éléments suivants ne font qu'un : langue, peuple, territoire. Le tout à l'état pur[3]. » La revue *Gwalarn*, décrite par Calvez comme une des expressions privilégiées de la Pangée, est en effet loin de se limiter à rénover la pratique littéraire du breton : elle porte en elle un projet politique de régénération d'un peuple par la langue en tant qu'expression de son génie – en l'occurrence, celtique. La vision est classique : elle est issue de la pensée des philosophes romantiques allemands Fichte et Herder, qui ont engendré la mystique nationale. Dans une Bretagne indépendante au sein de l'Europe nouvelle, la Haute-Bretagne doit apprendre, ou réapprendre le breton, pour honorer le génie de sa race. Ainsi à l'été 1942, peut-on entendre sur les ondes de Rennes-Bretagne :

---

[1] Michel DENIS, « Le mouvement breton pendant la guerre. Un bilan », *in* Christian BOUGEARD (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, *op. cit.*, p. 153.

[2] Jean-Yves GUIOMAR, « La trinité bénédictine. Essai sur la production du signe idéologique « Bretagne » », *La Taupe bretonne*, n° 3, octobre 1972, p. 91. Cité dans Ronan CALVEZ, *La radio en langue bretonne, op. cit.*, p. 35.

[3] Ronan CALVEZ, *Ibidem.*, p. 33.

> « Oui, Rennes sera de nouveau *(sic)* une ville bretonnante, et elle sera alors pleinement la capitale et le cœur de la Bretagne intégrale[1] ».

Haute-Bretagne, terre de conquête, ou du moins terre de mission. Roparz Hemon se flatte régulièrement que des Hauts-Bretons apprennent l'idiome celtique, et répond aux critiques quand des Bas-Bretons raillent leur accent français :

> « Ce que nous appelons parfois la teinture du français, ce n'est pas davantage la teinture du français que celle de l'allemand, de l'anglais, du latin ou du gallois : c'est la teinture de la culture. […] Et remercions nos frères de Haute-Bretagne qui nous donnent en même temps leur concours et leur exemple.[2] »

La langue bretonne de Roparz Hemon, que certains ont appelée, non sans dérision, le « roazhoneg », ou « breton de Rennes[3] », est donc conçue pour être utilisée des deux côtés de la frontière linguistique, sur tout le territoire formant le futur État breton. Pour se diffuser, cette « langue d'État » avait besoin d'une tribune : la radio va la lui fournir.

Radio-Rennes est une station de Radio-Paris, et elle est placée sous la responsabilité de Leo Weisgerber, linguiste allemand né en 1899 en Lorraine, et celtisant réputé. Bien qu'il ne soit pas membre du parti nazi, il est nommé Sonderführer pendant la guerre, c'est-à-dire officier recruté en tant qu'expert dans un domaine culturel donné, au sein de la Propagandastaffel, le service allemand de propagande et de contrôle de la presse et de l'édition en France. C'est donc en cette qualité qu'il facilitera l'accès des nationalistes à la radio. Dès le mois de novembre 1940 sont introduites des émissions de radio bilingues en français et en breton : c'est la première fois que l'on entend la langue bretonne sur les ondes. Le paradoxe est que la zone d'émission de Radio-Rennes ne dépasse pas la Haute-Bretagne, et que les programmes sont quasiment inaudibles en région bretonnante. En juillet 1941, Roparz Hemon est nommé directeur des programmes, dont la part consacrée à la langue bretonne augmente constamment au cours des années d'occupation. De nombreuses productions musicales, théâtrales, causeries, sont également proposées aux auditeurs, ce qui suppose le recours à des intervenants, dont le salaire est garanti par la Propagandastaffel :

---

[1] Ronan CALVEZ, *La radio en langue bretonne, op. cit.,* p. 179. La phrase fut prononcée par Guillaume Berthou, poète nationaliste, et traduite du breton par Ronan Calvez.

[2] Roparz HEMON, « *Breizh-Uheliz hag ar Brezhoneg*/Les Hauts-Bretons et la langue bretonne », *Arvor*, n° 107, 31 janvier 1943, p. 1-2, causerie diffusée sur Radio Rennes-Bretagne le 30 janvier 1943, cité et traduit dans Ronan CALVEZ, *Ibidem.,* p. 153.

[3] Ronan CALVEZ, *Ibidem.*, p. 154.

« Les musiciens et artistes employés au moment des émissions sont payés au cachet par Trécan[1] qui reçoit les fonds du Professeur Weisgerber.[2] »

Par ailleurs, la radio retransmet régulièrement des propos racistes et antisémites ; en cela, elle ne se distingue pas de la station Radio-Paris, de laquelle elle dépend.

Une autre institution va relayer l'idéologie de la Pangée, l'Institut celtique, créé à l'initiative d'un autre personnage central : René-Yves Creston. Né en 1898 à Saint-Nazaire, Creston est d'abord un artiste, membre fondateur des *Seiz Breur* avec Jeanne Malivel. Dans les années 1930, il devient ethnologue, et dirige à partir de 1936 le Département de l'Arctique au Musée de l'Homme, à Paris, où il participa au célèbre réseau de résistance éponyme. Mais parallèlement, il reste un élément très actif du milieu culturel breton. Il est même désireux de profiter du vent nouveau pour assumer de nouvelles responsabilités institutionnelles, en croisant des préoccupations culturelles avec une démarche scientifique. Soucieux de réunir les bonnes volontés, il va chercher les écrivains Florian Le Roy et Fañch Éliès (dit « Abeozen ») ainsi que le musicien et luthier Dorig Le Voyer, afin de fonder une structure nouvelle. En août 1941, quelques semaines après la nomination de Roparz Hemon à la radio, Creston va voir Mordrel, exilé en Anjou, afin que celui-ci persuade Hemon, jaloux de ses prérogatives, de l'utilité du projet. Lors d'une « Semaine celtique », en octobre, la création prochaine de l'Institut celtique de Bretagne (*Framm Keltiek Breizh*) est annoncée. Roparz Hemon en assume la présidence[3], et lui donne l'objectif de « rassembler et coordonner toutes les forces intellectuelles pour préparer la résurrection de la province de Bretagne[4] ». Dans l'idée de Creston, l'Institut celtique devait pratiquer un certain œcuménisme : associer harmonieusement la Haute et la Basse Bretagne, donner des gages aux régionalistes, accueillir les bretonnants comme les stricts francophones… Ce fut en effet la politique suivie :

[1] Jean Trécan fut directeur de la radio avant Roparz Hemon. À partir de juillet 1941, il sera son adjoint.

[2] Rapport du Commissaire Spécial de Police au Préfet d'Ille-et-Vilaine, 11 janvier 1941, ADIV, 43W98, « Cabinet du préfet – Radiodiffusion et spectacles sous l'Occupation ».

[3] Sur la création de l'Institut celtique, voire notamment Daniel LE COUÉDIC, Jean-Yves VEILLARD (dir.), *Ar Seiz Breur*, *op. cit.* p. 190-191.

[4] *Ibidem.*, p. 192.

> « On a dit que nous étions trop nationalistes, on a dit que nous ne l'étions pas assez ; en fait, nous croyons tous ici, de quelque milieu que nous venions et Dieu sait s'ils sont divers, que le moment est justement venu d'échapper aux factions et de faire du travail constructif.[1] »

Pour Ronan Calvez, l'idéologie de la Pangée imprègne une grande partie du mouvement breton sous l'Occupation, depuis la radio jusqu'à la presse nationaliste (notamment *Arvor*[2], dirigé par Roparz Hemon, et *L'Heure bretonne*, organe du P.N.B.), en passant par l'Institut celtique. Une certaine radicalisation idéologique apparut sans doute nécessaire, face au projet provincialiste de Vichy.

3) Le projet culturel de Vichy

Dans la confusion de la défaite, le Maréchal Pétain cherche à éluder sa condition de chef d'une France occupée par un nouveau modèle politico-culturel : la Révolution nationale. Provincialisme, éloge du paysannat, corporatisme… Le retour à la terre-qui-ne-ment-pas[3] suppose une politique ambitieuse de promotion du folklore, qui devient la culture dominante, en tant qu'expression privilégiée de la nation. La politique de promotion du folklore menée par Vichy prenait appui sur une idéologie qui imprégnait déjà la République durant tout le demi-siècle antérieur. De l'agrarisme républicain de la fin du XIX^{e} siècle jusqu'à l'engouement du Front populaire pour les manifestations culturelles du peuple[4], le folklore était déjà une référence commode pour illustrer le corps national, dans une France encore très rurale. Mais le régime collaborateur en fait un usage immodéré, et l'inscrit dans un héritage réactionnaire remontant à Charles Maurras. Christian Faure, dans une thèse remarquée, a mis en lumière les divers aspects de ce « projet culturel de Vichy[5] ».

En zone dite libre, le gouvernement du maréchal Pétain avait toute latitude pour mettre en application cette politique, qui s'est traduite par des subventions aux groupes régionalistes existants, une incitation à retourner aux sources populaires pour la création artistique, la

[1] Lettre de Jean Trécan à Joël de Villers, 6 octobre 1941, BRM, Ms 1505/3, « Institut celtique de Bretagne – 1941-1944 ».

[2] Qui sera entièrement rédigé en langue bretonne à partir d'août 1942.

[3] « La terre, elle, ne ment pas ». Cette phrase fut prononcée par le maréchal Pétain dans son discours du 25 juin 1940.

[4] Voir la préface de Pascal Ory dans Christian FAURE, *Le projet culturel de Vichy*, Lyon, Presses universitaires de Lyon/Éditions du CNRS, 1989, p. 8-9.

[5] Christian FAURE, *Le projet culturel de Vichy*, Lyon, Presses universitaires de Lyon/Éditions du CNRS, 1989.

promotion de l'artisanat régional, et la création d'organisations de jeunesse comme « Jeune France ». Le Musée national des Arts et Traditions populaires, dirigé depuis sa création en 1937 par Georges-Henri Rivière, joue un rôle clé dans le déploiement de cette politique, et fournit une caution scientifique au projet : après l'essor fondateur de la fin du XIX^{e} siècle, les folkloristes connaissent un deuxième âge d'or. Le musée s'engage dans de « grands chantiers intellectuels », notamment ethnographiques, par exemple sur l'architecture rurale. En territoire occupé, l'élan provincialiste est moins fort qu'en zone sud, mais il n'en est pas moins réel. En Bretagne, il peut parfois entrer en concurrence avec les activités des nationalistes. René-Yves Creston par exemple, qui est correspondant du musée pour la région, cherche à modérer l'intrusion de l'institution parisienne dans les « affaires bretonnes », sur lesquelles il voudrait conserver une certaine mainmise[1]. La création de l'Institut celtique est une des illustrations de ce chauvinisme. La solution qu'il trouvera sera de faire adhérer Georges-Henri Rivière à l'Institut, et de faire de cette structure l'interlocuteur autonome et exclusif du Musée parisien pour ce qui concerne la Bretagne.

Par ailleurs, les dispositions favorables de Vichy ne sont pas seules à contribuer à la prospérité des activités culturelles régionalistes. Celles-ci tirent parti des bouleversements que connaissent les autres secteurs de la culture. Anne-Marie Thiesse relève l'importance de ces nouvelles conditions : le mouvement revivaliste, qui s'était développé et organisé pendant les années 1930, « se trouve porté sur le devant de la scène par la disparition de toute ce qui pouvait le concurrencer[2]. » Le développement considérable de la vie culturelle haute-bretonne sous l'Occupation confirme la tendance générale. Ses militants, dont les membres importants proviennent de la mouvance régionaliste, sont néanmoins pris entre deux feux. Entre le projet nationaliste de la Pangée et la nouvelle donne provincialiste impulsée par Vichy, quels parrainages vont-ils privilégier ?

[1] Daniel LE COUÉDIC, Jean-Yves VEILLARD (dir.), *Ar Seiz Breur*, *op. cit.* p. 190 *sq.*

[2] Anne-Marie THIESSE, *Écrire la France*, *op. cit.*, p. 266.

B - La vie culturelle haute-bretonne à l'heure allemande

Le dynamisme du mouvement culturel haut-breton pendant la Seconde Guerre mondiale est assez méconnu, pour ne pas dire totalement oublié. Certes marginal au sein du mouvement breton, ce courant n'en est pas moins substantiel, et utilise tous les moyens de diffusion à sa disposition : la radio, le théâtre, la presse, l'Institut celtique…

1) Du gallo sur les ondes

Dès la fin de l'année 1940, les émissions régionales envahissent les ondes de la radio Rennes-Bretagne. En novembre, le Cercle celtique de Rennes, puis le Groupe gallo-breton, dans deux émissions consécutives, présentent des auditions musicales et des causeries. Madeleine Biet et Simone Morand entonnent plusieurs chants et sont accompagnées par un patoisant, Roger Grégoire[1]. Une lettre de Marie Droüart à Joël de Villers, datée du 15 novembre, nous en apprend davantage sur les conditions de prise en main de la radio par le mouvement breton, ainsi que sur l'attitude adoptée par la folkloriste. Le document mérite d'être longuement cité :

> « Je ne sais si vous êtes au courant de ce qui se passe à Rennes-Bretagne, je crois qu'il est bon que vous en soyez informé. M. Mordrel a, en ce moment, les rênes du gouvernement en mains. Depuis le retour des nationalistes à Rennes, on nous a promis sur tous les tons, on a pris pour formule "La Bretagne aux bretons". Je crois que nous pourrions dire plus justement : "La Bretagne de plus en plus aux Fransquillons". Vous allez en juger. M. Cairou, Directeur du Cercle celtique, chargé d'organiser des émissions folkloriques de Basse-Bretagne, demandait que je sois à ses côtés, pour m'occuper des séances de folklore de Haute-Bretagne. Je comptais vous faire venir avec tels ou tels membres de votre groupe que vous auriez, à tour de rôle, désignés. Or, malgré quatre années de présence à Rennes-Bretagne[2] (au temps des Français, je pouvais gagner ma vie) malgré les belles promesses du C.N.B. aux Bretons, j'ai appris avec stupéfaction que je ne figurais pas sur la liste de Mordrel. On appelait au studio la jeune Simone Morand, illettrée, plagiaire, mais intrigante, qui est française, née de parents français[3], qui farouchement anti-bretonne, a toujours fulminé contre les Bretons en général, et le mouvement autonomiste en particulier ; qui applaudissait bruyamment, il y a peu de temps, à la condamnation à mort

[1] « La voix des ondes - Le pays gallo au micro de Rennes-Bretagne », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 12 novembre 1940, p. 3.

[2] Marie Droüart a en effet réalisé des émissions pour la radio avant la guerre, sur les grandes affaires judiciaires bretonnes. Elle a en effer une formation de juriste.

[3] Le père de Simone Morand était en fait originaire de Dol, en Ille-et-Vilaine, et sa mère de Laval. Cf. Christian MARTIN, *Simone Morand. La culture bretonne en héritage*, *op. cit.*, p. 8.

de Deb. et Mordrel[1]. […] Nous sommes écœurés et déjà plus que nous ne saurions le dire. J'ai protesté près de Mordrel et Debauvais. Ce dernier nous soutient. Mordrel n'a pas encore répondu. […] Je viens vous demander de joindre votre protestation à la mienne en demandant que les non-Bretons, comme les Morand soient expulsés de la radio et qu'on y fasse venir les folkloristes qualifiés et bons Bretons, ayant fait leurs preuves, comme nous.[2] »

Cette lettre, fort instructive, nous renseigne un peu mieux sur le profil politique de Marie Droüart. Elle a des mots très durs envers Simone Morand dont, visiblement, la concurrence l'agace. Cette rivalité est-elle, comme la lettre semble l'indiquer, essentiellement de nature politique ? C'est en tout cas au nom de l'hostilité supposée de Simone Morand envers les nationalistes les plus extrêmistes que Marie Droüart met en cause sa légitimité à la radio, qu'elle aimerait voir tenue par de « bon Bretons » comme elle. Elle oppose également l'amateurisme supposé de Simone Morand à ses compétences éprouvées de folkloriste. Quelques semaines plus tard, elle annonce à Joël de Villers l'échec de sa tentative d'éviction de Simone Morand. En effet, Florian Le Roy, proche du Groupe gallo-breton, est un des responsables des programmes en langue française[3]. Mais Marie Droüart décide de contre-attaquer en fédérant plusieurs groupes folkloriques dans une nouvelle organisation, la Chanterie de Haute-Bretagne. L'un de ses objectifs est de réunir suffisamment d'artistes bénévoles afin de concurrencer le Groupe gallo-breton (qui, par ailleurs, a l'avantage d'être basé à Rennes) et de produire de façon collective des spectacles destinés à la retransmission radiophonique. En juillet 1941, la Chanterie est officiellement formée : elle réunit les Sabotiers de Fougères (qui resteront néanmoins quelque peu en retrait), l'Union traditionaliste du pays de la Mée ainsi que l'Hermine, un jeune groupe de Saint-Brieuc dirigé par Jeanne Allain et qui avait déjà montré une attirance pour le folklore haut-breton. Le but est de monter des projets en commun. La direction échoit à Joël de Villers, sous la présidence d'honneur de Jean Choleau. Après avoir obtenu l'appui de Raymond Delaporte[4], le nouveau dirigeant du

[1] François Debeauvais et Olivier Mordrelle, après la dissolution du P.N.B. par les autorités françaises en 1939, avaient été condamnés à mort par contumace en mai 1940, notamment pour « provocation à la désertion » auprès des mobilisés bretons.

[2] Lettre de Marie Droüart à Joël de Villers, 15 novembre 1940, BRM, Ms 1506, « Compagnons de Merlin – Fédération régionaliste de Bretagne ».

[3] « C'est Florian Le Roy et Trécan qui soutiennent les Morand contre tous », lettre de Marie Droüart à Joël de Villers, 29 décembre 1940, BRM, *Ibidem.*

[4] « Je fais démarches sur démarches près Raymond Delaporte […] et Deb. », lettre de Marie Droüart à Joël de Villers, 29 décembre 1940, *Ibidem.* ; « M. Yves Delaporte m'a indiqué que nos adversaires

P.N.B., ainsi que du Sonderführer Leo Weisgerber[1], Marie Droüart parvient à obtenir des créneaux radiophoniques pour la Chanterie. À partir de ce moment, le groupe passera régulièrement sur la radio, en alternance avec le Groupe gallo-breton. Ses prestations incluent des chants, mais aussi de petits reportages radiophoniques sur les « cris des petits métiers en Haute-Bretagne », des saynètes patoises… Mais c'est Florian Le Roy qui garde la main sur les programmes qui concernent le pays gallo. Il fait lui-même jouer des scènes paysannes de sa façon par des patoisants qu'il invite[2]. On retrouve aussi de façon régulière des « dits et baliverneries de Haute-Bretagne », sans doute inspirés par les *Baliverneries et contes d'Eutrapel* de Noël du Fail[3], interprétés par un certain « Mathau des Galimènes[4] ».

À mesure que le temps d'antenne consacré aux programmes régionaux augmente, le parler populaire prend également plus de place. À partir de l'automne 1943, presque un soir par semaine est entièrement consacré à la Haute-Bretagne[5] : c'est ce qui deviendra le *« Kardeur Breiz-Uhel »* : le « Quart d'heure de Haute-Bretagne ». Cette évolution est à mettre en lien avec le développement de l'Institut celtique, au sein duquel se structure un véritable courant gallo (voir *infra* p. 88 *sq.*). Joël de Villers donne quelques causeries, dont il doit auparavant envoyer le texte à Roparz Hemon pour validation[6]. Ce dernier semble néanmoins laisser une certaine latitude aux patoisants, du moment qu'ils sont cadrés par les institutions de la Pangée. Ainsi, il écrit à Joël de Villers :

---

avaient intrigué pour nous empêcher de venir, mais Raymond nous protège. », lettre de Marie Droüart à Joël de Villers, 28 février 1941, *Ibidem.*

[1] « J'ai pu, enfin, voir la semaine dernière, Monsieur le Docteur Weisgerber, qui a été on ne peut plus aimable et bien disposé pour la Chanterie. […] Le Docteur veut que la radio ne soit pas le fief d'un seul groupe, mais de tout le pays et c'est juste. », lettre de Marie Droüart à Joël de Villers, 8 mars 1941, *Ibidem.* ; « J'ai reçu enfin une lettre de M. Trécan, actuel directeur, qui me fait savoir que le Dr Weisgerber est intervenu pour faire entendre la Chanterie. », lettre de Marie Droüart à Joël de Villers, 4 avril 1941, *Ibidem.*

[2] Par exemple le dialogue : « N'avez-vous ouï mention ? », interprété par « Le Gars Désir de la Chapelle-Thouarault et son beau-frère Célestin de Cintré », *Arvor*, n° 75, 14 juin 1942, p. 2.

[3] Noël du Fail est un auteur haut-breton du XVI^e^ siècle. Dans ses *Baliverneries*, publiées en 1548, il décrit la vie des campagnes autour de Rennes à son époque.

[4] *Arvor*, n° 80, 19 juillet 1942, p. 2.

[5] *Arvor*, n° 145, 26 octobre 1943, p. 2.

[6] « Pour l'organisation pratique de notre travail, nous aimerions recevoir le texte de chaque causerie très longtemps à l'avance », lettre de Roparz Hemon à Joël de Villers, 20 novembre 1943, BRM, Fonds de Villers, Ms 1505/3, « Institut celtique de Bretagne – 1941-1944 ».

« C'est très volontiers que nous ferions passer une causerie de vous sur un sujet de votre choix, à condition naturellement que ce sujet rentre dans le cadre des activités de notre Institut.[1] »

Les textes de deux de ces causeries ont été retrouvés dans les archives de leur auteur. Le premier s'intitule « Pour une croisade de la chanson gallo[2] ». Il convient d'en citer de longs passages, car il est lourd de sens :

« Mes chers compatriotes Gallos. […] La chanson populaire est l'expression spontanée d'un peuple. Si donc elle disparaît, c'est un signe certain de la décadence spirituelle de ce peuple. Nous avons l'exemple de la France qui abandonne ce qu'on appelait la "saine chanson française" pour adopter les dissonances du jazz anglo-américain ; ce qui amena cette folie collective qui consiste à adorer, sous le nom de swing, des bruits discordants dûment rythmés. Cette folie, mes chers compatriotes, n'est-elle pas, vraiment, le dernier degré de la décadence d'un peuple ? Mais, me direz-vous, que faire à cela ? Ce n'est pas une chanson qui arrêtera cette décadence ! D'accord mais la chanson peut et doit concourir au relèvement d'un peuple. Il n'est que d'entendre quelques chansons allemandes pour s'en convaincre.[3] Ce qu'il faut chez nous, c'est entreprendre une véritable croisade pour la chanson populaire. Il faut qu'on l'entende partout : à la radio, sur les champs de foire, dans les kermesses, dans les fêtes, dans les rues, partout où les Gallos peuvent l'entendre. Il faut concurrencer ces métèques qui, cachant leur origine sous un parapluie, empoisonnent notre jeunesse par leurs immondes chansons accompagnées de jazz. Il faut à ceux-là opposer au grand jour des Gallos fiers de leur race chantant nos belles chansons avec un accompagnement de vielle ou de bombarde. Il faut rééditer ces chansons, les vendre et les faire vendre aux champs et dans les rues. Les juifs savaient exploiter la publicité pour nous salir. Sachons nous-en servir, nous aussi, mais dans un but propre : rendre aux Gallos leur conscience, leur dignité et leur esprit.[4] »

Antisémitisme, xénophobie, exaltation du bon peuple et de sa culture rurale, fascination pour le « relèvement allemand »… Rhétorique de circonstance ou conviction profonde ? Une sorte de patriotisme gallo, clairement exprimé, est associé à un discours d'extrême droite caractéristique de la période, et qui du reste est assez présent sur la radio Rennes-Bretagne et dans la presse nationaliste. Ce texte est également à mettre en lien avec l'entrée de Joël de Villers au Parti national breton, dès 1940[5]. Le second texte a pour titre :

[1] *Ibidem.*

[2] *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 15 novembre 1943, p. 3.

[3] C'est nous qui soulignons.

[4] BRM, Fonds de Villers, Ms 1504/1, « Études sur la langue gallèse ».

[5] Voir les pièces de son procès : ADIV 516 W 504 2 – Joël de Villers.

« De l'abandon à la disparition du gallo[1] ». Joël de Villers, cette fois dans des termes plus modérés, y condamne l'argot, fustige le centralisme français qui fait disparaître les idiomes locaux, et recommande de procéder au même travail d'unification linguistique que celui déjà réalisé en Basse-Bretagne.

Pour autant, le cas de Joël de Villers semble relativement isolé. D'autres contributeurs patoisants semblent mal à l'aise avec la nouvelle équipe qui tient la radio, mais la tentation d'accéder à ce moyen de diffusion reste forte. Par exemple, Marie Droüart aborde dans sa correspondance le cas de la directrice des Sabotiers de Fougères :

> « Gaït Corvaisier, qui ne voulait rien savoir des autonomistes et des collaborateurs, a demandé à venir à la radio, mais seule avec son groupe. Elle donnera la "Fille de la Brunelas"[2]. »

Georges Jarrier, auteur et interprète d'une célèbre paysannerie dans les années 1920 (voir *supra* p. 28), est également un habitué de Rennes-Bretagne, et interprète de nombreuses saynètes en patois, agrémentées de chants du terroir interprétés par Madeleine Biet[3], membre du Groupe gallo-breton et ancienne accompagnatrice de Maurice Renault, autre diseur de paysanneries. Georges Jarrier et Madeleine Biet, manifestement, ne partagent pas la vision militante d'un Joël de Villers.

Au total, Ronan Calvez ne dénombre que trois collaborateurs à la radio sous la rubrique « gallo », et qui totalisent à peine 2% des contributeurs[4]. On peut néanmoins supposer que cette rubrique n'intègre que les monologues intégralement en gallo, ce qui n'est pas suffisant pour évaluer la part des programmes inspirés par la Haute-Bretagne. De plus, il semblerait que les qualificatifs pour désigner les programmes en gallo soient variables. Dans le journal *Arvor,* entièrement rédigé en breton à partir de 1942, on parle tantôt du *galleg Breizh-Uhel*[5](français de Haute-Bretagne), tantôt des *rannyezhoù Breizh-*

---

[1] La diffusion radiophonique de ce texte est confirmée par le journal *Arvor*, sous le titre : « Rannyezh Vreizh-Uhel dilezet hag o vervel », n° 162, 27 février 1944, p. 2. On le trouve dans le même fonds d'archives que le texte précédent.

[2] Lettre de Marie Droüart à Joël de Villers, 9 août 1941, BRM, Fonds de Villers, Ms 1506, « Compagnons de Merlin – Fédération régionaliste de Bretagne ».

[3] Voir par exemple *Arvor*, n° 152, 12 décembre 1943, p. 2.

[4] Ronan CALVEZ, *La radio en langue bretonne, op. cit.*, p. 155.

[5] *« "Ar banne mik", kontadenn e galleg Breizh-Uhel, gant Jorj Jarrier »*, « "Le coup de mic (café)", conte en français de Haute-Bretagne, par Georges Jarrier », *Arvor*, n° 147, 7 novembre 1943, p. 2. Pour cette citation et les trois suivantes, c'est nous qui traduisons.

Uhel[1] (dialectes de Haute-Bretagne), et des *rannyezherien*[2] (« dialectophones ») aussi bien que des *gallaouegerien*[3] (gallésants)… Ainsi, la part des programmes d'inspiration gallèse sur la radio nationaliste, supposée très marginale par Ronan Calvez, est à réévaluer[4].

2) Le théâtre en parler populaire

Une des composantes les plus notables de la vie culturelle haute-bretonne pendant la Seconde Guerre mondiale est l'essor du théâtre en parler populaire. On l'a vu, l'art théâtral était, dès les années 1930, l'un des supports privilégiés des régionalistes, qui encourageaient son développement dans les groupes folkloriques. Mais le dynamisme de ces activités dans les années 1940 n'est pas une tendance propre à la Haute-Bretagne. Anne-Marie Thiesse relève que « l'essor du théâtre provincial sous Vichy prend appui sur les tentatives de renouveau engagées dans les années 1930[5] ». L'Occupation est un grand moment d'engouement pour le théâtre, ce qui tient aussi aux circonstances : « la limitation des déplacements, la suppression d'autres formes de loisirs et de réunions assurent à ces spectacles un public assez important[6]. » Ces nouvelles conditions, associées aux bonnes dispositions du pouvoir politique envers les activités folkloriques, vont faire émerger un âge d'or du théâtre en parler populaire de Haute-Bretagne.

Comme il a été dit plus haut, *La Fille de la Brunelas*, jouée par les Sabotiers de Fougères, est retransmise à la radio en 1941. Mais c'est surtout le Groupe gallo-breton de

[1] *« Evit ma vo renket rannyezhoù Breizh-Uhel »,* « Pour quand les dialectes de Haute-Bretagne seront normalisés », *Arvor*, n° 161, 20 février 1944, p. 2.

[2] Certaines chansons de Haute-Bretagne seraient en effet interprétées par le *Strollad Rannyezherien Roazhon-Breizh* (le groupe de « dialectophones » de Rennes-Bretagne), *Arvor*, n° 171, 30 avril 1944, p. 2.

[3] *« Kaozioù ha garsadennoù Breizh-uhel, kanaouennoù, hag all, gant Matao des Galimènes, ha gallaouegerien Roazhon Breizh »,* « Causeries et drôleries de Haute-Bretagne, chansons et autres, par Matao des Galimènes et les gallésants de Rennes-Bretagne », *Arvor*, n° 143, 10 octobre 1943, p. 2.

[4] Il serait même intéressant d'étudier de manière plus exhaustive l'intégration de la Haute-Bretagne dans les activités des nationalistes, car elle semble plus importante qu'on ne le croit souvent. Ainsi, dans le journal pour enfants *O lo lê*, on trouve des concours littéraires en gallo : « Rédigez vous-même une histoire inédite, ou écrivez un conte populaire breton que vous aurez entendu (en français, en breton, ou en gallo) », *O lo lê*, n° 4, 1er janvier 1941, p. 1 ; « Composez un texte très court, et amusant naturellement pour chacune de ces quatre illustrations. Le meilleur sera primé. Nous conseillons aux bretonnant de le rédiger en breton, et aux Hauts-Bretons dans leur dialecte gallo s'ils le connaissent », *O lo lê*, n° 50, 23 novembre 1941, p. 43.

[5] Anne-Marie THIESSE, *Écrire la France, op. cit.*, p. 269

[6] *Ibidem.*

Simone Morand qui profite à plein du contexte favorable. Après avoir également introduit le patois sur les planches avant la guerre, il continue jusqu'en 1942 à présenter son spectacle, *Mon village chante et danse*, dans toute l'Ille-et-Vilaine. À partir de 1939, le groupe est rattaché au Secours national[1], organisme de solidarité réactivé pendant la « drôle de guerre », afin de venir en aide aux soldats français et aux populations victimes du conflit. Un an plus tard, en octobre 1940, cet organisme est placé sous la haute responsabilité du maréchal Pétain et devient un instrument de la propagande vichyste. Le Groupe gallo-breton va alors se produire dans les hôpitaux et jouer au bénéfice des comités locaux de soutien aux prisonniers en Allemagne. Il s'intègre donc sans mal au projet culturel vichyste, et reçoit dès 1940 « la haute approbation et l'appui de ces deux fondations particulièrement compétentes que sont le Musée de l'Homme et le Musée des Arts et Traditions Populaires, cela pour le plein épanouissement du folklore breton[2]. » Le 4 mars 1941, une grande soirée est donnée au Théâtre municipal de Rennes, au bénéfice du Secours national. Quelques semaines auparavant, Simone Morand demande au préfet l'autorisation de placer le spectacle sous la présidence d'honneur du Maréchal Pétain et sous le haut-patronage du préfet lui-même[3]. Celui-ci répond favorablement, et assiste à la séance[4].

En 1942, le groupe monte un deuxième spectacle, dont le titre n'est pas sans rappeler l'esprit du folklore vichyste : *Mon village travaille*. Il s'agit d'une fresque paysanne qui montre les activités artisanales et agricoles de l'ancien temps, dans le pays de Rennes. La troupe voit les choses en grand : soixante-dix acteurs sont présents sur la scène[5], où un lavoir factice est même installé[6]. Le déroulement de l'œuvre suit les quatre saisons, illustrées par des chansons du cru :

[1] « Le renouveau des sociétés rennaises – L'étude et la diffusion du Folklore de Haute-Bretagne, trop longtemps méconnu, tel est le programme du groupe gallo-breton », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 6 novembre 1940, p. 3.

[2] *Ibidem.*

[3] Lettre de Simone Morand au préfet d'Ille-et-Vilaine, 8 janvier 1941, ADIV, 43W98.

[4] Lettre du préfet d'Ille-et-Vilaine à Simone Morand, 13 janvier 1941, *Ibidem.*

[5] « La vie artistique – *Mon village travaille*, par le Groupe Gallo-breton », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 3 février 1942, p. 2.

[6] Témoignage de Simone Morand recueilli par Didier Auffray et Christophe Simon, le 10 octobre 1995, pour la revue *Le Lian*. ABG, cassette audio, carton « Cassettes ». Confirmé par les descriptions de la presse.

> « Toutes les scènes écrites en patois avec une verve drue, sont, comme celles de *Mon village chante et danse*, prétexte à nous amener toute une gerbe de vieilles chansons du terroir, chansons de métiers, chansons de veillées, chansons à boire[1]. »

La première représentation de ce spectacle est donnée au Théâtre de Rennes en février 1942, à nouveau en présence du préfet régional, et toujours au profit du Secours national[2].

On peut se demander comment le Groupe gallo-breton parvient à financer un tel spectacle (on pense notamment aux costumes, aux nombreux éléments de décor, et surtout aux frais de déplacement, dans un contexte de restrictions), alors que ses bénéfices sont systématiquement donnés à des œuvres de charité. L'hypothèse la plus plausible est que le groupe ait été subventionné par les institutions culturelles de Vichy, ce qui reste encore à prouver. Les autorités allemandes, qui apprécient manifestement ces manifestations de folklore local, demandent une séance privée à Simone Morand, qui aurait décliné la proposition, mais leur aurait réservé, peut-être sous la contrainte, les deux premiers rangs lors d'une séance[3]. À la même époque, la directrice du Groupe gallo-breton ouvre à Rennes une boutique d'art régional, mais qui ne dure que quelques mois : le magasin est endommagé en novembre 1942 par des bombardements anglais, et Simone Morand décide de déménager dans le sud de l'Ille-et-Vilaine, à Pipriac. Par la même occasion, elle démissionne de la radio et abandonne ses activités au Groupe gallo-breton, qui comptait à l'époque une centaine de membres[4].

---

[1] « La vie artistique – *Mon village travaille*, par le Groupe Gallo-breton », *L'Ouest-Éclair*, *loc. cit.*

[2] « Le Folklore au Théâtre – *Mon Village Travaille* par le Groupe Gallo-Breton », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 11 février 1942, p. 3. Cet article donne une description précise du spectacle : « La "buée" d'automne à la ferme ; la soirée de Noël, par un hiver où la "Noa n'est pas guerrouée", en forêt chez les "sabotiers qui chaussent si gentiment les filles" ; l'arrêt des mariniers, au printemps, près de l'Écluse de St-Grégoire, un matin où les commères au "lavouer, bacouennent la bouche ouverte" ; le soir d'une "batterie", l'été, à l'heure où la dernière fourchée de paille mise en barge, les gars et les filles en trinquant et mangeant de la galette, chantent et dansent… »

[3] Christian MARTIN, *Simone Morand. La culture bretonne en héritage*, *op. cit.*, p. 28.

[4] *Ibidem.*, p. 30.



Une partie du Groupe gallo-breton en représentation à Gévezé, près de Rennes, au printemps 1941. Au premier rang, de gauche à droite : Simone Morand, Cyrille Gibart, Madeleine Biet et Suzanne Morand. Les membres du groupe paraissent, en majorité, relativement jeunes. Photo parue dans *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 13 mai 1941, p. 3.

On l'a vu, le nouveau groupe dirigé par Marie Droüart, la Chanterie de Haute-Bretagne, s'est créé en opposition à celui de Simone Morand, afin de le concurrencer, notamment à la radio. Mais il s'est aussi engagé dans une intense activité théâtrale, également en parler populaire. La Chanterie se distingue-t-elle du Groupe gallo-breton, dans sa pratique et son positionnement envers les institutions vichystes ? Nous le rappelons, cette formation folklorique émerge au cours de l'année 1941. *L'Heure Bretonne*, l'organe du P.N.B., salue l'apparition du groupement, et décrit dans le détail ses ambitions. Le journal indique que la Chanterie créera « des cours où seront étudiés les différents patois de Haute-Bretagne, sa littérature orale, ses traditions, l'histoire de Bretagne, les histoires locales des différents pays hauts-bretons ; les monographies des villes et des grands hommes du Pays gallo, son architecture et son mobilier, et tout ce qui peut toucher à la vie du pays Gallo[1]. » À terme, le but serait d'édifier « un véritable musée de toutes les richesse spirituelles et matérielles de la Haute-Bretagne[2]. » La Chanterie se veut donc à la fois un cercle d'étude et une société de vulgarisation de la culture et de l'histoire de la Haute-Bretagne. On peut voir un aperçu de ses nombreuses activités dans une petite publication interne, le *Catalogue folklorique de la*

[1] « Le programme de la Chanterie de Haute-Bretagne », *L'Heure Bretonne*, 5 juillet 1941, p. 3.

[2] « Un nouveau groupement breton, la Chanterie », *Le Nouvelliste de Bretagne*, 5 juillet 1941, p. 7.

Chanterie, que Marie Droüart rédige et envoie aux adhérents[1]. On y voit que le groupe se consacre essentiellement à la collecte et à la pratique du folklore : son but est de « faire revivre les traditions disparues ou en voie de disparition[2] ». Il est organisé en commissions de recherche, et ambitionne de créer une « maison du folklore haut-breton » dans les principaux centres urbains du pays gallo. Marie Droüart cherche aussi à susciter des enquêtes folkloriques, qu'elle donne comme « devoirs » aux membres de la Chanterie, pour ensuite en publier les résultats dans son *Catalogue* :

> « Mêlez-vous au peuple paysan. Notez soigneusement tous les mots patois que vous entendrez, tels qu'ils se prononcent, les danses avec leurs airs, en portant grande attention aux pas et au maintien, les chansons, rondes, formulettes, proverbes et dictons. Recueillez aussi les contes, légendes, superstitions, coutumes et usages. Je publierai, sous votre signature, tout ce que vous m'enverrez qui sera digne d'intérêt.[3] »

La directrice du groupe en appelle même aux instituteurs dans la presse, en leur demandant de contribuer à ses collectes[4]. Cette matière première issue du collectage est ensuite réutilisée pour la production de spectacles, écrits par Marie Droüart. Dès le mois d'octobre 1941, lors de la Semaine celtique organisée à Rennes pour inaugurer le *Framm keltiek*[5] de Roparz Hemon, on retrouve la Chanterie sur les planches, aux côtés des Sabotiers de Fougères, pour une séance de folklore haut-breton[6]. Par la suite, deux pièces sont créées par le groupe : *Idylle aux champs*, représentée pour la première fois au Théâtre de Vitré en janvier 1942, et *Les Fées des Houles*, étrennée au Théâtre de Rennes trois mois plus tard[7]. Ces œuvres, écrites en « dialecte de Penthièvre », mettent en scène une famille paysanne vertueuse et paisible (le personnage du père est incarné par Joël de Villers), mêlent des légendes

[1] La Bibliothèque de Rennes-Métropole possède sept *Catalogues folkloriques de la Chanterie*, malheureusement non datés. Au vu de leur contenu, on peut néanmoins déduire qu'ils ont été publiés au cours des années 1942 et 1943.

[2] *Le Catalogue de la Chanterie de Haute-Bretagne*, n° 2, p. 1, BRM.

[3] *Le Catalogue de la Chanterie de Haute-Bretagne*, n° 4, p. 1, BRM.

[4] Les sujets qu'elle leur propose d'étudier sont également très divers : les usages, chants et légendes concernant Noël et l'Aguilaneu, les danses, le costume local, les contes et superstitions, l'artisanat local… Voir le détail dans *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 10 décembre 1942, p. 2.

[5] *Framm keltiek* est la dénomination de l'Institut celtique en breton.

[6] Programme de la Semaine celtique de 1941, ADIV, Fonds Henri-François Buffet, 76J55.

[7] Marie DROÜART, *Les Fées des Houles et Idylle aux champs. Saynettes en patois de Penthièvre*, Chez l'auteur, 1942. Les « houles », en langage de la côte, sont des grottes qui bordent les falaises, refuge des fées selon la tradition locale.

collectées par Paul Sébillot sur la côte de Saint-Cast, des chants populaires récemment collectés et des compositions musicales de Maurice Duhamel[1]. L'orchestre est dirigé par Joseph Le Penven, jeune directeur musical de la radio Rennes-Bretagne, et membre des *Seiz Breur*. Les membres de la troupe, qui sont presque une centaine au milieu de l'année 1942, prennent des cours de danse, de ballet, de chant, de préparation théâtrale, et tous les dimanche matin, des cours de folklore général[2]. Les deux spectacles sont joués à de nombreuses reprises en 1942 et 1943. Dans le *Catalogue folklorique de la Chanterie*, Marie Droüart fait souvent allusion à la participation du groupe aux œuvres de charité du Secours national. Par ailleurs, sa grande tournée à travers l'Ille-et-Vilaine se fait au profit des prisonniers en Allemagne et de l'association « Brezoneg er Skol »[3], dirigée par Yann Fouéré, qui milite pour l'enseignement du breton.

Comment le groupe se finance-t-il ? En 1942, Marie Droüart demande au préfet régional de lui obtenir une subvention du Ministère de l'Éducation nationale[4], qui répond favorablement : quelques mois plus tard, elle reçoit 1500 francs[5]. Dans sa correspondance avec Joël de Villers, la folkloriste semble avancer une autre source, privée cette fois : « Nous sommes financés par Collaboration, mais c'est un secret[6] ». Le groupe « Collaboration », créé en 1940, est une association d'intellectuels germanophiles se réclamant de la Révolution nationale, et visant à rapprocher la France et l'Allemagne par l'organisation d'événements culturels[7]. Cette information, glissée au détour d'une lettre, est-elle fiable ? Dans le dossier du procès de Marie Droüart[8], à la Libération, les enquêteurs confirment que son nom apparaît dans les listes de cette organisation.

---

[1] Maurice Duhamel (1884-1940), autonomiste communisant, était aussi un compositeur dont l'œuvre est fortement inspirée par le fonds mélodique breton traditionnel : il a en effet mené une grande activité de collectage, et fait partie des musiciens mis en valeur sous l'Occupation, à la radio et dans les divers événements bretons, comme ceux de l'Institut celtique.

[2] *Catalogue folklorique de la Chanterie de Haute-Bretagne*, n° 4, p. 1.

[3] « Une grande tournée musicale et folklorique de la Chanterie », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 4 août 1942, p. 2.

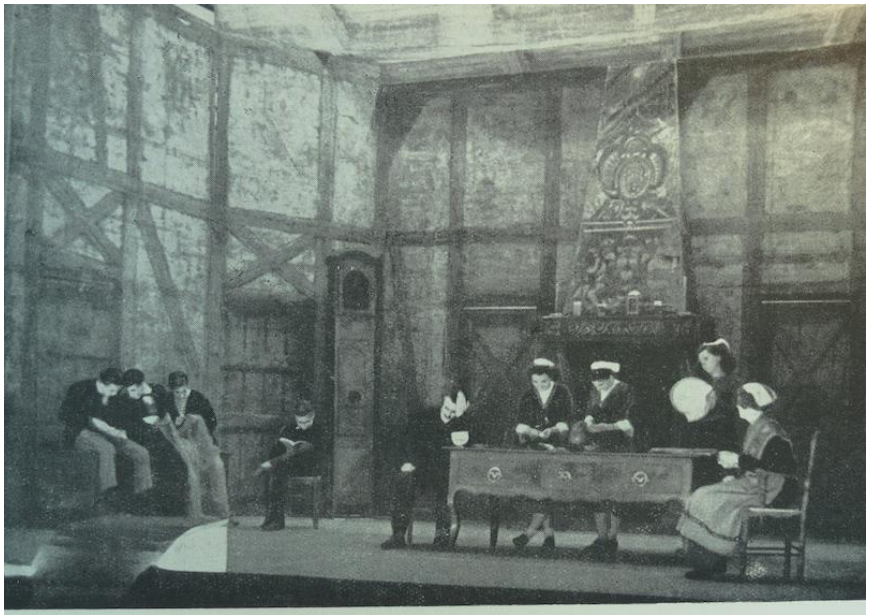
[4] Lettre de Marie Droüart au préfet régional Quénette, 21 août 1942. ADIV, Fonds Prosper Jardin, 103J23, « Chanterie de Haute-Bretagne ».

[5] Lettre de Marie Droüart au préfet régional Quénette, 1943, *Ibidem.*

[6] Lettre de Marie Droüart à Joël de Villers, 17 octobre 1942, BRM, Fonds Joël de Villers,

[7] Pascal ORY, *Les collaborateurs, 1940-1945*, Paris, Seuil, 1978.

[8] ADIV 516 W 1752.



La famille Bourdais travaille courageusement

Les fées des houles : une œuvre nationale bretonne ? Les dialogues en patois de Penthièvre (avec des didascalies en français) alternent avec des légendes collectées par Paul Sébillot, le « prince des folkloristes », sur la côte de Saint-Cast, des chants populaires recueillis par Marie Droüart et des compositions de Maurice Duhamel, orchestrées par Joseph le Penven. Ci-dessous, le « ballet des fées ». Le terroir rejoint le merveilleux dans une Bretagne rêvée. Source : *Les fées des houles et Idylle aux champs*, Rennes, Imprimerie bretonne, 1942, p. 5 et 12.



Les fées des Houles dansent sur la grève

Du reste, Marie Droüart apparaît surtout impliquée dans les réseaux nationalistes bretons. Au quotidien *La Bretagne*, et surtout à l'hebdomadaire *L'Heure bretonne*, elle est responsable de la rubrique de mode, où elle adapte les costumes bretons traditionnels aux canons esthétiques des années 1940[1]. La quasi-totalité du papier à lettre qu'elle utilise pour sa correspondance avec Joël de Villers porte alternativement l'en-tête de ces deux journaux. Elle écrit aussi un article dans *Arvor*[2], et est membre du Parti national breton en 1942[3]. Ainsi, sa rivalité avec Simone Morand est tout à fait explicable par des différences de vue d'ordre politique. D'ailleurs, le Commissaire spécial chargé de surveiller les milieux bretons, dans une note au préfet régional, juge que le Groupe gallo-breton « n'a aucune tendance à l'autonomie, son inspiration est nettement nationale[4]. » En revanche, concernant Marie Droüart, il estime « que cette femme joue double jeu et qu'elle doit être autonomisante[5] ».

Ainsi, le théâtre en parler populaire prend un essor inédit en Haute-Bretagne sous l'Occupation, notamment grâce à la politique incitative du gouvernement de Vichy. Les spectacles de Simone Morand et de Marie Droüart en sont des réalisations marquantes. Toutefois, l'esprit général guidant ces œuvres apparaît bien différent. Dans le cas du Groupe gallo-breton, il s'agit avant tout d'illustrer la vie rurale d'autrefois, avec ses vieux métiers, ses chansons gaillardes, le tout au son de l'accordéon. Les dialogues sont écrits en français, puis patoisés sur scène. Le texte des spectacles n'est d'ailleurs pas publié. Les références à la Bretagne comme entité sont peu nombreuses, sinon absentes. La Chanterie de Haute-Bretagne, au contraire, s'inscrit de plain pied dans la Bretagne, et semble chercher à faire « œuvre nationale » : les dialogues sont écrits en « dialecte de Penthièvre » et vendus sous forme de plaquette, la musique est composée et dirigée par des artistes également proches du

[1] Ces articles sont signés sous le pseudonyme « Rozenn ar Vrezon ». Cette rubrique, selon le journal ou la période, est alternativement mensuelle ou hebdomadaire.

[2] Cet article, paru en 1941, porte sur l'éducation familiale : « Qu'est devenu le bagage de connaissances que tout enfant recevait jadis à son foyer ? Ces proverbes où se définissait la sagesse de la race ; ces chants où s'exprimait son aspiration poétique ; ces légendes et ces souvenirs historiques […] Trop souvent, la machine universitaire, mal conduite, les a balayés et transformé la foule d'enfants qui les apportaient en troupeaux standardisés, taylorisés, rationalisés, au point de perdre tout caractère original », *Arvor*, n° 23, 8 juin 1941, p. 2.

[3] ADIV 516 W 1752.

[4] Note du Commissaire spécial au préfet d'Ille-et-Vilaine, 12 janvier 1941, ADIV, Fonds Prosper Jardin, 103J23, « Chanterie de Haute-Bretagne ».

[5] Note du commissaire spécial au préfet d'Ille-et-Vilaine, 3 février 1941, ADIV, Fonds Prosper Jardin, *Ibidem.*

mouvement breton… C'est la Bretagne qui est sur les planches, davantage encore que la vie d'autrefois, montrée sous l'angle nostalgique. La participation active de Joël de Villers aux activités de la Chanterie n'est d'ailleurs pas anodine : lui aussi fait partie de ceux qui veulent rénover, au lieu d'embaumer. Ses ambitions, jointes à celles de Marie Droüart, vont bousculer l'inoffensive société des Compagnons de Merlin.

3) Le gallo, langue nationale ?

À l'automne 1940, dans les pages de *Galerne*, Joël de Villers livre une étude sur le parler de son pays de la Mée, afin que « d'autres érudits Hauts-Bretons puissent faire des comparaisons » et contribuer à la formation d'une orthographe unifiée, car il est regrettable, selon lui, « de voir chaque Haut-Breton user d'une orthographe qui lui est personnelle pour exprimer, souvent, la pensée de tous les Gallos[1]. » Cet appel, cependant, n'est pas suivi : son auteur ne reçoit aucune réponse.

Un an plus tard, il invite quelques convaincus à se réunir à Rennes, le 23 septembre 1941. Le jour venu, sont présents notamment Marie Droüart, Paul Gaignet, Emmanuel Hémery, tous Compagnons de Merlin, ainsi que Jeanne Allain, directrice du cercle celtique de Saint-Brieuc et membre de la Chanterie de Haute-Bretagne. Joël de Villers prononce un discours d'ouverture où il expose son projet. Le texte de l'allocution a été retrouvé dans ses archives ; dès les premières lignes, le ton est donné :

> « De nombreux érudits bretons […] se sont penchés avec intérêt, je dirai même pour certains avec amour, sur notre vieux dialecte populaire que l'on nomme, à tort d'ailleurs, le patois Haut-Breton. En effet, ce n'est pas un patois mais les restes de l'ancienne langue d'Oïl, seule langue parlée en Armorique avant l'invasion bretonne. Tous ces érudits ont trouvé qu'il fallait défendre cette vieille langue des atteintes journalières qu'elle a à subir de la part du français et surtout de cet infâme argot qui est – ou plutôt devrait être – le parler exclusif de la voyoucratie parisienne[2]. »

Le parler populaire n'est plus un patois, c'est une langue, certes en friche, mais qu'il s'agit de rétablir. Le français est un corps étranger, qu'il faut combattre. La rupture dans le discours est considérable. Après avoir mentionné les travaux de Marie Droüart sur l'usage du folklore dans l'enseignement, le maître de séance poursuit :

---

[1] *Le Réveil breton et Galerne*, n° 24, 3e trimestre 1940, p. 721.

[2] « Pour l'unification des parlements hauts-bretons, discours prononcé le 27 septembre 1941, aux salons Gadby à Rennes », document manuscrit, BRM, Fonds Joël de Villers, Ms 1504/1, « Études sur la langue gallèse ». Pour le texte complet, voir annexe 4.

« Il faut en attendant l'entrée de notre parlement à l'école créer une littérature populaire comme l'ont fait les Provençaux et bien d'autres. Pour créer cette littérature de Haute-Bretagne il est indispensable – et c'est pourquoi nous sommes réunis aujourd'hui ici – de faire une unification : premièrement de l'orthographe et deuxièmement de tous les dialectes Hauts-Bretons. Pour la première unification il faut une entente de tous les écrivains de chez nous pour l'adoption d'une orthographe unique que nous publierions immédiatement et ferions connaître par la publication de contes et nouvelles rédigés avec cette nouvelle orthographe[1]. »

Cette nouvelle orthographe, Joël de Villers l'a déjà mise au point. À l'issue de son discours, il propose à l'assistance de la discuter. Le mois suivant, cet apprenti Mistral[2] fait publier à Châteaubriant une plaquette de seize pages, *Essai sur le dialecte gallo*, qui présente sa graphie unifiée, avalisée par le petit comité du 23 septembre.

L'initiative n'est pas du goût de Jean Choleau. Par ailleurs, la réunion autour de l'orthographe unifiée fut le prétexte d'une tentative de prise de contrôle à distance des Compagnons de Merlin, dont Choleau assurait jalousement la direction[3]. Les dissensions qui agitent la petite société reflètent des rapports de force personnels, mais également, peut-être même surtout, des désaccords politiques sur le parler populaire. Quelques mois plus tard, le président de la F.R.B. attaque directement Joël de Villers dans les pages de *Galerne* :

« Unifier la prononciation, unifier l'orthographe ? Pourquoi ? Pour obtenir cette uniformité que nous combattons depuis qu'elle essaie de s'imposer ? Aller vers cette uniformité, c'est détruire tout ce qui fait le caractère local, tout ce qui donne la saveur et l'accent à chacun de nos pays hauts-bretons. […] On ne doit pas comparer la Basse-Bretagne à la Haute ; imiter le mouvement très juste d'unification de l'orthographe et de la prononciation du breton. Le breton est une langue, non seulement parlée, mais écrite, enseignée, qui demain deviendra une langue officielle. Nos parlers locaux peuvent être parlés, ils le sont, – écrits, ils le sont, – enseignés, ils ne le sont pas et il n'est peut-être pas à souhaiter qu'ils le soient jamais. Unifier l'orthographe ? Oui, sans doute, mais le moment n'est pas venu.[4] »

---

[1] *Ibidem.*

[2] En effet, Joël de Villers se place explicitement dans le sillon tracé par le Félibrige : « Rappelons pour mémoire que ce travail est identique à celui que fit, au Château de Font Ségugne, le 21 mai 1854, Frédéric Mistral, lorsque, avec six de ses amis, il s'engagea à restaurer le Provençal en le codifiant et en l'écrivant. », *Essai sur le dialecte gallo*, Châteaubriant, 1941, p. 3.

[3] Gilles MORIN, « Les Compagnons de Merlin », *Cahiers du LERG*, n° 1, p. 151. Voir aussi les deux lettres de Jean Choleau à Joël de Villers, des 30 septembre et 1er octobre 1941, BRM, Fonds Joël de Villers, Ms 1506, « Compagnons de Merlin – Fédération régionaliste de Bretagne ».

[4] *Le Réveil breton*, n° 30, 1er trimestre 1942, p. 996.

Jean Choleau apparaît donc beaucoup plus modéré sur la question linguistique en Haute-Bretagne. Dans le numéro suivant, un autre compagnon de Merlin, Emmanuel Hémery, lui répond et défend le point de vue de certains militants hauts-bretons, qui inscrivent le gallo dans une perspective nationaliste bretonne :

> « Actuellement il y a des problèmes très importants, de la plus haute importance pour nous, et qui demandent à être résolus dans un délai très bref. Voici quinze ou vingt ans, ou même beaucoup moins, la question ne se posait pas du tout de la même façon qu'aujourd'hui. L'étude de notre folklore gallo pouvait être considérée comme une occupation (utile certes) pour érudits distingués et paisibles. Aujourd'hui la Bretagne est à un tournant de son histoire ; nous ne savons pas si notre Patrie jouira d'une pleine indépendance, ou si elle sera une province européenne autonome. En tous cas, il y aura l'instruction publique à organiser, l'éducation du peuple breton à faire. […] Il est un fait évident : le français ne peut pas, ne doit pas être la langue officielle en Bretagne. Est-il à souhaiter que le breton et le breton seulement soit enseigné en Haute-Bretagne, à tous les degrés de l'enseignement ? […] Jean Lancelot n'est pas partisan de l'unification. Unifier les patois locaux est pourtant le seul, l'unique moyen de faire œuvre durable, solide, en Haute-Bretagne.[1] »

Magnanime, et considérant l'importance du débat, Jean Choleau propose alors une enquête auprès des lecteurs de *Galerne*, publiée également dans l'*Ouest-Éclair* :

> « Êtes-vous partisan d'un seul parler ou langue en Haute-Bretagne qui serait déterminé par l'unification de tous les parlers populaires en usage ? Êtes-vous partisan de l'enseignement de ce parler unique dans les écoles de tous les degrés en Haute-Bretagne ? Êtes-vous d'avis que la langue populaire romane ainsi obtenue soit la langue officielle de la Haute-Bretagne ?[2] »

Plus d'une dizaine de réponses paraissent dans la revue les mois suivants, en majorité hostiles à une telle rénovation du dialecte gallo, du moins dans ces termes, et défendant plutôt l'imposition de la langue bretonne partout en Bretagne[3]. Les militants du gallo, déçus dans leurs ambitions, vont dès lors exclusivement se tourner vers une nouvelle institution, qui au fil des mois acquiert de plus en plus d'importance : l'Institut celtique.

---

[1] *Le Réveil breton*, n° 32-33, 3e et 4e trimestres 1942, p. 1094-1095.

[2] *Ibidem.*, p. 1097.

[3] Pour un résumé détaillé de ces réponses, voir Gilles MORIN, « Les Compagnons de Merlin », *op. cit.*, p. 127-139.

4) La branche gallèse de l'Institut celtique

Joël de Villers adhère à l'Institut celtique à l'automne 1941[1]. En mars de l'année suivante, une commission est constituée au sein de l'Institut d'Ethnologie Bretonne[2], structure qui dépend de l'Institut celtique et que préside René-Yves Creston, afin de mener une « enquête sur les dialectes et patois gallos et gallo-bretons[3] ». La commission élabore un questionnaire, et le 22 mai 1943, une Assemblée de Hauts-Bretons, emmenée par l'écrivain et journaliste Florian Le Roy, crée un Centre d'Études et d'Information de Haute-Bretagne. Cette nouvelle organisation « a pour mission l'enrichissement de la vie culturelle, artistique et technique du Pays Haut-Breton », et se fixe comme objectifs prioritaires :

> « l'étude et l'illustration des parlers (des dialectes) gallos, la recherche et la mise en valeur du folklore haut-breton et le développement d'une littérature haute-bretonne, la renaissance et la modernisation des costumes de Haute-Bretagne, […] la création de groupes gallos-bretons et de bibliothèques populaires […], la création d'un centre de documentation folklorique, linguistique, historique, économique et sociale relatif à la Haute-Bretagne.[4] »

Le centre, présidé par Florian Le Roy, compte notamment les adhésions de René-Yves Creston, Jean Trécan, René de la Godelinais, Jeanne Allain, Gaït Corvaisier, Bernard de Parades[5] et Joël de Villers. Le groupe décide d'obtenir une rubrique hebdomadaire à la radio – le *Kardeur Breizh-Uhel,* qui s'est peu à peu imposé – et d'éditer une revue mensuelle – projet sans doute avorté, ou qui n'a pas eu le temps de se réaliser, car nous n'en avons trouvé aucune trace. Cette branche gallèse de l'Institut celtique, mis à part l'obtention de créneaux supplémentaires dédiés à la Haute-Bretagne à la radio, n'a en effet pas beaucoup de réalisations à son actif – c'est sans doute la raison pour laquelle l'historiographie l'a presque

[1] Lettre de Jean Trécan à Joël de Villers, 6 octobre 1941, BRM, Ms 1505/3, « Institut celtique de Bretagne – 1941-1944 ».

[2] Qui, nous le rappelons, dépend de l'Institut celtique.

[3] Lettre de René-Yves Creston à Joël de Villers, 27 février 1942, BRM, Ms 1505/3, « Institut celtique de Bretagne – 1941-1944 ».

[4] Feuille volante ronéotypée, « Centre d'études et d'informations de Haute-Bretagne », BRM, Ms 1505/3, « Institut celtique de Bretagne – 1941-1944 ».

[5] Bernard de Parades est le fondateur d'un groupe folklorique à Nantes, « Tréteaux et terroir », à la fin des années 1930. En 1941, il joue au théâtre municipal de Nantes devant le maréchal Pétain. Nous n'avons pas beaucoup évoqué ce groupe car il paraît assez peu investi sur la question des parlers populaires, et se place quelque peu en retrait des autres groupes hauts-bretons similaires, bien qu'il soit en rapport avec eux. Après la guerre, Bernard de Parades restera très actif au sein du mouvement culturel, notamment au côté de Pierre-Jakez Hélias.

totalement oubliée – mais elle fut un organe de réflexion pour certains militants hauts-bretons qui s'inscrivent dans le projet culturel porté par Roparz Hemon, peut-être très « pangéen » en théorie, mais pas tout à fait dans la pratique. En décembre 1943, les membres du Centre se réunissent à Dinan, et discutent les chantiers en cours. Florian Le Roy préside la séance :

> « De nos conversations avec ROPARZ HEMON nous croyons qu'il entre dans ses intentions d'établir un corollaire entre le Centre d'Études et d'Information de Haute-Bretagne et Ensavadur Breizh qui deviendrait le Centre d'Études et d'Information de Basse-Bretagne. Ces deux organisations ayant pour but unique dans le cadre de l'INSTITUT CELTIQUE, avec leur programme respectif, la rebretonnisation totale du pays.[1] »

Le but serait donc de créer deux secrétariats adjoints aux ordres du Secrétariat général de l'Institut : un pour la Basse-Bretagne, et l'autre pour la Haute-Bretagne. Ces secrétariats adjoints auraient des fonctions précises, et une implantation locale sur tout le territoire breton :

> « Dans chaque canton il nous faudra créer un Groupe Gallo-Breton en Haute-Bretagne, un Cercle Celtique en Basse-Bretagne. Les chefs-lieux de Pays Hauts-Bretons pouvant posséder les deux à fin de propagande et d'interpénétration.[2] »

Une hiérarchie demeure entre Haute et Basse-Bretagne : la culture celtique doit, idéalement, imprégner davantage la partie romane de la péninsule. Au total, 112 Groupes Gallo-Bretons seraient créés, dans les 112 cantons que compte le haut-pays. Un délégué serait nommé dans chaque canton et chargé de créer un groupe de danseurs, une troupe de théâtre, une chorale, une bibliothèque, et d'exécuter les directives de l'Institut celtique, sous le contrôle d'inspecteurs. Il est ajouré que ces délégués devraient être « autant que possible bercés dans le mouvement breton.[3] »

Au programme de la réunion de Dinan figure ensuite la question de l'étude et de l'illustration des parlers. Florian Le Roy souligne que des rapprochements ont été esquissés avec les Compagnons de Merlin sur ce sujet, mais que Jean Choleau a décliné l'offre[4]. Le président de séance précise ensuite son point de vue sur le parler populaire :

---

[1] Allocution de Florian Le Roy, rapport des journées d'étude de Dinan des 11 et 12 décembre 1943, p. 13, BRM, Ms 1505/3, « Institut celtique de Bretagne – 1941-1944 ».

[2] *Ibidem.*, p. 14.

[3] *Ibidem.*, p. 15

[4] *Ibidem.*, p. 17-18.

> « La Haute-Bretagne ne dispose pas d'une langue comme la Basse-Bretagne. La Haute-Bretagne use d'un dialecte roman, mais il est antérieur au français des villes qui est considéré comme raffinement de l'expression française. Il a servi à tous nos ancêtres. Il est anormal que nous le laissions disparaître[1]. »

Jean Trécan rappelle néanmoins que l'Institut celtique cherche l'enseignement du breton dans toute la Bretagne, y compris dans le haut-pays, et que les groupes gallos-bretons pourraient remplir cet office. Florian Le Roy acquiesce[2]. Dès lors, quelle est la place exacte qui serait donnée au dialecte gallo ?

En avril 1944, le Centre organise deux journées d'études à Redon[3]. On y discute artisanat, mais surtout parler populaire, le tout en présence de Joël de Villers et du marquis de l'Estourbeillon, qui viennent en voisin, ainsi que de Roparz Hemon et du Sonderführer Leo Weisgerber. Sont aussi présents Bernard de Parades, et Charles Bernard, délégué des questions bretonnes au Parti populaire français de Jacques Doriot. Joël de Villers lit un rapport sur « la question de la langue et des dialectes de Haute-Bretagne », où il plaide en faveur de l'unification. Florian Le Roy « insiste sur l'urgence et la nécessité d'établir un dictionnaire de langue romane » et Jean Trécan « présente les moyens pratiques d'établir un fichier du parler gallo. » Bernard Roy, autre membre, demande la création d'une chaire de langue romane à la Faculté des lettres de Rennes. Afin d'encourager l'étude du dialecte roman, le Centre d'études décide enfin de créer un prix qui sera décerné à l'étudiant présentant la meilleure thèse sur un glossaire haut-breton. Les sonneurs Dorig Le Voyer et Polig Montjarret clôturent ces journées d'études.

Lors du dernier congrès de l'Institut celtique, du 18 au 21 mai 1944 à Rennes, Florian Le Roy donne une conférence : « Pour une littérature de pays[4] ». Selon lui,

> « il semble que nos écrivains hauts-bretons aient scrupule à se montrer de leur pays alors que des écrivains provinciaux, nos frères celtique auvergnats par exemple[5], ont réussi à donner un accent à

[1] *Ibidem.*, p. 17.

[2] Nous précisons que Joël de Villers n'était pas présent à cette réunion ; nous n'avons donc pas d'informations précises sur ses réactions vis-à-vis de ce type de proposition.

[3] « Les journées d'études de l'Institut celtique à Redon », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 18 avril 1944, p. 7.

[4] Programme du Congrès de l'Institut celtique du 18 au 21 mai 1944, ADIV, Fonds Henri-François Buffet, 76J55.

[5] Florian Le Roy fait sans doute référence à Henri Pourrat, écrivain auvergnat, chantre de sa région et du retour à la terre et qui a reçu le prix Goncourt en 1941. En effet, dans d'autres écrits, il parle souvent de « [s]on ami Henri Pourrat ».

leur littérature. […] Les instituteurs surtout en se tournant vers cette littérature de pays, peuvent découvrir dans le jeune paysan, la fine fleur de l'âme rurale si difficilement pénétrable à l'étranger. Ainsi nous obtiendrons une littérature marquée d'un sens traditionnel et d'un sens racial.[1] »

Le gallo aurait donc surtout une valeur en tant que réservoir littéraire pour les écrits régionalistes de langue française. En attendant que toute la Haute-Bretagne parle breton ? Cette vision du parler populaire rentre en contradiction avec les velléités unificatrices de Joël de Villers et de ses soutiens, qui défendent un projet national bilingue, où breton et gallo seraient à égalité. On peut gager que la modération d'un Florian Le Roy était plus propre à inspirer l'agrément, ou plutôt la tolérance, de Roparz Hemon que l'exaltation un peu isolée d'un Joël de Villers. Le rapport de force entre ces deux courants gallos prend fin à la Libération, où il ne s'agit plus de théoriser sur les parlers populaires, mais plutôt de se garantir face à l'Épuration.

C - La Libération et ses conséquences

Alors que certains militants de la culture gallèse s'étaient mis en retrait de la sphère publique dès 1942 ou 1943 – notamment Jean Choleau, Simone Morand, Marie Droüart –, d'autres se sont montrés plus actifs sur la fin de la période – comme Joël de Villers ou Florian Le Roy. Mais en 1944, presque tous doivent rendre des compte devant la justice d'épuration.

1) Les procès

L'examen des pièces de ces procès, aujourd'hui possible, nous renseigne sur le degré d'implication politique de ces militants. L'adhésion de certains membres au P.N.B. devait logiquement leur attirer des ennuis, dès lors que le parti était identifié comme un « groupement de collaboration ». Selon Luc Capdevila, « le seul fait d'adhérer à cette organisation devait entraîner l'ouverture d'une procédure[2] ».

[1] « Le Congrès de l'Institut celtique s'est tenu les 17 et 18 mai à Rennes », *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes, 22 mai 1944, p. 5.

[2] Luc CAPDEVILA, « Le mouvement breton face à l' Épuration », *in* Christian BOUGEARD (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale, op. cit.*, p. 343. Au total, 187 sympathisants ou militants bretons auraient été traduits devant les Chambres civiques de Bretagne et la Cour de justice de Rennes, mais Luc Capdevila juge ce chiffre sous-estimé. Pour une étude précise de l'Épuration en Bretagne, se reporter à sa thèse, *L'imaginaire social de la Libération en Bretagne*, thèse d'histoire, Université de Rennes 2, 1997.

Lors du bombardement du 29 mai 1943, à Rennes, Marie Droüart est blessée et se retire à la campagne, à Liffré, afin de se soigner. À partir du 1er juin 1944, elle se fait rémunérer par le Musée national des arts et traditions populaires, pour ses enquêtes. Quelques mois plus tard, elle est arrêtée et envoyée au camp d'internement administratif de Margueritte, près de Rennes. Elle dit alors n'être que régionaliste, pas autonomiste. Selon elle, son adhésion au P.N.B. en 1942 est accidentelle, ne serait due qu'à sa collaboration au journal *L'Heure bretonne*, et n'aurait pas été renouvelée. Elle répète être victime « de rancunes, de vengeances, de haines, de jalousies[1]. » Mais le dossier est complexe. Son dossier d'accusation comporte plusieurs dépositions contre elle, l'accusant de proférer des propos haineux contre la résistance et les Alliés, et d'approuver ardemment l'occupation allemande. On lui reproche également un acte de délation et de la propagande pour les autonomistes bretons en 1940. À l'inverse, d'autres dépositions, moins nombreuses, relèvent sa proximité avec certains jeunes résistants – dont certains étaient membres de la Chanterie –, l'aide qu'elle aurait procurée à l'un d'entre eux en le sauvant d'une arrestation, et son admiration pour l'armée russe ! Marcel Maget, conservateur-adjoint du Musée des arts et traditions populaires, témoigne aussi en sa faveur. Elle est finalement relaxée, après avoir été internée pendant trois mois[2].

Sa grande rivale, Simone Morand, s'était réfugiée à Pipriac depuis 1942. À la Libération, elle n'est pas inquiétée par la justice, mais est prise à partie par quelques résistants locaux, qui l'assignent à résidence sous la menace des armes. Selon Christian Martin, un capitaine dans la résistance, qui connaissait Simone Morand, permit de résoudre rapidement l'incident[3].

Son ami Florian Le Roy est d'abord inquiété pour l'entrée de son fils aux « Jeunesses du Parti populaire français ». Puis les enquêteurs découvrent qu'il a écrit dans l'*Ouest-Éclair* un reportage très partial sur la vie des travailleurs français en Allemagne, en 1943, et qu'il a participé à une université du mouvement « Jeune France ». Ses rapports avec le mouvement breton ne sont que superficiellement évoqués. Il est relaxé[4].

---

[1] *La 3 de Margueritte*, cahier ronéotypé de Marie Droüart, ADIV, 13bi56, p. 11. Dans ce document, l'auteure raconte la vie dans le camp de Margueritte, pendant les trois mois qu'elle y a passés, et donne quelques informations, à prendre avec précaution, sur son cas personnel.

[2] ADIV 516 W 1752, Chambre civique d'Ille-et-Vilaine, « Marie Droüart ».

[3] Christian MARTIN, *Simone Morand. La culture bretonne en héritage, op. cit.*, p. 45-46.

[4] ADIV 216 W 3106, Chambre civique d'Ille-et-Vilaine, « Florian Le Roy ».

La situation de Joël de Villers est beaucoup plus délicate. Membre du Parti national breton dès 1940, il en était chef d'arrondissement à Châteaubriant, où il avait mené une intense propagande séparatiste, et était « en rapport constant avec la Kommandantur de Châteaubriant ». Il le reconnaît lui-même, tout en affirmant que c'était dans le cadre de ses activités au P.N.B., pour faire libérer des prisonniers bretons. Il avoue aussi avoir distribué des tracts et des journaux collaborationnistes. Au surplus, il est accusé d'avoir profité de ses bonnes relations avec les Allemands pour se soustraire à la justice française, dans des affaires de mœurs. Il est emprisonné pendant quatre ans[1].

Emmanuel Hémery, membre également de l'Union traditionnaliste du pays de la Mée, compagnon de Merlin, favorable à l'unification du dialecte gallo et cadre du P.N.B., se cache pendant plusieurs années et échappe à la justice[2]. Paul Gaignet, contributeur régulier de *Galerne*, où il donne des études sur le folklore et le « dialecte de la Regrippière » (Loire-Atlantique), autre soutien de l'unification, était directeurs des éditions du P.N.B. et responsable du parti pour le département de l'Ille-et-Vilaine[3]. Il était, comme Emmanuel Hémery, présent à la réunion de Joël de Villers du 27 septembre 1941. Il écrivait aussi régulièrement dans *L'Heure bretonne* des articles de doctrine, et aurait même participé à des émissions radiophoniques allemandes de propagande en direction du Maghreb[4]. Il est interné à Fresnes pendant quelques mois, puis relaxé.

Quant à Jean Choleau, resté discret tout au long de la guerre, il n'est aucunement inquiété. C'est lui qui maintiendra encore pendant deux décennies les derniers vestiges d'un mouvement gallo qui fut certes florissant pendant quelques années, mais dont les militants les plus radicaux, tous membres du Parti national breton, avaient durement compromis la cause. Tout comme l'ensemble de l'*Emsav*, le mouvement gallo rentre en sommeil.

[1] ADIV 216 W 4507, Chambre civique d'Ille-et-Vilaine, « Joël de Villers ».

[2] Gilles MORIN, « Les Compagnons de Merlin », *op. cit.*, p. 139.

[3] Kristian HAMON, *Les nationalistes bretons sous l'occupation,* Le Relecq-Kerhuon, An Here, 2001, p. 106.

[4] Georges CADIOU, *Emsav. Dictionnaire critique, historique et biographique du mouvement breton*, Spézet, Coop Breizh, 2013, p. 161.

2) Le déclin du régionalisme folklorisant en Haute-Bretagne

Après la Libération, les organisations culturelles créées pendant l'Occupation par le mouvement breton sont dissoutes. L'Institut celtique, évidemment, disparaît, tout comme les expériences radiophoniques. Beaucoup de groupes folkloriques cessent leur activité, au moins pendant quelques années. La société des Compagnons de Merlin, qui survit jusqu'en 1947, n'est plus que l'ombre d'elle-même. Le bulletin de la Fédération régionaliste, *Le Réveil breton*, disparaît à la Libération, tout comme son appendice, *Galerne*. Un nouvel organe est toutefois publié par Jean Choleau : *Le Pays breton – Bro Vreizh*, « revue trimestrielle trilingue » (français – breton – gallo). La couleur gallèse est donc toujours affirmée, mais ne se traduit que par quelques textes en gallo, relativement rares.

Au début des années 1950, Joël de Villers participe à un congrès de la Fédération régionaliste, et visiblement, n'a rien renié de ses anciens engagements pour le gallo :

« M. Joël de Villers s'attache à la renaissance, non du patois, mais de l'ancien dialecte haut-breton, dont déjà, en 1880, M. Lucien Decombes ; folkloriste renommé, disait que chaque « Ancien » qui meurt, emportait un peu de nos trésors. Cet « Ancien » approuve M. de Villers, c'est pour nous, la disparition de 15 ou 20 mots que les jeunes feignaient de ne pas comprendre. C'était cependant le parler de leurs ancêtres. Cependant, comme les Bas-Bretons, leur langue, il est encore des Hauts-Bretons – M. de Villers en est un exemple – à souhaiter sa résurrection que l'orateur croit possible en usant des mêmes méthodes – vocabulaire et grammaire – qui conjurèrent la disparition du Breton et du Provençal. Au milieu du XX^e^ siècle où nous sommes, dit M. de Kerviler[1], l'argot, affreux successeur du dialecte, ne remplace pas encore totalement celui-ci, s'il s'implante chaque jour davantage. Des émules, des Mistral, des Loth, des Vallée se dresseront-ils pour protéger de la disparition complète, un dialecte, à juste titre – très regretté des fervents, comme M. de Kerviler, et réaliseront-ils l'établissement du glossaire qu'il préconise à cet effet, parallèlement à une orthographe unifiée, dont les linguistes de la Région fourniraient les éléments d'une base solide pour l'étude des mots encore en cours et la recherche des mots disparus au service d'une Commission qu'assurerait la F.R.B.[2] »

Le discours de Joël de Villers n'a donc guère changé en dix ans. L'année suivante, il écrit encore dans le *Pays breton* :

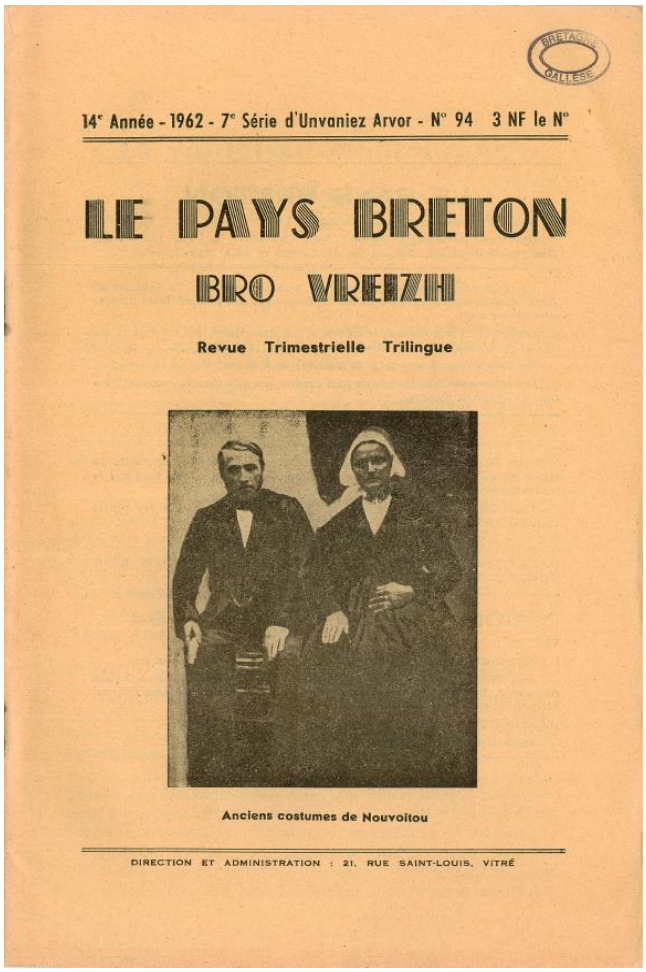
« Si l'on veut sauver ce qui reste il faut agir, comme l'ont fait Mistral en Provence, Vallée et Hemon en Bretagne. Il faut créer un vocabulaire général qui sera publié par les soins de la F.R.B., unifier et codifier les

[1] Joël de Villers s'est parfois fait appeler « Kerviler » ; il convient de ne pas le confondre avec René de Kerviler (1842-1907), archéologue et bibliographe breton, auteur du *Répertoire général de bio-bibliographie bretonne*.

[2] « Le Congrès de la Fédération régionaliste de Bretagne s'est tenu à Rennes », *Ouest-France*, édition d'Ille-et-Vilaine, 18 novembre 1953, p. 7.

différents sous-dialectes de Haute-Bretagne qui ne diffèrent que par la prononciation. Il faut donc créer une Commission du dialecte, composée des écrivains hauts-bretons qui, après entente, publieront en orthographe unifiée des œuvres qui feront mieux connaître nos pensées, nos traditions et tout ce qui fit la fierté de notre race…[1] »

Ce dernier essai de Joël de Villers ne débouche sur rien de concret. Cependant, la même année, un article, « Point de vue gallo », est publié dans le *Pays breton*, signé par un certain « Jacques Gallo », et qui annonce la reprise de la thématique linguistique par de nouveaux militants, très éloignés du régionalisme, et qui négligent quelque peu les questions folkloriques. La lune de miel de la politique et du folklore va prendre fin dans l'après-guerre.



Le Pays breton prend la suite du *Réveil breton*, qui fut pendant longtemps la revue qui s'intéressait le plus à la Haute-Bretagne. L'esprit folklorisant de la F.R.B. est ainsi représenté jusque dans les années 1960, mais fait déjà figure de vestige, et ne doit sa survie qu'aux efforts de Jean Choleau.

[1] *Le Pays breton – Bro Vreizh*, n° 61, 1954, p. 621.

Conclusion du chapitre

Le mouvement gallo qui s'est formé en 1939 s'est profondément divisé pendant la guerre. Les débats se sont polarisés, et deux camps apparaissent nettement, qui semblent recouper des options politiques. D'un côté se trouvent des « illustrateurs », comme Jean Choleau, Simone Morand, Gaït Corvaisier et Florian Le Roy, qui font une promotion mesurée du parler populaire, qui d'après eux n'a pas vocation à devenir une langue savante, encore moins à remplacer le français en Haute-Bretagne. Ces modérés appartiennent globalement à la tendance régionaliste et modérée du mouvement breton. De l'autre côté, on identifie les « normalisateurs », qui cherchent à faire du dialecte gallo la deuxième langue nationale en Bretagne. Grisés par les avantages considérables dont le breton a bénéficié, ils croient pouvoir réaliser la même chose pour les parlers romans du haut-pays, mais ils sont assez rapidement marginalisés, bien que tolérés. Les principaux représentants de cette tendance (Joël de Villers, Marie Droüart, Emmanuel Hémery et Paul Gaignet) furent tous membres du Parti national breton. Après la Libération, divisé et discrédité par son attitude pendant la guerre, tout ce foyer culturel gallo s'effondre. C'est la fin d'un mouvement, et le commencement d'un autre.

II. Deuxième mouvement

I - Les années 1950 et 1960 : une scission entre la politique et le folklore ?

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les militants de la culture régionale, en premier lieu ceux dont l'attitude fut discutable sous l'Occupation, sont écartés de la scène publique. Le mouvement politique breton, durablement marqué par l'expérience des années 1940, s'enferme dans la marginalité de ses revues théoriques et culturelles. C'est dans une de celles-ci, *La Bretagne réelle*, que le parler gallo trouve de nouveaux apôtres. Le folklore de la Haute-Bretagne trouve également de nouveaux serviteurs, mais il suit une logique propre, à l'écart des passions politiques. Si les années 1930-1940 furent un mariage entre l'engagement politique et le folklore, les années 1950-1960 sont en quelque sorte un divorce momentané.

A - La Bretagne réelle de Jacques Quatrebœufs

Après la génération des Droüart, Villers, Morand et Choleau, peu de militants s'intéressent au parler populaire en Haute-Bretagne. Les seuls qui s'en soucient et qui produisent à son sujet une réflexion théorique se regroupent autour de *La Bretagne réelle*, une revue d'extrême-droite.

1) Une extrême-droite gallèse

En mars 1954, Jacques Quatreboeufs lance ce qu'il appelle « l'opération Réveil ». Il publie le premier numéro d'une feuille ronéotypée bimensuelle, *La Bretagne réelle*, avec un sous-titre : « lettre-circulaire de liaison du Réveil armoricain ». Au verso, il signe un court manifeste, qui se veut iconoclaste :

> « Sur le plan national – Nous considérons que la Bretagne se compose de deux régions linguistiques : Basse-Bretagne bretonnante et Haute-Bretagne Gallo[1] ».

Avec le vénérable *Pays Breton* de Jean Choleau, la *Bretagne réelle* est la seule publication qui s'intéresse de près à la question gallèse. Toutefois, sa ligne éditoriale est bien différente. Jacques Quatrebœufs, né en 1927, est chirurgien-dentiste à Merdrignac, dans les Côtes-du-Nord. La revue qu'il crée en 1954 se présente comme le réceptacle des diverses opinions du mouvement breton, mais en réalité, elle est plutôt le refuge des théories les plus nationalistes et droitières, voire fascisantes, de l'*Emsav*. On ne s'étonnera donc pas d'y

[1] *La Bretagne réelle*, n° 1, mars 1954, p. 2.

trouver des articles d'Olier Mordrel[1], envoyés depuis son exil argentin, ou encore de Célestin Lainé[2], réfugié en Irlande. Emmanuel Hémery, ancien Compagnon de Merlin, qui s'était prononcé en faveur de l'unification du gallo dans *Galerne*, est le correspondant de *La Bretagne réelle* pour le pays nantais[3]. Cette feuille change régulièrement de nom (*Celtia, La voix du pays gallo*…), et accueille aussi dans ses colonnes les tenants d'un druidisme païen d'extrême droite, dans lequel s'est reconverti, notamment, Morvan Marchal.

En 1955, le numéro 18 de la revue est une réédition, à peu près mot pour mot – avec néanmoins quelques références supplémentaires à la « race » – du « Point de vue gallo » publié en 1953 dans *Le Pays breton* (voir *supra* p. 96). Le ton qui y est adopté par Jacques Quatrebœufs est représentatif de la ligne éditoriale que la revue conservera pendant au moins trente ans :

> « Car nous autres Gallos, sommes au fond plus Gallos que Bretons, pour ne pas dire Gallos seulement. NOUS SOMMES BRETONS EN TANT QUE MEMBRES DE LA NATION BRETONNE.[4] […] Romanisés et francisés peut-être, Celtes par-dessus tout, et c'est ce qui nous lie le plus aux Bretons. Nous ne sommes pas de race française (franke), mais de langue romane, le Gallo, notre langue nationale – au même titre que les Roumains, les Romanches et les Italiens, et il ne viendrait à personne l'idée d'assimiler ces peuples à la France. CELTES LATINISÉS, voilà le mot. ET LA RÉALITÉ. CELTES PAR LA RACE, ET LATINS par la langue[5]. »

Jacques Quatrebœufs s'indigne que la celticité soit niée à la Haute-Bretagne. Son cadre de référence dépasse même les frontières de l'ancien duché : son horizon est l'Armorique tout entière :

> « MAIS NOUS AIMONS TOUT AUTANT NOS FRÈRES CELTES-GALLOS D'OUTRE-COUESNON[6], ARMORICAINS COMME NOUS, ayant peut-être moins subi l'influence vivifiante bretonne, mais guère plus l'influence française. Car LA BRETAGNE N'EST QU'UNE PARTIE DE

[1] Dès 1955, celui-ci envoie un « message de Noël : lettre des Andes », *La Bretagne réelle*, n° 17, 1e janvier 1955, p. 1.

[2] Célestin Lainé fut le chef du *Bezen Perrot*, une sorte de milice bretonne qui fit la chasse aux résistants sous uniforme nazi.

[3] *La Bretagne réelle*, n° 10, 15 septembre 1954, p. 1.

[4] Nous reproduisons la typographie utilisée par l'auteur du texte.

[5] *La Bretagne réelle*, n° 18, 15 janvier 1955, p. 2.

[6] Le Couesnon est le cours d'eau qui sépare la Bretagne de la Normandie.

L'ARMORIQUE ET NOUS SOMMES ARMORICAINS. (Le terme Gallo s'applique en soit à tous les Armoricains qui ne sont pas de langue bretonne)[1]. »

Cet élargissement de la Celtie jusqu'aux confins du massif armoricain n'est pas nouveau : on le retrouve aussi dans certains écrits des années 1930. En outre, il permet à Jacques Quatrebœufs, originaire de Montfort-sur-Meu, dans l'ouest de l'Ille-et-Vilaine, de se faire plus celte, plus pur, que les « frères d'Outre-Couesnon », non bretons, mais celtes quand même, parce qu'armoricains. Le texte fait ensuite une distinction entre trois Armoriques :

« L'ARMORIQUE BRETONNE (Basse-Bretagne) ; L'ARMORIQUE GALLO-BRETONNE (où la langue bretonne en tant qu'elle y fut parlée, si peu longtemps que ce fût, et l'occupation bretonne, si brève fut-elle, ont laissé leur empreinte de receltisation) ; L'ARMORIQUE purement GALLO, qui ne connut pas d'implantation bretonne[2]. »

Il parle enfin du malaise gallo, causé par l'impérialisme des bretonnants, qui réduisent le caractère celte à la langue. Quatrebœufs cite Mordrel, et fait du patriotisme la seule valeur sûre. Il parle des Gallos comme des « indigènes d'Armorique[3] ». Concernant le dialecte gallo, Jacques Quatrebœufs n'est pas très explicite : il parle de la Bretagne francisante, et ne semble pas avoir beaucoup théorisé la chose :

« Pour nous autres Hauts-Bretons, le français n'est pas une langue étrangère mais notre langue maternelle.[4] »

La Bretagne réelle reste néanmoins la principale revue de la période où l'on trouve des textes politiques et théoriques sur le parler populaire de Haute-Bretagne, même si elle n'est pas la seule.

2) Le gallo dans les revues nationalistes

En effet, même dans une revue représentative du nationalisme breton « orthodoxe » comme *Ar Vro Gwirionez*, on trouve des défenseurs du gallo. Fondé en 1954, ce mensuel s'inscrit dans le même élan que le Mouvement pour l'organisation de la Bretagne (M.O.B.)[5],

[1] *Ibidem.*

[2] *Ibidem.*

[3] *Ibidem.*, p. 4.

[4] *La Bretagne réelle*, n° 25, 1er mai 1955, p. 106.

[5] Le M.O.B. est né en 1957 à Saint-Brieuc, notamment sous l'impulsion de Yann Fouéré, récemment acquitté pour son attitude sous l'Occupation. Il est le premier parti politique breton d'après-guerre, et prolonge le nationalisme traditionnel, en particulier dans son positionnement *« na ruz na gwenn »* (ni à

un jeune linguiste, Alain Raude, se prononce clairement en faveur de la réhabilitation du gallo, qu'il appelle « britto-roman ». Il convient de mentionner son article, au vu de l'importance de son auteur pour le mouvement gallo à partir de la fin des années 1970.

Alain Raude[1] est né en 1923 à Courbevoie, dans une famille originaire de l'île bretonnante de Groix. Pendant la guerre, il suit les cours de celtique de la Sorbonne, où il s'initie au breton, au gallois et au vieil irlandais, notamment avec le linguiste celtisant Joseph Vendryes[2]. Entre 1942 et 1943, il participe à une mission d'ethnographie folklorique financée par le Musée national des arts et traditions populaires, avec Jef Le Penven et René-Yves Creston, à Scaër, dans le Finistère[3]. Après des études de philologie à l'université de Bonn, de 1946 à 1948, il devient traducteur technique dans un centre de machinisme agricole à Paris, puis pour la société IBM. Au début des années 1960 il est en Bretagne, comptable dans une coopérative agricole à Landerneau. Dès les années 1950, il se rapproche des milieux nationalistes bretons : on retrouve sa signature dès les premiers numéros de la *Bretagne réelle*[4], et ponctuellement, au début des années 1960, dans *Ar Vro Gwirionez*, où il écrit sous le pseudonyme de « Ronan Peniarh ». En 1963, il y défend explicitement le gallo, dans un article intitulé : « Le droit des langues dans l'Europe nouvelle ».

Dans ce texte, il dénonce la situation des langues minoritaires, encadrées par le droit privé, par opposition aux langues officielles relevant du droit public, ce traitement inégalitaire menant insensiblement au remplacement des premières par les secondes. Pour y remédier, il propose d'introduire en droit public, par le biais de la Commission européenne des droits de

---

droite, ni à gauche). Les responsables du mouvement sont toutefois assez marqués à droite, malgré une part de militants issus de la gauche. Les divisions du parti sont sensibles au sujet de la guerre d'Algérie, qui est une des raisons de la scission de 1964, par laquelle est fondée l'Union démocratique bretonne (U.D.B.), qui s'affirme clairement à gauche.

[1] Qui bretonnise fréquemment son prénom : Alan, ou Alan Joseph Raude.

[2] Témoignage d'Alain Raude recueilli par Didier Auffray et Christophe Simon pour la revue *Le Lian*, le 18 juillet 1998, ABG, cassette audio, carton « Cassettes ».

[3] Denis MICHEL-BOËLL, « La Bretagne, terrain d'enquêtes du musée national des Arts et Traditions populaires (1939-1945) : acteurs, enjeux, engagements », *in* Denis-Michel BOËLL, Jacqueline CHRISTOPHE, Régis MEYRAN, *Du folklore à l'ethnologie*, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme, 2009, p. 186.

[4] Par exemple dans *La Bretagne réelle*, n° 6, juillet 1954, p. 4. Dans ce petit article, Alain Raude critique l'unification orthographique du breton en 1941, qui selon lui « n'avait pas pour but l'unification du breton mais l'élimination du vannetais ».

l'homme, la notion de « langue d'un pays », afin de stabiliser les frontières linguistiques et de les protéger. Il en déduit :

> « L'*appartenance linguistique* de tout territoire doit donc être déterminée. À noter que cette détermination est un travail scientifique qui doit être confié à des commissions de géographes, d'historiens et de linguistes, seuls aptes à juger en connaissance de cause, là où un référendum n'aurait jamais pour effet que d'avaliser le résultat de l'impérialisme linguistique actuel.[1] »

En Bretagne, cela revient à se demander quelle est l'étendue du domaine bretonnant, sur lequel la langue bretonne aurait tous les droits. La question serait apparemment délicate, du fait de la mobilité de la frontière linguistique dans l'histoire :

> « Nous pouvons soutenir que le recul de la langue bretonne au cours des siècles étant dû à des faits et à des mesures assimilables au génocide, nous devons rétablir le *statu quo ante*, et considérer comme bretonnant tout pays qui l'a été autrefois, de la Sélure à Noirmoutier. […] Étant donné que nous pouvons attendre, cependant, des prises de positions opposées en pays gallo, il serait sage que le Mouvement breton sache y parer en restaurant le dialecte « gallo », mieux désigné sous le nom de *britto-roman*, et qui a en commun avec le breton toute la partie du vocabulaire qui est d'origine romane.[2] »

Alain Raude soutient donc l'idée d'une originalité des parlers de Haute-Bretagne, qu'il désigne par un nouveau qualificatif : le « britto-roman ». Dès cette époque, il est déjà en train de mener une réflexion sur les parlers de Haute-Bretagne, que lui auraient inspiré, sur le plan théorique, le *Parler du pays de Pléchâtel* de Dottin et Langouët, et sur le plan politique, l'*Essai sur le dialecte gallo* de Joël de Villers[3]. Dans le numéro suivant *d'Ar Vro,* un lecteur, Georges Pinault, lui répond dans des termes assez durs :

> « Les parlers gallos ne se différencient pratiquement pas des parlers de l'ouest de la France qui leur sont contigus […]. Il me paraît extrêmement dangereux, et en outre dépourvu de tout intérêt, de vouloir développer les parlers gallos : nous perdons assez de temps et d'argent à lutter pour le breton – ce que nous faisons de grand cœur d'ailleurs car cette langue est le plus sûr garant de notre nationalité – sans nous emm… à pétitionner pour l'enseignement d'un sous-groupe de patois français, et lutter pour une dichotomie ad æternam de la Bretagne. Je suis de ceux qui, « gallos » de naissance, estiment que seule une Bretagne bretonne – *i. e.* bretonnante – sur la totalité de son territoire historique doit être le but à

[1] *Ar Vro Gwirionez*, n° 18, avril 1963, p. 50.

[2] *Ibidem.*

[3] Témoignage d'Alain Raude recueilli par Didier Auffray et Christophe Simon pour la revue *Le Lian,* le 18 juillet 1998, ABG, cassette audio, carton « Cassettes ».

poursuivre sans relâche par tous ceux qui veulent véritablement la survie de notre nation en tant que telle. Je sais n'être pas le seul de cet avis…[1] »

Georges Pinault, dit « Goulven Pennaod », est l'un des contributeurs les plus prodigues de *La Bretagne réelle* sur le gallo. En 1963, il fait part de son intérêt à Joël de Villers, qui lui envoie son *Essai* de 1941. Dans sa réponse, Pinault dévoile l'ambiguïté de son positionnement par rapport au dialecte haut-breton :

> « Comme vous le savez, je suis très sceptique sur l'avenir du gallo, mais il est évident que si personne ne fait rien… Le plus grave danger serait de faciliter une dichotomie de la Bretagne, dichotomie de droit cette fois et non plus seulement de fait. […] Cependant ce danger n'est pas immédiat et en attendant, on peut toujours essayer de porter la guerre chez l'ennemi, c'est-à-dire le français made in Paris.[2] »

Dans le numéro 163 de *La Bretagne réelle*, quelques mois plus tard, il publie sous le pseudonyme de Fraonswe Trimer neuf pages de « Remarques pour servir à la normalisation du gallo ». Dans une introduction à cet essai, Jacques Quatrebœufs reste lui aussi ambigu :

> « En présentant à B.R. le travail de Fraonswe TRIMER, ou "Gallo unifié", nous ne voulons pas tenter de dresser, face à la langue bretonne, une prétendue langue Gallaise. Et cependant… une étude, même rapide, du Gallo unifié, ne tend-elle pas à poser la question : patois, dialectes Gallos, ou langue, une langue romane qui mériterait peut-être un peu plus d'attention qu'il ne lui en a été donné jusqu'ici. Mais peu importe. À côté du "Gallo unifié", il existe un "Gallo superunifié" et c'est la langue française, tout simplement. […] La langue bretonne est une chose […] respectable. Le Gallo, "le français" du Pays Gallo, est une autre chose, non moins respectable. Bretagne, Une et Diverse ![3] »

En ouvrant son propos, Georges Pinault constate que le principal obstacle à l'unification du gallo réside dans l'état anarchique des divers parlers locaux, et se propose d'en proposer une notation cohérente, propre à servir de référence pour toutes les variantes. Il déclare ensuite s'être inspiré de l'*Essai sur le dialecte gallo* de Joël de Villers, et surtout du *Glossaire du parler de Pléchâtel* de Georges Dottin et Jean Langouët, publié en 1901. Ce dernier ouvrage servirait à unifier la langue autour d'un dialecte particulier, comme pour la langue bretonne :

> « De même que le breton écrit s'est appuyé sur les parlers du Léon, il est bon que le gallo écrit soit basé sur un parler bien connu, et celui de Pléchâtel est le seul, à ce jour, à remplir cette condition. En

[1] *Ar Vro Gwirionez*, n° 19, juin 1963, p. 76.

[2] Lettre de Georges Pinault à Joël de Villers, 22 juillet 1963

[3] *La Bretagne réelle*, n° 163, 1e mai 1964, p. 1.

outre, sa position centrale en fait pour beaucoup de phénomènes un intermédiaire entre les parlers les plus aberrants[1]. »

Cet essai de graphie veut se distinguer clairement du français, et emprunte quelques traits phonologiques au breton. Les pages qui suivent proposent donc un essai de grammaire unifiée à partir du parler de Pléchâtel. Mais l'année suivante, Georges Pinault se prononce à nouveau en faveur de l'imposition partout en Bretagne d'une langue celtique régénérée :

> « Autrement dit que le million de patoisants bretons comme les deux millions de patoisants francisants seraient aisément receltisés. Ce que je dis là n'est nullement un rêve déraisonnable : il y a un siècle le magyar n'était plus qu'un mauvais patois germanisé parlé par quelques centaines de ploucs locaux : aujourd'hui tout le monde le parle en Hongrie[2]. »

Après réflexion, l'auteur des *Remarques* jette donc définitivement l'éponge, et se demande s'il est « vraiment nécessaire de créer une Wallonie bretonne[3] » :

> « Je ne crois pas que nos parlers soient suffisamment différenciés du français classique pour que nous puissions en faire quelque chose d'un peu original comme peut l'être la langue des Basses-Terres d'Écosse par rapport à l'anglais. Ce serait, à mon humble avis, dépenser beaucoup de travail et d'argent pour quelque chose qui n'en vaut guère la peine, et qui en outre serait éminemment préjudiciable à la Bretagne[4]. »

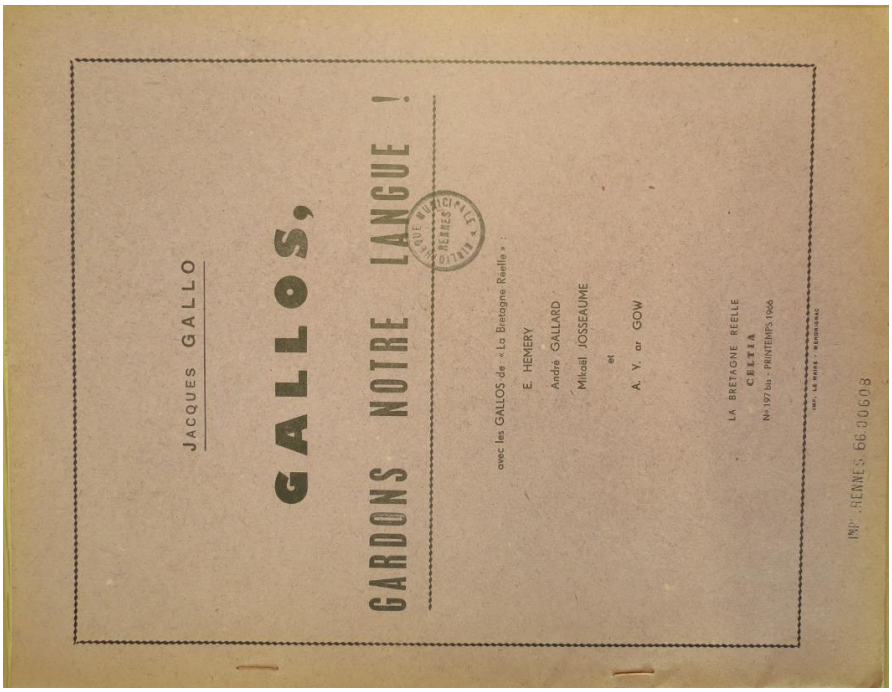
Nous n'avons donné ici qu'un aperçu des débats linguistiques de *La Bretagne réelle*. Les nombreux « numéros spéciaux » du journal, qui abordent une question particulière, traduisent une véritable obsession pour la « question gallaise ». Une contribution en particulier a attiré notre attention, car son auteur, qui avait alors vingt-huit ans, est devenu par la suite une personnalité centrale du mouvement gallo des années 1970 et 1980 : Albert Poulain. Il y aborde la culture gallèse d'un point de vue ethnographique, ce qui tranche avec les élucubrations raciales dont la revue est coutumière.

[1] *La Bretagne réelle*, n° 163, 1er mai 1964, p. 1.

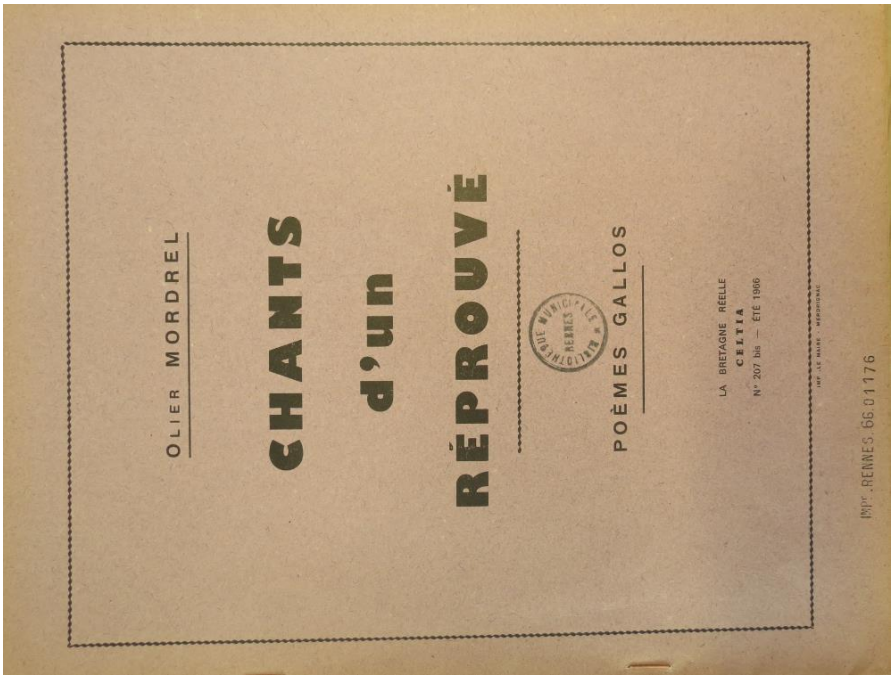
[2] *La Bretagne réelle*, n° 191, 15 décembre 1965, p. 1750.

[3] *La Bretagne réelle*, n° 155 bis, été 1963, p. 6.

[4] *La Bretagne réelle*, n° 191, *Ibidem.*, p. 7.



La Bretagne rélle publie de nombreux numéros spéciaux, dans lesquels figurent par exemple des débats de doctrine entre les divers contributeurs, ou encore des écrits inédits d'Olier Mordrel. La « couleur gallèse » est constamment mise en avant.



3) Le pays gallo selon le jeune Albert Poulain

Ce texte de huit pages, intitulé sobrement « Le pays gallo », rejoint la majorité des autres textes de la *Bretagne réelle* dans le rejet d'une forme d'impérialisme bretonnant, mêlé à une conscience aigüe de la bretonnité du haut-pays. Le texte est absolument central, car il nous paraît illustrer une transition fondamentale, entre la politique du folklore telle qu'envisagée avant-guerre, avec ses récupérations nationalistes, et les utopies rustiques des années 68. L'analyse d'Albert Poulain est en fait une réflexion générale sur la culture populaire, dans laquelle on retrouve des concordances avec certains écrits des années 1930 et 1940, en particulier de Marie Droüart et de Joël de Villers. Néanmoins, si Albert Poulain affiche des positions clairement conservatrices, il ne verse pas pour autant dans le racisme ou le rejet de la France. C'est le « modernisme » qui l'afflige :

> « Faire du folklore n'est pas exhiber des formes, des grimages, des sons, mais démontrer que l'état d'esprit d'un peuple se manifeste par des expressions, des tendances, des styles, dans les diverses activités humaines. […] Le pays gallo n'est pas en retard parce qu'il manque de groupes folkloriques. Ceux-ci sont utiles, car ils sont plutôt faits pour vaincre ces affligeants complexes d'un monde rural se croyant dépassé, arriéré. Ils sont donc à créer en Haute-Bretagne là où le modernisme transforme les jeunes en auditeurs passionnés de matchs à la radio ou maintenant la télé. Mais en campagne il faut plutôt installer la formule des activités villageoises, comme les groupes d'études économiques et les Fest-noz. Là au moins il y a un contact étroit entre la masse et les organisateurs. Les groupes paraissent pour des étrangers ou des démonstratifs quand ils restent sur le podium.[1] »

Le folklore est pensé comme moyen de conservation des sociabilités villageoises, menacées par la vie moderne. Le mal se loge surtout dans le matérialisme, agricole aussi bien que marxiste, d'ailleurs. Ainsi quand il parle des Bas-Bretons :

> « Leur gloriole s'est maintenant reportée sur la stupide productivité. Leur prestige semble s'arrêter à l'équipement. Si donc les Bas-Bretons arrivent à cela, ils auront plus dégénéré que les Gallos. […] Nous avons donc à agir avec force, pour conserver notre civilisation, c'est-à-dire ce qui est notre genre de vie, je parle de la façon villageoise et bretonne de vivre avec ses semblables. […] Car ce qui fait une de nos originalités, est bien malgré notre forte individualité, notre mode de vie communautaire, et les kolkhozes que ces drôlets de cocos veulent nous imposer, ne pourront jamais donner aux villages bretons cette ambiance et l'entraide que l'on se portait et se porte encore dans les plus durs moments.[2] »

[1] *La Bretagne réelle*, n° 126, 1er juin 1960, p. 827.

[2] *Ibidem.*, p. 828.

L'anticommunisme est sous-jacent, et ressurgit à divers endroits du texte, mais c'est pour dériver vers un rejet de l'État, presque une forme d'anarchisme rustique breton :

> « Le Breton a créé ses lois en fonction des dispositions naturelles des individus et leur a laissé le maximum de moyens pour qu'ils aménagent entre eux des programmes qui ne sont pas du ressort de l'État. Ici, c'est donc bien l'inverse, le gouvernement n'est qu'un gérant, un serviteur. […] Aujourd'hui rien n'est plus vrai de constater que l'État intervient dans les moindres détails de notre vie, et tient à faire des citoyens les plus dociles possible, ayant les moindres divergences possibles, donc se ressemblant le plus possible. Pour cela, écoles nationales, service militaire, presse, radio, télé ne donnent qu'un même son.[1] »

Pour Albert Poulain, les traditions, la culture, sont intimement liées à une infrastructure matérielle, à un système de production : le mode de subsistance paysan. Il s'agit de conserver ce qui peut l'être :

> « Là où s'avance le modernisme, l'amélioration matérielle : habitat, machine, travail, va de pair avec l'isolement et l'indifférence des exploitants agricoles, ou plus précisément l'égoïsme. […] Il est donc faux de prétendre que notre amélioration matérielle, apportera en même temps, une nouvelle vigueur aux traditions s'il n'y a pas parallèlement à l'équipement de la région, une prise de conscience et une défense de nos bonnes habitudes. Il serait bon de dénoncer dans l'aménagement de la Bretagne l'arasement exagéré des talus ainsi que l'abattage impitoyable des arbres.[2] »

Enfin, il donne un jugement plutôt optimiste sur le patois :

> Les Bretonnants se rapprochent tout de même de ceux qu'ils ont osé considérer comme de faux frères, depuis que leur langue a été torpillée par leurs incroyables chicanes d'orthographe. […] Les Gallos parieraient bien que leur patois, sans dictionnaire ni école, ira plus vieux – car notre langage peut par sa souplesse s'introduire dans une conversation de personnes qui l'ignorent, il suggère assez pour qu'on le comprenne. Les termes sont d'ailleurs assez surprenants et pétillants, comme ces futés de paysans Gallos, pour être retenus aisément. […] Nous avons été moins étudiés, codifiés que les bretonnants, mais c'en est que mieux, ce qui rentre au musée rejoint aussi les momies. Nous n'avons pas envie d'être embaumés, donc vive l'oubli des officiels[3]. »

Albert Poulain publie ce texte à une époque où il est marqué par l'expérience du Mouvement pour l'organisation de la Bretagne, dont il est l'un des membres fondateurs. Son texte conserve un cadre nationaliste, mais préfigure en même temps les idées autogestionnaires des années 1970. Surtout, il s'inspire de son expérience ethnographique,

[1] *Ibidem.*, p. 829.

[2] *Ibidem.*, p. 831.

[3] *Ibidem.*, p. 832.

tout en la liant à un projet politique, ce qui ne se faisait plus en Haute-Bretagne depuis les années 1940.

B - Ethnographie, collectage et folklore depuis l'après-guerre

Pour comprendre la lente remontée de l'intérêt pour le parler populaire en Haute-Bretagne, nous devons à nouveau faire un détour par le folklore. Alors que l'après-guerre marque sa mort scientifique, il conserve des fidèles dans les groupes culturels, dont les méthodes de collecte s'améliorent considérablement, du fait, notamment, de l'institutionnalisation d'une ethnologie de la Bretagne.

1) Du folklore à l'ethnologie

Après les compromissions de la période d'occupation, la science du folklore s'est à peine consolidée dans le paysage académique qu'elle tombe en désuétude, complètement discréditée. L'ethnologie, science voisine, a le vent en poupe et porte son regard sur des terrains d'enquêtes lointains. Pour autant, les objets traités par le folklore ne sont pas pour autant délaissés, mais ils seront désormais analysés à partir d'une base théorique renouvelée. Ainsi est-on passé du folklore à l'ethnologie de la France. Néanmoins, ce passage est-il si net ? En quoi se distinguent, fondamentalement, les deux approches ? Sylvette Denèfle le résume ainsi : la science folklorique serait un « exposé non nécessairement systématique de faits de la société traditionnelle », tandis que l'ethnographie et l'ethnologie seraient comprises comme « la description (et l'interprétation) méthodique(s) des faits culturels[1]». Mais la transition est progressive, le renouvellement théorique prend au moins une dizaine, voire une quinzaine d'années avant d'être consommé chez la majorité des chercheurs. Ainsi, peu à peu, « on s'éloigne du folklore et on se rapproche de l'ethnologie[2] ».

Le Musée national des arts et traditions populaires, malgré son instrumentalisation par Vichy, est conservé. La collaboration apparente de son directeur, Georges-Henri Rivière, semble avoir été plus opportuniste qu'idéologique : il est écarté pendant quelques temps à la Libération, mais est vite réintégré dans ses fonctions. L'investissement public dans le musée a

[1] Sylvette DENÈFLE, « Du folklore à l'ethnologie de la Bretagne », *in* COLLECTIF, *Du folklore à l'ethnologie en Bretagne,* Brasparts, Éditions Beltan, 1988, p. 95.

[2] *Ibidem.*, p. 100.

permis, en quelques années, d'enrichir considérablement les collections[1]. Toutefois, le directeur s'éloigne des références régionalistes qui imprégnaient le musée. Dès les années 1950, il rejette les problématiques identitaires pour s'inscrire dans les thématiques proposées notamment par l'approche structuraliste de Claude Lévi-Strauss et l'approche techniciste d'André Leroi-Gourhan[2].

Par ailleurs, les mutations économiques et sociales de l'après-guerre bouleversent de manière considérable la société française, et en premier lieu la société rurale. Les modes de subsistance semi-autarciques de la paysannerie traditionnelle, qui avaient déjà entamé un lent déclin depuis la fin du XIX^{e} siècle, sont désormais condamnés à très court terme, avec une politique avant tout soucieuse de productivité[3]. Les pratiques culturelles associées aux cycles de la vie rurale subsistent à l'état de vestiges. Pour reprendre la terminologie de l'époque, la société traditionnelle rentre définitivement dans la modernité.

Cette société rurale mourante ne pouvait manquer d'attirer sur elle l'attention des sciences sociales. D'une part, la disparition accélérée des objets du folklore rend plus pressante encore leur collecte et leur archivage : en France comme ailleurs, en ethnologie, le « paradigme du dernier » introduit une dimension d'urgence. D'autre part, ce passage de la « tradition » à la « modernité » intéresse ceux qui se consacrent à l'étude des dynamiques du changement social. En France, ces causes diverses contribuent à faire des trois décennies qui succèdent à la Libération un véritable moment ethnographique. Il convient, là encore, de souligner l'importance du terrain breton dans cette nouvelle ethnologie française en formation.

2) Vers une ethnologie bretonne de la Bretagne

Après quelques années de discrétion, pour ne pas dire de pénitence, le Musée des arts et traditions populaires reprend ses activités, et organise en 1951 sa première exposition temporaire : « Bretagne, arts populaires et ethnographie régionale[4] ».

---

[1] Martine SEGALEN, *Vie d'un musée, 1937-2005*, Paris, Stock, 2005, p. 84 *sq.*

[2] *Ibidem.*, p. 202.

[3] Henri MENDRAS, *La fin des paysans*, Paris, SEDEIS, 1967.

[4] Martine SEGALEN, *op. cit.*, p. 89.

L'ethnographie de la Bretagne se poursuit donc, d'abord avec des acteurs ayant déjà fait leurs armes à l'époque du folklore triomphant. Henri-François Buffet, né en 1907 à Lorient, directeur des Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, publie des manuels de référence sur le Morbihan et la Haute-Bretagne, mais encore très marqués par les anciennes méthodes des folkloristes[1]. René-Yves Creston, un des précurseurs de l'ethnologie en Bretagne, échappe au discrédit qui frappe l'*Emsav* grâce à sa participation à la résistance. Il intègre le CNRS en 1949 et se plonge dans l'étude des variations du costume breton[2]. Jean-Michel Guilcher, un Finistérien né en 1914, naturaliste de formation, se consacre à l'ethnographie de la danse en Basse-Bretagne. Comme beaucoup d'autres, il a participé à l'essor du folklore sous Vichy : il fut missionné par le mouvement « Jeune France[3] » pour des enquêtes sur la danse dans les Pyrénées, et écrivait une rubrique quotidienne dans *Compagnons*[4], revue du même mouvement. Après la guerre, il assimile rapidement le virage ethnologique et revient en Bretagne. En 1955, il entre au CNRS, puis est finalement rattaché au Musée des arts et traditions populaires, où il crée un département de choréologie[5].

Mais le terrain breton, qui conserve encore sa réputation de conservatoire des traditions, suscite aussi de nouvelles vocations. Le représentant le plus éminent de ce rajeunissement est l'ethnologue Donatien Laurent[6]. Né en 1935, baigné dans le milieu culturel breton de Paris, il

---

[1] Henri-François BUFFET, *En Bretagne morbihannaise. Coutumes et traditions du Vannetais bretonnant au XIX^e siècle*, Grenoble, Arthaud, 1947 ; *En Haute-Bretagne. Coutumes et traditions d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord gallèses et du Morbihan gallo au XIX^e siècle*, Paris, Librairie celtique, 1954.

[2] Sur la fin de carrière de René-Yves Creston, voir la thèse récente de Saphyr CRESTON, *René-Yves Creston (1898-1964) : l'artiste, l'ethnologue, le théoricien*, thèse de doctorat en histoire de l'art, Paris, Université Paris-Sorbonne, 2017.

[3] Cette association vichyste, visant à faire adhérer la jeunesse à la Révolution nationale, a entrepris une véritable politique culturelle, axée en particulier sur le théâtre et le folklore. Si beaucoup d'intellectuels et d'artistes y ont participé, souvent par opportunisme, ce fut parfois pour expérimenter des projets plus personnels, dont certains influenceront de manière notable la vie culturelle et intellectuelle de l'après-guerre. Le cas de Jean-Michel Guilcher est, à ce titre, évocateur, mais il n'est pas isolé : on peut encore citer l'exemple de l'homme de théâtre Jean Vilar. Voir à ce sujet Emmanuelle LOYER, *Le Théâtre citoyen de Jean Vilar. Une utopie d'après-guerre*, Paris, Presses universitaires de France, 1997.

[4] Christian FAURE, *Le projet culturel de Vichy, op. cit.*, p. 221.

[5] Yves DEFRANCE, Jean-Michel GUILCHER, « Jean-Michel Guilcher », *Cahiers d'ethnomusicologie*, n° 21, 2008, p. 251-267. Sa thèse s'intitule *La tradition populaire de danse en Basse-Bretagne*, Paris, Mouton, 1963.

[6] Voir notamment son récit autobiographique : Donatien LAURENT, *Parcours d'un ethnologue en Bretagne*, Brest, Emgleo Breiz, 2012.

fait des études d'anglais, de celtique et d'ethnologie à la Sorbonne et à l'École pratique des hautes études. Vacataire au Musée des arts et traditions populaires, il y fréquente Jean-Michel Guilcher. Il commence à faire du collectage dans le Morbihan, avec quelques amis parisiens, dans les années 1950. Il participe ensuite, au début des années 1960, à la grande enquête ethnographique de Plozévet, en pays bidougen, qui réunit une centaine de chercheurs. Cette initiative exogène, qui intègre assez peu les universitaires locaux, n'en joue pas moins un rôle fondamental dans le développement d'une ethnologie locale en Bretagne[1]. Outre son aspect formateur pour le jeune chercheur qu'était alors Donatien Laurent, elle fut un stimulant. Elle fit sentir le besoin d'organiser une ethnologie bretonne de la Bretagne, notamment face aux insuffisances d'une perspective parisienne : on a, par exemple, copieusement reproché aux enquêteurs de Plozévet leur ignorance de la langue bretonne[2].

Ainsi, en 1969, un Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC) est fondé à l'université de Brest, notamment par l'historien Yves Le Gallo et Jean-Michel Guilcher. Le centre se propose de « regrouper et animer les recherches concernant la Bretagne et les pays celtiques dans le domaine des sciences sociales et humaines. » Une documentation importante y est rassemblée et des cours d'ethnologie y sont donnés à partir de 1971. Dans la même période, un enseignement d'ethnographie est introduit dans la licence de sociologie de l'université de Rennes[3]. Le foyer de cet essor ethnologique est donc, logiquement, la Basse-Bretagne, mais il contamine également le haut-pays. L'institutionnalisation d'une ethnologie bretonne à l'échelle régionale suppose aussi une approche différente du territoire. Alors que l'approche folklorique s'était organisée par provinces, depuis la perspective surplombante de Paris, l'approche ethnologique se fait par le bas, depuis une perspective périphérique[4].

---

[1] Jean-François SIMON, « Les enquêtes de Plozévet. Quelle place dans les recherches bretonnes en ethnologie du proche ? », *in* Bernard PAILLARD, Jean-François SIMON, Laurent LE GALL (dir.), *En France rurale. Enquêtes interdisciplinaires depuis les années 1960*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 129-206.

[2] Notamment Pierre-Jakez Hélias. Sur les reproches faits à l'enquête de Plozévet, et en particulier au sociologue Edgar Morin, voir Bernard PAILLARD, « À propos de Plozévet. Retour sur une polémique académique », *Hermès*, n° 60, 2011/2, p. 176-181.

[3] Sylvette DENÈFLE, « Du folklore à l'ethnologie de la Bretagne », *in* COLLECTIF, *Du folklore à l'ethnologie en Bretagne*, Brest, CRBC, 1988.

[4] Jean-François SIMON, « Les enquêtes de Plozévet. Quelle place dans les recherches bretonnes en ethnologie du proche ? », *in* Bernard PAILLARD, Jean-François SIMON, Laurent LE GALL (dir.), *En France rurale. Enquêtes interdisciplinaires depuis les années 1960, op, cit,*, p. 190.

Cet élan concerne peu, pour le moment, le parler populaire de Haute-Bretagne, mais il convient toutefois de mentionner les travaux de l'abbé Gabriel Guillaume. Né en 1921 à Saint-Martin-sur-Oust, en Morbihan gallo, ce jeune prêtre se passionne pour la dialectologie romane lors de ses études à Lyon, puis à Barcelone. Il devient chercheur à l'université catholique d'Angers, et mène des enquêtes dialectologiques dans l'ouest du domaine d'oïl, et en particulier en Haute-Bretagne, à partir des années 1950[1]. Le premier tome de son Atlas linguistique et ethnographique de la Bretagne romane, de l'Anjou et du Maine (ALBRAM) est publié par les presses du CNRS en 1975.

L'institutionnalisation et la professionnalisation d'une ethnologie de la Bretagne, entre les années 1950 et les années 1970, est non seulement symptomatique d'une certaine passion ethnographique, qui distingue la région, mais participe également à étoffer, dynamiser, former et renouveler un tissu local d'ethnographes amateurs, souvent militants, dont la collecte est mise au service du revivalisme des traditions.

3) Le collectage militant et les cercles celtiques

Si l'après-guerre fait entrer le mouvement politique breton dans une traversée du désert, il marque en revanche un nouveau développement des groupes folkloriques, dont la sociologie évolue[2]. Ils essaiment davantage en milieu rural, et essayent d'inclure le plus possible les porteurs authentiques de la « tradition ». Le *fest-noz* (« fête de nuit »), en particulier, est relancé par Loeiz Ropars et Albert Trévidic en Haute-Cornouaille, tout comme la pratique du *kan ha diskan*, technique de chant tuilé en breton, spécifique au Centre-Bretagne. En 1950 est fondée la confédération Kendalc'h (« Maintien »), qui réunit les cercles celtiques, et qui conseille les groupes sur leurs méthodes de collecte. La démarche ethnographique d'Albert Poulain est à replacer dans ce contexte.

Albert Poulain[3] naît en 1932 à Pipriac, dans le pays de Redon. Sa mère est sage-femme, son père expert foncier, accordéoniste à ses heures perdues. On situe souvent le

[1] Sur le parcours de Gabriel Guillaume, voir *Le Lian*, n° 128-129, mars-avril 1999, p. 2-5 et n° 130-131, mai-juin 1999, p. 2-4.

[2] Marie-Thérèse DUFLOT-PRIOT, *Un siècle de groupes folkloriques,* Paris, L'Harmattan, 1995, p. 54.

[3] Sur son parcours, voir la notice biographique dans *Cahiers de route d'Albert Poulain*, Rennes, Presses universitaires de Rennes/Dastum, 2011, p. 13-22, ainsi qu'un article de Robert

commencement de son militantisme breton lors de ses études à Paris, dans les années 1950. Nous remarquerons cependant qu'il a connu Simone Morand alors qu'elle était réfugiée à Pipriac dans les années 1940, où elle tenait une petite échoppe d'articles bretons. C'est dans sa boutique que les enfants Poulain se procuraient la revue *O lo lê*[1], « le journal illustré des petits Bretons », qui diffusait dans la jeunesse un patriotisme breton teinté de pétainisme et de foi chrétienne[2]. Par la suite, Albert Poulain suit une formation de dessinateur en bâtiment. Il étudie au Conservatoire des arts et métiers à Paris, de 1955 à 1959, où il fréquente la Mission bretonne de l'abbé Gautier, et du même coup certains membres du milieu culturel breton comme Hervé Le Menn[3], Donatien Laurent et Claudine Mazéas[4]. En 1957, il est cofondateur du Mouvement pour l'organisation de la Bretagne (M.O.B.), le premier parti breton de l'après-guerre, globalement marqué à droite. Il revient ensuite en Bretagne en 1959, où il travaille pour les Ponts et chaussées et le Génie rural. La même année, il s'achète une voiture et on lui offre un magnétophone Phillips de 14 kg. C'est alors qu'il commence à faire du collectage dans le pays de Redon, puis dans divers endroits en Haute-Bretagne. Albert Poulain est un véritable précurseur, car ses enregistrements ethnographiques effectués en pays gallo sont les premiers, en dehors d'un cadre institutionnel. Ses compétences en dessin lui permettent aussi d'archiver le patrimoine bâti. Au fur et à mesure, il abandonne le militantisme proprement politique pour s'investir exclusivement dans le collectage et la transmission d'une littérature orale en perdition. Il quitte le M.O.B. en 1964, l'année de la scission de gauche de l'Union démocratique bretonne (U.D.B.). Il se lie à Jean-Louis Latour et Albert Noblet, animateurs du Cercle celtique de Redon, qui rentrent également dans une

---

BOUTHILLIER, « 35 ans de recherche et de travaux sur les traditions gallèses. Albert Poulain, le médiateur », *Musique bretonne*, n° 122, mars-avril 1993, p. 7-11.

[1] Christian MARTIN, *Simone Morand. La culture bretonne en héritage, op. cit.*, p. 45.

[2] Sur ce journal, voir Roland LE GUEN, *O lo lê, un périodique nationaliste et chrétien pour les jeunes Bretons*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Bretagne occidentale, 1984. Il serait intéressant d'analyse l'influence que ce journal aurait pu avoir sur un certain nombre de militants bretons dans leur enfance. Le chanteur Glenmor, par exemple, parle d'une « génération *O lo lê* », Cf. Ronan LE COADIC, *L'identité bretonne, op. cit*., p. 71.

[3] Hervé Le Menn (1899-1973) est le cofondateur, en 1932 à Paris, de la K.A.V. (*Kenvreuriezh ar Viniaouerien*), le premier bagad, groupe de cornemuses et de bombardes, inspiré des *pipe bands* écossais.

[4] Claudine Mazéas (1926) est la fille du fédéraliste breton Goulven Mazéas. Dès les années 1950, elle recueille des chants en Basse-Bretagne.

phase dynamique de collectage[1]. En 1976, le cercle publie un premier recueil issu de sa collecte : les *Complaintes et chants de circonstance des pays de Vilaine*.

Mais le pays de Redon n'est pas la seule région motrice en Haute-Bretagne ; la passion ethnographique touche aussi de manière précoce les Côtes-d'Armor gallèses. À Loudéac, un bagad est créé en 1963, puis un cercle celtique l'année suivante. Ces deux associations, au départ, ignorent le terroir local et pratiquent des répertoires de Basse-Bretagne. Deux membres du cercle, Marc Le Bris et Alain Le Noac'h se mettent à collecter dans les campagnes alentours, en suivant les indications de la confédération Kendalc'h. Ils exhument ainsi tout un répertoire de danses quasiment oublié, les ronds de Loudéac, ainsi qu'un très riche répertoire chanté. Entre 1968 et 1984, cinq recueils d'une cinquantaine de chants seront publiés par le groupement. Avec une inspiration similaire, mais avec des moyens plus modernes, grâce à l'amélioration du matériel d'enregistrement, des jeunes de l'Amicale laïque de Collinée créeront la Magnétothèque du Mené en 1975[2].

Enfin, nous citerons un dernier exemple évocateur, celui de Jean Mahé[3] (1944-1988). Membre d'un bagad dans les années 1960, puis instituteur près de Dinan à partir de 1968, il crée en 1970 l'association « La Guédenne » (nom d'une danse locale), qui est en fait une section du Foyer des jeunes et d'éducation populaire de Dinan, où il dispense une formation au collectage des traditions, des chants, de la musique et des danses, notamment à travers des stages. Il organise également des veillées de collectage, en faisant participer la population locale. La matière collectée par Jean Mahé concerne aussi des domaines moins étudiés, comme les remèdes liés aux plantes.

Afin de mettre en lien ces initiatives éparses, qui essaiment sur toute la Bretagne, une société savante est créée en 1972 à Rennes par des sonneurs et des collecteurs, notamment Patrick Malrieu : Dastum (« rassembler », « recueillir »). L'objectif de l'association est, d'une

[1] Voir les articles : « Le Cercle celtique de Redon au service du folklore du haut-pays », *Breiz*, n° 125, 1968 ; Albert NOBLET, « Comment procéder à un enregistrement de chansons en campagne », *Breiz*, n° 142, 1969.

[2] *Le Lian*, n° 9, hiver 1980-1981, p. 24.

[3] Nous remercions Maëlle Mériaux de nous avoir communiqué ces informations sur Jean Mahé, et nous permettons de mentionner sa thèse de sociologie en cours, dirigée par Ronan Le Coadic, et qui s'intéresse à un aspect particulier de l'ethnographie du pays gallo : *Les archives orales en ethnobotanique de la Haute-Bretagne. Leur place dans la conservation et la valorisation des patrimoines*.

part, de centraliser les archives du patrimoine oral de la Bretagne, afin de faciliter l'accès à ces ressources, et d'autre part, d'organiser une collecte systématique, par zones de collectage, le tout avec une exigence scientifique. La création de Dastum illustre la convergence entre l'action d'ethnographes amateurs locaux et l'encadrement théorique assuré par une ethnologie bretonne institutionnalisée.

Conclusion du chapitre

Dans les années 1950 et 1960, le parler gallo est plus que jamais marginalisé dans les milieux militants : il ne se trouve qu'une obscure feuille périodique d'extrême droite pour s'y intéresser. Les nationalistes qui y écrivent s'invectivent, « racialisent » la question gallèse, et proposent même un projet de graphie unifiée, en s'inspirant des travaux antérieurs. La contribution d'Albert Poulain à cette revue – la seule – illustre le début d'un retour du folklore en politique. Le savoir ethnographique, dans le même temps, a connu une évolution considérable. Scientifiquement consolidé par le développement de l'ethnologie, il s'institutionnalise progressivement en Bretagne, et alimente une passion de la collecte, notamment dans certains groupes folkloriques. L'abondance de la matière collectée permettra un réinvestissement dans l'animation rurale, le développement local, et formera la base d'un *revival* culturel massif dans les années 1970.

II - La révolution des années 1970

En France comme ailleurs, la décennie postérieure à mai 68 est une révolution politique et culturelle. C'est aussi un deuxième âge d'or pour les régionalismes et les nationalismes périphériques, qui ressurgissent après un virage à l'extrême-gauche. En Bretagne, engagement politique et revivalisme culturel vont de pair, et contribuent à l'émergence d'une nouvelle vie culturelle gallèse, et notamment du gallo, sous une forme d'abord patrimoniale.

A - Plasticages, festoù-noz *et cheveux longs : la Bretagne post-68*

Dans le sillage de la décolonisation du Tiers-monde, une vague nationalitaire balaye le monde occidental dans les années 1960-1970. La Bretagne n'échappe pas à la règle, et voit se développer un mouvement clandestin qui choisit la violence politique comme moyen d'acquérir l'indépendance. Cette radicalité est très minoritaire, mais la quête identitaire et le thème du retour au pays rencontrent un écho favorable, notamment dans la jeunesse. Le folklore servira d'étendard culturel à cette génération, sous une forme rénovée, qui concerne aussi la Haute-Bretagne : le *folk.*

1) Les années de poudre

La déflagration de mai 68 rencontre un écho particulier en Bretagne. Une jeunesse revendicative se met à contester les fondements d'une société encore très rurale et conservatrice, qui essaye de négocier tant bien que mal le virage de la modernisation économique. Les mutations sociales et politiques que rencontre la Bretagne dans les années 1970 sont nombreuses[1], mais nous nous focaliserons sur les problématiques régionalistes et nationalitaires, qui renaissent à la faveur d'une « vague nationale » plus large[2].

Le mouvement politique breton, depuis les errements de la Seconde Guerre mondiale, était resté en sommeil, mais pas pour autant inactif. Dès 1950, des notables et des industriels créaient le Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CÉLIB), qui cherche à organiser l'élite bretonne pour le développement économique de la région. En 1957, sous l'influence de

[1] Pour un panorama des différents aspects de cette période en Bretagne, voir Christian BOUGEARD, Vincent PORHEL *et al.* (dir.), *L'Ouest dans les années 68*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

[2] Tudi KERNALEGENN, « Le réveil des revendications régionalistes et nationalitaires au tournant des années 1968 : analyse d'une "vague" nationale », *Fédéralisme – Régionalisme*, vol. 13, n° 1, 2013.

Yann Fouéré, le Mouvement pour l'organisation de la Bretagne est fondé à Paris. Mais cette organisation se divise sur la question algérienne : en 1964, des militants voulant ancrer la question bretonne à gauche quittent le M.O.B. pour former l'Union démocratique bretonne (U.D.B.), qui va devenir l'expression principale d'une gauche autonomiste non-violente[1]. Mais d'autres militants choisissent la « voie des armes[2] ». Dans les années 1960, déjà, quelques dizaines de plasticages – sans victimes – ont lieu, principalement contre des symboles de l'État (casernes de gendarmerie, perceptions, préfectures…). Ces attentats sont revendiqués par un Front de libération de la Bretagne[3] (F.L.B.), qui compte quelques dizaines de militants, pour lesquels la décolonisation et les luttes de libération nationale correspondantes ont valeur d'exemple. Ce premier F.L.B. est démantelé par la police en 1969, mais le réseau se reforme rapidement, avec l'arrivée de nouveaux militants, plus explicitement marqués à l'extrême gauche. Dans les années 1970, en effet, les groupes marxistes fleurissent en Bretagne : le mariage se fait sans difficultés entre drapeaux rouges et *gwenn-ha-du*[4]. En 1971, la signification du sigle « A.R.B. » change : l'armée bretonne sera désormais révolutionnaire, et non plus républicaine. En 1972, un procès du F.L.B. se transforme en tribune du mouvement breton : de nombreuses personnalités politiques et culturelles, de gauche, témoignent en faveur des inculpés. Les attentats se multiplient, parfois spectaculaires, comme celui qui vise l'émetteur de télévision du Roc'h Trédudon en 1974, ou bien ceux qui endommagent – sans gravité – l'infrastructure de la centrale nucléaire de Brennilis, entre 1975 et 1979[5]. Les conflits sociaux, comme la grève du Joint français à Saint-Brieuc en 1972, ou plus tard la lutte contre le projet de centrale nucléaire de Plogoff[6], sont des

[1] Sur l'U.D.B., voir Tudi KERNALEGENN, Romain PASQUIER (dir.), *L'Union démocratique bretonne. Un parti autonomiste dans un État unitaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

[2] Les guillemets sont justifiés dans la mesure où le conflit armé en Bretagne fut loin d'égaler les proportions que l'on connaît au Pays basque ou en Irlande du Nord. Par ailleurs, le F.L.B. se distingue par son refus de l'assassinat politique : les cibles des attentats sont purement matérielles.

[3] Dont la force de frappe prend le nom d'Armée républicaine bretonne (A.R.B.), en référence à l'IRA irlandaise.

[4] Tudi KERNALEGENN, *Drapeaux rouges et gwenn-ha-du. L'extrême gauche et la Bretagne dans les années 1970*, Rennes, Apogée, 2005.

[5] Sur le F.L.B.-A.R.B., voir Erwan CHARTIER, « FLB-ARB. 40 ans de violence politique en Bretagne », *in* Ronan LE COADIC (dir.), *Bretons, Indiens, Kabyles… Des minorités nationales ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009 ; Ronan LE COADIC, *Analyse des idéologies : le Front de libération de la Bretagne*, mémoire de sociologie, Paris-10 Nanterre, 1984.

[6] Gilles SIMON, *Plogoff. L'apprentissage d'une mobilisation sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

moments de cristallisation de la mobilisation nationalitaire et régionaliste. Cependant, celle-ci n'est compréhensible qu'en prenant en compte l'aspect culturel, duquel il procède en partie, et qui l'alimente en retour.

2) La vague celtique

Un puissant mouvement de renouveau de la chanson bretonne, mené par quelques figures charismatiques, va beaucoup compter dans le regain d'intérêt pour tout le fait régional, dans les années 1970. Alan Stivell, né en 1944, en est incontestablement la figure de proue. Politiquement et musicalement formé dans les organisations bretonnes de Paris[1], il tente de remettre au goût du jour la harpe bretonne médiévale, dont son père, ébéniste amateur, avait réinventé un prototype à partir de recherches personnelles[2]. En intégrant des influences des autres pays celtiques ainsi que l'esprit contestataire du *folk* américain, Alan Stivell crée un *folk-song* breton. Le succès de ses concerts, où il affiche son panceltisme et un soutien sans faille à la cause politique bretonne, se transforme en engouement pour la musique bretonne en général. En 1972, il passe à l'Olympia. L'intéressé résume en ces termes les conséquences de son succès en Bretagne :

> « Auparavant, il y avait un mur de préjugés sur la musique bretonne. Il y avait le complexe d'infériorité, la peur d'être considéré comme arriéré. Or, le fait qu'on entende chanter en breton à des heures d'antenne normale entre des tubes français ou étrangers, le fait de passer à l'Olympia, à Bobino, tout cela a psychanalysé le peuple breton en quelque sorte. Le succès de ma musique a ébranlé beaucoup de gens. Il y a eu un choc…[3] »

Alan Stivell est sans doute la figure la plus connue du cortège de bardes modernes qui veulent réveiller la bretonnité, mais il y en a beaucoup d'autres. Nous citerons en particulier Glenmor, qui compose un hymne à l'A.R.B., Gilles Servat pour sa *Blanche hermine*, une chanson guerrière contre les « Francs », Youenn Gwernig, le sculpteur-poète, Gweltaz Ar Fur, qui s'illustrera par son implication dans la mise en place des écoles Diwan, ou encore les Tri Yann, qui affirment leur identité bretonne depuis leur ville de Nantes. Tous ces chanteurs, à l'exclusion notable d'Alan Stivell, signent en 1972 un « Manifeste des chanteurs bretons », où

[1] En 1961, il succède à Donatien Laurent dans le rôle de penn-soner du bagad Bleimor, à Paris.

[2] Alan STIVELL, « Histoire de la renaissance de la harpe celtique », *Musique bretonne*, n° 29, août 1982, p. 5-7.

[3] Cité dans Jean-Pierre LE DANTEC, *Bretagne : re-naissance d'un peuple*, Paris, Gallimard, « La France sauvage », 1974, p. 281.

ils proclament leur solidarité avec « la lutte de libération politique, économique, sociale et culturelle du peuple breton », avec « la lutte de tous les peuples et minorités contre le capitalisme et l'impérialisme, contre l'oppression politique et culturelle », tout en dénonçant l'« entreprise d'abrutissement orchestrée par le "show-business" [1]».

La vague celtique, qui est donc aussi politique que culturelle, rejaillit sur l'ensemble du monde culturel breton. Le *fest-noz*, qui ne survivait que dans des cercles militants à l'audience relativement réduite, en Basse-Bretagne, devient une fête de masse et conquiert le pays gallo, notamment les villes étudiantes de Rennes et de Nantes. La mode de la musique *folk* entraîne un retour vers les vieux instruments de la culture rurale : biniou et bombarde, accordéon diatonique, violon, clarinette… En 1974, les sœurs Goadec, trois chanteuses bretonnantes de la région de Carhaix, nées au début du siècle, font salle comble à Bobino. En 1975, Pierre-Jakez Hélias obtient un succès inattendu pour son *Cheval d'orgueil*, édité chez Plon dans la collection anthropologique « Terre humaine » de Jean Malaurie, et où il raconte son enfance dans le pays bigouden des années 1920.

L'élan culturel breton des années 68 est donc multiforme, et se focalise, naturellement, sur la culture de Basse-Bretagne. Mais il concerne aussi la Haute-Bretagne, où les structures déjà existantes, comme les cercles celtiques, se trouvent dynamisées par le contexte, cependant que de nouvelles initiatives émergent, qui participent de l'affirmation d'une culture gallèse.

B - La vie culturelle gallèse dans les années 1970

La Haute-Bretagne, sur le plan culturel, connaît deux révolutions dans les années post-68 : l'éclosion de nombreux festivals de promotion de la culture populaire et l'apparition d'un embryon de mouvement gallo qui prend en charge la question linguistique.

1) Les festivals de culture populaire

À partir du milieu des années 1970, les milieux culturels gallos commencent à s'animer plus que de coutume. Le cas du pays de Redon est sans doute l'un des meilleurs exemples.

[1] *Bretagne révolutionnaire*, n° 16, 1972, texte reproduit dans Tudi KERNALEGENN, *Drapeaux rouges et gwenn-ha-du*, *op. cit.*, p. 202.

En 1969, Jean-Bernard Vighetti, originaire de la presqu'île de Guérande, est chargé de mission à Redon par le Comité de coordination pour l'aménagement des Pays de Vilaine. Sa tâche est d'y développer le tourisme et l'animation rurale. En association avec le Cercle celtique local, il crée en janvier 1975 le Groupement culturel breton des Pays de Vilaine, dont l'objectif premier est d'organiser un concours de chant populaire : la Bogue d'or. Des éliminatoires sont organisées dans les villages alentours, où la tradition chantée était encore vivante. Ces épreuves qualificatives sont enregistrées, ce qui permet en même temps de réaliser une collecte à une large échelle. Se voyant exclus de la sélection, des conteurs se manifestent, et sont donc intégrés au concours. La première Bogue d'or a lieu en octobre 1975, pendant la foire annuelle de la Teillouse[1]. Albert Poulain, qui participe à l'organisation de l'événement, dispute le concours de contes dès la première année, et le gagne. Mais la masse des compétiteurs est surtout issue de la population locale non militante. Certains d'entre eux se distinguent par la qualité de leur répertoire, et acquièrent une petite célébrité, comme la chanteuse Jeannette Maquignon[2]. Les premières années, le concours réunit un public d'environ mille personnes, mais le rayonnement de la manifestation dépasse les frontières du Pays de Redon, et les concurrents affluent de divers endroits du pays gallo.



Albert Poulain en train de conter à Redon, dans les années 1970. Il est un des personnages centraux de la culture gallèse : grand collecteur depuis les années 1950, chanteur, conteur, cofondateur de la Bogue d'or, puis membre important des Amis du parler gallo, il est l'un de ceux qui font le lien entre le *revival* de la littérature orale et le militantisme linguistique. Source : archives Dastum.

[1] Voir la rétrospective sur le concours de la Bogue d'or dans *Musique bretonne*, n° 49, octobre 1984, p. 3-11. Voir aussi Philippe LABURTHE-TOLRA, *Conter et chanter en pays de Redon*, Paris, L'Harmattan, 2000.

[2] Voir le livret du CD : « Jeanne Maquignon », Rennes, Groupement culturel breton/Dastum, collection « Grands interprètes de Bretagne », 2006.



Le peuple devant le micro (années 1970). Le concours de chant de la Bogue d'or de Redon est celui qui intègre le plus la population locale non-militante, et notamment les personnes âgées, dont « l'authenticité du répertoire » est valorisée. Source : archives Dastum.

Un an plus tard apparaît le concours de musique gallèse de Monterfil, sous l'impulsion de Jean Baron et Christian Anneix, un couple de sonneurs de biniou-bombarde[1]. Tous les deux issus du Cercle d'Outre-Ille de Saint-Grégoire, un groupe folklorique du pays de Rennes qu'ils avaient intégré à la fin des années 1960[2], ces musiciens avaient depuis quelques années mis en valeur les mélodies du pays gallo, qu'ils interprétaient dans des concours en Basse-Bretagne. Ils y furent encouragés, notamment, par Simone Morand, qui publie d'ailleurs, en 1976, une *Anthologie de la chanson de Haute*-Bretagne[3]. Le festival de Monterfil, au départ simple réunion d'amateurs de musique traditionnelle, devient progressivement un événement important de la culture gallèse.

[1] Voir André RONCERAY, « Monterfil, haut lieu de la musique gallèse », *Musique bretonne*, n° 11, décembre 1980, p. 7-11.

[2] Voir Jean BARON, *Chemins de sonneurs*, 2 tomes, Chez l'auteur, 2013-2016.

[3] En 1978, Gaït Corvaisier fait aussi paraître un recueil de ses collectes, les *Chants et danses du pays fougerais.* Simone Morand, après la guerre, s'était mise au service de René-Yves Creston, pour l'assister dans la rénovation des costumes du Musée départemental de Quimper. Elle s'est ensuite spécialisée dans l'étude de la gastronomie régionale, et conserva des liens avec les groupes folkloriques du pays de Rennes. Elle est aussi la créatrice, au festival de Monterfil, de la Godinette, boisson rafraîchissante dont le nom est emprunté à une danse d'Ille-et-Vilaine, et qui devint un symbole de la culture gallèse, mais qui reste une « tradition inventée » de toutes pièces.

D'autres manifestations essaiment encore sur le territoire. On citera un autre concours musical, celui de la Truite du Ridor à Plémet, en pays de Loudéac, apparu en 1977. L'année suivante est créée « La Bouèze » (l'accordéon, en gallo), une association de collectage, qui couvre d'abord le nord de l'Ille-et-Vilaine, puis toute la Haute-Bretagne. Elle est animée par deux collecteurs militants, Pierrick Cordonnier et Yves Defrance, et par le président du club des jeunes du village de Saint-Brice-en-Coglès, Bernard Hommerie. Leurs « Assemblées de la Bouèze » réunissent des dizaines d'accordéonistes et de violonistes n'ayant pas joué devant un public depuis plusieurs décennies[1]. Des groupes de folk gallo apparaissent également, comme « Galorn », ou « La Mirlitantouille[2] », qui puisent leur répertoire dans le matériau collecté par les associations. Tout ce milieu culturel qui s'intéresse aux chants, aux danses, aux contes, en vient naturellement à approfondir la question linguistique.



Trois générations se côtoient dans cette ronde, en pays de Ploërmel, au milieu des années 1970. Une femme d'une soixantaine d'années ou plus, témoin direct de la « tradition » d'origine, un homme plus jeune, qui mène le chant, peut-être investi dans des activités de collectage, et une jeune femme d'une vingtaine d'années dont le pendentif représente un *triskell*, symbole renvoyant à la « vague celtique ». Source : archives Dastum.

[1] *Le Lian*, n° 94, mai 1996, p. 2.

[2] Ce dernier groupe tire la majorité de ses mélodies dans les enregistrements de la Magnétothèque du Mené. Cf. *Le Lian*, n° 7, juin 1980, p. 20.



« Et cette chanson-là, vous la connaissez ? » Une scène, un peu à l'écart de la foule, pendant le concours de musique gallèse de Monterfil, dans les années 1970. Rencontre entre un « porteur de la tradition » et la relève aux cheveux longs. Source : *Ouest-France*, édition Ille-et-Vilaine, 29 juin 1979, p. 10.

2) Les Amis du parler gallo

À l'été 1975, Émile Thouenon, maire de Trévérec, en pays bretonnant, lance un appel dans le quotidien *Ouest-France* : « Richesse linguistique abandonnée, le "Gallo" se meurt dans l'indifférence générale ». Originaire de la commune de Plélo, une commune gallèse de la frontière linguistique, l'élu local déplore la passivité des Hauts-Bretons, « assistant sans réagir à l'extinction de leur moyen d'expression et de leur âme.[1] » Il souhaite que ce patrimoine encore vivant soit recueilli et mis à disposition du public. La revendication est modeste, mais cet article sera l'étincelle qui donnera naissance au mouvement gallo contemporain.

Le 7 septembre, une réponse de Marie Dequé, directrice de l'école publique de Trélivan, près de Dinan, est publiée dans le même journal. L'institutrice, qui connaît bien le gallo, dit en faire usage dans sa classe depuis déjà longtemps, et met en relief les avantages pédagogiques de la prise en compte du parler local pour l'apprentissage. Plus encore, elle dit essayer de faire prendre conscience à ses élèves « de la valeur du langage parlé de leur

[1] *Ouest-France*, édition des Côtes-d'Armor, 27 juillet 1975, p. 15.

campagne », tout en les rendant « fiers de le connaître, parallèlement au français[1] ». Un autre lecteur, Louis Petiot, instituteur à la retraite, rentre en contact avec Marie Dequé afin de réunir un petit groupe intéressé par la question. Enthousiasmées par cette première entrevue, en décembre 1975, les quelques personnes présentes décident de créer une association. Les Amis du parler gallo naissent officiellement le 4 avril 1976, dans le village de Plédiéliac, en présence de la presse locale et d'une vingtaine d'adhérents, en grande majorité des enseignants originaires des Côtes-d'Armor. On y trouve notamment Fernand David, professeur de mécanique, et Marcel Meslay, professeur de français. Divers projets sont esquissés, comme la constitution d'un glossaire, ou l'organisation de spectacles. Mais les ambitions du groupe sont, dans les débuts, modérées : ce n'est encore qu'une petite société savante locale. Son nom le montre bien, « qui fleure bon son terroir, sans trop sentir la bretonnité revendicative[2]. » En novembre 1977, le président de l'association, Louis Petiot, confiait d'ailleurs à *Armor Magazine* :

> « Nous ne demandons pas du tout l'enseignement du gallo dans les classes primaires… Je crains que le breton ne puisse redevenir une langue véhiculaire […]. Et c'est encore plus vrai pour le gallo. Nous voulons surtout conserver un acquis culturel, sans prétention de faire parler le gallo, ce qui serait ridicule.[3] »

Quelques mois plus tard, il ajoute, dans *Ouest-France* que les Amis du parler gallo demandent seulement « une chaire de dialectologie à l'université de Rennes[4]. »

Une Commission « Glossaire et Recherches linguistiques » est aussitôt constituée, afin d'établir un dictionnaire. En 1977 paraît la première publication de l'association, *Parlons Gallo,* recueil d'une centaine de pages qui rassemble divers écrits en patois, principalement des évocations de la vie d'autrefois : « Chaque auteur a présenté son texte suscitant chez ses collègues d'agréables souvenirs teintés d'émotion[5]. »

---

[1] *Ouest-France*, édition des Côtes d'Armor, 7 septembre 1975, p. 21.

[2] Pierre CORBEL, *La Figure du Gallo. Identité et représentations de la Haute-Bretagne, op.cit.*, tome I, p. 293.

[3] Cité dans *Le Peuple breton*, n° 191, 3 novembre 1979, p. 8.

[4] *Ibidem.*

[5] COLLECTIF, *Parlons Gallo. Patois de Haute-Bretagne*, Dinan, Les Amis du parler gallo, 1977, p. 7. On y trouve aussi des écrits plus anciens, par exemple *Les Sept frères* de Jeanne Malivel, puis un éloge du patois gallo, en français, écrit par Berchmans de Villers (le frère de Joël de Villers), ainsi qu'un poème du patoisant fougerais Sermangnière, ces deux derniers textes ayant été publiés dans la



Illustration contenue dans *Parlons gallo. Patois de Haute-Bretagne*, p. 11. Cette gravure résume l'esprit des premiers Amis du parler gallo : nostalgie de l'ancien temps, acceptation du terme de « patois », rusticité naïve et, surtout, inoffensive. De jeunes militants vont très vite critiquer cette appréhension du parler populaire, trop passéiste et conservatrice à leur goût.

Le ton va toutefois rapidement changer, avec l'arrivée de jeunes militants, baignés dans le climat politico-culturel breton des années 68. En juin 1978, lors d'une Assemblée générale, Louis Petiot démissionne de son poste et un jeune agrégé d'histoire de 25 ans, Gilles Morin, se fait élire à sa place. Le nouveau président énonce alors deux nouvelles priorités : la création d'une revue et d'un « festival d'animation populaire en milieu rural[1] ». Un puissant dynamisme est donc insufflé dans la paisible association, qui cherche désormais à s'inscrire clairement dans le mouvement breton, et dont le discours, par contrecoup, se politise. Cette

revue *Galerne*. Louis Petiot et les premiers Amis du parler gallo avaient donc connaissance de ce qui s'était fait plusieurs décennies auparavant.

[1] *Le Lian*, n° 36-37, décembre 1986, p. 10.

mutation accélérée doit beaucoup à la personnalité de Gilles Morin, qui va devenir le porte-parole incontesté du mouvement gallo pendant une dizaine d'années.

Conclusion du chapitre

Concernée par la vague nationalitaire et la nouvelle celtophilie des années 1970, la Haute-Bretagne interprète à sa manière ce retour vers le régional. Des événements de culture populaire organisés par des militants culturels de longue date ou de nouveaux venus remportent un succès soudain, preuve qu'une demande sociale s'est créée. Pour la seconde fois, une vie culturelle gallèse, assumée telle – et cette fois nommée telle – éclot en quelques années. Le parler populaire imprègne toutes ces initiatives, et finit par faire l'objet d'une attention propre, sous un angle patrimonial. Il manquait peu de chose pour que le gallo s'inscrive réellement dans les luttes politiques et sociales de la période.

III - Le printemps gallo

La revendication linguistique autour du gallo, depuis les années 1930-1940 et les vociférations de *La Bretagne réelle* mises à part, était inexistante. Les Amis du parler gallo apparaissent en 1976, et leur démarche paraissait être le dernier hommage funéraire à un parler moribond. Pourtant, six ans plus tard, le gallo est enseigné à l'école, au lycée, à l'université, il est écrit dans des revues, des recueils de poésie, trois orthographes nouvelles sont apparues… Quels sont les ressorts de ce réveil soudain ?

A - Du patois à la langue

Dans l'histoire des mouvements, certaines individualités comptent, par leur pouvoir d'entraînement. C'est incontestablement le cas de Gilles Morin. Il va largement contribuer à faire des Amis du parler gallo un petit mouvement social, et va tout d'abord s'attaquer au concept même de patois.

1) Gilles Morin et les siens

Né en 1951 à Trégomar, près de Lamballe, Gilles Morin est issu d'une famille modeste : son père est cantonnier. Pendant les années 1970, il étudie l'histoire à l'université de Rennes, puis obtient l'agrégation. On lui attribue aussi un engagement lambertiste pendant cette période[1]. Il adhère aux Amis du parler gallo vers 1977, et en prend la tête en quelques mois, avec l'intention d'en faire un véritable mouvement culturel à rayonnement régional. La rhétorique adoptée tranche singulièrement avec les « années Petiot » : il n'est plus question de parler de patois, terme par lequel les locuteurs intériorisent une infériorité culturelle décrétée par les dominants. La revendication va se tourner vers l'affirmation du gallo en tant que langue à part entière, dans un sens moderne, au mépris des difficultés que suppose l'entreprise.

[1] Selon les témoignages de Bernard Hommerie et Marie Dequé.



Gilles Morin (au milieu) dans une manifestation, au début des années 1980. La symbolique militante remplace l'esthétique vieillissante. Source : *Le Lian*, n° 36-37, décembre 1986, p. 5.

Un organe est créé, *Le Lian*, qui dans les premières années compte cinq cents abonnés et quelques centaines de ventes, selon les numéros[1]. L'association se réunit pour la première fois en congrès à Rennes, les 19 et 20 mai 1979. Quatre commissions se mettent au travail : « glossaires et recherches linguistiques », « animations », « publications » et « enseignement ». L'Assemblée générale du dimanche réunit quatre-vingt personnes[2]. Y sont présents notamment un représentant de « Parlers et traditions populaires de Normandie » et un autre de l'association d'enseignement du breton « Skol an Emsav », qui fait son intervention en breton. Ce dernier « constate avec plaisir que bretonnants et gallos travaillent désormais ensemble au sein du mouvement culturel breton.[3] » L'association s'implante peu à peu sur toute la Haute-Bretagne, à travers des comités locaux (le cercle Amand Dagnet à Fougères, le cercle Noël du Fail à Rennes…) et devient une fédération en 1981. Un vice-président est alors nommé pour chaque département gallo : Albert Poulain pour l'Ille-et-Vilaine, Eugène Cogrel pour la Loire-Atlantique, Patrick Lebrun pour le Morbihan (tous les trois sont conteurs) ; les Côtes-d'Armor sont représentées par Gilles Morin lui-même[4]. Ce président charismatique aspire dans son sillage des acteurs déjà anciens du milieu culturel, mais surtout des jeunes

[1] *Le Lian*, n° 3, automne-hiver 1979, p. 3.

[2] Archives Bertègn Galèzz, carton « administration APG », pochette « A.G. Rennes 79 ».

[3] *Le Lian*, n° 2, 1979, p. 62.

[4] Compte-rendu de l'Assemblée générale de Saint-Vincent-sur-Oust, 22 mars 1981, pochette carton.

avides d'action, comme par exemple Pierre Corbel, étudiant en sociologie, ancien militant maoïste, qui s'occupera pendant quelques années des publications de l'association[1]. Néanmoins, mis à part un rajeunissement notable, la sociologie des adhérents reste globalement la même : les enseignants sont largement majoritaires[2]. L'influence de Gilles Morin, par ailleurs, contribue à insérer l'association dans le mouvement breton : le gallo devient la deuxième langue de Bretagne.

2) La deuxième langue de Bretagne

L'inscription du gallo dans le cadre breton se fait très vite. Le premier numéro du *Lian* sort dès l'hiver 1978 ; le titre fait explicitement référence à la revue bretonne *Al Liamm,* qui a succédé à *Gwalarn* en 1946[3]. Gilles Morin avait-il auparavant milité au sein de l'*Emsav* ? Difficile à savoir… D'après son propre témoignage[4], il a pris conscience de son identité gallèse suite à la lecture de deux articles : celui de Jean-Jacques Monnier paru dans *Le Peuple breton*[5] en 1975, « Le pays gallo est-il breton ? », et le « Point de vue gallo » publié par Jacques Quatrebœufs dans *Le Pays breton* en 1953. Dans une lettre à ce dernier, dans les années 1980, il dit même s'être « plongé avec délectation » dans « Point de vue gallo », « Le Pays gallo » et « Gallo, gardons notre langue »[6], trois publications de la *Bretagne réelle*. Les débats très confidentiels de cette revue ont donc joué un rôle certain dans la formation politique de Gilles Morin, qui ne manque pas de saluer le travail de ses précurseurs. Ainsi dit-il à Jacques Quatrebœufs :

---

[1] Après avoir soutenu sa thèse de sociologie sur la *Figure du Gallo*, en 1984, il s'éloigne du mouvement militant et devient directeur des Presses universitaires de Rennes de 1991 à 2016.

[2] Voir, par exemple, la liste des membres du conseil d'administration avec leur profession, dans *Le Lian,* n° 16-17, mai-août 1982, p. 8. Sur 22 membres, au moins 11 sont enseignants ou étudiants.

[3] « Le mot "Lian" est un de ceux qui sont les plus utilisés dans plusieurs parties de la Haute-Bretagne, ou Bretagne orientale. Il y a le lian du sabot, le lian de la tonne, ou encore le lian de la gerbe. L'origine latine ne fait pas de doute en l'occurrence : lian vient de "ligamen", qui a donné lien en français. En breton on trouve le mot "al liamm", qui depuis plus de trente ans figure sur la couverture d'une revue bretonne bien connue. Le choix du lian se veut symbolique car les gallos ont, eux aussi, "*un travail d'édification à faire en Bretagne*". Ce travail doit être conduit non à côté mais au sein du mouvement culturel breton et cela dans un esprit d'ouverture réciproque et d'unité. », *Le Lian*, n° 1, hiver 1978, p. 1.

[4] *Le Peuple breton*, n° 186, 15 mai 1979, p. 20.

[5] *Le Peuple breton* est l'organe mensuel de l'Union démocratique bretonne.

[6] *La Bretagne réelle*, n° 483 bis, printemps 1985, p. 5.

« Je vous rends personnellement hommage d'avoir été l'un des premiers à défendre la Haute-Bretagne et le gallo.[1] »

Le gauchisme manifeste du jeune professeur ne l'empêche donc pas de pratiquer une forme d'œcuménisme politique quand il s'agit de défendre le gallo, ce qui rappelle le traditionnel *« na ruz na gwenn[2] »,* qui est une donnée fondamentale dans toute l'histoire de l'*Emsav*, à l'aune de laquelle on peut interpréter ces échanges de civilités avec Jacques Quatrebœufs. Dans la même lettre, Gilles Morin ajoute :

« Plus que tout autre je suis soucieux d'éviter la constitution de clans et de chapelles (avec exclusions et ostracisme) au sein du mouvement gallo. Mais bien sûr je ne dis pas que tout le monde a partagé et partage mes opinions. Soyez rassuré sur un point précis : de ma part aucun boycott ! Surtout pas envers quelqu'un qui n'a pas attendu 1976 pour parler du gallo… et l'a fait non par passéisme ou pour passer le temps d'une manière agréable… mais en termes politiques.[3] »

Fort de cet héritage théorique quelque peu sulfureux, dont l'apport a surtout consisté en la dénonciation de « l'impérialisme bretonnant », Gilles Morin va faire de la question gallèse une question éminemment politique, et surtout sociale. Défendre la langue du peuple est un moyen de l'émanciper, de libérer sa parole, face à un pouvoir qui se manifeste d'abord par une domination symbolique, en Haute comme en Basse-Bretagne : celle de la langue française. La promotion du gallo, en tant que langue de Bretagne, permet de s'affranchir d'une double-satellisation[4], donc d'une double aliénation : la française, et la bretonnante. Mais il ne s'agit pas de se démarquer de toute référence à la celtitude. Une phrase de la poétesse locale Angèle Vannier est souvent répétée dans le *Lian* :

« Les Gallos doivent comme les autres rechercher leurs racines les plus profondes. Il faut aller du Gallo au Celte.[5] »

Manifestement, donc, le regard est davantage tourné vers l'ouest que vers l'est :

« Une mélodie du Mené a autant d'authenticité celtique que bien des biniouseries et les complaintes d'Albert Poulain et de Jean-François Quemener ont des correspondances insoupçonnées.[1] »

---

[1] *Ibidem.*

[2] *« Na ruz, na gwenn, Breizhiz hepken »* : « Ni rouge, ni blanc, Breton seulement ».

[3] *La Bretagne réelle*, n° 483 bis, printemps 1985, p. 6.

[4] Gilles MORIN, « La mutation linguistique en Bretagne gallèse », *in* Corinne BOUJOT, Yves DEFRANCE, Jean-Pierre FLEURY e*t al.*, *Aspects culturels de la Haute-Bretagne*, Spézet, Institut culturel de Bretagne, 1987, p. 15.

[5] *Le Lian*, n° 2-3, p. 23.

La plupart des membres de l'association adhèrent en effet à cet ancrage dans la bretonnité[2], y compris certains qui étaient présents dès 1976, comme Fernand David :

> « Nous sommes des Bretons à part entière, pas de deuxième zone. Pendant longtemps on a dit que les Hauts-Bretons n'avaient pas la langue mais qu'ils avaient l'histoire. Ce qui est nouveau, c'est que depuis quelques années les Gallos assument non seulement leur histoire, dont ils n'ont pas à rougir, mais aussi leur langue.[3] »

Afin d'avaliser l'inscription du gallo dans le cadre breton, un groupe de recherche est constitué en 1978 à Saint-Malo, indépendamment des Amis du parler gallo : le Groupe d'étude et de recherche des influences réciproques entre la Bretagne orientale et la Bretagne occidentale (G.É.R.I.B.), présidé par Laurent Motrot, étudiant en sociologie et celtique[4]. Ce groupe cherche à

> « éviter à tout prix que le mouvement culturel breton sombre à son tour dans "l'impérialisme" linguistique et culturel : un seul suffit. La langue bretonne romane et la langue bretonne celtique sont sous la même tutelle parisienne et le combat pour leur promotion ne peut par conséquent que se mener de front[5]. »

Il convient de mentionner un facteur politique qui a sans nul doute contribué à mettre le breton et le gallo sur le même plan : la Charte culturelle bretonne de 1977. Présenté à Ploërmel par le président Giscard d'Estaing, ce texte visait à donner des gages à l'*Emsav*, dont l'agitation faisait craindre au pouvoir central un éventuel embrasement de la Bretagne. Tout en reconnaissant officiellement la « personnalité culturelle de la Bretagne », Loire-Atlantique comprise, il prévoir, par des mesures concrètes, d'« assurer à la langue bretonne, au parler gallo et à leurs cultures spécifiques, les moyens nécessaires à leur développement y compris dans l'enseignement et à la radio-télévision[6]. » L'action de Gilles Morin trouvera en ce texte un point d'appui commode. En tant que président des Amis du parler gallo, il se fera élire vice-président en 1980 du Conseil culturel de Bretagne, organisme consultatif créé par la charte. L'accès du gallo à l'enseignement sera réussi (voir *infra*), mais la radio-télévision lui

[1] *Le Lian*, n° 2, p. 5.

[2] Voir en annexe 6, une traduction de la poétesse bretonnante Anjela Duval en gallo.

[3] *Le Peuple breton*, n° 186, mai 1979, p. 22.

[4] *Le Canard de Nantes à Brest*, n° 24, 20 octobre 1978, p. 14.

[5] *Ibidem.*

[6] Charte culturelle de Bretagne, 1977, p. 1.
http://www.ofis-bzh.org/upload/travail_paragraphe/fichier/126fichier.pdf

restera fermée pendant encore longtemps. En tout état de cause, la charte méritait d'être mentionnée en tant qu'elle constitua un élément stimulant pour les militants de la culture gallèse, qui se voit incluse dans la culture bretonne par un texte officiel, au même titre que l'idiome celtique.

Mais cette insertion du parler gallo dans le champ culturel breton est diversement appréciée dans les rangs de l'*Emsav*. Certains militants bretons accusent l'association de Gilles Morin d'avoir été créée « dans une officine du ministère de l'Intérieur avant le discours de Ploërmel » et d'être une « torpille contre Diwan[1] et tous ceux qui défendent la langue bretonne[2]. » Des raisons simplement idéologiques expliquent aussi, manifestement, ce rejet d'une partie des militants de la langue bretonne : le mythe de la « Pangée » semble encore imprégner certains milieux. À cette époque, le Comité interdépartemental de la Charte culturelle bretonne refuse de reconnaître l'association comme fédération, ce qui réduit d'autant ses subventions. Gilles Morin dénonce une hostilité de la part des membres du comité. Par conséquent, pour éviter de passer pour le « cheval de Troie du centralisme parisien[3] », le mouvement gallo naissant va s'attacher à montrer une implication zélée dans les luttes bretonnes, et faire de la Bretagne à cinq départements son cadre de référence privilégié :

> « Linguistiquement la Bretagne Orientale ne peut être confondue avec les aires du normand, du manceau-angevin ou du poitevin. La Loire-Atlantique s'inscrit parfaitement dans le cadre linguistique gallo ; pour l'Association, par conséquent, on ne saurait réduire la bretonnité de ce département au seul fait qu'on ait parlé "brezhoneg" à Bourg-de-Batz jusque dans les années 1920. La Loire-Atlantique est bretonne puisqu'on y parle gallo.[4] »

[1] Le système scolaire en langue bretonne *Diwan* (« germer », « sortir de terre ») apparaît en 1977, à très petite échelle, avant de se développer dans les années 1980.

[2] *Le Peuple breton*, n° 192, 7 décembre 1979, p. 31.

[3] *La Bretagne réelle*, n° 483 bis, printemps 1985, p. 7.

[4] *Le Lian*, n°15, mars-avril 1982, p. 1. La théorie d'une originalité linguistique du gallo par rapport aux parlers voisins du Maine et de la Normandie, notamment, est contredite par l'examen des données dialectologiques, et relève donc de l'invention militante. Voir Francis MANZANO, « Le gallo à la fin du XX^e^ siècle. Mythes, réalités et perspectives », *in* Francis MANZANO (dir.), *Vitalité des parlers de l'Ouest et du Canada francophone*, *Cahiers de sociolinguistique*, n° 2-3, 1997, p. 405-451.



« La Loire-Atlantique est bretonne, les Gallos sont bretons ».
Dessin paru dans *Le Lian*, nº 4-5, automne-hiver 1979, p. 89.

En 1983, le groupement change de nom et devient « Bertaeyn galeizz » (Bretagne gallèse), marquant ainsi clairement son inscription dans la bretonnité. La décision est adoptée à la quasi-unanimité lors d'une Assemblée générale :

> « Le gallo est une langue, ce qui implique pour le qualifier, l'abandon de tous les autres termes (patois, parler, dialecte…) qui relèvent de critères extra-linguistiques. En conséquence, nous proposons le changement de titre de l'association.[1] ».

Mais pour ces militants, il ne suffisait pas d'inscrire le gallo dans l'espace symbolique, il fallait encore l'inscrire dans le présent.

3) Le gallo en son siècle

La reprise en main de la petite société savante originelle par de jeunes militants, comme on a pu le voir, s'est caractérisée par un rejet du passéisme et du conservatisme. Très rapidement, l'adaptation de la culture gallèse aux enjeux contemporains est en effet une préoccupation constante au sein de l'association. Le compte-rendu de l'Assemblée générale de 1978 le montre bien, qui mentionne « l'urgence de créer des chansons d'actualité, des

[1] Compte-rendu de l'Assemblée générale du 2 octobre 1983, p. 3, ABG, carton « APG – 1980/1983 », pochette « AG 02/10/1983 ».

pièces de théâtre contemporaines et des poèmes en gallo[1] ». L'écriture semble devoir être, en effet, un vecteur de légitimité, à condition d'évacuer certains poncifs :

> « Il faut aussi que les gallos prennent la plume. Mais il ne suffira pas, soyons-en sûrs, d'annoncer les sempiternelles histoires "d'aoutfei", reliques d'une civilisation rurale dont personne ne peut espérer qu'elle se conserve au formol. Pour qu'une écriture de qualité puisse germer en gallo, il faut qu'elle exprime des réalités d'aujourd'hui.[2] »

Cette négociation avec la tradition n'est pas exclusive aux militants de la langue. On retrouve des considérations semblables dans le mouvement culturel. Pour ne prendre qu'un exemple, citons cette phrase de Jean-Pierre Guimard, membre du groupe de folk gallo « La Mirlitantouille », qui pointe

> « l'anachronisme de cette forme de chanson [traditionnelle] dans la société actuelle. Les gens n'ont rien à foutre des histoires de bergère, maintenant ! […] En ce qui me concerne, je vois l'avenir de la musique gallèse dans l'expression d'une chanson moderne qui parle aux gens de leurs problèmes réels, de leurs joies, de leur peine.[3] »

Comment faire d'un parler rural déconsidéré une langue moderne ? En en faisant le véhicule des questionnements contemporains. Les articles du *Lian* témoignent des nombreux essais de traiter l'actualité en gallo. Un débat s'engage sur la proportion de textes en gallo que la revue se doit d'exiger ; on se demande même si le *Lian* n'aurait pas vocation à exclure complètement le français. Finalement, il est décidé que 50% des textes seront rédigés en gallo[4], résolution qui sera difficile à tenir.

De nombreux articles sont néanmoins rédigés en parler populaire. Les militants prouvent que l'on peut parler en gallo de la lutte de Plogoff[5], de l'actualité politique, de culture, de défense du patrimoine bâti[6], de la marée noire[7], de l'exode rural[8]… Les thèmes

---

[1] Compte-rendu de l'Assemblée générale du 18 juin 1978, ABG, carton « APG », pochette « AG 78 ».

[2] *Le Lian*, n° 10, printemps 1981, p. 2.

[3] *Le Lian*, n° 7, mars 1980, p. 20.

[4] *Le Lian*, n° 3, automne-hiver 1979, p. 4-13.

[5] Voir l'article en annexe 5.

[6] *Le Lian*, n° 7, juin 1980, p. 3.

[7] *Le Lian*, n° 8, automne 1980, p. 5.

[8] *Le Lian*, n° 7, juin 1980, p. 8.

choisis font écho à l'esprit du *« viure al païs*[1] *»* occitan : le choix du pays et de la terre contre le développement économique aliénant. Les Amis du parler encouragent le théâtre en gallo, à nouveau pratiqué par quelques troupes locales, parfois pour aborder des sujets sérieux[2]. En 1981, les Amis du parler gallo publient une « anthologie de littérature gallèse contemporaine », recueil d'une centaine de pages dont l'ambition est de montrer l'étendue des possibilités littéraires, notamment poétiques, que recèle le gallo. Pour montrer l'exemple, et prouver qu'il est possible de créer une littérature en gallo qui soit affranchie des évocations du passé et du folklore, deux ans plus tard, ils éditent une nouvelle de science-fiction de 55 pages, *La Cosmochérette*, d'Albert Meslay.



LUNDI	histoire du château	Veillée au château: Contes, poésie et légendes du pays.
MARDI	découverte de la forêt (paysages – faune – activités)	musique gallèse traditionnelle
MERCREDI	tournée gallo en milieu rural	théâtre en gallo
JEUDI	l'éco - musée du Saint - Esprit	contous
VENDREDI	manoirs et maisons paysannes	musique gallèse contemporaine
SAMEDI	initiation aux danses et concours de jeux du pays	grand riguedaou
DIMANCHE	concours de musique, chants et contes de d'aoute faï et du jour d'ané.	les nicolâilles

Programme des premières Assemblées gallèses organisées par les Amis du parler gallo, en juillet 1979. Source : *Le Lian*, n° 1, hiver 1978, p. 21.

Mais le *Lian* contient aussi beaucoup d'extraits de collectages, comme des proverbes, des chansons, ainsi que des études d'histoire locale et des reportages sur le patrimoine. Marie Dequé, qui est restée dans l'association depuis ses débuts, y fait une recension d'un livre de Simone Morand sur les coiffes de Haute-Bretagne[3].

[1] « Vivre au pays ».

[2] *Le Lian*, n° 9, juin 1980, p. 9-13.

[3] *Le Lian*, n° 4-5, automne-hiver 1979, p. 91-92.

Un autre moyen de se faire connaître pour l'association est son festival annuel. En juillet 1979 ont lieu les premières Assemblées gallèses, qui durent une semaine entière. Le programme de cette première édition (voir page précédente) montre bien l'inscription des Amis du parler gallo dans un tout culturel : si la langue est au centre des revendications, elle ne peut se penser sans le contexte qui l'engendre. On ne peut non plus combattre sa marginalisation sans une remise en cause de son absence dans l'enseignement.

B - Enseigner le gallo

L'enseignement des langues régionales est précaire en France. Il l'est d'autant plus pour les langues d'oïl, moins particularisées que les langues périphériques comme le basque ou le breton. Pour ces raisons, l'intégration du gallo dans le système d'enseignement, et surtout au baccalauréat, est un succès notable, dont les causes sont diverses.

1) Le gallo à l'école

Stimulés par les promesses de la Charte culturelle de 1977, qui en parle à mots couverts, les Amis du parler gallo vont faire de l'enseignement public de la langue un de leurs objectifs prioritaires. Cet aspect n'est pas anodin ; on l'a vu, la majorité des militants sont des enseignants. Gabriel Le Coq, membre de l'association et ancien instituteur de Gilles Morin, était aussi membre du mouvement de l'École moderne, qui faisait la promotion de la pédagogie Freinet. Lui-même issu d'un milieu rural de la région de Saint-Brieuc, il prit en compte et utilisa très tôt le parler local dans son enseignement[1], et avait produit quelques textes en gallo[2].

Mais c'est surtout l'enseignant Christian Leray[3] qui prendra en charge cet aspect de l'action associative. Né en 1947 dans une famille de tailleurs de pierre du pays de Fougères, il est marqué par le traitement social réservé au « patois » à l'école communale. Il dit avoir connu un processus classique de refoulement au cours des études puis de redécouverte de la langue populaire dans les années 1970. Le gallo l'a rattrapé alors qu'il enseignait dans une

[1] *Le Lian*, n° 10, printemps 1981, p. 22.

[2] Voir *Le pastour au dur vitrail*, Chez l'auteur, 1968, et *Harpe celtique en Bretagne gallèse,* Rennes, Les Amis du parler gallo, 1980.

[3] Sur son parcours, voir Christian LERAY, Fatimata HAMEY-WAROU, *L'arbre à palabres et à récits. De l'Afrique au Brésil en passant par la Bretagne*, Paris, L'Harmattan, collection « Histoire de vie et formation », 2016, p. 27-64.

École nationale de perfectionnement, un internat qui accueillait surtout de jeunes adolescents ruraux en difficultés scolaires. C'est à ce moment qu'il se familiarise avec les méthodes Freinet, et découvre que les difficultés d'expression des élèves étaient fortement liées à la confusion entre gallo et français, qui entraînait des effets désastreux sur leur confiance en eux. Il adhère aux Amis du parler gallo peu de temps après leur création. Pendant cinq jours, en 1980, les membres de la commission enseignement de l'association organisent une formation pour l'Institut coopératif de l'École moderne (I.C.E.M.) de Saint-Brieuc[1]. En 1981, Christian Leray part au Brésil, participe à une Rencontre internationale des éducateurs Freinet, et prend part à un projet d'alphabétisation dans une *favela*, mené par une association se revendiquant de la pédagogie de Paulo Freire[2].



Cette couverture du *Lian*, de janvier 1981, illustre l'importance de la question de l'enseignement de la langue pour les Amis du parler gallo, ce qui jusqu'alors n'avait jamais été sérieusement envisagé, sinon par une minorité de militants. La pédagogie Freinet et la lutte contre l'échec scolaire en milieu rural prennent une part importante dans la revendication.

[1] *Le Lian*, n° 9, hiver 1980-1981, p. 11.

[2] Voir Christian LERAY, *Brésil, le défi des communautés*, Paris, L'Harmattan, collection « Logiques sociales », 1985.

À son retour en Bretagne, dans le contexte de l'accession de la gauche au pouvoir, Christian Leray aide Gilles Morin dans ses négociations avec le nouveau recteur de l'Académie de Rennes, Paul Rollin, afin de créer un poste de conseiller pédagogique à l'École normale de Rennes, spécialisé sur le gallo. Par une circulaire rectorale, en novembre 1981, le recteur leur donne satisfaction[1] : il obtient auprès du ministère un stage expérimental de trois jours. En juin 1982, vingt instituteurs reçoivent ainsi une formation de « langue et culture gallèse » dans les locaux de l'École normale de Rennes[2]. Deux syndicats d'enseignants, le S.N.E.S. et le S.N.I. d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-d'Armor, appuient la mesure[3]. À la rentrée 1982, Christian Leray occupe la fonction de conseiller pédagogique à l'École normale, spécialisé sur le gallo. D'après lui, la bonne disposition du recteur serait liée à son parcours antérieur : celui-ci a été professeur en Algérie, et les logiques d'exclusion de la culture rurale en Haute-Bretagne lui auraient rappelé la marginalisation de la culture berbère, et notamment de la langue[4]. On retiendra aussi l'habileté et l'activisme de Gilles Morin, très impliqué dans les négociations. Par ailleurs, l'argumentation des Amis du parler gallo avait de quoi attirer l'attention du rectorat : l'accent fut porté sur la lutte contre l'échec scolaire, que l'on attribua en partie au refus de prendre en compte le parler familial des élèves, notamment dans certaines zones rurales, qui venaient d'être classées en zones d'éducation prioritaire. En 1984, le gallo devient la première – et jusqu'à présent la seule – langue d'oïl présentée en option au baccalauréat. Un deuxième poste de conseiller pédagogique est créé à l'École normale, pour le second degré, et est occupé par Gilles Morin.

L'enseignement du gallo, dans les années 1980, touche en moyenne 3000 élèves par an, pour une quinzaine d'enseignants[5]. En 1983, une association des enseignants de gallo est constituée, qui obtient la création d'un certificat d'aptitude à l'enseignement de la langue et de la culture gallèses. On relève aussi l'existence, depuis 1981, d'une association des étudiants de gallo, car celui-ci est également enseigné à l'université.

---

[1] Voir la reproduction de cette circulaire dans *Le Lian*, n° 16-17, 1981, p. 7.

[2] *Ouest-France*, édition de Rennes, 12-13 juin 1981, p. 7.

[3] *Musique bretonne*, n° 174, octobre 2002, p. 36.

[4] Cf. Christian LERAY, Fatimata HAMEY-WAROU, *op. cit.*, p. 41.

[5] Gildas D'HERVÉ, *Le gallo dans l'enseignement, l'enseignement du gallo,* mémoire de maîtrise de lettres modernes, Université Rennes 2, 2002, p. 42.

2) Le gallo à l'université

L'université, institution légitimante s'il en est, est également une cible pour les Amis du parler gallo. En février 1980, Gilles Morin monte un centre de recherche : « Civilisations et Parlers de Haute-Bretagne », rattaché à l'Institut armoricain de recherches économiques et humaines (I.A.R.E.H.), de l'université Rennes 2. La première réunion réunit 50 personnes, dont 10 étudiants[1]. Placé sous la caution scientifique de l'universitaire celtisant Léon Fleuriot, puis de la linguiste Henriette Walter, ce laboratoire organise des conférences régulières. En 1980, en moyenne, 33 auditeurs y assistent. Le programme des rencontres est assez éclectique : rapports entre gallo et langues celtiques, mobilier régional, chansons et mélodies gallèses, toponymie, ethnicité et domination, méthodes de collectage, inventaire du patrimoine artistique, identité négative, comportements alimentaires… Le sociologue Pierre-Jean Simon, le collecteur Albert Poulain et le celtisant Per Denez figurent parmi les intervenants. L'année suivante, le centre devient le « Laboratoire d'études et de recherches gallèses » (L.E.R.G.). En 1986, le centre quitte Rennes pour se déplacer à Ploërmel, et fait progressivement long feu.

La fortune de l'enseignement à part entière du gallo à l'université sera meilleure, quoique précaire. C'est en 1981 qu'une unité de valeur (UV) de « langue et culture gallèses » est créée à l'université de Rennes, au sein du département de celtique. L'instituteur Jean Mahé (voir *supra*, p. 115), qui a entretemps repris des études de lettres, est chargé de l'enseignement, qui n'attire qu'une dizaine d'étudiants. La même année, le Centre national d'enseignement par correspondance (C.N.E.C.), sous l'influence de Per Denez, fait passer la formation de breton à distance de trois à quatre ans, et intègre le gallo pour une formation d'un an[2].

C - Le problème de l'orthographe

Toutes ces activités se développent sans que le gallo ait encore été le support d'une littérature substantielle. Néanmoins, le problème de la graphie est sans nul doute une des questions fondamentales pour le mouvement gallo des années 1980. En même temps qu'un

[1] Compte-rendu de la conférence-débat d'inauguration de « Civilisation et Parlers populaires de Haute-Bretagne », 13 février 1980, carton « LERG 1 », ABG.

[2] *Le Lian*, n° 11, septembre-octobre 1981, p. 4.

facteur de division, il est un révélateur des différentes visions qui sont appliquées à la langue par des militants dont les motivations peuvent considérablement diverger.

1) Les propositions externes

Alain Raude (voir *supra*, p. 102), est le premier à proposer une graphie unifiée, ce qui n'avait pas été fait depuis les projets présentés par Joël de Villers et Georges Pinault, depuis longtemps oublié pour l'un, resté à l'état confidentiel pour l'autre. En 1977, voyant se former un embryon de mouvement gallo susceptible de relayer ses propositions, il rassemble un petit groupe de recherche, « Maézoe » (« Maintenant »). Un an plus tard, il publie un essai de graphie : *Écrire le gallo. Précis d'orthographe britto-romane*. L'ouvrage porte le sceau de « La Nation bretonne », une discrète maison d'édition dirigée par Hervé Glot, plutôt spécialisée dans la littérature nationaliste d'extrême droite[1]. Ce dernier explique pourquoi il a publié Raude dans le *Lian*, non sans ambiguïté :

> « C'est sans doute par mépris et dérision vis-à-vis du gallo que j'ai réalisé et édité cette plaquette pour Alan Raude (sans jamais chercher à percevoir le moindre centime sur sa vente).[2] »

Pour graphier ce qu'il appelle le britto-roman, Alain Raude s'est inspiré de la toponymie et d'un corpus de textes médiévaux rédigés en langue d'oïl de Haute-Bretagne. Certains graphèmes, comme le « aun », le « cz » ou le « tz », traduisent une volonté explicite de s'affranchir de la langue française standard, mais sont également censés renvoyer à une tradition. Jean-Luc Ramel, président de l'association des étudiants de gallo, favorable à la graphie d'Alain Raude, explique sa position dans *Le Lian* :

> « L'époque connaissait un regain d'intérêt pour le gallo et la culture de la Haute-Bretagne. L'association Les Amis du Parler Gallo venait d'être créée en 1976, la Charte culturelle de Bretagne mentionnait le gallo et la nécessité de sa promotion. Mais on était encore dans une approche folklorisante de la culture populaire et patoisante de la langue. La langue, les mots, les expressions étaient le plus

[1] On trouve très peu de références sur cet éditeur, qui n'est pas à confondre avec un périodique homonyme publié entre 1970 et 1971. Alain DE BENOIST le mentionne néanmoins dans son ouvrage *Vu de droite. Anthologie critique des idées contemporaines*, Paris, Le Labyrinthe, 2001 (1e éd. 1977), p. 521 : « Reprenant le titre d'une éphémère publication créée par le chanteur Glenmor, et par les écrivains Xavier Grall (*Keltia Blues*) et Alain Guel (*L'homme de pierre*), *La Nation bretonne* publie surtout des études théoriques, qui ne sont pas sans évoquer *Stur* dans sa première version. Elle est dirigée par M. Hervé Glot. »

[2] *Le Lian*, n° 10, printemps 1981, p. 19

souvent utilisés (hors pratique courante traditionnelle), à l'oral ou à l'écrit, pour l'évocation d'un "bon vieux temps" mythique ou pour amuser. La création de Maézoe a marqué une rupture.[1] »

Le système graphique « ELG » est en effet une tentative extrême de constitution du gallo en deuxième langue nationale de la Bretagne, et où l'on prétend passer du patois à une langue moderne. Alain Raude n'est pas le seul à formuler une telle proposition.

Jean-Charles Michel, dit Yann Mikael, un néo-bretonnant, s'inscrit dans une perspective similaire. En 1979, avec le conteur Eugène Cogrel[2] et quelques membres du Cercle celtique de Guémené-Penfao, en Loire-Atlantique, il crée une association, Vantyé (« Peut-être »), qui a « pour objectif la préservation des traditions[3] », comme les chants de passion, les feux de la Saint-Jean, etc. Le groupe Vantyé met au point une graphie homonyme pour écrire le parler de Haute-Bretagne. Cette dernière s'inspire cette fois du système graphique du breton, et est utilisée dans la revue trimestrielle de l'association, *Pihern*, sous-titrée « La voix du Pays Mitaw », dont le premier numéro sort en 1981. La revue est trilingue (gallo, français et breton), et tire à un peu plus de 300 exemplaires. Son titre est ainsi justifié :

> « Pihern, ce mot qui semble avoir une parenté avec le breton PIKERN, désigne un outil, un pic à deux doigts qui servit à bêcher ce qui restait de terre non labourée au pied des pommiers après le passage de la charrue. Quoi de mieux pour nos travaux de recherche ?[4] »

La revue s'attache à illustrer les connexions de la Loire-Atlantique avec la culture celtique, tout en accordant une bonne place au parler de Haute-Bretagne, que Yann Mikael appelle le « gallo-breton »[5]. La publication contient de nombreux articles sur les mots gallos supposés issus du breton, ou sur la toponymie d'origine celtique en Loire-Atlantique. Elle fait également la promotion du « Point de vue gallo » de Jacques Quatrebœufs (que celui-ci fait rééditer au début des années 1980), du *Lian* des Amis du parler gallo[6], ainsi que de la revue *Al Liamm* et du journal nationaliste *Gwenn ha du*[7], dans lequel écrivent, notamment, Yann

[1] *Le Lian*, n° 83, , mai 1995, p. 8.

[2] Ouvrier chez Citroën à Rennes, Eugène Cogrel est conteur, habitué de la Bogue d'Or de Redon. Il est par ailleurs vice-président des Amis du parler gallo, et restera membre du bureau dans les années 1980.

[3] *Pihern*, n° 3, 1982, p. 1.

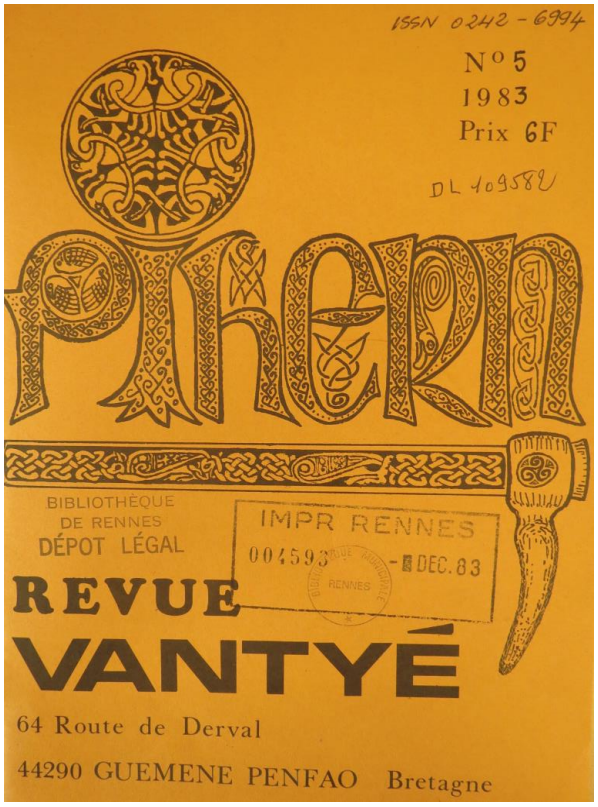
[4] *Le Lian*, n° 9, mars 1980, p. 14.

[5] Yann MIKAEL, « Le patois est mort, vive le Gallo-breton ! », *Pihern*, n° 1, p. 2-4.

[6] *Pihern*, n° 7, 1985, p. 9.

[7] *Ibidem.*, p. 18.

Fouéré, Olier Mordrel et Yann Bouëssel du Bourg[1]. La graphie Vantyé, diffusée par *Pihern*, aura du mal à s'affirmer en dehors de la zone d'influence du groupe, très localisé, mais aura un rayonnement réel dans le nord de la Loire-Atlantique et l'est du Morbihan. Elle n'en demeure pas moins une graphie concurrente à celle de Raude.



La couverture de la revue *Pihern*, avec ses entrelacs d'inspiration celtique, illustre bien l'esprit qui anime les rédacteurs, qui veulent illustrer la celticité de la Loire-Atlantique. Le projet de graphie porté par la revue obéit aux mêmes préoccupations.

2) La guerre des graphies

Face à ces propositions d'orthographe unifiée, qui émergent dès la fin des années 1970, les Amis du parler gallo sont forcés de se prononcer. En juillet 1978, ils convoquent pendant trois jours une université d'été à Plémet, et la question de la graphie est longuement débattue. Visiblement, d'après le rapport final, les deux orthographes précitées leur paraissent aller trop

[1] Yann Bouëssel du Bourg (1924-1996), militant nationaliste breton, fut membre du P.N.B. et de l'Institut celtique pendant la Seconde Guerre mondiale. Il s'implique ensuite dans les scouts Bleimor, la confédération Kendalc'h, et est un contributeur régulier de la revue *Al Liamm.*

loin : « L'abandon de toute référence au français aboutit à une graphie hermétique qui déroute le lecteur[1]. »

Quelques mois plus tard, le premier numéro du *Lian* s'ouvre par un article de Gilles Morin, marquant l'importance du problème : « La guerre de l'orthographe gallèse n'aura pas lieu… de notre fait ». La guerre eut pourtant lieu. Le nouveau président estime que « vouloir imposer un carcan orthographique uniformisateur serait un piège encore plus mortel que l'émiettement dialectal et le localisme[2]. » Il recommande une position souple et évolutive, empirique, l'objectif immédiat étant de « permettre une intercompréhension généralisée tout en respectant les variantes locales[3]. »

La commission de recherches linguistiques des Amis du parler gallo est alors animée par trois adhérents : Jean-Yves Bauge, Thierry Magot et Laurent Motrot. Ces deux derniers sont néo-bretonnants. Ils élaborent une graphie interdialectale plus simple, baptisée *Aneit* (« Aujourd'hui »), à laquelle ils tentent de faire adhérer les autres membres. Yann Mikael estime alors que les Amis du parler gallo « passent leur temps à montrer tout ce qui rattache ce parler aux autres dialectes de langue d'oïl[4] », ce qui nuit, à son avis, à l'inscription bretonne que le gallo se doit d'affirmer. La réaction d'Alain Raude envers la nouvelle orthographe, quant à elle, n'est pas plus indulgente :

> « La proposition du groupe d'études n'a rien d'une orthographe. En fait la position consiste à refuser de libérer le gallo du carcan orthographique. […] Refuser une graphie britto-romane autonome n'a donc qu'une signification : c'est que l'on veut maintenir le gallo au niveau d'un magma linguistique informe, sans consistance culturelle, inutilisable à l'école, et donc sans avenir.[5] »

Alain Raude ayant ses partisans parmi les Amis du parler gallo, la graphie Aneit peine à s'imposer. Les quatre militants actifs qui appuyaient cette orthographe, déçus, font scission en 1984 et créent leur propre association, également intitulée Aneit. Ils diffusent leurs recherches par le moyen d'une « revue pédagogique, culturelle et linguistique britto-romane », *Nostre lenghe aneit*, dans laquelle ils exposent leur point de vue :

---

[1] *Le Lian*, n° 1, hiver 1978, p. 9.

[2] *Ibidem.*

[3] *Ibidem.*, p. 5.

[4] *Le Lian*, n° 20-21, janvier-avril 1981, p. 8.

[5] *Le Lian*, n° 2, p. 76.

> « La graphie Aneit fournit […] au peuple breton un outil supplémentaire pour la prise de conscience de sa spécificité : la reconnaissance du gallo en tant que langue bretonne moderne à part entière[1] ».

Le discours est donc clairement régionaliste. Laurent Motrot, d'ailleurs, était le fondateur du G.É.R.I.B. (voir *supra*), qui étudiait les rapports entre Haute et Basse-Bretagne. En outre, le groupe adhère au Comité pour l'unité administrative de la Bretagne, qui vise au rattachement de la Loire-Atlantique à la région[2]. Après la publication de quatre numéros de leur revue, comportant surtout des textes poétiques écrits en graphie Aneit, ces militants rejoignent Bertaeyn Galeizz en 1987.

Dans les faits, après un timide soutien à la graphie *Aneit* de 1979 à 1983, les Amis du parler gallo adoptent l'ELG de Raude comme cadre de référence. Le nouveau nom de l'association, Bertaeyn Galeizz, est d'ailleurs orthographié selon ses principes. Pour autant, cette position officielle ne parvient pas à l'imposer dans la pratique. Au début des années 1990, au vu de ces difficultés, l'orthographe d'Alain Raude est abandonnée par l'association. Une position plus empirique et mesurée sera alors privilégiée.

Conclusion du chapitre

Sous l'impulsion de Gilles Morin, la petite société savante locale qu'étaient les Amis du parler gallo se transforme en une fédération active, très militante, qui vise la réhabilitation du gallo en tant que langue : Bertaeyn Galeizz. Cet élan est intimement lié au *revival* des années 1970, qui a préparé le terrain : une demande sociale pour la culture régionale s'était alors formée. Le gallo va alors susciter une dynamique militante autonome, très souvent liée à une conception régionaliste, voire nationaliste de la Bretagne. Obtenant son enseignement dans le service public, ainsi qu'une modeste pénétration dans l'université, ces militants ont bénéficié d'une dynamique positive au début des années 1980, qui marque véritablement l'apogée du mouvement gallo, en termes d'assise sociale et de victoires symboliques. La gangue culturelle – folklorique, pourrait-on dire, bien que le mot soit désormais mal connoté – qui entoure le parler n'est pas rejetée, au contraire, mais on cherche d'une certaine façon à s'en libérer, pour faire accéder le gallo à une certaine universalité. La guerre des graphies, qui divise le mouvement, témoigne de la difficulté de cette négociation entre « tradition » et « modernité ».

[1] *Nostre lenghe aneit*,n° 2, juin 1985, p. 2.

[2] *Nostre lenghe aneit*, n° 3, février 1986, p. 2.

CONCLUSION :

En Haute-Bretagne, le revivalisme linguistique a évolué, tout au long du XX^{e} siècle, dans l'ombre de l'*Emsav* majoritaire, regroupé autour d'une défense très active de la langue bretonne. On peut identifier deux moments de revendication gallèse, selon une temporalité assez classique dans tout l'Hexagone. D'abord un premier pic dans les années 1930, en partie récupéré par le régime de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale, et stimulé par l'activité des nationalistes bretons, qui obtiennent des avantages considérables grâce à la complaisance de l'occupant allemand. Le théâtre en parler populaire se développe, on entend du gallo à la radio, on l'étudie et on l'écrit dans des revues. Cet appel d'air des années sombres fait s'engager un noyau de militants dans la promotion d'une « politique de la langue », où le patois gallo fait l'objet d'une tentative d'unification : il est érigé en dialecte, et est proposé comme deuxième langue nationale de la Bretagne. Cette minorité agissante défend son point de vue au sein du Parti national breton et dans les institutions culturelles dirigées par les nationalistes, notamment l'Institut celtique. Mais la majorité du mouvement culturel haut-breton, qui se reconnaît davantage dans un régionalisme plus tempéré, désavoue ces initiatives, qui lui paraissent irréalistes. Dans les deux cas, cependant, la défense du parler populaire reste liée à la promotion d'une société de traditions, où s'exerce le paternalisme d'une classe militante bourgeoise sur une masse de paysans jugés passifs. Après la compromission d'une large partie de ces militants dans une collaboration idéologique ou intéressée, le « réveil de la Haute-Bretagne » s'effondre littéralement dans l'après-guerre.

La réflexion politique sur le parler gallo et la pratique du folklore, auparavant intimement liés, prennent alors des chemins différents. La première ressurgit dans une revue ultranationaliste, *La Bretagne réelle*, qui prolonge les essais de constitution d'une « politique de la langue » gallèse. Parallèlement, les groupes folkloriques fleurissent, dans une version beaucoup moins politisée que dans les décennies antérieures. Une ethnologie bretonne s'institutionnalise à l'université et traduit une passion ethnographique relayée au niveau local par des collecteurs amateurs de plus en plus actifs, alors que la société paysanne et ses traditions rentrent en phase terminale. Les années post-68 vont faire à nouveau converger la conscience politique bretonne et le goût du terroir. Alors qu'une identité gallèse renouvelée se forme dans les festivals de culture populaire et les groupes de *folk*, le parler gallo refait surface dans une société savante locale, en 1976. Cette structure est investie par de jeunes

militants politisés et avides d'action, principalement des enseignants, qui forment à nouveau un véritable courant gallo au sein du mouvement breton. Un intérêt global pour la culture populaire cohabite avec une focalisation plus exclusive sur la question linguistique, et une « politique de la langue » très volontariste. Le contexte politique favorable du début des années 1980 et l'activisme de ces militants permettent l'entrée du gallo à l'école, ainsi qu'à l'université, mais de façon plus modeste. La question orthographique fait apparaître les contradictions du nouveau mouvement gallo : une conception nationaliste pousse à l'affranchissement complet par rapport au français, tandis qu'une approche empirique cherche avant tout à s'adapter au profil des locuteurs, et à faciliter le passage de l'oralité à la lecture et à l'écriture.

Dans la première période, les tenants les plus convaincus de la « politique de la langue » sont des experts du folklore : leur projet tend vers le nationalisme, mais est aussi fortement traditionniste. Dans la seconde période, la tentation modernisatrice est plus forte chez les militants très actifs : pour légitimer le gallo, on veut l'extraire de sa glaise. Au-delà de cette différence, un trait commun relie ces deux « moments » que nous avons identifiés : la dimension linguistique de la culture de la Haute-Bretagne est progressivement isolée, mais apparaît dans un terreau culturel plus large, celui du folklore. Les passerelles sont toutefois ténues entre les deux périodes, même si elles existent : Alain Raude s'est clairement inspiré de Joël de Villers, Simone Morand a encouragé de jeunes musiciens dans les années 1970… Mais de manière générale, si la deuxième vague a capitalisé sur la première, ce fut de manière très partielle. L'oubli quasi complet des réalisations des années 1930 et 1940 jusqu'à aujourd'hui est patent, ce que traduit leur méconnaissance par les militants actuels, ce qui n'est pas le cas pour le mouvement bretonnant, où des polémiques relatives à la Seconde Guerre mondiale refont régulièrement surface. Gilles Morin, comme l'attestent les deux textes historiques qu'il a publiés, s'est intéressé à cette période, mais s'est bien gardé d'en mentionner les aspects peu reluisants. Nous avons tâché, quant à nous, d'exposer tout ce que nous avons trouvé dans les archives, et d'interpréter cette matière de la manière la plus objective possible.

Qu'est devenu le mouvement gallo après le printemps du début des années 1980 ? La guerre des graphies a lourdement pesé sur son unité. Après l'adoption officielle de l'écriture « ELG » d'Alain Raude par Bertaeyn Galeizz en 1983, une remise en cause a débouché sur son abandon au début des années 1990. Gilles Morin, dont l'autorité devenait peu à peu

envahissante, quitte l'association à la même époque. De nouveaux essais d'écriture apparaissent, comme le « MOGA », qui intègre des graphèmes du poitevin, et que défend Bertrand Aubrée, qui le défend à partir de 2007 dans une structure distincte de Bertaeyn Galeizz : Chubri. L'association des enseignants de gallo mène une vie propre, et prend ses distances avec les visions les plus intransigeantes de la langue : en contact permanent avec les locuteurs et les apprenants, leur approche est plus empirique. Au début des années 2000, ils présentent leur propre graphie, l'« ABCD », qui vise surtout la simplicité. L'enseignement dans le primaire et le second degré se maintient autour de 3000 élèves par an, avant de décliner progressivement ces vingt dernières années. Le soutien très aléatoire du rectorat ne favorise pas son développement, mais le déclin de la pratique du gallo, y compris dans les zones très rurales et surtout chez les enfants, fait que la demande sociale se délite. L'édition en gallo connaît quelques succès : des traductions d'albums de bande dessinée, quelques recueils de poésies, plusieurs dictionnaires et grammaires. En 2004, le Conseil régional reconnaît le gallo en tant que « deuxième langue de Bretagne », au côté du breton. Un soutien public s'organise peu à peu, mais le budget consacré au gallo n'a jamais dépassé 1% de celui consacré au breton. Une signalétique publique en gallo apparaît, de façon très marginale, mais croissante : dans les bâtiments publics de la région, y compris les lycées, sur quelques panneaux à l'entrée des communes… Cette prise en compte par les pouvoirs publics a mené à l'élaboration toute récente d'une écriture unifiée, utilisée notamment par la région ; en 2013, Bertaeyn Galeizz est devenue Bertègn Galèzz. Ainsi, à l'heure actuelle, le combat pour le gallo ne consiste plus qu'en la défense de quelques symboles identitaires.

Que signifie défendre une langue régionale, en France, au XX^{e} siècle ? Cela revient, par la force des choses, à s'intéresser à une langue de paysans, qui reste donc intimement liée à la vie rurale et à son environnement culturel, isolé sous le terme générique de folklore. C'est aussi se différencier d'un canon culturel dominant, incarné par Paris. C'est alors que deux possibilités se dessinent.

D'une part, entreprendre une politique de la langue, avec imposition d'un standard écrit, élaboration d'une littérature et modernisation lexicale, ce qui ramène nécessairement à un cadre territorial que l'on veut rationaliser, unifier. En somme, c'est la voie classique de construction de la langue selon le schéma national. Mais cette voie est semée d'embûches, car comme le disait le linguiste yiddish Max Weinreich, « une langue est un dialecte avec une

armée et une flotte ». L'aphorisme se vérifie : même à force de volontarisme, mener une politique de la langue sans appareil d'État s'avère fort complexe.

D'autre part, l'attachement aux charmes du passé, à une société rurale idéalisée face à une modernité aliénante, peut également motiver un autre type d'attitude, où la langue parlée serait inséparable du cadre anthropologique qui l'entoure, de ce qui fait sa nourriture, bien que le garde-manger se vide au fil des années. Le parler rural, en tant que ciment de ce folklore et témoin d'un riche passé, peut-il acquérir valeur de projet, c'est-à-dire se politiser ? Dans notre cas, nous avons vu que les militants qui se refusent à entreprendre une politique de la langue cherchent plutôt à illustrer le parler populaire, dans une perspective patrimoniale. Ils sont alors perçus comme des embaumeurs par les militants les plus convaincus, et renoncent à porter un projet d'avenir : plutôt qu'une politique, il s'agit d'une poétique du patois.

C'est à l'aune de ces deux pôles, la politique de la langue et la poétique du patois, que l'on peut classer les militants du gallo, sans qu'une troisième voie émerge réellement. C'est cette tension qu'exprime parfaitement Mona Ozouf quand elle évoque la bibliothèque de son père, le militant Yann Sohier :

> « Tout dans la bibliothèque parlait de la force inspiratrice du passé, par où la Bretagne des livres rejoignait la Bretagne de ma grand-mère, qui croyait à la présence vivante des morts. Mais tout indiquait que dans l'adoration de ce passé breton et de sa civilisation rurale il y avait un risque d'ankylose.[1] »

Aussi bien, le « folklore révolutionnaire » et non nationaliste de Pierre-Jakez Hélias n'existe-t-il peut-être que dans sa pensée, et la pratique du folklore ne semble-t-elle pas, en dehors de l'expérience vichyste, avoir été intégrée à un projet de société qui dépasse le stade du spectacle et de la fête, du moins en Haute-Bretagne, bien que, d'après Hélias, le folklore eût pu constituer une véritable ressource contestataire face aux contradictions du développement économique, peut-être même une critique de la notion de progrès, pour un autre humanisme :

> « Ce qui est montré, dans les fêtes folkloriques, ce sont les images d'une époque où la main prévalait sur la machine, où l'on pouvait boire l'eau des rivières, où l'on n'abattait les arbres que pour le toit ou le feu, où l'on se distinguait des autres par le costume. De nos jours, on détruit froidement le

[1] Mona OZOUF, *Composition française, op. cit.*, p. 101.

> milieu naturel, on n'a d'autre souci que de faire comme tout le monde, c'est-à-dire de se rendre esclaves des mêmes normes de vie imposées par la nouvelle civilisation.[1] »

La réflexion développée dans ce mémoire pourrait être élargie de deux façons. Tout d'abord, nous pourrions adopter une démarche comparative, afin de savoir si les différents revivalismes culturels et linguistiques peuvent échapper au dualisme que nous avons décrit, entre le pôle « national » et le pôle « divertissement nostalgique ». Il serait également pertinent d'interroger la figure de l'ethnographe, et même de l'ethnologue engagé, en tant que producteur d'un discours scientifique investi dans un combat politique.

[1] Pierre-Jakez HÉLIAS, *Le Cheval d'orgueil, op. cit.,* p. 579.

État des sources

Sources primaires

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine (ADIV)

- Fonds Henri-François Buffet (76J). L'ancien directeur des Achives départementales a déposé sa documentation personnelle sur les traditions populaires de Haute-Bretagne, et on y trouve de nombreux documents de l'entre-deux-guerres sur le mouvement régionaliste et le gallo.
- Fonds Prosper Jardin (103J). Prosper Jardin était le secrétaire du Comité consultatif de Bretagne, créé en 1942 par Vichy afin de « faire pièce au séparatisme ». Il a rassemblé une épaisse documentation sur tout le mouvement breton, politique et culturel. On y trouve également beaucoup de correspondance échangée entre des militants bretons et la préfecture.
- Chambre civique d'Ille-et-Vilaine (216W). La majorité des procès de l'Épuration concernant des militants bretons actifs en Haute-Bretagne ont été traités par cette chambre. Les dossiers sont consultables sans dérogation depuis 2015.

Bibliothèque municipale de Rennes-Métropole (BRM)

- Fonds Joël de Villers (Ms 15). Ce fonds d'archives exceptionnel et très divers a été acquis par la bibliothèque de Rennes en 1991, chez le libraire Le Corre, rue Hoche. Accessible seulement depuis 2016, il est une mine d'informations inédite sur le milieu culturel haut-breton dans les années 1940, de par l'importance de l'action de Joël de Villers, et l'abondance de la correspondance qu'il a reçue, notamment de Marie Droüart.

Association Bertègn Galèzz (ABG)

- L'association Bertègn Galèzz, basée à Rennes, possède des archives intéressantes sur les débuts du Parler gallo, notamment des comptes-rendus d'assemblées générales, ainsi que de la correspondance entre les militants de l'époque. Par ailleurs, l'association permet l'accès à un important fonds documentaire sur le gallo et la culture de Haute-Bretagne.

Association Dastum

- Le local rennais de Dastum possède trois cartons d'archives de Marie Droüart, surtout ses fiches de collectage, mais également un peu de correspondance, ainsi que la copie de ses archives déposées aux Archives nationales, provenant du Musée national des Arts et Traditions populaires. Dastum dispose par ailleurs d'un fonds iconographiques très riches sur la culture bretonne.

Sources imprimées

- COLLECTIF, *Anthologie de littérature gallèse contemporaine*, Concoret, Les Amis du parler gallo, 1981.
- DE VILLERS, Joël, *Essai sur le dialecte gallo*, Châteaubriant, 1941.
- DROÜART, Marie, *L'état actuel du folklore en Haute-Bretagne. 1. Les études linguistiques : les patois*, Vitré, Unvaniez Arvor, 1938.
- MORDREL, Olier, *Breiz Atao. Histoire et actualité du nationalisme breton*, Paris, Éditions Alain Moreau, 1973.
- RAUDE, Alan, *Écrire le Gallo. Précis d'orthographe britto-romane*, La Gacilly, La Nation bretonne, 1977.

Périodiques

Dépouillement complet :

- *Le Réveil breton* (1921-1944), à la Bibliothèque municipale de Rennes.
- *Le Catalogue folklorique de la Chanterie de Haute-Bretagne* (1942-1943), à la Bibliothèque municipale de Rennes.
- *La Bretagne réelle* (1953-1990), à la Bibliothèque municipale de Rennes.
- *Le Lian* (1978-1990), à Bertègn Galèzz,
- *Pihern* (1981-1988), à Bertègn Galèzz,
- *Nostre lenghe aneit* (1984-1987), à Bertègn Galèzz.

Dépouillement par recherche par mots-clés :

- *L'Ouest-Éclair*, édition de Rennes (1899-1944), sur Gallica.
- *Arvor* (1941-1944), sur le site des Archives départementales du Finistère.

Dépouillement ponctuel :

- *L'Heure bretonne* (1940-1944), aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.
- *La Bretagne* (1941-1944), aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.
- *Ouest-France*, pour les années 1975-1985, à la Bibliothèque municipale de Rennes.
- *Musique bretonne*, revue de l'association Dastum, pour les années 1978-1990.

Entretiens semi-directifs

- Bernard Hommerie, président de La Bouèze, militant culturel depuis les années 1980, 24 février 2017, 1h.
- Christian Leray, sociolinguiste, militant aux Amis du parler gallo puis à Bertaeyn Galeizz dans les années 1980, 28 février 2017, 1h.
- Christine Trochu, professeure de gallo au lycée de Bain-de-Bretagne, militante aux Amis du parler gallo puis à Bertaeyn Galeizz dans les années 1980, 2 mars 2017, 1h20.
- Pierre Corbel, militant aux Amis du parler gallo entre 1979 et 1982, 6 mars 2017, 2h.
- André Le Coq, professeur de gallo, militant depuis les années 1980, 9 mars 2017, 1h30.
- Dominique Deffain, professeur de gallo en retraite, militant depuis les années 1980, 14 mars 2017, 1h.
- Bertrand Aubrée, président de l'association Chubri, militant de Bertaeyn Galeizz dans les années 1980, 21 mars, 1h10.
- Jean-Luc Ramel, président actuel de Bertègn Galèzz, militant depuis le début des années 1980, 30 mars 2017, 1h.
- Marie Dequé, cofondatrice des Amis du parler gallo en 1976, 3 avril 2017, 1h30.

Entretiens enregistrés de Bertègn Galèzz

- L'association Bertègn Galèzz détient une collection d'entretiens réalisés pendant les années 1990 avec diverses personnalités du mouvement gallo. Pour ce qui nous concerne, nous avons particulièrement utilisé les interviews de Simone Morand et d'Alain Raude, qui nous ont permis d'éclairer certains points.

Bibliographie

Cadre général

ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national : réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2006 (1e éd. 1996).

BOURDIEU, Pierre, *Ce que parler veut dire. L'étude des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.

CHANET, Jean-François, *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996.

DE CERTEAU, Michel, JULIA, Dominique, REVEL, Jacques, *Une politique de la langue. La Révolution française et les patois*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 1975.

- « La beauté du mort », *in* DE CERTEAU, Michel, *La culture au pluriel*, Paris, Points Seuil, 1980 (1e éd. 1970).

FAURE, Christian, *Le projet culturel de Vichy. Folklore et révolution nationale 1940-1944*, Lyon, Presses universitaires de Lyon-Éditions du CNRS, 1989.

GOETSCHEL, Pascale, LOYER, Emmanuelle, *Histoire culturelle de la France, de la Belle Époque à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2014 (1e éd. 2002).

GRIGNON, Claude, PASSERON, Jean-Claude, *Le savant et le populaire : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989.

HOBSBAWM, Eric, RANGER, Terence, (dir.) *L'invention de la tradition*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006 (1e éd. 1983).

- *Nations et nationalismes depuis 1780. Programme, mythe et réalité*, Paris, Gallimard, 1992.

HROCH, Miroslav, *Social preconditions of national revival in Europe : a comparative analysis of the social composition of patriotic groups among the smaller European nations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985 (1e éd. 1968).

KERNALEGENN, Tudi, « Le réveil des revendications régionalistes et nationalitaires au tournant des années 1968 : analyse d'une "vague" nationale », *Régionalisme Fédéralisme*, La vague nationale des années 1960-1970. Regards croisés sur le Canada et l'Europe, n° 13, 2013.

KREMNITZ, Georg (dir.), *Histoire sociale des langues de France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013

LE COADIC, Ronan, *L'identité bretonne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999.

- *Bretagne. Le fruit défendu ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002.

MOLLIER, Jean-Yves, SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France*, Paris, Presses universitaires de France, 2010.

NORA, Pierre (dir.), *Les lieux de* mémoire, Paris, Gallimard, 3 tomes, 1984-1992.

OZOUF, Mona, *Composition française*, Paris, Gallimard, 2009.

SIMON, Pierre-Jean, *La Bretonnité. Une ethnicité problématique*, Rennes, PUR/Terre de Brume, 1999.

THIESSE, Anne-Marie, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'homme, 1997.

- *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, 1995.
- *Le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Époque et la Libération*, Paris, Presses universitaires de France, « Ethnologies », 1991.

WEBER, Eugen, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, 1870-1914*, Paris, Fayard, 1983 (1e éd. 1976).

Folklore et ethnologie

BONTE, Pierre, IZARD, Michel, *Dictionnaire de l'anthropologie et de l'ethnologie*, Paris, Presses universitaires de France, 2010.

CHIVA, Isac, JEGGLE, Utz (dir.), *Ethnologies en miroir. La France et les pays de langue allemande*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1987.

CHRISTOPHE, Jacqueline, BOËLL, Denis-Michel, MEYRAN, Régis (dir.), *Du folklore à l'ethnologie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2009.

COLLECTIF, *Du folklore à l'ethnologie,* 1e colloque d'ethnologie bretonne, Brasparts, Éditions Beltan, 1989

FABRE, Daniel (dir.), *L'Europe entre cultures et nations,* Paris, Éditions de la Maison de sciences de l'homme, 1996.

- avec PRIVAT, Jean-Marie (dir.), *Savoirs romantiques. Une naissance de l'ethnologie,* Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2010.

PAILLARD, Bernard, SIMON, Jean-François, LE GALL, Laurent (dir.), En France rurale. Enquêtes interdisciplinaires depuis les années 1960, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

POSTIC, Fañch (dir.), *La Bretagne et la littérature orale en Europe*, Brest, Université de Bretagne occidentale, 1995.

- (dir.) *Paul Sébillot (1843-1918). Un républicain promoteur des traditions populaires*, Brest, Université de Bretagne occidentale, 2011.

SEGALEN, Martine, *Vie d'un musée, 1937-2005*, Paris, Stock, 2005.

Histoire de la collaboration en France

BROCHE, François (dir.), *Dictionnaire de la collaboration : collaborations, compromissions, contradictions*, Paris, Belin, 2014.

BURRIN, Philippe, *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995.

ORY, Pascal, *Les collaborateurs, 1940-1945*, Paris, Seuil, 1978.

Histoire politique et culturelle de la Bretagne

BALCOU, Jean, LE GALLO, Yves (dir.), *Histoire littéraire et culturelle de la Bretagne*, Paris-Genève, Champion-Slatkine, 1987, tomes 2 et 3.

BERTHO, Catherine, « L'invention de la Bretagne. Genèse sociale d'un stéréotype », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980, n° 35, pp. 45-62.

BOUGEARD, Christian (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, Université de Bretagne occidentale, 2002.

- avec Vincent PORHEL *et al.* (dir.), *L'Ouest dans les années 68*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

CADIOU, Georges, *Emsav. Dictionnaire critique, historique et biographique*, Spézet, Coop Breizh, 2013.

CALVEZ, Ronan, *La radio en langue bretonne. Roparz Hemon et Pierre-Jakez Hélias : deux rêves de la Bretagne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2000.

CARNEY, Sébastien, *Breiz Atao ! Mordrel, Delaporte, Lainé, Fouéré : une mystique nationale (1901-1948)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

- « Le mouvement breton au miroir de son historiographie », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, n° 117-2, 2016, p. 83-106.

CORNETTE, Joël, *Histoire de la Bretagne et des Bretons*, tome II, Paris, Seuil, 2005.

DÉNIEL, Alain, *Le mouvement breton (1919-1945)*, Paris, Maspero, 1945.

GORE, Olivier, *Inscription territoriale de la musique traditionnelle en Bretagne*, thèse de géographie, université Rennes 2, 2006.

KERNALEGENN, Tudi, *Drapeaux rouges et Gwenn-ha-du. L'extrême gauche et la Bretagne dans les années 1970*, Rennes, Apogée, 2005.

- avec PASQUIER, Romain (dir.), *L'Union Démocratique Bretonne. Un parti autonomiste dans un État unitaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

LE COUÉDIC, Daniel, VEILLARD, Jean-Yves (dir.), *Ar Seiz Breur. La création bretonne entre tradition et modernité, 1923-1947*, Rennes, Terre de Brume-Musée de Bretagne, 2000.

NICOLAS, Michel, *Histoire du mouvement breton*, Paris, Syros, 1982.

Gallo et Haute-Bretagne

ANGOUJARD, Jean-Pierre, MANZANO, Francis (dir.), *Autour du gallo. État des lieux, analyses et perspectives, Cahiers de sociolinguistique*, n° 12, 2007/1.

AUFFRAY, Régis, *Le Petit Matao. Dictionnaire de gallo*, Rennes, Rue des scribes, 2007.

BOUJOT, Catherine, DEFRANCE, Yves, FLEURY, Jean-Pierre *et al.* (dir.), *Aspects culturels de la Haute-Bretagne*, Spézet, Institut culturel de Bretagne, 1987

BUFFET, Henri-François, *En Haute-Bretagne. Coutumes et traditions d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord gallèses et du Morbihan gallo au XIX^e^ siècle*, Paris, Librairie celtique, 1954.

CALVEZ, Marcel, « Druides, fées et chevaliers dans la forêt de Brocéliande : de l'invention de la topographie légendaire de la forêt de Paimpont à ses recompositions contemporaines. », Saint-Dié-des-Vosges, Festival international de géographie, Programme scientifique, 2010.

CHAUVEAU, Jean-Paul, « Le gallo : une présentation », *Studi*, n° 26 & 27, Université de Bretagne Occidentale, Brest, mai-septembre 1984.

CORBEL, Pierre, *La Figure du Gallo*, thèse de sociologie, Paris-X Nanterre, 1984.

CLÉRIVET, Marc, *Danse traditionnelle en Haute-Bretagne. Traditions de danse populaire dans les milieux ruraux gallos, XIX^e^-XX^e^ siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes-Dastum, 2013.

D'HERVÉ, Gildas, *Le gallo dans l'enseignement, l'enseignement du gallo,* mémoire de maîtrise de lettres modernes, Université Rennes 2, 2002.

DROÜART, Marie, *Chansons populaires de Haute-Bretagne*, texte établie par Didier Bécam, Rennes, Presses universitaires de Rennes-Dastum, 2014.

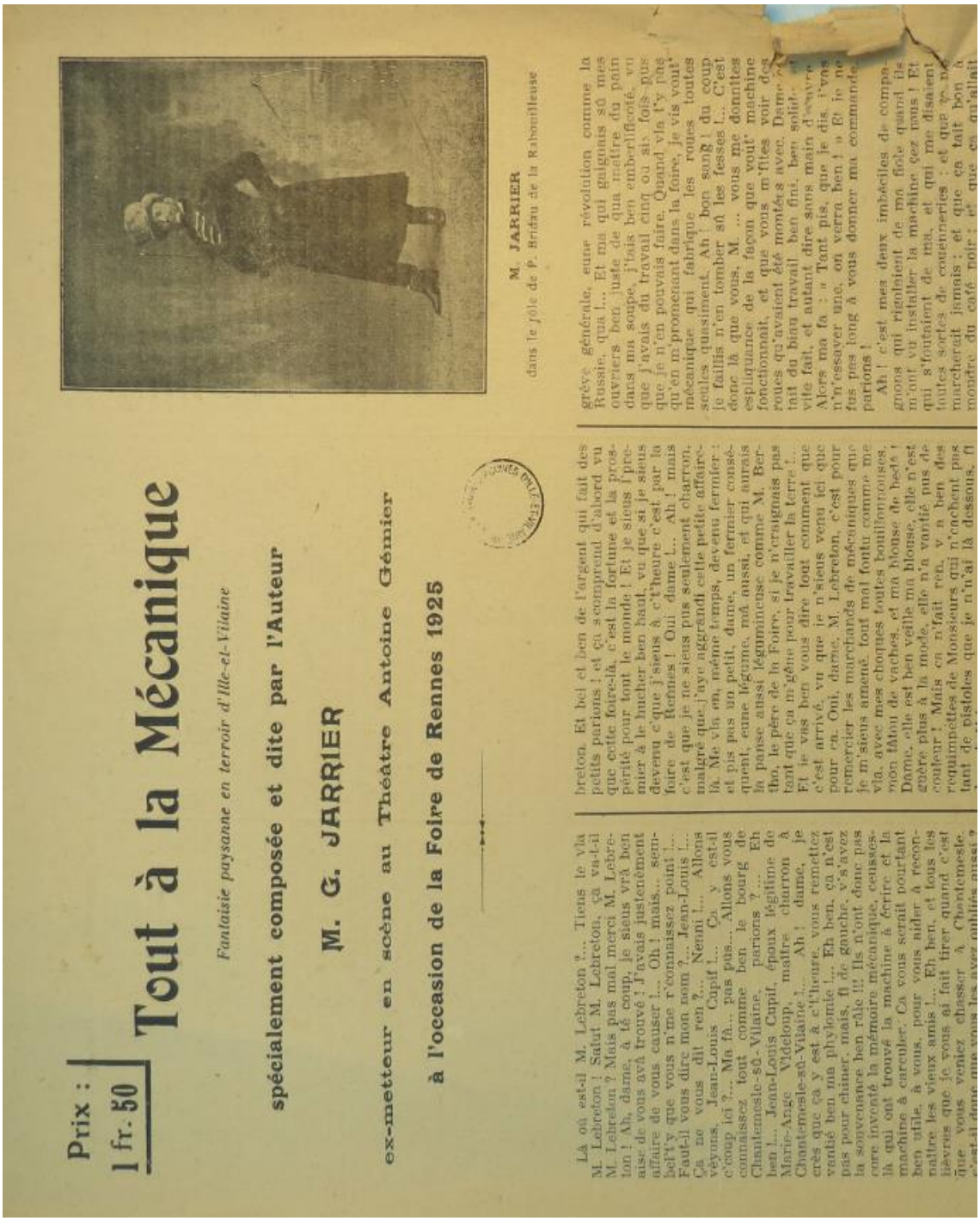
LERAY, Christian, *Dynamique interculturelle et autoformation : une histoire de vie en Pays gallo*, Paris, L'Harmattan, 1995.

MORIN, Gilles, « Les Compagnons de Merlin », *Cahiers du LERG*, n° 1, 1982, p. 111-160.

POULAIN, Albert, *Carnets de route. Chansons traditionnelles de Haute-Bretagne*, Rennes, Dastum-GCBPV-L'Épille, 2012.

Annnexes

Nº 1 : Deux exemples de paysanneries. La première, sur feuille volante (détail) : *Tout à la mécanique*, de Georges Jarrier, 1925 (source : ADIV, Fonds Henri-François Buffet, 76J1-5). La seconde est tirée des *Monologues du pays gallo*, de Mystringue (source : archives Dastum).



Prix : 1 fr. 50

Tout à la Mécanique

Fantaisie paysanne en terroir d'Ille-et-Vilaine

spécialement composée et dite par l'Auteur

M. G. JARRIER

ex-metteur en scène au Théâtre Antoine Grémier

à l'occasion de la Foire de Rennes 1925

M. JARRIER

dans le rôle de P. Bridau de la Rabouilleuse

Les
courses de Pieurmet

Un jour ma femm' me dit : Faudrait
Qu'on aill' voir les cours' de Pieurmet !
« Dam' que j' l'y dis douce Eugénie,
Allons-y si tu n'as envie... »
On mit sous clef nos p'tits pourciaux,
On donnit à manger aux viaux.
On mit nos habits du dimanche :
Mouê ma blous' bieue, ell' sa coiff' bianche.
Et, on partit, bras d'sus bras d'sous
En rigolant comm' deux jeun' fous
Les gens disint à notr' passage :
Y sont ben guill'rets pour lou z' âge...
Dam' qu'on s' répétait tous les deux,
Y a point d'âge pour les amoureux.

. . . . . .

Une alignée d'automobiles
Se dirigeait vers Malleville...
Nous aut' ben que n'allant qu'à pied,
On f'nit quand même par arriveu.
Et nous veci sur... l'hippodrome
Puisque c'est comm' c'là que ça s' nomme
Quand y' a des ch'vaux qui cour' dessus.
Mall'ville ! tertous vous l'avez vu,
« Regard' comm' c'est joli ma chère,
Disait un monsieu à manière :
Cett' bell' prairie... ce beau châtiau !
Ces bois touffus !... quel beau tabiau ! »
... Et y se frisait les moustaches.
J'chongeais : t'oublies les bouz-de-vaches
Qui ont poseu ces animaux.
Ça f'rait pourtant ben dans l'tabiau !

. . . . . .

Lorsque deux heur' en ville sonnèrent
Velà les cours' qui commencèrent.
Tu parl' bon d'za si ça filait !
Fallait les vouer ch'vaux et jockeys
A qui qui galop'rait l'pus vite.
« Ta vieill' coquett', mon pauvre Polyte,
A c'train là s'rait ben vite useu »
Qu'en mon fort intern' je penseu...

. . . . . .

Quand j' fus lassé d' r'garder les courses
Et d'causer aux gens su la p'louse ;
En douc' j' laissis ma femm' ; j'allis
Ousque l'beau monde est réuni :

Marquis, marquis', qui su lou chaises
Programme en main, prenn' lou z'aises
Et qui pass' trois heur' à d'viseu
Et trois aut' à s' faire admireu.
Mon cousin qui gardait l' pesage,
Me dit : « Entr' là d'dans, mais sois sage. »
Y' en avait-y là des monsieu
Qui avint l'air ben pertentieux :
Des grands qu'ajustint lou lorgnettes
Pour r'garder par dessus la tête
Des pus petits qu'étaient d'vant ieux...
Des gros, des maigr', des jeun', des vieux,
Des p'tits ferluquets à monoc(l)e
Qu'étaient à pein' sortis d' lou coque,
Qui n' savint sur'ment pas comment,
Distingueu un ch'vâ d'un' jument,
Mais qui devant tout' ces bonn' bêtes
Qui piaffint et secouint d' la tête
Prenint des airs de connaisseurs
Pir' que des maquignons... malheur !

. . . . . .

Les dam' qui veul' paraîtr' coquettes
Avint encor' changé d'toilette :
O z'avint ramasseu lou bras
Qu'étaient aut'fois nus... jusque là,
Et, ben que la chos' vous épatte
O z'avint mêm' cacheu lou pattes
On n' pouvait pu vouer lou mollet.
(Tant pis pour cell' qui l'ont ben fait !)
Avec des rob' trainant par terre
(Sans doute celles de l'année dernière
Auxquell' è zavaient mis un bout)
Comme des paons... y faisint la roue.
Et les monsieu comm' des dindons
Tournint autour d'ell' tout en rond
En lou faisant des révérences.

. . . . . .

Ma, j' m' faufilais en silence
Au milieu de ces villotins,
Et ça huchait pristi d'un chien !...
Y' avait surtout un' grand' presse
A rap'tisseu tous les obèses
Autour d'un' caban' peint' en bieu.
Darrièr' des guichets, des monsieu
N'arrivint pas à satisfaire
Tout l' mond'... ça deut être une affaire
Que j' me dis, ben sur, et du coup
J' ly tendis mon billet d' cent sous.
J'étais sûr que dans cett' boutique
On d'vait vendr' des trucs mirlifiques.
...Y m' donnit... un p'tit numéro.
...Je n' ly dis ren... Faut pas êtr' sot

Nº 2 : Olier MORDREL, « Musiques patoises », *Stur* nº 6-7, octobre 1936-janvier 1937.

MUSIQUES PATOISES

■

NOTE PRÉLIMINAIRE

Le patois gallo est un langage populaire. Il n'a guère jusqu'à présent inspiré que des paysanneries aux écrivains qui s'en sont servis. Personne n'a entrepris de faire œuvre littéraire en patois. Je ne me dissimule pas les difficultés d'une pareille tentative. La langue littéraire issue de nos patois d'oil a un nom, c'est le français de tout le monde. Il existe donc une incontestable contradiction entre la conservation du patois et son élévation au niveau d'un instrument de culture. Le poème qu'on va lire en fait, on peut le dire, la démonstration par l'absurde. Ou l'on s'exprime comme un paysan et l'on reste dans le patois, mais c'est une attitude qui chez un homme de la ville manque de naturel. Ou l'on est sincère, on reste de son milieu et l'on trahit le patois à chaque ligne. Quand j'écris : *Ses chatiao d'aotfas émergent des bois morts*, je triche. *Bois morts* en patois, ce sont des branches tombées, et *émerger* ne s'emploie qu'au sens propre. En vrai patois, on traduirait la même image d'une manière moins littéraire, plus directe, par exemple : *L'hiver, ses vioux chatiao s'veïent ben ao d'sus des arbes.* Je triche encore en écrivant *presbytère* au lieu de *cure*. Je triche toujours en mettant *rire* au lieu de *ri* qui est la seule forme traditionnelle. Mais peut-on sciemment s'appauvrir, et est-ce en se mutilant qu'on peut satisfaire ses aspirations à la beauté ? — Quand j'écris

tu préf'ras tes fossés, tes jannas,
Et le secret de tes hôtes

Je mets en fait qu'il n'existe bien sûr pas, entre Plélo et St-Mars-la-Jaille, un seul paysan capable de faire la plus discrète allusion au « secret » de sa demeurance ; ou bien alors le mot « secret » aura un sens littéral, il s'agira par exemple d'une cachette ou d'une dissimulation. Une langue populaire qui tend vers l'abstraction cesse d'en être une, et le patois gallo se fond dans le français en s'intellectualisant.

Je ne sais si un écrivain possédant aussi parfaitement le patois qu'un Florian Le Roy réussira un jour l'essai devant lequel je recule. Il professe que notre patois possède une grammaire originale, différente de celle du français et qui jusqu'ici a été mal reconnue et presque pas étudiée. Je doute qu'il soit possible de la restaurer. Depuis le temps que les Hauts-Bretons parlent simultanément le français du terroir et le français classique, les deux langages se sont intimement compénétrés. Le système plunétique du patois lui-même est battu en brêche. Nous remplaçons le son *oi* par *ei* (*veire* pour *voire*), *ei* par *aï* ou *a* (*soula* pour *soleil*). Et pourtant, si j'écrivais *pata* pour *patois* et *apercevēire* pour *apercevoir*, je me ferais rire au nez. On dit chez nous : *bois, dévoiler, ardoise*. Depuis quand ? je n'en sais rien, mais c'est ainsi.

Pour moi, la faiblesse de notre patois en face du français vient de ce qu'il n'est pas assez caractérisé. Les patois du Nord se défendent mieux. Le wallon s'écrit facilement. Lisez cette chanson de la *Nuit de Mai*, recueillie à Malmédy :

I fait tranquile, lu ci est bê,
Ezès manèdjés on n'ôt nou bru ;
Avâ lès tchamps, les p'tits ouhês
Su rpwasèt quéquès eûres ossu.
Nos ôtes ns frohans bwas èt hâyes
Po trover one cohe bèle assez.

Essayons de transposer en gallo :

I fait tranquille, l' cié est biao,
Dans les maisons, on n'eouit ren ;
Et dans les champs, les p'tits gaziao,
Se délassent quioq's houres aossi.

. . . . . .

Cela suffit, et c'est ce qu'il fallait démontrer.

***

Le poème qu'on va lire a été écrit dans un patois qui fait appel aux ressources littéraires du français. Ainsi font les personnes de la campagne qui « se parlent. » Mais il est nécessaire de le lire avec l'accent. Non pas avec cette affecta-

tion de fausse paysannerie de tant de diseurs, dont le partipris de raillerie ou de charge est trop visible. Mais avec sincérité et avec force. Nous n'avons pas eu recours à une écriture plumétique qui aurait été trop rébarbative. Tout au plus avons nous, pour bien marquer notre intention, écrit les différences les plus nettes. Quelques brèves indications aideront la lecture de notre texte, pour qui connait déjà la manière de parler des paysans entre Dol et Dinan.

Les finales muettes en français le sont aussi en patois. Les finales écrites ici, comme en français é, er, ée *ont la valeur de* eu *tirant sur l'o final italien. Les* e *muets ou assourdis disparaissent. Les sons* in, oin, enne *représentent des sons nasalisés originaux. La plupart des voyelles ont des valeurs différentes du français :* même *se prononce* mèm', défile *s'entend* deufil', *les* o *ouverts tendent à* ou, *comme nous l'avons souvent orthographié. Les consonnes suivent des traitements spéciaux,* v *labialisé,* g, j, ch, *aspirés,* s *se rapprochant parfois du* th *anglais, etc...*

I' n'est fermé comm' un enclos,
Pour des j'vao,
Mon vieux peuys gallo.
Ses châtiao d'aotfas
Emergent des bois môrts,
Ioû geint le vent.
Des sôs d'charrues, là-bas
Dans le soulaï couchant,
Luisent comm' d'z armures.

Les gâs, su' la place, el dimène,
N' ont d'z 'allur's ed fantassins.
On dirait d' souldats,
Mis en pekins,
Qu'ont laissé lou fusils dans un coin.
Ao lin,
Y a z'un clairon qui sonne.

A c't' heure,
T'as mis des rangées d'arbes
Devant tous les labours,
Pour en barrer l'entrée.
On n'y veïe point à ieune sabottée.
Mais à Hédé,

A Montmurand,
Su' la montagne de Bech'rel,
On t'aperçoit tout dévoilé,
Vieux cachottier !

T'as z'un visaïge ed fomme en couches,
Où l'z' os erbiquent sous la piao.
Tu rést' là, chomé tout drett, planté, raidi,
Coumm' une revue d'militaires.
T'es point plus drôl'
qu'un presbytère !

Tu dôrs lourdement,
Sous la piée qui chemine.
Mais ton ciè 'defile
Coumm' un grand fou.
I n'empôrte tes rêves
Dieu sait ioû,
En agittant ta chevelure !

T'as biao t'tasser,
Su' l' mont Dol,
On peut la veïre
Ta ben-aimée.
Ell' couche ao boutt de tes halliers,
Le biao lamé d'argent
D' sa béll' robe d'épousée.

T'es point pou' les tourisses,
T'es ren qu' pour nous.
Tu nous k'neu ben !
Tu coll' ta terre lourde à nous pieds,
Cômm' pou' point nous quitter.
Tes bras noueux nous disent :
— Histoire de rire, —
« A' tous lutter ? »

Quante méme, t'as des endoits ben doux
A l'esprès pou' l'z amoureux,
Qui s'en vont faire mérienne
Sous les poummiers.
Les haots-peuys sont cor tout guerroués d'méme,
Que tu t'couv' de fleurs,
Coumm' un jardin l'été.

Ecout', un jour, si t'veux ben,
Tu nous prôtég'ras.
Tu prét'ras tes fossés, tes jannâs
Et le secret de tes hôtés.
Tu neïras tes chemins,
Tu lieras tes branchaiges
Tu feras ta partie,
Vieux souldat !

Ton ciè' se remplira de naïge et d'épouvantes,
I' roulera des fantômes d'armées.
Ton vent, dans les futaïes, sônn'ra des fanfares
Qui f'ront trembler les gringalets.
Tu nous diras tout' tes pensées,
Que tu gardes sous terre, aotour de tes eglises.
Tu nous diras, cômment qu' i' z'aoraient fait,
A nout' place,
Les grands bounoummes d'aotfas.

Y en a d'pus biao qu'ta,
Ioù qu'les filles ont des manieures,
Et les villaïges d' béll' maisons d' pieurre ;
Ioû qu' y a des peintes o des pinçao.
Mais çà n'fait ren.
Suffit que ' j' veïe dans la foret,
Briller l'ardoise de ton kiocher ;
Suffit qu'près du rusé,
J'entende les pâtous quanté lou « madondé, »
Je laiss' tout mon berton,

Je r'prends le patois,
A tout coup,
C' est pus fôrt que ma.

JEAN LA BEN'LA

■

VOCABULAIRE

AOTFAS : Autrefois ;
CHOMÉ : Resté debout ;
DIMENE : Dimanche ;
GUERROUÉ : Gelé ;
HOTÉ : Demeurance ;
JANNAS : Lande d'ajonc ;
JVAO : Chevaux ;
KNEUS : Connais ;
LIN : Loin.
MÉRIENNE : Sieste de Midi ;
RUSÉ: Ruisseau.

▼

Une révolution ne produit de changements profonds, durables et glorieux que si elle est accompagnée d'une idéologie dont la valeur philosophique soit proportionnée à l'importance matérielle des bouleversements accomplis. Cette idéologie donne aux acteurs du drame la confiance qui leur est nécessaire pour vaincre ; elle élève une barrière contre les tentatives de réaction que des juristes et des historiens, préoccupés de restaurer les traditions rompues, viendront préconiser ; enfin, elle servira à justifier plus tard la révolution qui apparaîtra, grâce à elle, comme une victoire de la raison réalisée dans l'histoire.

Georges SOREL.

60

Nº 3 : Les groupes folkloriques dans les années 1940. Carton d'invitation du Groupe gallo-Breton à une conférence de Florian Le Roy sur la Haute-Bretagne, en 1941, et programme d'une représentation de la Chanterie de Haute-Bretagne, l'année suivante. Deux groupes qui font du théâtre en patois, et dont les activités sont très voisines, mais qui sont farouchement rivaux, en partie pour des raisons politiques (source : ADIV, Fonds Prosper Jardin, 103J27, « Radio - provincialisme »).



Salle Raphaël BINET
Quai Richemont

A l'occasion de l'Assemblée Annuelle du Groupe Gallo-Breton

Journées
de
Documentation
Folklorique

21 et 22 JUIN 1941

CAUSERIE

Le Dimanche 22 Juin, à 17 h.
par M. **Florian LE ROY**

"LA HAUTE-BRETAGNE ET LA BRETAGNE"

Exposition de coiffes de Haute-Bretagne, Faïences et Mobilier du Pays de Rennes

Ouverture : SAMEDI 21 JUIN, A 10 HEURES

Invitation

GROUPE GALLO-BRETON

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES COUTUMES ET TRADITIONS POPULAIRES

8, rue de la Psallette
RENNES

Vendredi 17 Avril

à 20 heures, au

Théâtre Municipal

GRANDE

VEILLÉE BRETONNE

organisée par le Comité **"PROVINCE"**

sous le Patronage d'Honneur

de Monsieur le Préfet Régional,
de Monseigneur l'Archevêque,
et de Monsieur le Maire de Rennes,

au profit des

ENFANTS DE PRISONNIERS



Sous le signe de la Révolution Nationale

Le mouvement national de décentralisation intellectuelle « Province », fondé et présidé par Charles Bourgeois, veut l'émancipation des intellectuels régionalistes et entreprend l'éducation culturelle du peuple grâce à des manifestations essentiellement provinciales.

« Province » prône un art simple, ardent et riche comme le fonds même du pays de France.

Son Comité d'honneur comprend : Ph. Lebesgue, J. de la Varende, Charles Brun, René Fauchois.

11 délégations en zone occupée.

Pour l'Ouest, écrire à M. le Délégué général de « Province » pour l'Ouest, B. P. 131, Rennes (I.-et-V.). Joindre timbre.

Intellectuels, amateurs d'art, vous tous qui aimez bien la belle France, soyez les membres de

"PROVINCE"

Nos *Equipes Sociales* accomplissent une œuvre très opportune : leur tâche principale est l'aide morale et matérielle à apporter aux familles nécessiteuses de Prisonniers pour lesquelles rien n'avait été fait si ce n'est par l'organisation officielle de « *La Famille du Prisonnier de Guerre* », dont elles dépendent.

Jeunes gens, jeunes filles, venez avec nous passer vos moments de liberté à visiter les familles de prisonniers dans le besoin.

S'adresser au Secrétaire général, 98, Bd Sévigné, Rennes.

La Chanterie de Haute-Bretagne

C'est l'œuvre qu'il y a environ 40 ans, Jean Choleau avait tenté de créer avec un de ses amis, Pierre de Portgamp. Seules des difficultés de communication les empêchèrent de réussir. Marie Droüart a repris l'idée, qui était excellente : ses études folkloriques poussées au plus haut degré la placent au premier rang pour mener à bien cette tâche, il n'est plus de branches de l'ethnologie de Haute-Bretagne qui ait de secrets pour elle.

Aidée de Jehan de la Grëye, dont les travaux linguistiques et le talent de chanteur populaire sont bien connus, elle fondait, en juillet 1941, « *La Chanterie de Haute-Bretagne* », qui a son siège à Rennes et des ramifications dans tout le haut pays, et dont Jean Choleau est le Président d'honneur.

Depuis cette époque, la jeune Chanterie a méthodiquement accompli un excellent travail. Après seulement six mois d'études, elle peut se placer au premier rang des sociétés similaires. Guidée par des personnalités aussi compétentes que celles qui la dirigent, elle ne perd pas son temps en tâtonnements, recherches, demandes de conseils ; elle sait où elle va. Son répertoire est considérable. Aux chansons populaires recueillies par nos devanciers, elle ajoute la cueillette de Marie Droüart, cinq cents environ.

Les danses populaires, sous l'impulsion de Jean Rivière, qui les enseigne telles qu'il les a apprises des paysans, sont fort bien interprétées.

Le groupe théâtral de la « Chanterie », « les Chevaliers du Graal », présente des œuvres saines, sketchs et pièces en parler populaire où sont englobées chansons et danses populaires.

Mieux qu'un groupe folklorique, la « Chanterie » est une école de formation bretonne. Son programme est des plus vastes : recherches sérieuses dans tous les domaines du folklore, de l'art populaire et de l'histoire ; étude des dialectes dérivés de la langue romane, mais aussi étude du breton, la langue nationale.

La « Chanterie » travaille pour le peuple et plus particulièrement celui de nos campagnes, à qui elle doit donner conscience de sa dignité de breton. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'elle consent à donner des démonstrations à la ville et seulement pour des œuvres de charité, de fraternelle entr'aide. Aujourd'hui, il s'agit de secourir les enfants de nos prisonniers nécessiteux, c'est pourquoi la « Chanterie » a répondu à l'appel.

La « Chanterie » est au service de la souffrance, partout où elle se trouve. Dédaignant la critique et l'esprit mesquinement jaloux de certains, elle ne travaille ni par vanité, ni par lucre, mais seulement pour son idéal : *servir la Bretagne*.

Yann PENFELD.

Pour tous renseignements, s'adresser à Mme Droüart, Clan de Cottage, rue du Père-Bourdon, Rennes.

Les Fées des Houles

Jehan DE LA GREYE *Marie DROUART*



(Ph. BRIAND)

Les Filles des Houles

Cette œuvre, charmante en sa simplicité, est une page complète du Folklore Haut-Breton

S'inspirant des contes populaires recueillis par Paul Sébillot, Marie Droüart a composé un scénario qu'elle appelle modestement un sketch.

Tous les caractères distinctifs des pêcheurs paysans de la côte de Saint-Cast y ont été soigneusement notés.

Un ménage de braves gens fort pauvres, les Bourdais, chargé d'enfants, vit péniblement mais honnêtement, en bons chrétiens. Ils n'ont point banni une saine gaîté de leur logis, car ils chantent tout le long du jour en travaillant.

En gardant leurs bêtes près de la Houle de Chelun, deux des enfants ont vu danser les fées au son d'une musique merveilleuse qu'ils ne savent à qui attribuer.

Les parents, d'abord incrédules, doivent se convaincre que les grottes sont toujours habitées par les « bonnes dames », dont ils ne tardent pas à faire la connaissance et qui les comblent de bienfaits.

Programme

PREMIERE PARTIE

CHANSONS POPULAIRES

L'amante de Colin	Simone KERHAULT
La fille entêtée	Jehan de la GREYE
Le Cineuma (poète paysan de Mystringue)	Guy RIVAZ
Corbleu Marion, duo	Simone KERHAULT Jehan de la GREYE
Propos rustiques	Jean RIVIERE
Querelle des garçons et des filles, duo	Guy RIVAZ Jeannette DERLOT

LA MER CHANTÉE PAR LES MARINS ET LES POÈTES

Causerie sur la marine à voile

Chant de la mer (H. Jacques).
(Marcelle de BEYRE et Jean SUSCINIO)

ADIEU !

CHANSONS A HISSER

a) *Ohé! hisse!*

b) *Sur le Pont de Morlaix.*

c) *Chanson de Cap-Horniers.*

Chant du Cap-Hornier (poème, H. Jacques).

d) *Nous irons à Valparaiso.*

La Fin (Tristan Corbière).
(Marcelle de BEYRE)

Pique la baleine (chanson à ramer).

Johnny Palmer (Cl. Pingault).

QUETE en faveur des enfants de prisonniers

Le mobilier a été gracieusement prêté p

DEUXIÈME PARTIE

CRÉATION

Les Fées des Houles

Sketch en dialecte Haut Preton, par Marie DROUART
d'après les « Contes populaires » de Paul SEBILLOT

PERSONNAGES :

Le père Bourdais Jehan de la GREYE.
Agnès Bourdais, sa femme .... Marie DROUART.
Cinq garçons : Jean RIVIÈRE, André MARY, Joseph PIRON, Bernard V.
Cinq filles : Andrée BRIAND, Guyonne DAVID, Jeannette DERLOT, Renée GENDRON, Jacqueline de VILLOUTREYS.
La reine des Fées Simone KERHAULT.
Fleur de Rocher. Rité CHARRAUD.
Joie des Grèves.. Maïlhé CHAUVIN.
Les autres Fées : Annick BEAUDOIN, Annette BESSON, Yvette BÈCHENEC, Sinette DERLOT, Odette GOVEN, Janine LHERMITTE, Monique de VILLOUTREYS.

du Groupe de la Chanterie de Haute-Bretagne

Musique de Scène. — Chansons et Danses de Haute-Bretagne

Chansons du sketch

La Bergère et le fils du Roi
No!' grand Valet
Le Seigneur et la Bergère
Laissez-ma don planter mes pois
Le Berger qui me fait la cour

DANSES DE HAUTE-BRETAGNE

La gigouillette **du pays de Rennes, accompagnée du violoneux P. Mougeat.**
La ridée, **du Morblhan Gallo, chanson et violon.**
Deux avant-deux **du pays de Caulnes, violon.**
Le passe pied, **région de Moncontour.**
Les Sonnous, **chanté par Simone Kerhault.**
Le galop, **pays de Rennes.**

CHANSONS A VIRER

a) *Encore un coup. Vire!*
b) *Dans le port de Tacoma.*
A Paimpol (poème, A. Le Braz).

CHANSONS DU GAILLARD D'AVANT

a) *Les marins de Groix.*
b) *La Barbière.*
c) *La Dame de Bordeaux.*

Femmes de pêcheurs (Y. Nibor).
Jean Daoulas (Ch. Le Goffic).
(Marcelle de BEYRE et Jean SUSCINIO)

L'Angélus de la Mer. *Bro Goz Ma Zadou.*

ar M. QUIMBROT, artisan traditionniste.

Nº 4 : « Pour l'unification des Parlements Hauts-Bretons ».

Discours prononcé le 27 septembre 1941 par Joël de Villers, aux salons Gadby à Rennes

(Source : BRM, fonds Joël de Villers, Ms 1504/1, « études sur la langue gallèse »).

De nombreux érudits bretons, parmi lesquels je citerais : Sébillot, Orain, Alcide Leroux, Dottin, Vian, Grand, Marais, le chanoine Joly et beaucoup d'autres encore dont les noms ne me sont pas présent à la mémoire, se sont penchés avec intérêt, je dirai même pour certains avec amour, sur notre vieux dialecte populaire que l'on nomme, à tort d'ailleurs, le patois Haut-Breton. En effet, ce n'est pas un patois mais les restes de l'ancienne langue d'Oïl, seule langue parlée en Armorique avant l'invasion bretonne. Tous ces érudits ont trouvé qu'il fallait défendre cette vieille langue des atteintes journalières qu'elle a à subir de la part du français et surtout de cet infâme argot qui est – ou plutôt devrait être – le parler exclusif de la voyoucratie parisienne.

Pour le protéger quels moyens employer ? Madame Droüart dont nous savons tous apprécier les travaux si intéressants sur les diverses questions se rapportant à notre pays, préconise l'emploi de notre parlement dans l'enseignement du français à l'école, en envisageant l'édition de deux livres : 1° Une grammaire française expliquée au moyen de langue populaire. 2° Un traité d'exercices grammaticaux ayant rapport aux règles expliquées. « Ces deux livres – dit Madame Droüart, dans son étude sur l'Utilisation du Folklore – paraissent indispensables pour généraliser et faciliter l'étude de la langue française. » Nous sommes tout à fait d'accord avec notre aimable folkloriste.

Mais pour ce faire il faut que notre parler populaire soit officiellement reconnu par les maîtres de l'enseignement, or il est probable que ce ne sera pas chose faite bientôt puisque même la langue bretonne n'arrive que très difficilement à se faire admettre à l'école.

Il faut en attendant l'entrée de notre parlement à l'école créer une littérature populaire comme l'ont fait les Provençaux et bien d'autres. Pour créer cette littérature de Haute-Bretagne il est indispensable – et c'est pourquoi nous sommes réunis aujourd'hui ici – de faire une unification : premièrement de l'orthographe et deuxièmement de tous les dialectes Hauts-Bretons. Pour la première unification il faut une entente de tous les écrivains de chez nous pour l'adoption d'une orthographe unique que nous publierions immédiatement et ferions connaître par la publication de contes et nouvelles rédigés avec cette nouvelle orthographe.

Mais ici surgissent quelques divergences d'opinions. Les uns veulent écrire en français et pour d'autres l'orthographe phonétique est indispensable. Chacun a sans doute des arguments probants à nous exposer, mais pour moi l'orthographe phonétique n'a pas mes faveurs pour plusieurs raisons. D'abord elle n'est lisible que pour un nombre très restreint de lecteurs. Or ce qu'il faut avant tout c'est que le peuple puisse lire sa langue en la comprenant car si un paysan voit devant lui quelque chose qu'il a de la difficulté à lire, il préférera jeter cet écrit de côté et nous n'atteindrons pas ainsi le but que nous poursuivons qui est, comme vous le savez, la sauvegarde de notre langue populaire. De plus dans l'éventualité d'une unification de nos parlements, l'orthographe phonétique devient absolument impossible ; je ne vous apprendrais rien vous tous qui vous occupez de ces questions linguistiques en vous disant que la prononciation varie de pays à pays, de bourg à bourg, et même, parfois, de village à village.

Il reste donc la deuxième solution : écrire en français. À mon avis, cette idée est déjà meilleure ou, plutôt, moins mauvaise, car en effet il reste toujours cette malheureuse question de la prononciation. J'écrivais l'année dernière dans une petite étude sur « le Parlement du Pays de la Mée » parue dans Galerne que « je serais très heureux si quelques lecteurs voulaient bien le soumettre leurs idées pour la création d'une orthographe unique pour tous les parlements Hauts-Bretons mais permettant à chaque pays de conserver sa prononciation personnelle » et j'ajoutais : « s'il n'en était pas ainsi ce serait une réelle difficulté pour un Nantais de lire un écrit en langage du Porhoët ou d'ailleurs. Tandis qu'une orthographe rationnelle basée : partie sur la prononciation, lorsque celle-ci

est la même dans tous les pays Hauts-Bretons, partie sur l'orthographe du vieux français dont viennent la plupart des mots de notre région, serait plus compréhensible pour tous et dès lors notre œuvre de protection des parlers populaires deviendrait vraiment efficace. »

J'écrivais cela voici déjà un an et bien entendu personne ne m'a soumis ses idées sur la question. J'ai jugé cette indifférence comme une acceptation de tous à la création d'une orthographe faite uniquement par moi et que chacun pourrait dès lors critiquer à son gré. Donc comme il fallait qu'un premier travail soit fait pour servir de base, par la suite, je me suis mis au travail et suivant l'ordre de mon étude « De la Prononciation du Parlement du Pays de la Mée ». J'ai établi le petit tableau suivant que je vous demande de consulter en même temps que moi, de le critiquer si vous y voyez des erreurs.

[…]

Je crois à mon avis que cette orthographe peut contenter tout le monde, elle n'a rien d'extravagant et cependant elle rend lisible nos langages en respectant à peu près les prononciations locales ou du moins paysannes.

[…]

C'est un reproche que l'on fait fréquemment aux patoisants de mettre des accents partout. Voyez que pour moi j'ai réduit le plus possible cet inconvénient. Je crois qu'un seul accent indiquant toujours le même son sur quelque lettre qu'il soit placé ne peut gêner aucun écrivain non plus qu'aucun lecteur.

Je vous ai donc exposé ici mes idées quant à l'orthographe unique de nos parlements, si quelqu'un de vous a quelque objection à formuler qu'il veuille bien le dire je suis prêt à accepter, comme je l'ai dit en commençant, le concours et les idées de tous.

Ce n'est pas la lutte que nous bâtirons quelque chose de sérieux, c'est dans la collaboration de tous les Hauts-Bretons. Certains l'ont compris, d'autres persistent à vouloir l'ignorer. Croyez que j'en suis désolé et j'espère qu'ils comprendront un jour et lorsqu'ils reviendront, sans rancune nous leur tendrons la main.

Joël de Villers

Compagnon de Merlin. Président de l'Union Traditionaliste du Pays de la Mée. Directeur de la Chanterie de Haute-Bretagne. Salon Gadby, 27 septembre 1941.

<u>Nº 5 :</u> « Gallo, gallaise, gallèse » : le succès d'un adjectif.



Dans les années 1970, l'adjectif « gallo », auparavant peu usité, connaît un grand succès, en particulier dans la sphère musicale. Pour son 3e album (ci-dessus), en 1974, le groupe de folk breton Tri Yann se revendique de la culture du haut-pays, tout comme le groupe Galorn (ci-dessous, à gauche), ou encore le festival de Monterfil (ci-dessous, à droite). Source : archives des associations Dastum et « Au Carrefour de la Gallésie ».





<u>Nº 5 :</u> *« Es gars et ès coèffes de PYOGO »*,

« Aux hommes et aux femmes de Plogoff »

Source : *Le Lian*, n° 7, juin 1980, p. 9-10.



Es gars et ès coéffes de PYOGO

Les problèmes des bertons sont les problèmes des gallos.
Les problèmes des gallos sont les problèmes des bertons.
La Bertaegne a deux joes méy o n'en fait qu'ieune.

Est pour éla qu'on est ben aise d'avayr ersaeu deux prêcheries sû Pyogô et d'vèr qu'André LALYCAN nou a ermins l' texte de sa chanson sû Piogoff qui li a valu la Truite du Ridor en composition l'aute dimaine à Piemet.

On nous a tout bézë

On nous a tout bézë : not' économie et nos libertés, nos arts et façons d'travailler, nos roches et nos monuments décorë, nos meillous bounnes amies et nos gâs les pû avertis, et tout c'que nos anciens pouvint admirë et mangë.

Tchi qui restë : que des houmes et lou façons d'prêchë.

ça côr, on nous l'a bézë : pendant qu'on envayë les houmes se trempegnë dans les tranchées, nos garçailles dans lous écoles avint la langue tranchë. Y nous restë pû que l'air, les ouéziaou, la mer et deux mèt' de talus.

V'la ti pâs que les ouéziaou sont kerci, dans la mer naïrcie, et nos talus cotis.

V'la ti pâs que pu lin de Sainte Anne la palud on nous fit promesse qu'on nous étchiperait d'eune centrale nucléaire pour berluser nos lampions et lous chandelles à ions, pour essiérë préfectures, tchilomètres de boulevards et grandes maisons, lou fêtes et récréations. Nos gâs de Loire-Atlantique savent ben nous fourni des tchilowath et nous ont jamais menti. Ça s'rë-ti pâs les monsieurs conseillë et députë qui, pour nous diverti, nous arint prostituë à l'E. D. F. ?

Je ouï prêchë qu'ès Amérique les p'tits garçailles terpassë deux fai pû de leucémie autour des centrales qu'i z-ont bâties.

Nos notab' veulent-ti nous étchessi après nous avâ, durant toua djères ber saingnë ? Vaudrait-il pâs mieux, pou ben prêchë, lou d'mandë des mait auxiliaires putôt qu'des scienceux er nucléaire ? Y'aurait-ti pâs préférence pour avâ de jiènes luraù assez tchéru pour viv' sans les iaouseries d'un Etat enheudant et empêtrant ?

Pari qu'si nos gouroux de beudjins feusint du gaz à fumieu, nos entêpenous des éoliennes à électricité, et si les aoutes se chauffint ès piaques à soula et ès rameuneries d'chalou dans les fouyeus...

Y'an, j'vous l'dit ma, on dépendrë ben moins d'l'Etat ; c'est ieux z'aoutes,

les jacobins, qui s'mettrë à huchë daou lin. Min, m'est avis ça s'rait justice d'pée le temps qu'on mange du mauvey pain. Les siens d'Pyogô, et pû côr lous couéffes, nous montërent ben sûr le ch'min de not' pû grand' vertu qu'était l'couraige qu'i nous faut ertrouvë. Ifaudra s'ergromë même devant pë-tards et fumë, et eune fa chomë' faudra pâs avayr pou d'baudë.

A.H. LE GALLOP.

A noute Péyis

Ouh ma beurtagne ! Queu qu'on a fé deu ta ceinture doreûille, avêque la mareûille naille deu Bresse ou Mont St Micheu, et queu qu'on va t-i fére d'méseu du Péyis Bigouden ou Péyis d'Retz ?
Vous savez ben vous z'aoutes lâ-haou qui n'm'entin'oudrez point, qu'c'écore un'ne meunière d'em-pouéson'neu c'qu'i reusse du Vieux Péyis. Vous savez ben vous z'aoutes, depé lés siens d'Plogoff, d'Cléden et Primelin jusqu'é siens d'cheix et du Péllerin qu'i faut saouveu noute p' tite patrie d'la mort qui s'nige deu-rière tout ça !
Més... Sérvez-vous don dés mareûil-les ! Més, sérvez-vous don du vin'ou et du soulaille ! Més... Sérvez-vous don du bouâs d'noute Arcoat ! Més... Sérvez-vous don d'tous nous russèou et d'nous riviéres pour voute éléctriciteu ! C'é t-i pâs déjà asseu d'avar foureu vous z'in'ougins à Lanvéoc-Poulmic ? D'avar utiiiseu noute lac St Micheu à Brénnilis ?
Ben sûr ! Ben sûr ! Y'en a qui vont m'hucheu d'sus, j'lés vaï d'là ! S' ment : qui C'é qui n'ara point pou d'alleu vâr noute Pointe du Râ ? Qui c'é t-i core qui n'ara point pou d'alleu vâr noute Louére ?
Vé ! La pou, on l'a pour nous z'aoutes et nous garçâilles !
Un grain-ou mo'yen pour nous, Catholiques et Beurtons toujours : noute fouâ !
C'é deu s'tourneu devêre noute grain-ou St Yves, et noute Ste deu meunière qu'i font qu'noute bèou Péyis l'reusse, et reusse prope. Nous z'ain'ouciens aré fé d'mim'me : pourquaï pâs nous z'aoutes ?

Edouard SAINDON

TAISOU

DONC

TCHOQU'

INSTANTS

Taisou, taisou donc tchèq' instants
J'allons vous raconteu
C'que j'avons veu dans c'pays-là
A Piogo comme j'vous veï là

Les gens de mer les gens de terre
Tous ces gens là m'ont dit
De centrale nous n'en voulons guère
Dans not' beau pays-ci

Tous les jours tous les jours d'aneu
Y'a ben cinq cents gens d'armes
Qui frappent et cognent sur les gens de de cheu nous
Les hommes et les femmes teurtous
Venez venez donc mon berger
Venez dans not' pays
Ca té vos beurbis et vos blés
Nous choésissons la vie

Chantez chantez donc mon berger
La chanson des moutons
J'la préférions à ceux d'l'armée
Aux centrales et canons

Cui-là qu'a fait la chanson
S'en vient tout droë d'Piogoff
Chanteu d'la part des gens d'là-bas
Des Kerloc'h, des le Goff
Vous dire à vous gens de cheu nous
Qu'faudrait nous ébrère teurtous.

André LALYCAN. (JUDIKAEL)



<u>Nº 6 :</u> *« J'aemeraes yetr »*, « J'aimerais être »,

une traduction « en gallo unifié » (Aneit) d'un poème de la poétesse bretonnante Anjela Duval.

Source : *Le Lian*, nº 15, mars-avril 1982, p. 3.

anjela duval

Anjela Duval nous a quitté . Elle laisse derrière elle une grande œuvre poétique en breton. Une fois n'est pas coutume, nous tentons une adaptation d'un de ses poèmes en gallo (graphie unifiée).

ME'GARJE BOUD

Pa welan-me skornet ar stêr
Me 'garje boud an Nevez-Hañv
Pa welan suilhet ar peurvan
Me 'garje boud ur barrad glizh
Pa welan ur rozenn digor
Me 'garje boud ur valafenn
Pa welan lili-dour al lenn
Me 'garje boud un alarc'h gwenn !

Pa welan 'n Heol o vont da guzh
Me 'garje boud ur Livour
Pa welan 'r c'hlañvour o c'houzañv
Me 'garje boud ur Pareour
Pa glevan 'n Arzour o kanañ
Me 'garje boud ur ganaouenn
Pa glevan 'n avel o c'hwezhañ
Me 'garje boud un delenn !

Pa glevan 'r bugel o c'hoarzhin
Me 'garje boud e vamm dezhañ
Pa gavan un neizh pennglaouig
Me 'garje boud ar vioù glas
Pa welan''r vaouez kenedus
Me 'garje boud he melezour

Pa zeuy en-dro Nevenoe
Me 'garje boud ar Menez-Bre.

Anjela Duval

J'AEMERAES YETR

Qând je vais le russeù grœi
J'aemeraes yêtr la prime saeson
Qând je vais la prey grâley
J'aemeraes yêtr la cahey
Qând je vais úne rose qui fllóurit
J'aemeraes yêtr un papivole
Qând je vais la ribote sus l'éaù
J'aemeraes yêtr l'oêseù bllânc de l'êtânc !

Qând je vais se cuter le solalh
J'aemeraes yêtr le pînturóur
Qând je vais le malade durer sés maùs
J'aemeraes yêtr le rboutóur
Qând j'oês l'artisse chânter
J'aemeraes yêtr la chânson
Qând j'oês le vant qi bufe
J'aemeraes yêtr úne harpe !

Qând j'oês rire úne garsalhe
J'aemeraes ben yêtr sa meire
Qând je trouve un nic de têtes-naires
J'aemeraes yêtr lés oeus blloes (oe = eu)
Qând je vais úne filhe ben boudète
J'aemeraes yêtr son miroér

Qând rvenra Nominoé
J'aemeraes yêtr le Menez-Bré.

Nº 7 : Le renouveau de la culture gallèse à travers les reportages télévisés.

« Parler gallo »,

reportage du magazine « Une façon de vivre », France 3,

diffusé le 4 mai 1977, 12’35’’



La télévision régionale va interroger quelques habitants du Mené, dans les Côtes-d’Armor, une zone très rurale où le *revival* gallo est assez dynamique, Interview de François Budet (chanteur) :

« (Le pays gallo) est une région limite, une région charnière puisque c'est la rencontre de deux cultures : de la culture bretonne, bretonnante et également de la culture romane, et ensuite de la culture française. En plus, le Mené, lui, se trouve à, disons, une trentaine de kilomètres de la limite linguistique, si bien que c'est encore dans cette région où on a parlé breton assez tardivement. Effectivement, ça reste une région charnière.

C'est une langue qui a donc la particularité d'avoir gardé certains mots bretons, beaucoup de noms de village gardent le nom breton, qui a gardé donc les traditions bretonnes.

Moi, j'ai entendu dans mon enfance, qui n'est pas encore bien loin, des histoires de Chêrio d’la mô[1] *des histoires de* faizoux d’sorts[2]*, des choses comme ça, donc qui sont tout simplement les mêmes légendes que la légende de l'Ankou. Ils sont exactement presque dans les mêmes termes sauf qu'ils sont exprimés dans un autre langage. On trouve, dans certaines chansons, certains airs à danser à peu près les mêmes modes, les mêmes modes musicaux. On trouve... Disons, au point de vue “pas”, cette région, ici, est plus riche puisque c'est une*

[1] « Chariot de la mort », équivalent de la légende de l’Ankou dans la partie occidentale du pays gallo.

[2] « Faiseurs de sorts », c’est-à-dire sorciers.

région métisse, une région charnière. Donc on a récupéré un certain nombre de danses françaises, un certain nombre de choses qui se dansaient en Bretagne bretonnante. Donc on a ici... et je connais une commune, où, dans la seule commune, on dansait, et il y a, disons, 50 ans, 7 danses, et que des gens, encore, connaissent.

Il n'est pas étonnant de rencontrer des gens, actuellement, qui ne veulent plus parler patois, qui ne veulent plus entendre parler de vieilles danses, qui ne se sentent plus Bretons. On leur a tellement dit qu'ils étaient Français, et comme ils n'avaient pas une langue spécifique, (donc c'est là qu'on retrouve l'importance de la langue qui transmet une culture), donc... Et alors on a eu, donc, un moment donné, pendant 50 ans, plus rien. Et quelques personnes ont commencé à s'intéresser, dans le pays gallo, à la tradition.

On nous a appris à parler d'une certaine façon pour, disons, égaliser. On a voulu qu'on se ressemble tous de Nice à Brest ou de Dunkerque, j'allais dire Tamanrasset mais disons Bayonne. On a voulu que tout ce monde-là se ressemble alors que nous, on a le droit à la différence.

Quand je suis allé à l'école primaire, je parlais mon langage maternel et affectif. On me disait : « Tu parles mal ». Dire à un enfant de 5 ans qu'il parle mal, ce langage qu'il parle avec sa mère, avec son père, lui dire que c'est mal... On trouve drôle, après, que les paysans soient complexés. Moi, ça ne m'étonne pas. Incruster des principes, comme ça, dans la tête d'un gosse, moi, j'en ai souffert. Moi, j'en ai souffert parce qu'on m'a dit. Or moi, je continue à parler patois gallo tous les jours avec mes voisins. Là, je parle... Disons, quand je suis avec des gens de la ville, je parle le langage des gens de la ville. Chez moi, avec mes parents, je ne parle que patois. Et j'estime que c'est une impolitesse de leur parler français.

Quand je parle avec mon père du blé, du bois, de la terre, je ne peux pas lui en parler en français. On ne trouve pas les mots. On ne trouve pas les mots qui arrivent à dire ce qu'on sent, ce qu'on a dans les tripes. Moi, j'estime que c'est suffisant. »

« Le pays gallo »,

reportage France 3, diffusé le 30 novembre 1979, 11’59”

C’est maintenant le Cercle d’Outre-Ille de Saint-Grégoire qui retient l’attention des journalistes de France 3. Au fond, sur la première image, Jean Baron et Christian Anneix interprètent des airs du pays de Rennes au biniou et à la bombarde, ce qui peut surprendre, ces deux instruments étant typiques de Basse-Bretagne. Les danseurs exhibent le costume exhumé dans les années 1930 par Simone Moramd. Sur la deuxième image, Jean Baron chante un air en gallo avec un des danseurs.

Commentaire du journaliste : *« Cette édition consacrée au pays gallo doit permettre une approche de la culture et des traditions gallèses. Mais, qu’est-ce que le pays gallo ? Mal connu parce que mal défini, et peut-être difficile à définir, il apparaît comme un pays tampon entre la Basse-Bretagne, le pays bretonnant, et le reste de l’Hexagone. Il a donc subi leurs influences, que ce soit pour la langue, la musique ou la danse. Cette Bretagne orientale, pendant longtemps, s’est tue. À présent, elle veut elle aussi retrouver ses racines et les faire connaître. C’est pourquoi on assiste, actuellement, à de très nombreuses initiatives en ce sens, que ce soit de la part d’individuels, de groupes, d’associations, chacun entreprend une remise ne valeur du patrimoine culturel du pays gallo. Le Cercle d’Outre-Ille de Saint-Grégoire, que vous voyez aujourd’hui, se consacre quant à lui essentiellement à la danse et à la musique. Situé aux portes de Rennes, il s’est spécialisé dans l’étude du bassin rennais et contribue à la revalorisation et à une plus large diffusion de cette culturel gallèse. Grâce à ses sonneurs, danseurs et chanteurs. »*





« Les contouses de Bazouges-la-Pérouse »,

reportage France 3, proposé par Gilles Morin, diffusé le 12 décembre 1980, 13’19’’.



Ce reportage est une mise en scène de la transmission idéale du parler gallo. Sur fond de musique celtisante, avec flûte et harpe, la voix de Gilles Morin emmène le spectateur à Bazouges-la-Pérouse, en Ille-et-Vilaine, où il présente des gallésants.

« En Bretagne, comme dans bien d’autres régions, la culture orale est un monument en péril qui se dégrade chaque jour davantage. C’est vrai en Basse-Bretagne, le domaine de la langue bretonne, mais aussi en Haute-Bretagne où, à l’est d’une ligne Plouha-presqu’île de Rhuys, on parle le gallo.

[…]

Aujourd’hui encore, le gallo est considéré comme un patois sans intérêt. Mais de plus en plus nombreux sont les Hauts-Bretons qui n’ont plus honte de leur langue. A-t-on le droit en effet, de continuer à demander aux jeunes de se dépouiller en classe de leur accent, de leurs mots et de leurs expressions ? Le cas de Bazouges est encourageant, car une octogénaire, Mademoiselle Denys, a donné envie d’écrire en gallo à une adolescente de 15 ans, la jeune Bernadette Lefresne. »



« Dame nenna, faùt poènt dire “les gosses”, faùt dire “les garçailles” ». Les mots patois, habituellement censurés à l’école, se transforment en bons points. La patoisante devient l’enseignante, et les codes symboliques sont inversés.

<u>Nº 8 :</u> Entretien avec Pierre Corbel, militant aux Amis du parler gallo de 1979 à 1983, puis directeur des Presses universitaires de Rennes de 1993 à 2016. 12 mars 2017.

« P.C. : Je suis né en 1951, à Plélo, près de la frontière linguistique. Nous étions nombreux à porter ce nom, les Corbel de Plélo sont bien connus, on les retrouve dans les archives paroissiales depuis très longtemps ! C'est une situation intéressante que celle de la frontière, car celle-ci ne suppose pas seulement un rapport linguistique, c'est aussi, et avant tout, un rapport social.

Le gallo, à l'époque, était évidemment très présent dans la vie sociale. Aujourd'hui, il s'est réfugié dans la sphère familiale, le foyer, l'entre-soi. On peut encore l'entendre au bistrot, quoique de moins en moins. Dans mon enfance, je parlais gallo, de manière naturelle, avec les camarades d'école, à la maison… Mon père était un agriculteur moderniste, assez représentatif de son époque. S'il n'avait pas de franche hostilité envers le patois, toutes ces choses, il ne cherchait pas spécialement à nous les transmettre. Chez moi, c'était la mère qui détenait la culture locale, qui la conservait. Après l'enfance, quand on commence à avoir une vision plus réflexive des choses, on refoule le gallo, on le met de côté, et il devient une « langue muette ». Je me suis assez intéressé à cette notion de « langue muette » : le fait de posséder une langue et ne pas l'utiliser. C'est Marc Gontard qui utilise cette expression. Donc le gallo est une langue qui est en moi, je pourrais l'utiliser sans difficulté. Je ne vais pas vous en donner un exemple maintenant, ça ne serait que démonstratif, mais maintenant que je suis en retraite, cela ne me déplairait pas de m'y remettre un peu, pour le plaisir, de faire un peu de traduction.

Donc après l'école communale, j'ai fait le petit séminaire de Quintin. Où d'ailleurs, comme vous le soulignez, j'ai côtoyé Glenmor. Nous n'appartenions pas à la même génération bien sûr, il avait fini son séminaire plusieurs années avant moi. Mais il était venu une ou deux fois donner un concert au séminaire. Tout cela participait d'un certain environnement politique : les ecclésiastiques qui nous encadraient étaient très politisés, c'étaient des nationalistes bretons, FLB pour certains d'entre eux. On raconte même que ceux-là cachaient des armes dans le bâtiment du séminaire. Cette période a constitué en quelque sorte ma première formation politique.

Puis dans les années 70, j'ai été militant mao, pendant mes études à Rennes. Cette transition peut paraître très paradoxale, mais je crois que la religion et le marxisme partagent certains traits communs. Notamment, une certaine forme de millénarisme. Je n'avais pas d'activité bretonne spécifique, mais je baignais malgré tout dans l'environnement étudiant à Rennes, qui était très imprégné par les questions bretonnes. Les fest-noz des Lices le jeudi soir, à l'époque, c'était quelque chose ! Il y avait des milliers de jeunes. En 1980, l'organisation maoïste à laquelle j'appartenais a été dissoute.

Et la même année, j'ai rejoint les Amis du Parler gallo, jusqu'en 1983, je faisais partie des gens qui ont été entraînés par Gilles Morin, j'ai été, comme d'autres, aspiré par son dynamisme. Personnellement, je participais surtout à la rédaction et la publication du *Lian*.

L.M. : Gilles Morin avait-il, comme vous, un passé militant ?

P.C. : Gilles Morin était un jeune agrégé d'histoire. Je ne lui connais pas d'engagement prolongé particulier avant les Amis du parler gallo, mais c'est possible qu'il ait milité quelque part. Et vous savez, à l'époque, il y avait tout un contexte de luttes politiques intéressantes. Pour ma part, au début des années 1980, je vivais une sorte de dégrisement, après mon engagement gauchiste. C'était aussi la période qui voulait ça. Et c'est à ce moment que je suis arrivé au gallo.

L. M. : A quoi ressemblait l'association quand vous êtes arrivé ?

P.C. : Gilles Morin y était déjà depuis un ou deux ans, il avait drôlement secoué le petit groupe d'origine. En 1976, quand l'association se crée, ce sont surtout des petits notables à l'ancienne qui

dominent, des instituteurs : Louis Petiot, Marie Dequé… Ces gens-là avaient, je crois, une nostalgie de l'ancien temps, une vision un peu passéiste du parler gallo. Je crois que, dans leur cas, on peut parler de survivalisme plutôt que de revivalisme. Je me souviens d'une Assemblée générale à Rennes en 1978, à laquelle je n'étais pas présent, mais où était apparu clairement un antagonisme entre deux camps, l'un incarné par Louis Petiot et l'autre par Gilles Morin. Celui-ci voulait essayer de créer un mouvement gallo moderne, appuyé sur une normalisation linguistique…

L.M. : Est-ce que Alan Raude était important dans le mouvement ?

P.C. : Il n'était pas physiquement très présent, j'ai dû le croiser une ou deux fois à certains événements. Raude défendait l'écriture ELG, avec une vision très nationaliste bretonne, une vision à la « Roparz Hemon ». Mais il exemplifie le problème de la graphie, pose la question de la possibilité d'écrire le gallo, qui est un problème central.

L.M. : Quelle était l'audience du mouvement gallo au début des années 1980 ?

P.C. : À cette période, il y avait du monde ! Je me souviens qu'à l'Assemblée générale de Concoret en 1981, il y avait 200 personnes ! On touchait la population surtout à travers les festivités : les Assemblées gallèses à la Hunaudaye, puis à Concoret, les Ramaoug'ries de pommé dans le Coglais, la Truite du Ridor… On y trouvait toutes sortes d'activités : les contes, la musique, la danse… Il y avait des piliers du mouvement culturel, comme Albert Poulain ou Eugène Cogrel, qui venaient tout le temps. Mais nous faisions aussi des publications, j'étais d'ailleurs en priorité chargé de l'édition. Nous avons publié, par exemple, *La Cosmochérette* d'Albert Meslay, un essai d'illustration moderne du gallo, où l'on ne parle pas de l'ancien temps ou du folklore. Le père de Meslay, d'ailleurs, était un patoisant, il racontait ses histoires dans les fêtes locales, par exemple l'histoire de la « Marie Berdaoudaou », des choses de ce style.

L.M. : Et vous avez ensuite fait une thèse sur la Haute-Bretagne ?

P.C. : Oui. En réalité j'ai dû faire très vite cette thèse, en six mois à peu près, ce qui fait qu'elle ne va pas aussi loin qu'elle aurait dû. C'était une manière pour moi de faire un exercice de mise à distance, d'objectivisation du gallo, d'en faire un objet intellectuel. J'ai été membre du groupe de travail du L.E.R.G. Ce laboratoire avait pu acquérir une certaine reconnaissance, grâce à la participation de Henriette Walter, qui est une linguiste-phonologue réputée. J'ai donc fait une thèse de sociologie, présentée au Centre de sociologie rurale de Nanterre. Cela m'a permis de réfléchir sur la problématique de la réflexivité de la langue. Il y a deux pratiques qui peuvent exister : une pratique non-réflexive, naturelle pourrait-on dire, de la langue, et une autre pratique réflexive celle-ci, intellectualisée, savante, parfois militante. La vision militante amène souvent à tronquer la réalité. Par exemple, on a beaucoup insisté sur la persécution des langues, mais ce qu'on oublie souvent de rappeler, c'est l'adhésion des populations elles-mêmes à l'acculturation qui accompagnait la modernisation. La posture victimisante qui est adoptée fait penser aux écrits de Bourdieu sur le régionalisme, où il parle de renversement du stigmate, du stigmate érigé en emblème.

Une autre question est : qui est prêt à se battre ? Et elle est particulièrement pertinente pour un combat marginal. Pourquoi, par exemple, investit-on dans la langue, ou la culture régionales ?

Enfin, une autre problématique essentielle, à mon sens, est celle de la légitimité culturelle.

[…]

L.M. : Quelle est l'importance de la pensée nationaliste dans le combat pour le gallo ?

P.C. : Certains militants ont défendu une pensée nationaliste, comme Raude, par exemple. Aujourd'hui encore, on en trouve, comme Fabien Lécuyer. J'ai lu son manifeste pour le gallo, mais la perspective adoptée fait tout de même un peu sourire. Aujourd'hui, en l'état des choses, le combat pour le gallo, l'entreprise de légitimation, se réduisent à la défense de symboles. »

Table des matières

INTRODUCTION 7

Délimitation du sujet et cadre théorique 13

Culture populaire et nationalisme 13

Régionalisme et nationalisme 15

Patois, dialecte et langue 16

État de la littérature 17

La Haute-Bretagne et le gallo 17

L'*Emsav* 18

Organisation du mémoire 19

AVANT-PROPOS : FOLKLORISME, LITTERATURE ET PARLERS POPULAIRES EN HAUTE-BRETAGNE AVANT 1914 21

Le romantisme et les antiquités populaires 21

Le folklore scientifique 22

Le patois dans l'œuvre des folkloristes en Haute-Bretagne 23

Patois et littérature au XIX^e siècle 25

PREMIER MOUVEMENT 26

I - LE PARLER RURAL, ENTRE LA GAUDRIOLE ET L'AVANT-GARDE 27

A - Les paysanneries 27

1) Le patois comique 27

2) Profils de patoiseux 28

3) Œuvres régionalistes ou bouffonneries locales ? 31

B - Un patois littéraire ? 32

1) La Haute-Bretagne dans les organisations régionalistes 32

2) Le théâtre d'Amand Dagnet 35

3) Jeanne Malivel et les *Sept Frères* 36

II - LE PATOIS EN SON FOLKLORE : L'ELAN DES ANNEES 1930 38

A - L'essor des groupes folkloriques 38

1) Gaït Corvaisier et le Groupe gallo-breton de Fougères 39

2) Simone Morand et le Groupe gallo-breton de Rennes 42

3) Joël de Villers et l'Union traditionaliste du Pays de la Mée. 45

B - Une renaissance culturelle gallèse ? Partisans et détracteurs 46

1) Le potentiel culturel de la Haute-Bretagne 47

2) Le « patois pur » et la « vraie chanson » 49

3) L'*Emsav* et le patois 51

C - Les Compagnons de Merlin *53*
1) L'appel aux Hauts-Bretons 53
2) La naissance d'un mouvement gallo 55
3) Premières réalisations 58
4) La question linguistique 61
III - L'OCCUPATION : HEURES FASTES ET LIAISONS DANGEREUSES 64
A - Tendance berlinoise ou tendance vichyssoise ? *64*
1) L'*Emsav* dans la guerre 65
2) La Pangée 68
3) Le projet culturel de Vichy 71
B - La vie culturelle haute-bretonne à l'heure allemande *73*
1) Du gallo sur les ondes 73
2) Le théâtre en parler populaire 78
3) Le gallo, langue nationale ? 86
4) La branche gallèse de l'Institut celtique 89
C - La Libération et ses conséquences *92*
1) Les procès 92
2) Le déclin du régionalisme folklorisant en Haute-Bretagne 95
II. DEUXIEME MOUVEMENT 98
I - LES ANNEES 1950 ET 1960 : UNE SCISSION ENTRE LA POLITIQUE ET LE FOLKLORE ? 99
A - La Bretagne réelle de Jacques Quatrebœufs *99*
1) Une extrême-droite gallèse 99
2) Le gallo dans les revues nationalistes 101
3) Le pays gallo selon le jeune Albert Poulain 107
B - Ethnographie, collectage et folklore depuis l'après-guerre *109*
1) Du folklore à l'ethnologie 109
2) Vers une ethnologie bretonne de la Bretagne 110
3) Le collectage militant et les cercles celtiques 113
II - LA REVOLUTION DES ANNEES 1970 117
A - Plasticages, festoù-noz *et cheveux longs : la Bretagne post-68* *117*
1) Les années de poudre 117
2) La vague celtique 119
B - La vie culturelle gallèse dans les années 1970 ..... *120*
1) Les festivals de culture populaire 120
2) Les Amis du parler gallo 124

III - LE PRINTEMPS GALLO 128
A - Du patois à la langue *128*
1) Gilles Morin et les siens 128
2) La deuxième langue de Bretagne 130
3) Le gallo en son siècle 134
B - Enseigner le gallo *137*
1) Le gallo à l'école 137
2) Le gallo à l'université 140
C - Le problème de l'orthographe *140*
1) Les propositions externes 141
2) La guerre des graphies 143
CONCLUSION : 146
ÉTAT DES SOURCES 151
BIBLIOGRAPHIE 155
ANNNEXES 160
TABLE DES MATIERES 184